

# **Introduction du modèle comptable harmonisé 2 (MCH2) dans les collectivités publiques du canton de Berne**

Rapport de l'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire à l'intention de la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques du canton de Berne (JCE)



**Office des affaires communales et de l'organisation du territoire  
du canton de Berne**

*Berne, mai 2010*

# **OACOT**

## **Auteur et éditeur**

Office des affaires communales et de l'organisation du territoire  
du canton de Berne  
Nydegasse 11/13, 3011 Berne

## **Rédaction**

Michel Walthert  
Reto Brunner  
Annelies Tschanz  
Monique Schürch

## **Distribution**

© Office des affaires communales et de l'organisation du territoire

# Table des matières

|        |   |    |
|--------|---|----|
| 1.     | Introduction .....  | 5  |
| 1.1    | Evolution de la comptabilité des collectivités de droit public .....                                      | 5  |
| 1.2    | Rapport du groupe de travail .....  | 6  |
| 1.3    | Situation générale dans le canton de Berne .....  | 6  |
| 2.     | Organisation du projet .....  | 8  |
| 2.1    | Mandat de la JCE .....  | 8  |
| 2.2    | Organisation du projet (groupe de travail / sous-groupes) .....   | 8  |
| 2.3    | Catalogue des tâches .....  | 9  |
| 2.4    | Angle d'approche / lignes directrices .....   | 10 |
| 3.     | Recommandations du manuel MCH2 .....  | 12 |
| 3.1    | Analyse des recommandations formulées par le manuel .....   | 12 |
| 3.1.1  | N° 01: Eléments du modèle comptable des budgets publics .....   | 12 |
| 3.1.2  | N° 02: Principes de présentation régulière des comptes .....  | 13 |
| 3.1.3  | N° 03: Plan comptable et classification fonctionnelle .....   | 14 |
| 3.1.4  | N° 04: Compte de résultats .....  | 15 |
| 3.1.5  | N° 05: Actifs et passifs de régularisation .....  | 16 |
| 3.1.6  | N° 06: Réévaluations .....  | 16 |
| 3.1.7  | N° 07: Recettes fiscales .....  | 18 |
| 3.1.8  | N° 08: Financements spéciaux et préfinancements .....   | 19 |
| 3.1.9  | N° 09: Provisions et engagements conditionnels .....  | 21 |
| 3.1.10 | N° 10: Compte des investissements .....   | 22 |
| 3.1.11 | N° 11: Bilan .....  | 24 |
| 3.1.12 | N° 12: Bien d'investissement / comptabilité des immobilisations .....                                     | 25 |
| 3.1.13 | N° 13: Interprétation consolidée .....  | 29 |
| 3.1.14 | N° 14: Tableau des flux de trésorerie .....   | 32 |
| 3.1.15 | N° 15: Etat du capital propre .....   | 33 |
| 3.1.16 | N° 16: Annexe des comptes annuels .....   | 33 |
| 3.1.17 | N° 17: Objectifs et instruments de la politique budgétaire .....  | 34 |
| 3.1.18 | N° 18: Indicateurs financiers .....   | 35 |
| 3.1.19 | N° 19: Procédure lors du passage au modèle MCH2 .....   | 36 |
| 3.1.20 | N° 20: Loi modèle sur les finances (LMFC) .....   | 38 |
| 4.     | Adaptation de la législation .....  | 40 |
| 4.1    | Loi du 16 mars 1998 sur les communes (LCo) .....  | 40 |
| 4.2    | Ordonnance du 16 décembre 1998 sur les communes (OCo) .....   | 40 |
| 4.3    | Ordonnance de Direction du 1 <sup>er</sup> mai 2005 sur la gestion financière des communes (ODGFCo) ..... | 40 |
| 5.     | Adaptation des applications informatiques .....   | 41 |
| 5.1    | Modifications .....   | 41 |
| 5.2    | Collaboration avec les fournisseurs de logiciels .....  | 41 |
| 5.3    | Synergies résultant de la coopération intercantonale .....  | 41 |
| 6.     | Communication / information .....   | 43 |
| 6.1    | Processus d'information .....   | 43 |
| 6.2    | Formation du personnel et des autorités .....   | 43 |
| 7.     | Scénario d'introduction du nouveau modèle par les collectivités de droit public .....                     | 44 |
| 7.1    | Evaluation des besoins en matière de logiciels .....  | 44 |
| 7.2    | Communes pilotes .....  | 44 |
| 7.3    | Elaboration du premier budget sous l'égide du MCH2 .....  | 45 |
| 8.     | Calendrier de la suite des travaux .....  | 46 |
| 8.1    | Objectif ambitieux .....  | 46 |
| 8.2    | Suite des travaux .....   | 46 |
| 9.     | Annexes .....   | 48 |

# Synthèse

Suite à la publication du manuel MCH2 par la Conférence des directeurs cantonaux des finances (CDF), la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques (JCE) du canton de Berne a institué un groupe de travail. Placé sous la direction de M. Michel Walthert, responsable des finances communales auprès de l'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire (OACOT), ce groupe de travail était chargé d'examiner la question de l'introduction du MCH2 dans les collectivités de droit public du canton de Berne.

Le présent rapport expose les possibilités de mettre en œuvre le MCH2 dans ces collectivités. Le groupe de travail, au sein duquel étaient représentés tous les acteurs concernés (notamment l'ACB, les SCCB et l'abf), a examiné les 20 recommandations du manuel, et défini les conditions d'application de chacune d'elles. Il a sélectionné une variante là où une marge de manœuvre était offerte. Il s'est efforcé de trouver des solutions pratiques et pragmatiques, qui tiennent compte des particularités de toutes les collectivités publiques bernoises et de leur grande diversité.

Dans ce contexte, le groupe de travail a également collaboré avec des services du canton et de la Confédération, ainsi qu'avec le groupe de coordination intercantonal institué par la Conférence des autorités cantonales de surveillance des finances communales (CACSF).

La première version du rapport a été soumise aux associations concernées fin novembre 2009. Le présent rapport tient compte de leurs prises de position et du résultat des discussions.

L'introduction du MCH2 qui, de l'avis du groupe de travail, devrait être possible au 1<sup>er</sup> janvier 2014 pour les communes politiques, début 2015 pour les paroisses, les syndicats de communes et les conférences régionales, et en 2016 pour les autres collectivités (communes bourgeoises, etc.), entraînera divers changements.

En effet, outre un plan comptable complètement remodelé en fonction d'impératifs statistiques au niveau international, le MCH2 apporte son lot de nouveautés, et non des moindres. C'est ainsi que la pratique actuelle en matière de dépréciations (10 % de la valeur comptable résiduelle) doit céder la place à une approche inédite, avec l'introduction d'une comptabilité des immobilisations et des amortissements linéaires basés sur la durée de vie des divers éléments du patrimoine administratif.

Nouveautés également s'agissant de la présentation du résultat des comptes de manière échelonnée, de l'état du capital propre et des diverses annexes aux comptes annuels. Nouveauté encore avec l'introduction d'instruments inédits tels que la comptabilité des flux de trésorerie. Afin d'offrir des conditions optimales, l'OACOT développera des modèles et des exemples en complément à ceux qui figurent dans le manuel MCH2, y compris un module de comptabilité des immobilisations destiné aux petites collectivités.

L'OACOT a d'ailleurs déjà pris contact avec des fournisseurs informatiques dans l'optique du développement de logiciels correspondant aux spécificités du nouveau modèle.

Le groupe de travail a défini un processus pragmatique d'introduction du MCH2. Ainsi, aucune réévaluation du patrimoine administratif existant ne sera requise, et les immeubles du patrimoine financier seront quant à eux réévalués sur la base des valeurs officielles. De même, le solde du patrimoine administratif existant sera amorti de manière linéaire pendant les douze ans suivant l'introduction du nouveau modèle.

Pour faciliter l'apprentissage du MCH2, l'OACOT organisera une vaste campagne d'information et des cours de formation, selon une stratégie d'ores et déjà définie. Tout a donc été prévu pour que l'introduction du nouveau modèle puisse avoir lieu dans les meilleures conditions à partir de 2014.

# Rapport concernant l'introduction du MCH2

## 1. Introduction

### 1.1 *Evolution de la comptabilité des collectivités de droit public*

Le modèle de comptes harmonisé (MCH), souvent appelé nouveau modèle de comptes (NMC) dans le canton de Berne, est issu du travail réalisé à la fin des années 70 par un groupe d'experts sur l'initiative de la Conférence des directeurs cantonaux des finances. L'idée était d'harmoniser formellement la comptabilité publique de la Confédération, des cantons et des communes.

Les travaux du groupe d'experts placé sous la direction du professeur Ernst Buschor ont abouti à la publication du Manuel de comptabilité publique par la Conférence des directeurs cantonaux des finances (tomes I et II, édition de 1982).

En plus de l'unification du plan comptable proprement dit, le manuel de 1982 proposait une loi modèle visant l'harmonisation des règles relatives à la gestion financière des collectivités de droit public aux niveaux de la Confédération, des cantons et des communes.

Le MCH est un modèle de comptabilité publique éprouvé. Il a permis une gestion financière correcte selon la règle de la comptabilité à partie double et en vertu de principes budgétaires et financiers traditionnels. Il est toutefois devenu nécessaire de tenir compte de diverses évolutions récentes, soit

- la forte demande visant la tenue d'une comptabilité analytique qui fournisse des données comparables concernant les coûts et les prestations;
- les besoins accrus en matière de prescriptions relatives aux consolidations comptables;
- l'introduction de la Nouvelle gestion publique et sa mise en œuvre dans le domaine de la comptabilité;
- les normes comptables internationales IPSAS, IAS, etc.

De telles évolutions ont amené la Conférence des directeurs cantonaux des finances (CDF) à constituer un groupe de travail sous la présidence de Mme Yvonne Reichlin, directrice de l'Administration des finances du canton de Bâle-Campagne.

Ce groupe a œuvré durant plusieurs années. Ses travaux ont abouti à la publication en janvier 2008, sous l'égide de la CDF, d'un nouveau manuel intitulé **Modèle comptable harmonisé pour les cantons et les communes / MCH2<sup>1</sup>**.

Ce nouveau modèle est appelé à harmoniser l'ensemble des comptabilités de la Confédération, des cantons et des communes. Il est recommandé aux cantons (et aux communes) de l'introduire dans un délai de dix ans.

Il appartient à présent aux cantons ainsi qu'à leurs autorités de surveillance des finances communales de déterminer leur position quant à la mise en pratique des nouvelles dispositions régissant les comptabilités des cantons et des autres collectivités publiques, notamment des communes.

La Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques du canton de Berne (JCE) a nommé un groupe de travail afin de répondre à cette exigence.

Dirigé par M. Michel Walthert, responsable des finances communales auprès de l'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire (OACOT) à Berne, ce groupe de travail était chargé d'étudier l'introduction du MCH2 dans les collectivités publiques bernoises. Il livre ses conclusions dans le présent rapport.

---

<sup>1</sup> Ce manuel peut être commandé auprès de la Conférence des directeurs cantonaux des finances, Maison des cantons, Speichergasse 6, case postale, 3000 Berne 7 ([www.fdk-cdf.ch/fr-ch/index.htm](http://www.fdk-cdf.ch/fr-ch/index.htm)).

## **1.2 Rapport du groupe de travail**

Le présent rapport a essentiellement pour but de fixer les lignes directrices et le cadre dans lequel le MCH2 doit être introduit auprès des collectivités de droit public bernoises, compte tenu de la grande marge de manœuvre que le manuel laisse aux cantons dans de nombreux domaines.

Le rapport résume les réflexions des membres du groupe ainsi que les résultats auxquels ils sont parvenus après avoir intégré dans leurs travaux ceux que la Direction des finances a réalisés dans la perspective de l'introduction du MCH2 au niveau cantonal, ceux du groupe de coordination intercantonal nommé par la Conférence des autorités cantonales de surveillance des finances communales (CACSF) ainsi que divers projets en cours dans d'autres cantons (AG, ZH, GL, etc.).

Une première version du rapport a été soumise aux associations concernées le 25 novembre 2009:

- Association des communes bernoises (ACB)
- Secrétaires communales et secrétaires communaux bernois (SCCB)
- Association bernoise des administrateurs des finances (abf)
- Association bernoise des communes et corporations bourgeoises
- Association des paroisses du canton de Berne

Le groupe de travail a pris connaissance des souhaits des associations, en a débattu et les a intégrés dans le rapport. Les discussions ont porté avant tout sur le système d'amortissement, la garantie d'un autofinancement suffisant et la possibilité de procéder à des amortissements supplémentaires. La solution retenue à cet égard est décrite au chapitre 3.1.12, qui est consacré à la recommandation n° 12 «Bien d'investissement/comptabilité des immobilisations».

Les solutions retenues dans le présent rapport ne reflètent pas systématiquement la position des représentants des associations. Ce document est en effet un rapport de l'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire qui permettra aux différents intervenants (et notamment à l'ACB, aux SCCB et à l'abf) de prendre position, par l'intermédiaire de leur comité respectif, à l'occasion du processus législatif.

Les propositions et les conclusions du groupe de travail n'engagent nullement les associations et les autres acteurs représentés au sein de ce dernier quant à la position qu'ils seront appelés à formuler lors de la mise en consultation du rapport.

Le présent rapport doit servir de base à l'adaptation du cadre légal (modification de la LCo, de l'OCo et de l'ODGFCo).

Enfin, l'OACOT élaborera, au besoin avec le concours d'experts externes, des fiches explicatives complémentaires, des exemples et d'autres instructions techniques à l'intention des personnes chargées de l'application du MCH2 dans leur collectivité.

La stratégie prévue pour la préparation et la mise au net de tous ces documents figure en annexe au présent rapport.

## **1.3 Situation générale dans le canton de Berne**

Dans le canton de Berne, l'ensemble des collectivités publiques applique aujourd'hui le MCH sous réserve des exceptions prévues par le droit communal. L'obligation légale faite aux collectivités de droit communal de respecter le MCH existe depuis 1992. L'ordonnance du 16 décembre 1998 sur les communes (OCo; RSB 170.111) la mentionne à son article 149. Pour les communes politiques, soit les communes municipales et les communes mixtes, les travaux ont été achevés dans le délai légal, fixé à 1997. En d'autres termes, toutes les communes municipales et les communes mixtes du canton de Berne établissent leur compte annuel selon le MCH en tout cas depuis 1997.

Pour les autres collectivités de droit communal, le délai de dix ans qui leur était imparti est échu à fin 2001. Près des trois quarts de ces collectivités appliquaient déjà le MCH à la parution du Guide des finances communales en 2001. Les collectivités restantes l'ont introduit au moment de l'établissement des comptes annuels de l'exercice 2002. A cet égard, l'application de la comptabilité à partie double a été un élément clé de la régularité dans la tenue de la comptabilité des collectivités de droit communal.

Le MCH a largement contribué à une vaste harmonisation de la comptabilité publique et a notamment permis de très nombreux progrès s'agissant de la comparabilité des résultats, au-delà des frontières cantonales également.

Le MCH2 constitue un pas important vers l'intégration, dans les collectivités publiques, de principes de gestion provenant de l'économie privée. Dans de très nombreux domaines, ce modèle présente des différences fondamentales par rapport à la pratique actuelle, et il va sans dire que son introduction constitue une petite révolution tant dans la manière d'aborder la gestion financière des collectivités au sens large, pour les milieux politiques notamment, que dans la tenue de la comptabilité au quotidien pour les administrateurs des finances.

L'adoption, par les collectivités publiques, de principes de gestion provenant de l'économie privée est aussi une chance pour celles-ci, notamment dans une période où elles ont de plus en plus de peine à trouver du personnel qualifié en matière de gestion financière. L'application de méthodes proches de celles usitées dans le domaine privé aura également des effets positifs sur la compréhension et la transparence, tant pour les autorités que pour la population.

Afin d'assurer au projet un maximum de succès, s'agissant aussi bien de son acceptation par le monde politique que de sa mise en œuvre par les administrateurs des finances de l'ensemble des quelque 1300 collectivités publiques bernoises, il est nécessaire de faire preuve de pragmatisme et de rechercher des solutions pratiques, compréhensibles et applicables.

La solution développée ne doit pas répondre qu'aux besoins des moyennes et des grandes communes étant donné que dans le canton de Berne, plus de la moitié des communes politiques ont moins de 1000 habitants, et qu'il existe environ 1000 autres collectivités dans la plupart desquelles l'administration des finances est assurée par du personnel engagé à titre accessoire (à temps partiel).

Dans l'ensemble, la qualité de la gestion financière relevée à ce jour dans les collectivités publiques bernoises est bonne, voire très bonne, état de fait auquel le soutien continu des services cantonaux et spécialement de l'OACOT n'est sans doute pas étranger.

Il est dès lors très important que l'OACOT conduise les opérations visant à l'introduction du MCH2 auprès des collectivités, tant en ce qui concerne la formation des acteurs concernés (autorités, administrateurs des finances, etc.) qu'en matière de suivi du processus.

Par conséquent, les stratégies d'information et de formation sont jointes au présent rapport.

## 2. Organisation du projet

### 2.1 Mandat de la JCE

Le mandat attribué par la JCE à l'OACOT, et plus précisément au groupe de travail, énonçait clairement les tâches suivantes:

- préparer une stratégie (organisation de projet, communication, planification et modification de la législation) en vue d'une discussion avec le directeur de la JCE, et
- étudier les synergies et les collaborations possibles avec les cantons voisins.

Le projet de calendrier élaboré déterminait par ailleurs que le groupe de travail devrait être en mesure de présenter un rapport final durant l'été 2009.

L'introduction du MCH2 avait été prévue comme suit dans le mandat:

- |  |                              |
|--|------------------------------|
| • Communes municipales et communes mixtes                    | 1 <sup>er</sup> janvier 2013 |
| • Paroisses, syndicats de communes et conférences régionales | 1 <sup>er</sup> janvier 2014 |
| • Communes bourgeoises et autres collectivités               | 1 <sup>er</sup> janvier 2015 |

### 2.2 Organisation du projet (groupe de travail / sous-groupes)

Le projet d'introduction du MCH2 a une composante politique non négligeable pour les communes municipales et les communes mixtes. Il importait donc d'intégrer différents acteurs dans son organisation, et notamment de permettre aux représentants de la pratique de l'influencer et de faire valoir leur expérience, afin que les solutions développées recueillent un maximum de soutien et qu'une stratégie puisse être présentée en temps utile. Dans cette optique, il a été décidé que le groupe de travail comprendrait des représentants des Directions et organisations suivantes:

- Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques, Secrétariat général (SG JCE)
- Direction cantonale des finances (FIN), Division de la péréquation financière
- Association des communes bernoises (ACB)
- Association bernoise des administrateurs des finances (abf) (communes)
- Autres collectivités (paroisses, communes bourgeoises)
- Préfectures
- Secrétaires communales et secrétaires communaux bernois (SCCB)

Le groupe de travail était composé des 14 personnes suivantes:

- |               |  |
|---------------|--|
| • OACOT       | Ernst Zürcher, chef du service des communes                |
| • OACOT       | Monique Schürch, responsable du droit communal             |
| • OACOT       | Reto Brunner, inspecteur des finances (secrétaire)         |
| • OACOT       | Michel Walthert, responsable des finances communales       |
| • SG JCE      | André Matthey, secrétaire général adjoint                  |
| • FIN         | Beat Dänzer, Division de la péréquation financière         |
| • FIN         | Alain Rossier, chef du projet «MCH2/IPSAS Canton de Berne» |
| • ACB         | Daniel Arn (remplaçant Ueli Seewer)                        |
| • abf         | Monika Finger (commune municipale de Steffisburg)          |
| • abf         | Charly Pfister (ville de Berne)                            |
| • abf         | Marianne Aeby-Thierstein (paroisse de Kirchberg)           |
| • abf         | René Lehmann (commune bourgeoise de Lyssach)               |
| • SCCB        | Brigitte Lakowitz (Münchringen)                            |
| • Préfectures | Markus Grossenbacher (préfecture de Trachselwald)          |



Michel Walthert, responsable des finances communales au sein de l'OACOT, a assumé la direction du projet. Reto Brunner, inspecteur des finances à l'OACOT, était chargé du secrétariat.

Le plénum a été divisé en quatre sous-groupes thématiques, soit

**Sous-groupe «droit»:**

- Monique Schürch
- André Matthey
- Daniel Arn
- Michel Walthert
- Reto Brunner

**Sous-groupe «communication»:**

- Markus Grossenbacher
- Brigitte Lakowitz
- Ernst Zürcher
- Michel Walthert
- Reto Brunner

**Sous-groupe «nouveaux instruments»:**

- Charly Pfister
- Monika Finger
- Alain Rossier
- Michel Walthert
- Reto Brunner

**Sous-groupe «modèles»:**

- Beat Dänzer
- Marianne Aeby-Thierstein
- René Lehmann
- Michel Walthert
- Reto Brunner

Ces quatre sous-groupes ont traité les domaines qui leur avaient été confiés. Toutes les propositions et réflexions formulées par les sous-groupes ont ensuite été discutées en plénum, avant d'être soumises à un vote.

Les membres du groupe de travail ont joué le rôle de conseillers. Le présent rapport résume les propositions de mise en œuvre qui ont pu être formulées grâce à la précieuse collaboration des participants. Les représentants des associations et les autres membres ne sont en aucune manière liés par les résultats et les considérations énoncés. L'approche du groupe de travail était de nature financière et technique, et c'est également sous cet angle que les résultats sont présentés et commentés.

### **2.3 Catalogue des tâches**

Les principales questions dont le groupe de travail devait débattre peuvent se résumer ainsi:

- Préciser les recommandations devant être imposées aux collectivités à chaque fois que le manuel permet des choix ou propose des variantes (par exemple: système d'amortissement, taux d'amortissement, réévaluations des patrimoines, comptabilité des immobilisations, annexes au bilan, etc.).
- Préciser les dispositions applicables pour les autres types de collectivités (paroisses, communes bourgeoises, etc.).
- Examiner les modifications à apporter à la législation (LCo, OCo et ODGFCo) sur la base du projet de loi sur les finances des communes (modèle MCH2).

- Elaborer des exemples de comptes annuels pour les communes politiques, les paroisses et les communes bourgeoises (en collaboration avec les autres cantons).
- Evaluer l'influence de l'introduction du MCH2 sur les domaines de la surveillance des finances communales (révision, apurement, etc.).
- Examiner les particularités bernoises (p. ex.: financements spéciaux pour pseudo-privatisations [ISCB], financement spécial «maintien de la valeur des immeubles du PF»).
- Fixer le calendrier d'introduction et désigner les collectivités concernées (quand et pour quel type de collectivité), dispositions transitoires comprises.
- Etudier l'opportunité de lancer un projet pilote (désigner les communes pilotes).
- Définir la stratégie de formation des collaborateurs (interne à l'OACOT et à l'intention des collectivités).
- Définir la stratégie d'information et de médiatisation du projet (site Internet, ISCB, etc.).
- Evaluer les conséquences de l'introduction du MCH2 pour les communes<sup>2</sup> (avantages et inconvénients).
- Définir les termes de la collaboration avec le canton (Direction des finances / introduction du MCH2 pour la comptabilité du canton).
- Définir clairement les termes de la collaboration avec les autres cantons et avec la CACSFC.
- Définir les modalités de collaboration avec les entreprises fournissant des logiciels.

#### **2.4 Angle d'approche / lignes directrices**

Le groupe de travail a d'emblée clairement admis les principes suivants:

1. Travailler en partenariat avec le canton (Direction des finances) compte tenu du projet d'introduction du MCH2 pour la comptabilité du canton.
2. Rester le plus près possible de l'approche cantonale dans le choix des variantes que le manuel MCH2 laisse à la libre appréciation des acteurs concernés.
3. Collaborer étroitement avec les autres cantons et notamment avec la commission de coordination MCH2 mise en place par la Conférence des autorités cantonales de surveillance des finances communales (CACSFC, [www.kkag-cacsfc.ch](http://www.kkag-cacsfc.ch)).
4. Ne pas s'écarter des dispositions légales bernoises existantes partout où le MCH2 offre un choix ou permet d'appliquer une mesure moins contraignante.
5. Appliquer des règles unitaires lorsque les recommandations du MCH2 laissent une marge d'appréciation et de manœuvre.
6. Reprendre le plus largement possible les recommandations du modèle comptable MCH2.
7. Exposer de manière détaillée, justifications et arguments à l'appui, les raisons de la non-reprise de telle ou telle recommandation.

Il n'a pas été possible de respecter l'ensemble de ces principes, et en particulier le deuxième d'entre eux, qui énonçait l'intention de rester le plus près possible de l'approche cantonale. En effet, le canton entend fonder sa comptabilité sur les normes IPSAS, d'où des divergences fondamentales dans les domaines de l'établissement du bilan, de l'évaluation et de la publication.

---

<sup>2</sup> Sous la désignation générique de «communes», il faut comprendre toutes les collectivités de droit public (communes municipales et mixtes, paroisses, communes bourgeoises, syndicats de communes, etc.).

L'approche cantonale ne manquera pas d'avoir des répercussions sur les grandes villes comme Berne, Bienne et Thoune, de sorte qu'il y a lieu d'examiner l'opportunité de leur permettre d'appliquer plutôt les normes IPSAS. En tout état de cause, la comparabilité avec les autres communes devrait être garantie.

Le principe énoncé au point 6, soit la reprise, chaque fois que possible, des recommandations du MCH2, n'a pas fait l'unanimité, et l'ACB a émis des réserves à son égard. Avec les solutions trouvées dans le cadre de la procédure de consultation toutefois, et en particulier les nouvelles règles relatives aux amortissements supplémentaires décrites dans le commentaire de la recommandation n° 12, ce principe est en fin de compte respecté dans une large mesure.

S'agissant du calendrier d'introduction du MCH2, il est renvoyé aux considérations du chapitre 8.

### 3. Recommandations du manuel MCH2

#### 3.1 *Analyse des recommandations formulées par le manuel*

Le groupe de travail est favorable à l'introduction du modèle comptable harmonisé pour les cantons et les communes (MCH2) dans les collectivités de droit public du canton de Berne. Il ne s'écarte que sur de rares points des normes minimales du manuel. Le MCH2 admet de telles dérogations pour autant qu'elles soient indiquées dans l'annexe aux comptes annuels de chaque collectivité concernée. Dans le canton de Berne, les dérogations de portée générale sont prévues dans les dispositions du droit communal. Une formulation générale est prescrite pour les comptes annuels des collectivités, avec un renvoi aux bases légales. Quant aux dérogations par rapport au MCH2 qui sont juridiquement admissibles, mais qui ne sont pas prescrites par le droit cantonal, elles doivent être mentionnées dans l'annexe.

Les pages suivantes contiennent une récapitulation des recommandations formulées dans le manuel MCH2.

Ces recommandations sont commentées, notamment lorsque le groupe de travail a décidé d'y déroger ou a choisi une variante parmi celles proposées. Au besoin, les avantages et les inconvénients de telle ou telle variante sont mis en lumière.

Les répercussions de l'introduction du MCH2 pour les collectivités sont en outre brièvement commentées.

#### 3.1.1 N° 01: **Eléments du modèle comptable des budgets publics**

##### 3.1.1.1 **Recommandation**

1. *Les éléments principaux du modèle comptable MCH2 sont le bilan, le compte de résultats, le compte des investissements, le tableau du flux de trésorerie et l'annexe.*
2. *Le bilan présente l'état de la fortune.*
3. *Le compte de résultats présente l'état des charges et des revenus.*
4. *Le compte des investissements juxtapose les dépenses d'investissement et les recettes d'investissement.*
5. *Le tableau des flux de trésorerie renseigne sur les liquidités et la modification de la structure du capital et du patrimoine.*
6. *L'annexe contient*
  - a) *les principes relatifs à la présentation des comptes appliqués, en particulier lorsque ceux-ci dérogent au MCH2;*
  - b) *des explications relatives au compte de résultats, au compte des investissements, au bilan et au tableau des flux de trésorerie;*
  - c) *l'état du capital propre;*
  - d) *d'autres indications importantes pour l'évaluation de l'état de la fortune, des finances et des revenus et de la situation des risques.*

##### 3.1.1.2 **Commentaires**

Le groupe de travail est d'avis que les recommandations ci-dessus ne donnent lieu à aucune discussion. Abstraction faite de l'élaboration ou de la mise en œuvre d'instruments complémentaires tels que le tableau des flux de trésorerie, qui constituent une nouveauté, ces recommandations n'apportent guère de modifications par rapport à la pratique actuelle et elles peuvent être appliquées telles quelles. La présentation du tableau des flux de trésorerie fait l'objet de la recommandation n° 14 infra.

L'OACOT est chargé d'élaborer des exemples de présentation des comptes pour les diverses collectivités (communes municipales, paroisses, communes bourgeoises).

La nouvelle présentation des comptes communaux différera dans une large mesure de la présentation actuelle, tant par l'ordre des divers éléments que par le contenu et les informations fournies.

***A part l'introduction de nouveaux termes ou désignations, l'application des normes définies dans la recommandation n° 1 du manuel MCH2 ne devrait pas poser de problème aux diverses collectivités, notamment du fait que des modèles seront élaborés et proposés par l'OACOT.***

### **3.1.2 N° 02: Principes de présentation régulière des comptes**

#### **3.1.2.1 Recommandation**

- 1. La présentation des comptes doit offrir la vision la plus conforme possible à la réalité de la situation financière qui correspond à l'état de la fortune, des finances et des revenus.*
- 2. Le MCH1 est remplacé. La présentation des comptes reposera à l'avenir sur le MCH2. Des divergences par rapport à ces normes doivent être indiquées et motivées dans l'annexe des comptes annuels. Le MCH2 va toutefois continuer à évoluer. Le conseil suisse de présentation des comptes publics (CSPCP), que souhaitent créer la Confédération et les cantons, doit coordonner l'évolution et fournir périodiquement des recommandations complémentaires.*
- 3. La présentation des comptes repose sur les principes du produit brut, de la comptabilité d'exercice, de la continuité, de l'importance, de la clarté, de la fiabilité, de la comparabilité et de la permanence des méthodes comptables.*
- 4. Selon le principe du produit brut, les charges sont inscrites au budget séparément des revenus, les actifs séparément des passifs et les recettes d'investissement séparément des dépenses d'investissement, sans aucune compensation réciproque, chacun d'entre eux y figurant pour son montant intégral.*
- 5. Selon le principe de la comptabilité d'exercice, toutes les charges et les recettes doivent être comptabilisées dans la période où elles sont générées. Le bilan doit être établi en fonction de la date de clôture. Le principe de l'annualité fait autorité.*
- 6. Dans une présentation des comptes, selon le principe de la continuité, il convient de partir du principe de la continuité des activités des collectivités publiques.*
- 7. Selon le principe de l'importance, il convient d'indiquer, en fonction du destinataire, toutes les informations qui sont nécessaires à une appréciation rapide et complète de l'état de la fortune, des finances et des revenus. Les informations non pertinentes doivent être laissées de côté.*
- 8. Selon le principe de la clarté, les informations doivent être claires et compréhensibles.*
- 9. Selon le principe de la fiabilité, les informations doivent correspondre aux faits et être fiables (exactitude). L'importance du point de vue économique doit déterminer la présentation des comptes (interprétation économique). Les informations doivent exclure l'arbitraire et être objectives (neutralité). Il convient de ne pas omettre d'informations importantes (exhaustivité).*
- 10. Selon le principe de la comparabilité, les comptes du canton et des unités administratives doivent être comparables à la fois entre eux et au cours des années.*
- 11. Selon le principe de la permanence, les principes régissant la présentation des comptes doivent dans toute la mesure du possible rester inchangés sur une longue période.*

#### **3.1.2.2 Commentaires**

Le groupe de travail est d'avis que les normes de la recommandation ci-dessus ne donnent lieu à aucune discussion. Tous les principes évoqués figurent actuellement dans le droit communal bernois (art. 57, 61 et 62 OCo, art. 4 ODGFCo).

Du point de vue du groupe de travail, il n'y a pas lieu de modifier la législation en question, même si certaines expressions diffèrent quelque peu de celles du manuel, par exemple en ce qui concerne le principe de l'importance, ou encore la présentation des comptes selon l'importance du point de vue économique.

***A part l'introduction de quelques nouveaux termes, l'application de la recommandation n° 2 ci-dessus ne posera aucun problème aux communes, ni pour les responsables politiques, ni pour l'administration.***

### **3.1.3 N° 03: Plan comptable et classification fonctionnelle**

#### **3.1.3.1 Recommandation**

1. *Le plan comptable MCH2 fournit la classification pour l'établissement du bilan (rubriques 1-2), du compte de résultats (rubriques 3-4) et du compte des investissements (rubriques 5-6).*
2. *Un tableau de statistique financière doit être établi selon la classification fonctionnelle.*

#### **3.1.3.2 Commentaires**

Le groupe de travail constate que la structure globale du plan comptable reste en général proche de celle du MCH1, avec le bilan (rubriques 1 et 2), le compte de résultats, soit l'ancien compte de fonctionnement (rubriques 3 et 4) et le compte des investissements (rubriques 5 et 6).

Par contre, il relève que la numérotation prévue par le manuel MCH2 ne répond pas aux besoins des communes dans de nombreux domaines. L'élaboration du plan comptable a clairement été dictée en priorité par les besoins de la Confédération et des cantons. Ainsi, certaines fonctions typiquement communales sont absentes du compte de résultats, comme le domaine des routes communales (ancienne tâche 620).

Le groupe de travail se félicite donc des travaux du groupe de coordination de la commission de la CACSFC qui a arrêté, en collaboration avec les services de la Confédération (statistique financière), un plan comptable (bilan, représentation fonctionnelle et représentation par natures) répondant pleinement aux besoins des communes.

Ce plan prévoit une classification à cinq chiffres pour le bilan (MCH1 = 4 chiffres), une représentation par natures à quatre chiffres tant pour le compte de résultats que pour le compte des investissements (MCH1 = 3 chiffres), et une représentation fonctionnelle à quatre chiffres également (MCH1 = 3 chiffres). Le groupe de travail est d'avis que ce plan comptable ainsi que la liste des mots clés qu'il contient sont parfaitement adaptés aux besoins des communes.

En ce qui concerne les tâches «Eglises et affaires religieuses» (3500) et «Sylviculture» (8200), la classification fonctionnelle a, pour le canton de Berne, été élargie afin de tenir compte des besoins spécifiques des paroisses (3501 à 3509) et des communes bourgeoises (8211 à 8231). Il faut rappeler à ce sujet que nombre de cantons ne connaissent pas les communes bourgeoises, ou n'ont pas de surveillance à exercer sur les paroisses.

Pour le surplus, le groupe de travail approuve le projet élaboré par le groupe de coordination de la commission de la CACSFC, qui figure en annexe au présent rapport. Le plan comptable sera adapté ultérieurement aux nouvelles tâches, en collaboration avec la CACSFC, et les collectivités seront informées en temps utile des changements apportés. Ces dernières ne sont pas autorisées à tenir des comptes non prévus par le plan comptable officiel, ni dans la classification par natures, ni dans la classification fonctionnelle.

***L'application de la recommandation n° 3 du manuel MCH2 implique pour les communes l'adoption d'un nouveau plan comptable, et partant aussi une modification du logiciel.***

***Les personnes employées dans les administrations des finances notamment se verront ainsi contraintes d'apprendre de nouveaux termes, désignations et numéros de comptes.***

***Il ressort toutefois des expériences faites lorsque le MCH1 avait remplacé le modèle C1 que cette assimilation ne pose pas de difficultés et ne demande qu'un minimum de temps.***

### **3.1.4 N° 04: Compte de résultats**

#### **3.1.4.1 Recommandation**

1. *Le compte de résultats indique les augmentations (revenus) et les diminutions (charges) du patrimoine pour la période comptable.*
2. *L'objectif du compte de résultats est de représenter le résultat financier annuel de la collectivité selon le principe de l'image fidèle.*
3. *Le solde du compte de résultats modifie le bénéfice reporté du bilan ou la perte reportée du bilan.*
4. *Le compte de résultats montre au premier niveau le résultat opérationnel, et au second niveau le résultat extraordinaire, comportant chacun l'excédent de charges et de revenus, puis le résultat total, qui modifie le bénéfice reporté au bilan ou la perte reportée au bilan.*
5. *Charges et revenus sont considérés comme extraordinaires lorsque l'on ne pouvait en aucune manière les envisager, lorsqu'ils se soustraient à toute influence et tout contrôle et lorsqu'ils ne font pas partie de l'activité opérationnelle (fourniture des prestations).*
6. *Les amortissements supplémentaires, ainsi que les attributions aux préfinancements, les attributions à la réserve liée au retraitement et les attributions aux réserves des domaines soumis à l'enveloppe budgétaire sont également considérés comme des charges extraordinaires.*

#### **3.1.4.2 Commentaires**

En ce qui concerne les chiffres 1 à 5 ci-dessus, le groupe de travail n'a pas de commentaire particulier à formuler.

Il salue l'idée d'une présentation échelonnée du résultat de l'exercice, présentation qui permettra de mieux cerner le résultat effectif (ordinaire) d'un exercice comptable et apportera ainsi plus de transparence.

Le point 6 de la présente recommandation (amortissements supplémentaires) introduit une règle obligatoire pour toutes les collectivités. Elle sera commentée dans l'analyse de la recommandation n° 12 «Bien d'investissement/comptabilité des immobilisations».

A cet égard, le groupe de travail estime que l'expérience a montré, au fil des années, que la comptabilisation de dépréciations complémentaires (ou amortissements supplémentaires) a trop souvent été utilisée pour masquer le résultat effectif d'un exercice comptable.

La règle en la matière doit respecter le principe de l'amortissement des éléments selon leur durée de vie (durée d'utilisation). Le groupe de travail est d'avis que les dépréciations complémentaires actuellement prévues à l'article 85 OCo restent possibles avec le MCH2 pour autant qu'elles se fondent sur une règle générale énoncée dans la législation et qu'elles soient de nature à favoriser un autofinancement suffisant. Il y a donc lieu d'adapter l'article 85 OCo en conséquence. Ce thème sera développé dans le commentaire de la recommandation n° 12, au chapitre 3.1.12.2.

***La présentation du compte de résultats telle qu'elle est prévue dans la recommandation examinée ici ne pose pas de problème particulier pour les communes. L'idée de présenter un résultat par échelonnement n'est d'ailleurs pas nouvelle, puisqu'elle est appliquée actuellement, dans une moindre mesure il est vrai, lors de l'élaboration du rapport préliminaire (chiffre 5 du modèle de rapport préliminaire proposé par l'OACOT).***

***Le tableau de présentation échelonnée du résultat devrait d'ailleurs idéalement pouvoir être réalisé de manière automatique par le système informatique puisque tous les éléments nécessaires à cet égard sont connus (natures de comptes).***

### 3.1.5 N° 05: Actifs et passifs de régularisation

#### 3.1.5.1 Recommandation

1. *Les actifs de régularisation du compte des investissements<sup>3</sup> et du compte de résultats sont portés au bilan pour*
  - *des dépenses effectuées avant la date de clôture du bilan ou des charges qui doivent être imputées à la période comptable suivante, ou des recettes ou*
  - *des revenus devant être attribués à la période comptable précédant la date de clôture du bilan, mais uniquement facturées au cours de la période comptable suivante.*
2. *Les passifs de régularisation sont portés au bilan pour*
  - *des recettes ou des revenus facturés avant la date de clôture du bilan, qui doivent être crédités en tant que revenus de la période comptable suivante ou*
  - *des prestations fournies par des tiers avant la date de clôture du bilan (dépenses ou charges), qui seront facturées seulement au cours de la nouvelle période comptable.*
3. *Il est possible, à titre exceptionnel, de renoncer à une régularisation (des passifs ou des actifs) lors de prestations effectuées continûment, mais en tout état de cause uniquement si les critères suivants sont réunis de manière cumulative:*
  - *Il n'existe pas de rapport étroit entre les charges et les revenus.*
  - *Le montant de la prestation n'est pas soumis à des fluctuations importantes.*
  - *La transaction individuelle ne dépasse pas une valeur minimale, adaptée à la taille de la collectivité ou de ses finances.*
  - *Il est garanti que l'acquisition de prestations d'une année entière est comptabilisée par période comptable, sur plusieurs années.*
4. *S'il existe un lien étroit entre les charges et les revenus, tous deux doivent être régularisés selon les mêmes règles.*
5. *Le montant inscrit à l'actif ou au passif dépend des événements qui ont conduit à une régularisation (valeur nominale).*

#### 3.1.5.2 Commentaires

Les chiffres 5.1 à 5.5 de la recommandation n° 5 ne donnent pas lieu à discussion. En fait, ils correspondent aux règles usitées actuellement sous l'égide du MCH1 pour les comptes «actifs transitoires» et «passifs transitoires».

Exception faite de la modification de la désignation des comptes, le MCH2 n'apporte pas de nouveautés à ce sujet. Les recommandations ci-dessus sont applicables sans difficulté et peuvent donc être admises.

***L'application de la recommandation n° 5 implique uniquement, pour les personnes employées dans les administrations des finances, l'apprentissage de nouveaux termes, désignations et numéros de comptes.***

### 3.1.6 N° 06: Réévaluations

#### 3.1.6.1 Recommandation

1. *Si une augmentation ou une diminution durable de valeur est prévisible sur un poste du patrimoine financier ou administratif, sa valeur nominale sera réévaluée.*
2. *La dépréciation est durable lorsque, selon toute probabilité, il est possible de supposer que la valeur inscrite au bilan ne pourra plus être obtenue dans un proche avenir ou lorsque l'élé-*

---

<sup>3</sup> En tant que compte spécial des pouvoirs publics, le compte des investissements ne connaît que les notions de recettes et de dépenses; il exige cependant que les opérations soient attribuées à la période qui convient (exemple: un bâtiment achevé l'année n devrait être porté entièrement à l'actif l'année n+1, même si une partie des travaux n'est facturée que l'année n+1). C'est pourquoi la présente recommandation recourt également aux notions de revenus et de charges.



*ment du patrimoine administratif a perdu tout ou partie de la valeur pour cause de destruction, de vétusté ou de circonstances similaires ou ne peut plus être utilisé comme auparavant.*

3. *Le patrimoine financier doit être réévalué périodiquement.*

### **3.1.6.2 Commentaires**

#### **Réévaluations du patrimoine administratif et du patrimoine financier**

Dans le canton de Berne, l'article 81 OCo précise que le patrimoine financier est inscrit au bilan à son prix d'acquisition ou de construction et qu'il est déprécié seulement si des pertes ou des moins-values sont enregistrées. Le MCH2 exige lui aussi une réévaluation si une diminution durable de la valeur est prévisible sur un poste du patrimoine financier<sup>4</sup>.

Comme le précise la recommandation n° 6.1 ci-dessus, le MCH2 impose également une réévaluation du patrimoine administratif en cas de diminution durable de la valeur.

Le groupe de travail estime pour sa part que le patrimoine administratif ne devrait pas être réévalué, ni à la hausse, ni à la baisse, sauf en cas de diminution effective de la valeur. Selon lui, le principe applicable doit être celui de la valeur d'acquisition, avec des amortissements planifiés en fonction de la durée d'utilisation. On ne saurait en effet exiger de toutes les collectivités qu'elles procèdent à des réévaluations et calculent elles-mêmes la durée d'utilisation des immobilisations (voir l'analyse de la recommandation n° 12).

En ce qui concerne la réévaluation éventuelle du patrimoine administratif lors de l'introduction du MCH2, il est renvoyé à l'analyse de la recommandation n° 19 infra.

#### **Réévaluation du patrimoine financier**

Selon la législation actuelle, des éléments du patrimoine financier ne peuvent être réévalués que si des dépréciations ont été faites dans le passé, et jusqu'à hauteur du coût d'acquisition ou de construction de l'époque seulement. Sous l'égide du MCH2 par contre, le patrimoine financier et le patrimoine administratif doivent être réévalués périodiquement (recommandation n° 6.3), en plus de la réévaluation générale des valeurs prévue lors de l'introduction de ce modèle (voir la recommandation n° 19).

Le groupe de travail a déterminé le rythme de réévaluation comme suit:

- immeubles du PF: tous les cinq ans (ainsi que lors de la notification d'une nouvelle valeur officielle, ou encore immédiatement en cas de diminution durable de la valeur<sup>5</sup>);
- autres éléments du PF (y c. les droits de superficie): annuellement.

#### **Comptabilisation des réévaluations avec ou sans incidence sur le résultat**

Le manuel MCH2 prévoit que les réévaluations sont comptabilisées sur les comptes correspondants dans le compte de résultats (344 ou 444) ainsi que dans le compte passif «Réserve liée au retraitement du patrimoine financier» (compte 296, ou 295 si le patrimoine administratif est concerné).

Reste à déterminer si ces réévaluations, soit à la hausse, soit à la baisse, influent sur le compte de résultats puisqu'elles sont comptabilisées dans les natures 344 ou 444. Si tel de-

---

<sup>4</sup> Selon l'interprétation formulée le 11 juin 2009 par le Conseil suisse de présentation des comptes publics (CSPCP), la diminution de valeur doit être effective, et non pas seulement prévisible.

<sup>5</sup> Dans ce cas, la réévaluation doit avoir lieu sans délai, c'est-à-dire sans attendre la détermination de la valeur officielle.

vait être le cas, les réévaluations périodiques du patrimoine financier déploieraient des effets sur le résultat du compte (charges ou revenus provenant de financements).

Cette pratique différerait fondamentalement de celle appliquée sous l'égide du MCH1, qui ne prévoit pas de réévaluation du patrimoine tant administratif que financier (à l'exception du cas mentionné ci-dessus).

Le groupe de travail est d'avis que l'actuelle pratique bernoise ne doit pas être modifiée. La comptabilisation de réévaluations périodiques du patrimoine financier (à la hausse ou à la baisse) ne doit pas avoir d'incidence sur le compte de résultats aussi longtemps qu'une réserve de réévaluation existe dans le bilan.

Pour répondre aux exigences de transparence, l'écriture transite par le compte de résultats (utilisation des natures susmentionnées), mais ne doit pas avoir d'incidence sur celui-ci tant qu'une réserve de réévaluation figure au passif du bilan.

***Le processus de réévaluation périodique des éléments du patrimoine financier implique une plus grande attention de la part des communes, spécialement lors de la clôture de leurs comptes annuels.***

***Il exige également qu'elles suivent l'évolution de la situation du marché, notamment dans la perspective de l'évaluation des immeubles du patrimoine financier. L'expérience des communes du canton de Zurich, qui pratiquent des réévaluations périodiques depuis plusieurs années déjà sous l'égide du MCH1, montre toutefois que ce suivi ne représente normalement pas une charge de travail particulièrement lourde.***

***S'agissant des autres éléments du bilan à réévaluer (titres, etc.), les extraits fournis par les établissements bancaires sont en général suffisants et là également, l'introduction du MCH2 ne crée pas de problème particulier.***

### **3.1.7 N° 07: Recettes fiscales**

#### **3.1.7.1 Recommandation**

1. *Les recettes fiscales sont régularisées au minimum selon les droits constatés. Lorsque cela est possible, elles doivent être régularisées selon le principe de la délimitation des impôts.*

#### **3.1.7.2 Commentaires**

Le groupe de travail constate que dans le canton de Berne, la comptabilisation des impôts a déjà lieu selon le principe de *l'échéance*, ou *des droits constatés*, conformément au MCH1. Ce principe, contrairement à celui de la comptabilité de caisse, prévoit que les recettes fiscales ne sont pas comptabilisées au moment du paiement, mais lors de la création des rapports de crédit. Cela signifie qu'à la fin de l'année, tous les avoirs fiscaux sont comptabilisés pour l'année concernée, même si les factures – d'ores et déjà émises – ne doivent pas encore être payées. Ainsi, le principe des droits constatés s'écarte quelque peu de celui de la comptabilité d'exercice (conformité par rapport à la période), car aucune estimation n'est effectuée pour différencier les impôts dus définitivement.

La pratique bernoise actuelle correspond ainsi au minimum préconisé dans la recommandation ci-dessus. Le groupe de travail est d'avis qu'il n'est pas nécessaire de la modifier, notamment parce qu'elle a fait ses preuves et qu'elle est aujourd'hui bien comprise et appliquée par les communes politiques et les paroisses.

En collaboration avec l'Intendance cantonale des impôts, une correction de la pratique actuelle est toutefois envisagée dans le sens d'une séparation des recettes de l'année fiscale en cours par rapport à celles des années antérieures. Il en résultera un gain en information de nature à faciliter l'élaboration du budget.

**Comme jusqu'à présent, l'OACOT va élaborer des modèles de comptabilisation en collaboration avec l'Intendance des impôts. Ainsi, l'application des nouvelles normes du MCH2 ne devrait pas occasionner de difficulté. En tout état de cause, seules les communes politiques, les paroisses générales et les paroisses sont concernées (collectivités encaissant un impôt).**

### **3.1.8 N° 08: Financements spéciaux et préfinancements**

#### **3.1.8.1 Recommandation**

1. *Le financement spécial s'entend en tant qu'assignation complète ou partielle des recettes à des tâches précises (recettes affectées). Celles-ci doivent s'appuyer sur une base légale. Les impôts généraux ne doivent pas être affectés.*
2. *La création de réserves pour des projets qui n'ont pas encore été adoptés (préfinancements) peut être budgétisée ou effectuée avec la clôture des comptes. Elles nécessitent une décision de l'autorité formellement compétente. Elles figurent en tant que charges extraordinaires.*

#### **3.1.8.2 Commentaires**

En ce qui concerne le point 2 de la recommandation n° 8 (préfinancement), il convient de rappeler que jusqu'ici, le préfinancement d'investissements futurs n'était en principe pas autorisé dans le canton de Berne. Un tel préfinancement s'opérait en fait soit par une augmentation de la fortune nette (capital propre), soit par la création d'un financement spécial ad hoc.

Le MCH2 permet quant à lui le préfinancement d'investissements futurs, sous réserve toutefois que la décision soit prise par l'autorité formellement compétente et que les charges figurent en tant que charges extraordinaires dans le compte de résultats. Ces deux conditions garantissent la transparence vis-à-vis des citoyens et permettent d'éviter que l'autorité cache ou corrige un résultat au travers de la comptabilisation de telles réserves. Celles-ci figurent d'ailleurs au bilan en tant que part du capital propre (compte 293). Cette recommandation offre une possibilité de lutter contre la pratique actuelle qui consiste trop souvent, pour l'autorité, à préfinancer des investissements futurs par le biais de la comptabilisation de provisions à charge du compte de fonctionnement lors de la clôture des comptes, en exploitant ainsi intégralement la marge de manœuvre existante.

La comptabilisation de préfinancements suppose toutefois aussi que lors de la réalisation de l'objet (p. ex. une halle de gymnastique), le montant comptabilisé comme préfinancement soit repris en tant que revenu dans le compte de résultats (moins-value des amortissements comptabilisés), et cela de manière échelonnée durant toute la période de vie de l'élément (p. ex. 30 ans), et non pas de manière unique durant la première année. Cette solution garantit pleinement la transparence des coûts tant au niveau de l'investissement consenti qu'au niveau de sa charge d'amortissement annuelle dans le temps. Elle diffère de la pratique suivie en matière de subventions reçues par la collectivité et destinées au financement d'un objet puisque le cas échéant, la commune doit effectivement décaisser une somme inférieure et que seul le solde financé (coût net de l'investissement) devra être déprécié au fil du temps.

En conclusion, le préfinancement d'investissements équivaut à faire assumer à la génération actuelle tout ou partie du financement d'un élément qui sera utilisé par la génération future. La méthode proposée par le MCH2 assure toutefois une parfaite transparence dans ce domaine également.

#### **La solution bernoise en matière de financements spéciaux et de préfinancements**

Le groupe de travail considère que la solution des financements spéciaux adoptée par le canton de Berne a fait ses preuves et jouit d'une légitimation démocratique, de sorte qu'il en-

tend la conserver. Dans ce contexte, les préfinancements sont d'ores et déjà possibles, mais requièrent impérativement une base réglementaire. En tout état de cause, les communes sont libres de définir elles-mêmes leurs tâches en vertu du principe de l'autonomie communale.

Etant donné que la pratique bernoise en matière de financements spéciaux autorise également les préfinancements, tout en garantissant une plus grande légitimation, il n'y a pas lieu de prévoir la reprise du chiffre 2 de la recommandation n° 8. Par conséquent, la possibilité de préfinancement par simple décision de l'autorité n'est pas introduite.

Sur ce point, le canton de Berne ne respecte pas les normes du MCH2, étant donné que ce dernier ne tolère pas l'affectation des impôts généraux sous forme de financements spéciaux.

Les nouvelles consignes imposent d'opérer une distinction entre les financements spéciaux enregistrés comme capitaux de tiers d'une part, et comme capital propre d'autre part. Deux critères essentiels doivent être remplis pour qu'un financement spécial puisse être rattaché au capital propre:

1. la base légale peut être modifiée par la collectivité elle-même, ou
2. la base légale repose certes sur le droit de rang supérieur, mais celui-ci laisse à la collectivité une marge de manœuvre importante.

La plupart des financements spéciaux relèvent du capital propre. Une liste non exhaustive des financements spéciaux précisant leur classification figure en annexe au présent rapport.

Au plan technique, les défis à relever sont de deux ordres:

- En cas de préfinancement d'un investissement revêtant la forme d'un financement spécial, les amortissements doivent malgré tout avoir lieu en fonction de la durée d'utilisation. Les prélèvements destinés aux amortissements doivent donc être répartis sur toute la durée d'utilisation, conformément au mécanisme prévu pour les préfinancements.
- A des fins de statistiques financières, il conviendra le cas échéant de distinguer les financements spéciaux conformes au MCH2 (constitués au moyen de recettes affectées) de ceux qui ne le sont pas (constitués au moyen des impôts généraux).

### **Financements spéciaux en cas de pseudo-privatisations**

Il existe une autre problématique spécifique au canton de Berne: les financements spéciaux qui avaient dû être créés précédemment pour neutraliser les gains comptables en cas de pseudo-privatisation (ISCB n° 1/170.11/6.1 du 26 janvier 2001 et art. 85a OCo) ne sont plus admis avec l'introduction du MCH2. Tant que la commune assume la responsabilité juridique (et non seulement économique) d'une tâche externalisée, l'état de ses finances ne doit pas être amélioré au moyen de gains comptables. Or, les financements spéciaux en question sont en fait des réserves pour réévaluation d'actifs (participation) et doivent être comptabilisés à ce titre lors de l'introduction du MCH2.

Selon les dispositions en vigueur dans le canton de Berne, une dissolution (partielle) n'est possible qu'en cas de vente ou de vente partielle des participations.

Si une commune appliquant le MCH2 transfère des tâches à des tiers, aucune réévaluation ne devrait en principe se révéler nécessaire à l'avenir, puisque les valeurs comptables du patrimoine administratif correspondront aux valeurs au prix du jour. Si, pour des raisons d'économie d'entreprise, une collectivité responsable de l'accomplissement des tâches procède malgré tout à des réévaluations lors du transfert, il lui appartiendra de neutraliser le gain comptable sous forme de réserve liée au retraitement. A l'avenir aussi, la dissolution de la réserve ne sera possible qu'en cas de vente ou de vente partielle de la participation assor-

tie de l'abandon de la responsabilité d'accomplir la tâche en question (comme le prévoit actuellement déjà l'art. 85a OCo).

***L'application de la recommandation n° 8 et notamment les corrections requises par l'existence de financements spéciaux introduits lors de pseudo-privatisations ne doivent pas occasionner de problème, ni au niveau comptable, ni pour l'autorité concernée.***

### 3.1.9 N° 09: Provisions et engagements conditionnels

#### 3.1.9.1 Recommandation

1. *Une provision est un engagement probable, contractuel ou factuel fondé sur un événement situé dans le passé (avant la date de clôture du bilan), dont le montant et/ou l'échéance sont incertains, mais peuvent être évalués.*
2. *Les provisions ne peuvent être affectées que dans le but pour lequel elles ont été créées.*
3. *Les engagements conditionnels sont des engagements probables résultant d'un événement passé, sachant que l'existence de l'engagement doit encore être confirmée par un événement à venir.*
4. *Les événements se produisant après la date de clôture du bilan doivent généralement être expliqués en annexe des comptes dès lors qu'ils ont une importance pour l'évaluation des comptes. Dans des cas exceptionnels, il est également possible de procéder à une adaptation ultérieure des comptes, auquel cas les règles de procédure de l'exécutif et du Parlement sont déterminantes.*

#### 3.1.9.2 Commentaires

La situation actuelle en matière de comptabilisation des provisions dans les communes bernoises pose un certain nombre de problèmes. En sa qualité d'autorité de surveillance et en collaboration avec les préfetures, l'OACOT a d'ailleurs fait pression sur les quelque 390 communes politiques afin qu'elles réduisent les provisions d'environ 300 millions de francs qu'elles comptabilisaient à elles seules fin 2007.

A ce jour en effet, une bonne partie des provisions ne satisfont pas aux prescriptions du MCH2 car il s'agit souvent de préfinancements d'investissements futurs plutôt que de véritables provisions en rapport avec un engagement probable, contractuel ou factuel fondé sur un événement situé dans le passé.

Le groupe de travail est d'avis que les éventuelles corrections nécessaires doivent être opérées avant l'introduction du MCH2, voire à ce moment-là au plus tard.

Les chiffres 1 et 2 de la recommandation n° 9 ci-dessus de même que les notes explicatives y relatives sont univoques et ne laissent aucune place à l'interprétation, pas plus qu'une quelconque marge de manœuvre.

Il en va de même du chiffre 3 ayant trait aux engagements conditionnels. Ici également, le groupe de travail salue les explications formulées dans le manuel et notamment le graphique d'analyse permettant de séparer les provisions des engagements conditionnels.

Le chiffre 4 contient une nouveauté qui accroît la transparence des comptes annuels, mais qui ne devrait être appliquée que dans des cas exceptionnels.

***Selon le groupe de travail, la pratique préconisée dans la recommandation n° 9 ne donne lieu à aucune discussion et ne devrait pas poser de problème aux communes.***

***Le diagramme de flux pour la régularisation de provisions concernant les engagements conditionnels (illustration 6, page 55 du manuel) est simple et permet d'identifier aisément les divers éléments.***

### 3.1.10 N° 10: Compte des investissements

#### 3.1.10.1 Recommandation

1. *Le compte des investissements comprend les dépenses importantes dont la durée d'utilité s'étale sur plusieurs années, inscrites à l'actif en tant que patrimoine administratif.*
2. *Le compte des investissements constitue une partie du flux de trésorerie provenant des investissements et des désinvestissements dans le tableau des flux de trésorerie.*
3. *Pour le destinataire de subventions d'investissements, deux modèles différents de comptabilisation peuvent être appliqués:*
  - *Option 1: la pratique de comptabilisation actuelle selon le MCH1 avec inscription à l'actif de la subvention d'investissements nette (Investissement en biens déduction faite de la subvention d'investissements) fait office de norme minimale.*
  - *Option 2: la norme élargie prévoit l'inscription à l'actif de la subvention brute d'investissements. Parallèlement, la subvention d'investissements est inscrite au passif comme un engagement financier à long terme.*

#### 3.1.10.2 Commentaires

##### Différences par rapport au MCH1

Le MCH1 en vigueur prévoit que le compte administratif est séparé en un compte de fonctionnement et un compte des investissements. Dans ce dernier sont comptabilisées les recettes et les dépenses d'investissement du patrimoine administratif mais aussi du patrimoine financier (exemple: achat d'un immeuble locatif).

Le MCH2 réserve le compte des investissements aux dépenses et recettes du patrimoine administratif. Les notes explicatives relatives au point 1 précisent clairement qu'aucun investissement provenant du patrimoine financier n'est saisi dans le compte des investissements. C'est une différence fondamentale par rapport à la situation actuelle dans le canton de Berne, où les natures de comptes à utiliser pour reporter au bilan les investissements du patrimoine financier (695/595) et du patrimoine administratif (690/590) sont imposées.

Les investissements du patrimoine financier ne sont pas pris en considération car le compte des investissements, selon le MCH2, ne doit présenter que les dépenses qui sont effectuées en tant qu'investissement (actifs à caractère d'investissement) en vue d'une utilisation publique directe à venir de plusieurs années.

Par contre, le MCH2 ne diffère pas du MCH1 en ce qui concerne le caractère des dépenses et recettes à comptabiliser dans le compte des investissements. La recommandation n° 10 rappelle clairement que celui-ci comprend les dépenses importantes dont la durée d'utilité s'étale sur plusieurs années. On retrouve clairement ici la notion d'utilisation d'un actif au-delà de la période budgétaire d'un an.

##### Limite de l'inscription à l'actif

Si les critères d'inscription à l'actif sont incontestés, il y a encore lieu de définir une limite de valeur applicable au compte des investissements. En ce qui concerne le point 1 de la recommandation n° 10, le manuel MCH2 préconise une limite d'inscription à l'actif à partir de 50 000 francs pour les communes (proposition de l'Association des communes suisses). Il rappelle toutefois que la définition d'une limite uniforme ne serait pas judicieuse et qu'il convient avant tout de se baser sur le critère de l'importance.

Force est de relever à cet égard qu'il est difficile de déterminer un critère d'importance identique pour toutes les collectivités publiques du canton. L'importance d'une dépense d'investissement exprimée uniquement en francs diffère fondamentalement selon qu'elle

concerne la ville de Berne ou la commune de Monible. Il existe également de grandes divergences entre les dépenses d'investissement d'une paroisse, d'une commune bourgeoise ou d'un grand syndicat de communes par exemple.

Le groupe de travail estime que la détermination de l'obligation de saisir une dépense (ou une recette) dans le compte des investissements doit être examinée sous deux angles principaux, soit:

- La dépense a-t-elle un caractère d'investissement (utilisation au-delà d'un an, plus-value, etc.)?
- La dépense dépasse-t-elle une limite exprimée en francs?

La solution de la CACSFC, qui prévoit l'échelonnement ci-dessous des limites (supérieures) d'inscription à l'actif en fonction de la taille démographique, est reprise pour les communes politiques:

- Communes de 1000 habitants au plus: 25 000 francs
- Communes de plus de 1000 à 5000 habitants: 50 000 francs
- Communes de plus de 5000 à 10 000 habitants: 75 000 francs
- Communes de plus de 10 000 habitants: 100 000 francs

Les limites d'inscription à l'actif ci-dessus sont des limites supérieures que chaque commune est libre d'abaisser si elle en éprouve le besoin, pour autant qu'elle suive une pratique constante en la matière.

S'agissant des autres collectivités, il n'est pas possible d'appliquer le critère démographique. L'OACOT va donc élaborer, en collaboration avec les associations concernées, une autre solution qui se fondera sur le compte de résultats et/ou le total du bilan.

Cette solution s'écarte de celle qu'applique le canton, qui a fixé la limite de l'inscription au bilan à 5000 francs depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005. Il en résulte que le principe de l'amortissement des investissements en fonction de la durée d'utilisation n'est pas respecté dans le cas des acquisitions dont le montant n'atteint pas la limite fixée.

Afin de simplifier la mise en œuvre du droit des crédits, le contrôle des crédits d'engagement se limitera, à l'avenir, aux crédits arrêtés par l'organe législatif.

### **Flux de trésorerie provenant des investissements**

Le chiffre 2 de la recommandation n° 10 ne donne lieu à aucune remarque particulière de la part du groupe de travail. La question de l'élaboration du tableau des flux de trésorerie sera reprise dans l'analyse de la recommandation n° 14 infra.

Comme le précise le guide, les dépenses et les recettes d'investissement du patrimoine financier – qui ne figurent pas dans le compte des investissements – sont en revanche également présentées dans le tableau des flux de trésorerie (flux de trésorerie provenant des investissements). Pour cette raison, le solde de caisse du compte des investissements ne constitue qu'une partie du tableau des flux de trésorerie, qui est aussi influencé par le patrimoine financier. Par ailleurs, le tableau indique non seulement les flux de trésorerie provenant des investissements, dont le compte des investissements constitue la base, mais aussi les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation d'une part, et des activités de financement d'autre part.

### **Subventions d'investissements**

En ce qui concerne le chiffre 3 (mode de comptabilisation des investissements), le groupe de travail a choisi l'option 1, à savoir la comptabilisation de l'investissement net (déduction faite

des éventuelles subventions reçues). Il s'agit de la norme minimale prévue par le MCH2, qui correspond d'ailleurs à la pratique actuelle.

L'option 2 du manuel apporte certes quelques avantages s'agissant de la transparence des coûts, mais complique passablement les opérations comptables. Le report des coûts nets d'amortissement dans le compte de résultats, de même que la durée de vie du patrimoine en question, restent toutefois identiques dans les deux versions, raison pour laquelle le groupe de travail opte pour la norme minimale, soit l'option 1.

***La pratique préconisée par la recommandation n° 10 (spécialement le chiffre 1) va évidemment contraindre les collectivités à appréhender la question de la comptabilisation des investissements, et partant des charges de fonctionnement, de manière fondamentalement nouvelle.***

***Cette nouvelle approche devrait toutefois être facilitée par l'introduction d'une comptabilité des immobilisations. A ce propos, l'OACOT se chargera d'élaborer un programme (Excel) à l'intention des petites collectivités, étant entendu que les communes politiques disposeront pour la plupart de logiciels plus élaborés. Ce thème sera approfondi lors de l'examen de la recommandation n° 12 infra.***

### 3.1.11 N° 11: Bilan

#### 3.1.11.1 Recommandation

1. Dans le bilan les actifs et les passifs sont juxtaposés. Le solde est l'excédent/le découvert du bilan. Si un découvert du bilan apparaît, le poste reste au passif dans le bilan.
2. Les actifs sont divisés en patrimoine financier et patrimoine administratif.
3. Les passifs sont classés par capitaux de tiers et capital propre.
4. La structure du bilan repose sur le plan comptable MCH2 conformément à l'annexe.

#### 3.1.11.2 Commentaires

Les normes de la recommandation n° 11 relatives au bilan appellent un commentaire. Contrairement à la pratique actuelle où le découvert du bilan éventuel (ou les avances aux financements spéciaux) figurent à l'actif du bilan, le MCH2 prévoit la comptabilisation de ces éléments en négatif au passif du bilan.

Selon le plan comptable, le compte détaillé 299 indique un excédent (signe positif) ou un découvert du bilan (signe négatif). Si le bilan est agrégé (comptes à deux chiffres uniquement), le capital propre (29) ne fera pas apparaître d'emblée le découvert étant donné que les engagements envers les financements spéciaux, les réserves des domaines de l'enveloppe budgétaire et les réserves liées au retraitement du patrimoine financier peuvent compenser un solde négatif du compte 299. Le MCH2 prévoit toutefois dans la recommandation n° 15, comme aide à l'interprétation, un état du capital propre devant impérativement faire partie de l'annexe qui détaille le capital propre et garantit ainsi la transparence. Grâce à ce nouvel instrument, il n'est plus possible de masquer un découvert du bilan.

Selon le groupe de travail, les dispositions légales en vigueur qui régissent le découvert du bilan doivent être maintenues. Le cas échéant, elles pourraient être précisées afin que la notion de découvert du bilan soit définie sans équivoque (compte du bilan 299, 3 chiffres, solde des résultats cumulés des exercices précédents).

Les chiffres 2 à 4 de la recommandation n° 11 ne suscitent par contre pas de commentaire particulier.

Le groupe de travail se déclare d'accord avec la recommandation n° 11 et estime que son application ne pose pas de problème.



**Les pratiques préconisées par la recommandation n° 11 vont évidemment contraindre les collectivités à introduire un nouveau plan comptable concernant le bilan. Ce changement va toutefois de pair avec l'adoption d'un nouveau plan comptable en matière de compte de résultats et de compte des investissements.**

**Pour le surplus et abstraction faite de l'assimilation de nouveaux termes ou désignations de comptes, ces directives MCH2 n'induisent pas de difficultés.**

**Seule la comptabilisation des éventuels découverts du bilan ou avances aux financements spéciaux au passif du bilan présente une véritable nouveauté par rapport à la pratique actuelle.**

**Il convient encore de relever que le passage du bilan selon le MCH1 au bilan selon MCH2 relèvera du processus dont il sera plus précisément question dans la recommandation n° 19 (procédure lors du passage au modèle MCH2).**

### **3.1.12 N° 12: Bien d'investissement / comptabilité des immobilisations**

#### **3.1.12.1 Recommandation**

- 1. La comptabilité des immobilisations est la présentation comptable particulière des biens d'investissement qui fournit des indications détaillées sur l'évolution de ces postes. Les chiffres résumés figurent dans le bilan. Les actifs (incluant les emprunts et les participations) qui sont utilisés sur plusieurs années (biens d'investissement) sont saisis dans la comptabilité des immobilisations.*
- 2. Les biens d'investissement doivent être divisés en catégories de placements.*
- 3. L'évaluation des immobilisations dans le patrimoine financier a lieu lors de la première entrée à la valeur d'acquisition, les évaluations suivantes ont lieu à la valeur vénale.*
- 4. L'évaluation des immobilisations dans le patrimoine administratif a lieu lors de la première entrée à la valeur d'acquisition; elles sont ensuite amorties selon la planification. Les emprunts et les participations du patrimoine administratif sont évalués au plus à la valeur d'acquisition et réévalués dans le meilleur des cas.*
- 5. Une immobilisation doit être inscrite à l'actif lorsqu'elle atteint la limite de l'inscription à l'actif fixée par la collectivité pour la catégorie de placements correspondante. Sinon, elle doit être directement amortie par le compte de résultats (sur les limites de l'inscription à l'actif, cf. ch. 13 ci-après).*
- 6. L'amortissement des immobilisations dans le patrimoine administratif a lieu sur la base de la durée d'utilité, selon la catégorie de placements. Outre les amortissements de l'économie d'entreprise, des amortissements supplémentaires sont possibles. Ceux-ci doivent cependant être comptabilisés en tant que charges extraordinaires.*
- 7. Un tableau des immobilisations doit être dressé à des fins de documentation et d'information sur l'évaluation des actifs immobilisés. Il sert à la présentation des principes relatifs à la présentation des comptes, qui sont appliqués dans la comptabilité des immobilisations et dans la documentation des immobilisations mêmes.*

#### **3.1.12.2 Commentaires**

##### **Comptabilité des immobilisations**

L'introduction d'une comptabilité des immobilisations telle qu'elle est prévue dans la recommandation n° 12 constitue sans doute l'une des grandes nouveautés du MCH2 par rapport à la situation actuelle. Les chiffres 1 à 7 de cette recommandation précisent clairement les exigences posées aux collectivités.

Le groupe de travail constate que le MCH2 ne laisse pas aux communes le choix d'opter ou non pour cette nouvelle approche et ces nouveaux outils. La seule marge de manœuvre ré-

side dans la façon de faire, c'est-à-dire dans la détermination des catégories d'investissements, des durées de vie et donc des taux d'amortissement à appliquer à chacun des éléments du patrimoine administratif.

Partant de l'exemple qui figure dans le manuel et fort de l'expérience du canton, le groupe de travail a élaboré un tableau récapitulatif fixant les diverses classes d'immobilisations corporelles et leur durée de vie. Ce tableau figure en annexe au présent rapport.

Le groupe de travail n'a pas de remarque à formuler au sujet des chiffres 1 et 2 de la recommandation.

### **Evaluation du patrimoine financier**

Pour ce qui est du chiffre 3 (évaluation des immobilisations dans le patrimoine financier), il est renvoyé à l'analyse de la recommandation n° 19 (procédure lors du passage au MCH2).

### **Evaluation du patrimoine administratif et système d'amortissement**

A l'heure actuelle, dans le canton de Berne, le patrimoine administratif est évalué à la valeur d'acquisition, et fait l'objet de dépréciations harmonisées à raison de 10 pour cent de la valeur comptable. Des dépréciations complémentaires sont par ailleurs possibles. Seuls les prêts et participations permanentes sont exclus de ce système, car ils ne sont amortis qu'en cas de diminution effective de leur valeur ou de perte.

Le principe traditionnel de prudence sous-tend ce système, dont le but est d'assurer d'une manière générale un autofinancement suffisant abstraction faite des différentes durées d'utilisation des éléments patrimoniaux. Ainsi, les documents de clôture des comptes annuels des collectivités publiques ne renseignent pas de manière fiable sur la situation patrimoniale effective, dès lors que de telles «réserves latentes» du patrimoine administratif ne sont pas indiquées. Les destinataires des comptes annuels (exécutif, législatif, grand public, organes de surveillance, créanciers, etc.) ne sont donc pas informés de l'existence de réserves (latentes) et de leur importance, ni des objets concernés le cas échéant. Considérés isolément, les comptes annuels ne constituent pas une base fiable pour la gestion financière.

Le MCH2 vise à fournir des bases fiables et exemptes d'erreurs, raison pour laquelle les immobilisations du patrimoine administratif doivent être amorties compte tenu de leur durée d'utilisation. Le principe de prudence est conçu différemment, en ce sens que tous les risques susceptibles d'influencer les valeurs inscrites entrent en ligne de compte. En conséquence, les diminutions de valeur doivent être prises en considération en sus à la date de clôture du bilan (voir la recommandation n° 6), sans que cela ne puisse toutefois avoir lieu de manière «prévisionnelle». Le cas échéant, les amortissements supplémentaires doivent être clairement indiqués dans le compte de résultats, le bilan et l'annexe.

Le groupe de travail se félicite de la transparence ainsi instaurée, tant il est vrai qu'aujourd'hui, les citoyens demandent davantage de comptes rendus de l'utilisation des ressources. Les exigences toujours plus complexes auxquelles les pouvoirs publics doivent faire face impliquent par ailleurs que les décisions soient prises plus rapidement au niveau communal également. Dans un tel contexte, l'existence de bases décisionnelles fiables est indispensable, et pourtant de telles bases font actuellement défaut, pour les raisons indiquées plus haut.

Le groupe de travail s'est prononcé en faveur du système d'amortissement selon la durée d'utilisation qui est prévu par le MCH2. De son point de vue, les explications relatives au chiffre 4 sont claires.

En ce qui concerne le chiffre 5 (limite de l'inscription à l'actif), un barème échelonné en fonction de la taille de la collectivité a été défini dans l'analyse de la recommandation n° 10 pour les dépenses ayant un caractère d'investissement.

Le chiffre 6 précise que l'amortissement des immobilisations dans le patrimoine administratif a lieu sur la base de la durée d'utilité, selon la catégorie de placements. Outre les amortissements de l'économie d'entreprise, des amortissements supplémentaires sont possibles. Le groupe de travail estime quant à lui que l'application correcte et cohérente du principe de l'amortissement d'un élément selon sa durée de vie implique clairement que l'on renonce à comptabiliser des amortissements supplémentaires. Ceux-ci faussent en effet le principe de l'image fidèle dans la présentation des éléments du bilan puisque la durée de vie de l'élément, et partant sa valeur comptable à un moment donné, serait en décalage avec la réalité.

La correction de la valeur d'un élément du patrimoine administratif induite par un événement extraordinaire et imprévu (déprédation, destruction, incendie, etc.) doit impérativement être comptabilisée, mais doit être comprise comme un amortissement ordinaire imposé par la situation et non pas comme un amortissement extraordinaire décidé arbitrairement par l'autorité communale compétente.

Le groupe de travail est conscient du fait que le système d'amortissement en fonction de la durée d'utilisation garantit les investissements destinés à remplacer l'infrastructure existante, mais ne couvre pas de nouvelles dépenses futures. De par sa conception même, ce système ne permet pas un autofinancement suffisant. Le groupe de travail tient compte de la nécessité d'une amélioration à cet égard en définissant pour chaque catégorie d'immobilisation des taux d'amortissement aussi prudents que possible à l'intérieur du cadre imposé par le MCH2. Il n'en reste pas moins indispensable que les responsables des collectivités procèdent à une analyse individuelle de la situation, ce qui s'inscrit également dans le droit fil d'une autonomie communale accrue. Il convient de remédier à l'insuffisance de l'autofinancement au moyen d'excédents de revenus. Si l'autofinancement n'atteint pas 100 pour cent et qu'un excédent de revenus est enregistré, c'est en outre la règle imposant une réévaluation au moyen d'amortissements supplémentaires qui s'applique (voir titre ad hoc, pages 28 s.).

Enfin, les autorisations exceptionnelles de réduire les taux d'amortissement ne doivent plus être possibles à l'avenir.

### **Amortissement linéaire ou amortissement dégressif (patrimoine administratif)**

Le manuel MCH2 laisse le choix entre l'application d'un amortissement linéaire ou d'un amortissement dégressif.

Les deux systèmes permettent d'amortir un élément sur la base de sa durée de vie (durée d'utilisation). La méthode d'amortissement linéaire aboutit à des dépréciations constantes de la valeur des immobilisations. A l'inverse, les amortissements dégressifs, en fonction de l'élément patrimonial considéré, tiennent davantage compte de la moins-value effective. Ils sont en effet plus importants au début de la durée d'utilisation, puis diminuent par la suite.

Pour la plupart des biens amortis, la perte de valeur est plus forte au début de la période d'utilisation qu'à la fin. C'est le cas notamment d'éléments tels que les véhicules, les installations informatiques et les logiciels, qui se déprécient plus vite au cours des premières années en raison de leur utilisation et des innovations technologiques. Dans d'autres domaines tels que les routes, les infrastructures d'alimentation en eau ou d'assainissement des eaux par exemple, la diminution de valeur au cours des premières années est clairement moins marquée.

L'amortissement est la constatation comptable de la dépréciation, par l'inscription d'une charge dans le compte de résultats et d'une moins-value au bilan. Le résultat du compte évoluera de manière très différente tout au long de la durée d'utilisation de l'élément selon que le système choisi est linéaire ou dégressif.

En tout état de cause, les collectivités publiques n'ont ni les mêmes besoins ni les mêmes attentes en matière d'amortissement que les entreprises privées. Dans le domaine public, on

distingue le patrimoine financier du patrimoine administratif. Ainsi, une commune ne peut pas se défaire de tout son patrimoine. Elle doit conserver les éléments du patrimoine administratif puisqu'ils lui sont nécessaires pour accomplir ses tâches. Par ailleurs, la commune ne paie pas d'impôts et n'a dès lors pas le même intérêt qu'une entreprise privée à charger son compte de résultats des coûts inhérents aux amortissements comptabilisés.

Si l'on considère l'ensemble des investissements qu'une collectivité de droit public consent au fil des ans, on aboutit à une durée de vie moyenne des immobilisations. Le groupe de travail estime que, globalement, le choix de la méthode n'a pas une grande influence sur les coûts d'amortissement<sup>6</sup>. Il en va de même des valeurs inscrites au bilan, car celles du patrimoine administratif – inaliénable – ne sont que relatives (valeurs utiles à l'accomplissement futur des tâches). On ne saurait en effet parler de la valeur réelle d'un bâtiment scolaire, puisque la commune ne peut pas s'en défaire. Le groupe de travail est également d'avis que la méthode d'amortissement linéaire respecte le principe de l'image fidèle.

Pour toutes ces raisons, et vu la nécessité de définir une solution simple, aisément compréhensible et applicable à l'ensemble des collectivités publiques bernoises, le groupe de travail a opté pour un système d'amortissement linéaire sur toute la durée d'utilisation, quelle que soit la nature des immobilisations, renonçant par là même aux amortissements dégressifs.

Afin de garantir la comparabilité entre les diverses collectivités, il estime aussi qu'il ne faut pas laisser de choix en matière de durée d'utilisation (fourchette de... à). En conséquence, le tableau figurant en annexe au présent rapport se veut exhaustif.

Le groupe de travail estime que l'application de ce nouveau système ne devrait ni constituer une charge de travail insurmontable pour les communes, ni poser de problèmes de compréhension, du fait notamment que l'amortissement selon la durée de vie d'un élément est une méthode connue et appliquée aujourd'hui déjà en matière d'alimentation en eau et d'assainissement des eaux.

### **Règle applicable aux amortissements supplémentaires (règle de l'autofinancement)**

Au chiffre 6 de la recommandation, le MCH2 admet les amortissements supplémentaires du patrimoine administratif pour autant qu'ils se fondent sur des règles générales précises. Les représentants des associations exigent l'introduction d'un instrument susceptible de garantir, à l'avenir, un autofinancement suffisant des collectivités publiques bernoises, et d'éviter ainsi la logique de l'endettement. Par conséquent, la possibilité de procéder à de tels amortissements est prévue, mais uniquement en application des règles générales décrites ci-après.

Des amortissements supplémentaires doivent impérativement être comptabilisés lorsque les conditions suivantes sont remplies pour l'exercice considéré:

1. La collectivité enregistre un excédent de revenus.
2. Les amortissements ordinaires sont inférieurs aux investissements nets.

Si ces deux conditions sont réunies, la collectivité doit comptabiliser des amortissements supplémentaires à raison de la différence entre les investissements nets et les amortissements ordinaires, mais au maximum jusqu'à concurrence de l'excédent de revenus. La réévaluation qui en résulte permet de neutraliser un éventuel excédent de revenus jusqu'au seuil constitué par un autofinancement de 100 pour cent pour l'exercice considéré.

Dans ce contexte, le taux de 100 pour cent d'autofinancement est calculé à partir des amortissements linéaires; les attributions aux financements spéciaux, de même que les prélèvements, ne sont pas pris en considération.

---

<sup>6</sup> Il est renvoyé à cet égard au rapport du 14 octobre 2004 que l'OACOT a rédigé en réponse à la motion Hänni M 226/2004, disponible sur le site Internet de l'OACOT, à l'adresse suivante:  
[http://www.jgk.be.ch/site/fr/agr\\_gemeinden\\_finanzen\\_analysen\\_berichte\\_motion\\_haenni.pdf](http://www.jgk.be.ch/site/fr/agr_gemeinden_finanzen_analysen_berichte_motion_haenni.pdf)

La réévaluation doit être inscrite dans un compte actif négatif conforme au MCH2 (amortissements supplémentaires cumulés, p. ex. compte 1489). Deux comptes communs sont gérés: l'un pour les tâches financées par les recettes fiscales et l'autre pour les tâches financées par les émoluments. Cette réglementation ne s'applique pas aux domaines de l'approvisionnement en eau et du traitement des eaux usées.

Indépendamment de la réglementation décrite ci-dessus, les amortissements en fonction de la durée d'utilisation sont comptabilisés chaque année sur la base de la comptabilité des immobilisations; il en va de même des réévaluations résultant de diminutions durables de valeur.

Les amortissements supplémentaires doivent être budgétés. Un calcul est effectué lors de la clôture annuelle à partir des chiffres effectifs. S'il en résulte que l'attribution aurait dû être plus élevée que le montant inscrit au budget, la différence constitue une dépense liée.

Dès que la réévaluation dépasse le montant du patrimoine administratif, elle doit être (partiellement) dissoute. Cette opération intervient en faveur du capital propre.

Toutes les collectivités sont tenues d'appliquer la règle régissant les amortissements, pour autant qu'elles ne soient pas soumises à des prescriptions d'évaluation d'ordre supérieur (p. ex. communes bourgeoises). Les amortissements supplémentaires destinés à détériorer les résultats à des fins tactiques ne sont pas admis.

### **Tableau des immobilisations**

Enfin, le groupe de travail estime que le tableau des immobilisations qui doit être dressé à des fins de documentation et d'information sur l'évaluation des actifs immobilisés (chiffre 7) ne devrait pas poser de problème particulier. Idéalement, il devrait d'ailleurs pouvoir être généré automatiquement par le système informatique (logiciel de comptabilité des immobilisations). Une norme minimale de présentation du tableau récapitulatif sera élaborée par l'OACOT en temps voulu.

***La pratique préconisée par la recommandation n° 12 va contraindre les collectivités à modifier leur approche et à appliquer de nouvelles méthodes de travail. Elle implique également pour ces collectivités l'obligation d'acquérir un logiciel permettant de gérer le patrimoine selon les normes définies.***

***Dès lors qu'il n'est pas prévu d'imposer la nouvelle comptabilité des immobilisations rétroactivement pour tous les éléments figurant au bilan lors de l'introduction du MCH2 (voir recommandation n° 19 ci-après), le groupe de travail estime que le processus de mise en place et d'apprentissage du nouveau système ne doit pas poser de problème. Le thème de la comptabilité des immobilisations sera traité de manière approfondie lors des cours de formation; de même, la stratégie d'information et de communication lui accorde une place prépondérante.***

## **3.1.13 N° 13: Interprétation consolidée**

### **3.1.13.1 Recommandation**

1. *L'interprétation consolidée permet de donner une vue d'ensemble financière sur les entités consolidées.*
2. *Il existe trois «cercles» appelant une décision quant à la nature du justificatif dans le compte d'Etat:*
  - *Cercle 1: le Parlement, le gouvernement et l'administration rapprochée*
  - *Cercle 2: l'organisation judiciaire et autres autorités cantonales indépendantes*
  - *Cercle 3: les institutions et autres organisations*

3. *Les organisations et les unités d'organisation qui relèvent des cercles 1 et 2 doivent être consolidées intégralement dans le compte d'Etat.*
4. *Une consolidation n'est pas obligatoire pour les organisations qui relèvent du cercle 3. Si elles ne sont pas consolidées, elles doivent au moins être représentées avec transparence dans le tableau des participations ou des garanties en annexe. Si elles sont consolidées, cela peut se faire selon la méthode de la mise en équivalence ou de la consolidation globale.*
5. *Les organisations qui relèvent du cercle 3 peuvent présenter les caractéristiques suivantes, pour pouvoir relever du cercle 3, tout en sachant que ces dernières ne doivent pas être remplies de manière cumulative:*
  - *Cette organisation est une institution de la collectivité publique.*
  - *La collectivité publique participe de manière déterminante à cette organisation.*
  - *La collectivité publique contribue de façon déterminante aux frais d'exploitation de ces organisations.*
  - *La collectivité publique peut influencer cette organisation de façon déterminante.*
  - *La collectivité publique a des engagements envers cette organisation.*

### 3.1.13.2 Commentaires

#### Réflexions de portée fondamentale

Les recommandations formulées dans le manuel MCH2 en matière d'interprétation consolidée doivent être comprises à l'échelle d'une commune; il convient dès lors de traduire les termes et autres désignations en un langage adéquat.

Le groupe de travail constate qu'actuellement déjà, la consolidation des comptes pose problème, en particulier là où il existe, en marge de la comptabilité principale d'une collectivité, des établissements gérés selon un autre système comptable et en vertu d'autres règles en matière d'amortissement et d'évaluation notamment (normes Swiss GAAP RPC, etc.), mais aussi lorsque la commune a externalisé des tâches ou en accomplit d'autres dans le cadre d'une organisation supracommunale (syndicat p. ex.).

Le groupe de travail relève que les remarques concernant les chiffres 1 à 5 de la recommandation n° 13 n'apportent pas de réponses absolues à ces problèmes. A son avis, il ne sert à rien de consolider des chiffres qui ne sont pas déterminés ou calculés selon les mêmes règles. Il est par ailleurs illusoire d'imaginer la conversion obligatoire des résultats des comptes d'établissements gérés selon d'autres règles sous forme de comptes MCH2.

Il n'en reste pas moins que les normes MCH2 imposent une consolidation intégrale pour les cercles 1 et 2.

#### La solution bernoise

Le groupe de travail est favorable à l'adoption d'une solution pragmatique imposant l'obligation de consolider les cercles 1 et 2. Il définit les cercles comme suit:

- |          |   |
|----------|---|
| Cercle 1 | Tâches financées par les recettes fiscales  |
| Cercle 2 | Tâches financées par les émoluments, financements spéciaux pouvant être comptabilisés aussi bien au passif qu'à l'actif (uniquement les tâches accomplies par la commune elle-même) |
| Cercle 3 | Entreprises communales au sens de l'article 65 LCo (établissements juridiquement autonomes) et autres organisations dotées de la personnalité juridique au sens de l'article 67 LCo |

Les cercles 1 et 2 se réfèrent aux tâches que la commune accomplit elle-même. Les tâches financées à la fois par les recettes fiscales et par des émoluments (financement mixte) relèvent du cercle 1. Le total des cercles 1 et 2 correspond au compte général.

A ce niveau, l'impératif de consolidation concerne tant le budget que les comptes annuels (compte de résultats et bilan).

Les indicateurs financiers doivent être calculés d'une part pour chacun des cercles séparément, et d'autre part pour les cercles 1 et 2 consolidés. Dans les comptes annuels, cette présentation est contraignante, tandis qu'elle est facultative pour le budget et le plan financier.

Les établissements autonomes relèvent du cercle 3 défini par le MCH2, indépendamment du système comptable qu'ils appliquent (MCH2 ou autres normes telles que Swiss GAAP RPC), et ne doivent donc pas impérativement faire l'objet d'une consolidation. Celle-ci est laissée à la libre appréciation des communes.

Le groupe de travail est par ailleurs d'avis que l'accent devrait être mis sur l'affiliation des communes à différentes organisations externes, ainsi que sur les participations des communes au sein de telles organisations.

Le tableau actuel des participations doit donc être étoffé, et intégré à l'annexe aux comptes annuels afin que le lecteur puisse se faire une idée de l'ensemble des risques.

Les communes responsables des entreprises relevant du cercle 3 continuent de les surveiller et de répondre de l'accomplissement des tâches, raison pour laquelle ces entreprises doivent être soumises à des exigences élevées en matière de reddition de rapports. Le tableau des participations doit indiquer les risques; de plus, il y a lieu de rendre compte du respect du droit supérieur par les entreprises chargées d'accomplir une tâche. Des conditions aussi strictes concernant les rapports sont plus efficaces qu'une obligation de consolidation, car elles concernent tous les organismes responsables de l'accomplissement de tâches, y compris ceux pour lesquels il n'existe pas de participation majoritaire (syndicats de communes, etc.).

Le tableau des participations peut comporter pour chaque participation, en sus des contenus mentionnés dans le manuel MCH2, des précisions sur l'orientation stratégique et les risques qui en découlent, une appréciation des risques économiques, l'indication des cumuls de fonctions et interdépendances financières les plus importants, ainsi que l'attestation de la conformité de l'affectation des émoluments par rapport au but.

Le groupe de coordination de la CACSFC s'emploie encore à examiner en détail la question de la consolidation. Le groupe de travail se réserve la possibilité de s'inspirer plus largement des recommandations intercantionales lors de l'élaboration des dispositions d'application dans ce domaine complexe. Compte tenu du caractère facultatif de la consolidation en ce qui concerne le cercle 3, il y a également lieu d'examiner si l'autorité de surveillance doit avoir la compétence d'exiger l'établissement de comptes consolidés dans des circonstances particulières – par exemple en présence de résultats négatifs ou de capital propre insuffisant des entités auxquelles l'accomplissement de tâches a été confié, ou encore en cas de situation financière problématique de la collectivité responsable – pour autant que cette dernière ne prenne pas elle-même des mesures.

***L'application des principes décrits dans la recommandation n° 13 ne va pas poser de problème particulier à la grande majorité des communes dans la mesure où seules certaines d'entre elles (les plus grandes) confient l'accomplissement de tâches à des entreprises communales (établissements) au sens de l'article 65 LCo.***

***Pour ces dernières d'ailleurs, la solution pragmatique décrite ci-dessus devrait aussi constituer un avantage. Elle est en effet moins contraignante que celle qu'impose le MCH1 en matière d'intégration des comptes (art. 33 ss ODGFCo), tout en mettant davantage l'accent sur la détection et l'évaluation des risques.***

***La présentation en fonction de deux cercles est judicieuse sous l'angle politique, et accroît la transparence en ce qui concerne les tâches financées par les émoluments.***

### 3.1.14 N° 14: Tableau des flux de trésorerie

#### 3.1.14.1 Recommandation

1. Le tableau des flux de trésorerie juxtapose les revenus ou les recettes (augmentation de liquidités) et les charges ou les dépenses (diminution des liquidités) pendant une période.
2. Le fonds «liquidités» contient les avoirs en caisse, à la poste et en banque (crédits en comptes courants) et les équivalents de trésorerie.
3. Le tableau des flux de trésorerie affiche comme caractéristiques le cash flow provenant de l'activité d'exploitation, le cash flow provenant de l'activité d'investissement et le cash flow provenant de l'activité de financement.

#### 3.1.14.2 Commentaires

##### Nouvel instrument

Le tableau des flux de trésorerie n'est pas encore très répandu dans le secteur public, alors que les entreprises du secteur privé ne sauraient s'en passer. Il fournit des informations financières de première importance. Le cash flow provenant de l'activité d'exploitation renseigne sur la capacité financière proprement dite de la commune. Il indique le montant des revenus obtenus, qui serviront à de nouveaux investissements ou à une réduction de la dette. La mise en regard du cash flow provenant de l'activité d'exploitation d'une part, et du cash flow provenant de l'activité d'investissement d'autre part fait apparaître sans ambiguïté si les investissements consentis pendant la période considérée ont pu être financés par les ressources propres de la collectivité.

Dès lors qu'il se limite aux flux de trésorerie, le tableau ne peut pas être influencé au moyen d'opérations comptables, ce qui garantit la comparabilité avec les tableaux des autres communes. Utilisé de manière ciblée, il peut en outre se révéler être un précieux instrument de planification.

##### Introduction dans le canton de Berne

L'élaboration d'un tableau des flux de trésorerie ne constitue pas une totale nouveauté pour les communes, qui sont actuellement déjà tenues d'établir un aperçu du financement (art. 30, lit. d ODGFCo). Il n'en reste pas moins que le nouvel instrument proposé par le MCH2 est plus sophistiqué, et surtout nécessite la collecte de nombreuses informations qu'il est parfois malaisé de trouver.

A ce propos, le groupe de travail est d'avis que le tableau devant être élaboré par les communes doit correspondre au minimum à celui présenté dans le manuel MCH2 (tableau 19). Ce tableau doit faire partie intégrante des comptes annuels.

Afin de faciliter la tâche des administrateurs des finances et d'éviter tout risque d'erreur (lors du report ou de la saisie de données, etc.), le groupe de travail estime que le tableau doit pouvoir être généré automatiquement par le logiciel de comptabilité. L'OACOT entend procéder à la codification des données et proposer une collaboration aux fournisseurs de logiciels afin qu'ils développent une application sur cette base, ou qu'ils programment la génération d'une évaluation.

Pour les petites collectivités, l'OACOT va développer un module sous forme de fichier Excel qui sera disponible sur son site Internet.

***Même si elle constitue une nouveauté par rapport au modèle actuel, l'application des principes décrits dans la recommandation n° 14 ne devrait pas poser de problème particulier dans la mesure où le tableau pourra sans doute, dans la plupart des cas, être généré automatiquement en fin d'année par le logiciel de comptabilité.***



***Au cours de la phase introductive, la recommandation rédigée en termes généraux ne manquera pas de soulever de nombreuses questions techniques. Il ne fait toutefois pas de doute que le nouvel instrument va s'imposer au fil du temps.***

### 3.1.15 N° 15: Etat du capital propre

#### 3.1.15.1 Recommandation

1. *L'état du capital propre fait désormais partie de l'annexe. Il présente de manière détaillée les causes du changement du capital propre.*
2. *Le capital propre sera représenté selon le plan comptable de manière plus détaillée que dans le MCH1. En particulier, les financements spéciaux seront impartis au capital propre ou aux capitaux de tiers. De plus, le retraitement de différents éléments du patrimoine pourrait entraîner des changements dans les réserves liées à l'évaluation. En outre, les réserves des domaines de l'enveloppe budgétaire doivent être saisies séparément.*

#### 3.1.15.2 Commentaires

Les nouveaux instruments envisagés par le MCH2 conféreront une tout autre dimension à la lecture du bilan. En effet, la présentation prévue est plus détaillée qu'actuellement, et offrira des informations permettant de mieux lire et analyser la situation financière de la collectivité.

L'état du capital propre de même que la séparation des financements spéciaux entre ceux faisant partie des capitaux propres et ceux à intégrer dans les capitaux de tiers (exemple: taxes encaissées pour la libération de l'obligation de construire un abri de protection civile) sont autant de nouveautés intéressantes.

Le groupe de travail part du principe que les représentations en question doivent pouvoir être extraites de la comptabilité de manière informatisée et que, dès lors, leur introduction ne devrait pas poser de problème particulier.

***Même si elle constitue une nouveauté par rapport au modèle actuel, l'application des principes décrits dans la recommandation n° 15 ne devrait pas poser de problème dans la mesure où l'état du capital propre pourra sans doute, dans la plupart des cas, être généré automatiquement en fin d'année par le logiciel de comptabilité.***

### 3.1.16 N° 16: Annexe des comptes annuels

#### 3.1.16.1 Recommandation

1. *L'annexe des comptes annuels présente*
  - *les règles régissant la présentation des comptes et les justifications des divergences à celles-ci;*
  - *les principes relatifs à la présentation des comptes, y compris les principes essentiels de l'établissement du bilan et de son évaluation (en particulier les méthodes et les taux d'amortissement);*
  - *l'état du capital propre (cf. la recommandation n° 15);*
  - *le tableau des provisions;*
  - *le tableau des participations et des garanties;*
  - *le tableau des immobilisations;*
  - *des indications supplémentaires permettant d'apprécier l'état de la fortune, des finances et des revenus et les risques financiers (contrats de leasing, liste des crédits d'engagement, etc.).*
2. *Toutes les provisions existantes doivent être inscrites individuellement dans le tableau des provisions.*

3. *Les participations en capital ainsi que les organisations que la collectivité influence considérablement doivent être inscrites dans le tableau des participations. La collectivité influence considérablement les institutions concernées lorsqu'elle peut mettre en œuvre des mesures ou modifications unilatérales en raison de la participation ou du financement.*
4. *Toutes les activités entraînant à l'avenir un engagement important des collectivités publiques doivent être inscrites dans le tableau des garanties.*
5. *Le tableau des immobilisations, en partie catégorisé en groupes par nature, doit fournir une image aussi complète et transparente que possible sur tous les biens d'investissement des collectivités.*

### 3.1.16.2 Commentaires

En comparaison avec la liste des documents requis actuellement (art. 30 ODGFCo) dans le canton de Berne, le MCH2 apporte un certain nombre de nouveautés. De manière globale, le groupe de travail salue ces directives dans la mesure où la nouvelle présentation des informations améliorera la transparence, surtout pour les contribuables.

Cependant, l'élaboration de la plupart des documents énumérés sous chiffre 1 de la recommandation n° 16 (p. ex. le tableau des participations et des garanties) va engendrer du travail supplémentaire pour les communes, surtout la première fois. Par la suite, il s'agira essentiellement de procéder à une actualisation.

Quelques documents devraient d'ailleurs pouvoir être générés directement par le logiciel (tableaux des immobilisations).

Les tableaux et graphiques figurant dans le manuel MCH2 constituent une aide précieuse, et le groupe de travail est d'avis que les informations mentionnées sont suffisantes.

Pour le surplus, le groupe de travail n'a pas de remarque particulière à formuler et se déclare d'accord avec la recommandation n° 16 dans son ensemble.

***Même si, par rapport à la pratique actuelle, la recommandation n° 16 apporte quelques nouveautés en matière de présentation des comptes, l'application des principes décrits ne devrait pas poser de problème majeur dans la mesure où les documents requis pourront dans la plupart des cas être générés automatiquement en fin d'année par le logiciel de comptabilité. D'autres documents entraîneront un surcroît de travail, en particulier la première fois; par la suite, il ne s'agira que de les actualiser.***

***L'OACOT entend pour sa part élaborer divers outils de travail, en complément aux exemples figurant déjà dans le manuel.***

## 3.1.17 N° 17: Objectifs et instruments de la politique budgétaire

### 3.1.17.1 Recommandation

1. *Le manuel et la loi modèle contiennent différents objectifs de la politique budgétaire qui doivent permettre d'équilibrer durablement les finances publiques.*
2. *En principe, chaque collectivité est tenue de définir elle-même les objectifs, instruments et limitations adaptées à sa situation. Ceux-ci peuvent par exemple différer pour les cantons, d'une part, et les communes, d'autre part. Les mesures doivent tenir compte de la situation actuelle (par ex. montant de l'endettement actuel) et des différentes planifications.*
3. *Une gestion de politique budgétaire est la plus durable lorsqu'elle est réglée sur le niveau juridique le plus élevé possible (constitution ou loi sur les finances) parce que, dans ce cas, tous les organes doivent respecter le droit supérieur. De telles réglementations peuvent être complétées, en particulier pour la planification, par un système d'indicateurs, cf. également sur ce point la recommandation n° 18.*
4. *Les organes de surveillance, qu'il s'agisse d'organes parlementaires ou de ceux de la surveillance financière cantonale des communes, doivent contrôler le respect des objectifs de la politique budgétaire. Toute infraction doit entraîner des mesures.*

5. *Pour les communes, il existe déjà des systèmes d'indicateurs harmonisés qui sont coordonnés par l'organe intercantonal de surveillance des finances communales. Il est judicieux de procéder à des analyses intercantionales de ces indices. Chaque collectivité devrait s'évaluer sur la base de tels systèmes d'indicateurs et chaque collectivité devrait élaborer ses propres comparaisons supplémentaires de séries temporelles.*
6. *La loi modèle cite les 3 principaux indicateurs applicables à l'échelle cantonale qui devraient être élaborés pour garantir la comparabilité en toutes circonstances:*
  - *Taux d'endettement net*
  - *Degré d'autofinancement*
  - *Part des charges d'intérêts**A l'avenir, ces indicateurs devraient être collectés et publiés chaque année au niveau intercantonal.*

### **3.1.17.2 Commentaires**

Les objectifs de la politique budgétaire des communes ont d'ores et déjà été formulés dans le canton de Berne; les instruments ainsi que les moyens de contrôle et d'analyse existent déjà eux aussi, et il n'y a pas lieu de les modifier. Le système de surveillance du canton sur la gestion financière des communes a également fait ses preuves.

Des instruments tels que la planification financière, le système d'alarme précoce, la publication de rapports relatifs à la situation financière des communes politiques et des paroisses sont autant d'éléments démontrant que les collectivités et les organes cantonaux de surveillance sont conscients de l'importance d'une gestion financière saine et durable.

Partant de ce constat, le groupe de travail est d'avis que les normes fixées dans la recommandation n° 17 sont respectées dans le canton de Berne.

**La recommandation n° 17 n'impose aucune consigne supplémentaire aux collectivités. La modification du système de surveillance financière exercée par le canton sur les communes (projet de suppression de l'apurement et renforcement du système d'alarme précoce) est en cours et n'a pas de lien direct avec l'introduction du MCH2.**

## **3.1.18 N° 18: Indicateurs financiers**

### **3.1.18.1 Recommandation**

1. *Les indicateurs financiers suivants (1ère priorité) doivent être mis en évidence pour procéder à une évaluation de la situation financière:*
  - *Taux d'endettement net,*
  - *Degré d'autofinancement,*
  - *Part des charges d'intérêts.*
2. *En deuxième priorité ou dans le but d'effectuer une analyse partielle, les indicateurs suivants doivent être mis en évidence:*
  - *Dettes nette par habitant en francs,*
  - *Taux d'autofinancement,*
  - *Part du service de la dette,*
  - *Dettes brute par rapport aux revenus,*
  - *Proportion des investissements.*

### **3.1.18.2 Commentaires**

Le groupe de travail s'en tient aux huit indicateurs financiers précités. Les explications relatives à leur mode de calcul qui figurent dans le manuel MCH2 sont complètes, et les éléments nécessaires aux calculs sont faciles à trouver dans les comptes annuels.

Les huit indicateurs préconisés par le MCH2 pourront naturellement être complétés par d'autres. L'OACOT examinera notamment cette question lors de l'élaboration de son rapport annuel sur les finances communales.

**L'application de la recommandation n° 18 du manuel MCH2 ne requiert pas de travail supplémentaire de la part des communes. L'OACOT adaptera le module de contrôle de plausibilité qu'il met à la disposition des collectivités; celui-ci calculera automatiquement les indicateurs définis par le manuel.**

### 3.1.19 N° 19: Procédure lors du passage au modèle MCH2

#### 3.1.19.1 Recommandation

1. *A titre de norme minimale, le patrimoine financier doit faire l'objet d'un retraitement sur la base des valeurs vénales.*
2. *Selon la norme minimale, le patrimoine administratif ne doit pas faire l'objet d'un retraitement.*
3. *Un retraitement complet est réalisé pour les provisions et les comptes de régularisation.*
4. *Un retraitement (restatement) selon le principe l'image fidèle dépassant la norme minimale est facultatif.*

#### 3.1.19.2 Commentaires

##### Retraitement du patrimoine financier

Le chiffre 1 de la recommandation n° 19 précise que le patrimoine financier doit faire l'objet d'un retraitement sur la base des valeurs vénales. La première question au sujet de laquelle il convient de se mettre d'accord porte sur la définition et le mode de calcul de la valeur vénale. A ce propos, ni le manuel MCH2, ni la commission intercantonale de coordination de la CACSFC, ni même le Conseil suisse de présentation des comptes publics (CSPPC) n'apportent une véritable réponse.

Il existe sans doute plusieurs façons de réévaluer les immobilisations du patrimoine financier. Les titres et autres papiers-valeurs peuvent au besoin être corrigés sur la base des données fournies par les établissements bancaires auprès desquels ils sont déposés.

En ce qui concerne les immeubles du patrimoine financier par contre, la réévaluation est plus compliquée dès lors qu'il convient d'analyser la situation du marché. La collectivité doit se fonder sur les valeurs vénales actuelles du marché immobilier. En tout état de cause, l'analyse approfondie, élément par élément, représente un travail considérable et dispendieux, notamment s'il est confié à un expert externe (architecte, consultant, etc.).

Une solution pragmatique et simple consiste à partir d'éléments objectifs tels que les valeurs de l'assurance immobilière ou les valeurs officielles. Le groupe de travail recommande à ce sujet la réévaluation des immeubles du patrimoine financier sur la base des valeurs officielles (VO x 1,4). Cette formule est reprise de la solution proposée par le canton pour les patrimoines financier et administratif. Le facteur de 1,4 résulte de l'hypothèse selon laquelle les valeurs officielles représentent environ 70 pour cent des valeurs vénales (valeur réciproque).

Le tableau intitulé «Normes de réévaluation du patrimoine financier» en annexe indique la base d'évaluation définie par le groupe de travail pour chaque catégorie d'immobilisation.

##### Retraitement du patrimoine administratif

En ce qui concerne le chiffre 2 de la recommandation (réévaluation du patrimoine administratif), le groupe de travail est d'avis que cette question est intimement liée au système d'amortissement en vigueur et à celui qui sera appliqué avec le MCH2.

En effet, si le système d'amortissement est basé sur une dépréciation linéaire en fonction de la durée d'utilisation, on est en droit d'attendre que les valeurs inscrites au bilan soient correctes et qu'il n'y ait pas lieu de les modifier (sous réserve bien évidemment de la concordance des taux d'amortissement et des durées de vie avec ceux que préconise le MCH2).

Par contre, si le système d'amortissement est sous-tendu par le principe d'une dépréciation harmonisée de la valeur résiduelle, comme c'est le cas actuellement dans le canton de Berne, les valeurs inscrites au bilan ne sont pas en adéquation avec la valeur réelle des éléments au moment de l'introduction du MCH2.

La question se pose donc de savoir s'il est utile et pertinent de réévaluer l'ensemble du patrimoine. Il ne s'agit dans tous les cas que d'une correction cosmétique du bilan puisqu'elle intervient tant à l'actif qu'au passif (réserve de réévaluation).

De plus, le travail nécessaire à la reconstitution des valeurs (détermination du coût de l'investissement, calcul des dépréciations déjà opérées, calcul de la différence entre les deux systèmes, etc.) peut se révéler considérable et souvent difficile à réaliser compte tenu des données à collecter.

Le groupe de travail entend renoncer à une telle réévaluation. Il préconise de traiter l'ensemble du patrimoine «ancien» comme un montant à déprécier de manière linéaire sur une période de douze ans à compter de l'introduction du MCH2, en dehors de la comptabilité des immobilisations instaurée par le nouveau système (voir chiffre 4 / commentaire relatif au retraitement selon l'image fidèle). La période d'amortissement est fixée à douze ans – délai qui, de l'avis du groupe de travail rend les charges supportables au vu du système actuel et compte tenu des nouveaux investissements. Au terme de la période transitoire de douze ans, l'ensemble du patrimoine administratif ne sera plus amorti que de manière linéaire, en fonction de la durée d'utilisation. Quant aux assainissements et aux mesures destinées au maintien de la valeur des immobilisations existantes qui seront décidés après l'introduction du MCH2, ils prolongeront la durée d'utilisation des équipements et installations en question, de sorte que les valeurs à inscrire à l'actif devront être amorties conformément au tableau «Classes d'immobilisations corporelles du patrimoine administratif pour les communes bernoises».

Par ailleurs, le groupe de travail est d'avis qu'une solution pragmatique doit être trouvée afin de ne pas charger trop fortement les communes qui auraient procédé à de gros investissements durant les deux ou trois ans précédant le passage au nouveau système. Le MCH2 ne s'applique qu'aux investissements réalisés après son introduction, mais on pourrait envisager, à titre de dérogation, l'application anticipée du système d'amortissement selon la durée d'utilisation des immobilisations en question ou alors l'application du nouveau taux d'amortissement pour le solde de la période d'utilisation de l'investissement concerné (ce qui implique bien évidemment de recalculer les valeurs, voire de corriger le bilan).

S'agissant de la définition des critères qui justifient une dérogation, le groupe de travail recommande de tenir compte des principes suivants:

- La durée d'utilisation des immobilisations concernées doit être nettement plus longue que la période transitoire.
- La situation doit être examinée de cas en cas. Les charges d'amortissement résultant de l'application des dispositions transitoires doivent être mises en relation avec le total du roulement du compte de résultats; en d'autres termes, il y a lieu d'analyser si le degré d'autofinancement des années transitoires répond aux besoins de la collectivité. La comparaison doit se fonder sur les moyennes des cinq dernières années. Par ailleurs, une dérogation ne peut être accordée que pour un objet précis (nouvel investissement).
- L'égalité de traitement entre toutes les communes doit être garantie au moyen d'une comparaison avec des communes qui n'investissent qu'après l'introduction du MCH2.

- Il convient de tenir compte des cycles d'investissement particuliers, par exemple dans le cas des paroisses.

Les critères concrets doivent être définis dans la législation.

### **Retraitement des provisions et des comptes de régularisation**

Le chiffre 3 de la recommandation n° 19 prévoit le retraitement complet des provisions et des comptes de régularisation (actifs et passifs transitoires). Selon le groupe de travail, ce retraitement ne devrait pas poser de problème. En effet, actuellement déjà, l'analyse de ces postes doit être opérée chaque année.

### **Retraitement (restatement) selon le principe de l'image fidèle**

Enfin, le chiffre 4 de la recommandation n° 19 laisse le choix de procéder ou non à un retraitement (restatement) selon le principe de l'image fidèle.

Comme le précisent les explications du manuel, si le patrimoine administratif est revalorisé, le compte «réserve liée au retraitement» (295) sert à comptabiliser durant les années suivantes les amortissements – éventuellement trop élevés –, de sorte que ces derniers n'aient pas d'effet sur les résultats et n'influent pas sur le compte de résultats de façon disproportionnée.

Si l'on choisit la norme minimale selon le chiffre 2 (pas de retraitement), la question ne se pose pas.

**L'application de la recommandation n° 19 du manuel MCH2 occasionnera un surcroît de travail pour les communes. Le retraitement des immobilisations du patrimoine financier nécessitera une analyse de chaque poste du bilan. Il n'en reste pas moins que la solution pragmatique proposée par le groupe de travail, de même que le fait de ne pas exiger le retraitement du patrimoine administratif, représentent sans aucun doute une simplification considérable.**

## **3.1.20 N° 20: Loi modèle sur les finances (LMFC)**

### **3.1.20.1 Recommandation**

1. *La loi modèle sur les finances (LMFC) sert d'orientation à une législation sur le régime financier et la gestion budgétaire conforme au MCH2.*
2. *La LMFC peut s'appliquer au niveau cantonal comme au niveau communal; pour ce dernier, elle peut prendre la forme d'un acte cantonal (loi sur les finances des communes) ou d'une ordonnance communale autonome pour les communes.*

### **3.1.20.2 Commentaires**

#### **Adaptation des bases légales existantes ou reprise de la LCFC?**

Comme mentionné ci-dessus, le modèle de loi sur les finances (LCFC) fournit une base à l'élaboration d'une législation sur le régime financier et la gestion budgétaire qui soit conforme au MCH2. Le groupe de travail s'est dès lors posé la question de savoir comment mettre en œuvre les principes qu'elle énonce lors de l'introduction du nouveau modèle comptable dans les collectivités publiques bernoises.

Deux solutions paraissent envisageables, soit:

- la reprise et l'application du modèle proposé, au besoin avec des modifications en rapport avec les spécificités bernoises, et parallèlement l'abrogation de la législation actuelle régissant le domaine de la gestion financière, ou
- l'adaptation du cadre légal bernois actuel aux spécificités du projet de loi modèle.

Partant du constat que la législation bernoise sur les communes est relativement récente d'une part, et qu'elle couvre de manière optimale toutes les questions inhérentes à la gestion financière d'autre part, le groupe de travail est arrivé à la conclusion qu'une solution devait être trouvée en application de la seconde variante.

Il a relevé que d'une manière générale, les règles bernoises appliquées actuellement ont fait leurs preuves et que, pour autant qu'elles ne dérogent pas à celles édictées par le manuel MCH2 ou qu'elles entrent dans la marge de manœuvre offerte par celui-ci, elles doivent être maintenues. C'est notamment le cas en matière d'amortissement du découvert du bilan (art. 74 LCo) et de prérogatives du canton dans le cadre de la surveillance financière exercée sur les communes (art. 76 LCo).

### **Vérification des comptes**

En matière de révision également, le groupe de travail est d'avis que la pratique actuelle doit être maintenue, même si des adaptations se révèlent nécessaires. Il s'agira notamment de remanier les questions du manuel «Annexe pour la vérification des comptes» en fonction du nouveau plan comptable. Sous l'égide du MCH2, les normes en matière de révision seront indéniablement plus exigeantes, mais le groupe de travail entend veiller, en optant pour des solutions pragmatiques, à ce que la révision par des non-professionnels reste possible dans les petites collectivités. Par ailleurs, les similitudes entre le MCH2 et l'économie privée sont de nature à faciliter la tâche de nombreux praticiens. Le groupe de travail est d'avis que les effets des changements intervenus dans le droit privé en matière de révision (CO, loi sur la surveillance de la révision [LSR]) doivent être évalués dans le cadre d'un projet distinct. A cet effet, il estime important d'attendre les expériences réalisées sous l'égide du MCH2, les relevés systématiques de la qualité du travail accompli par les organes de révision non professionnels, de même que les résultats obtenus dans d'autres cantons.

### **La solution bernoise**

Le groupe de travail est d'avis que les prescriptions bernoises éprouvées doivent être maintenues, même si dans certains cas, le MCH2 permettrait l'adoption de règles moins contraignantes.

Il demande par ailleurs que le MCH2 soit appliqué de manière uniforme à l'ensemble des collectivités publiques indépendamment de leur importance et de leur type. De fait, aucune dérogation n'est prévue, notamment en ce qui concerne les documents à fournir. Il va toutefois de soi que dans les petites collectivités, certains documents seront réduits à un minimum.

**Dès lors qu'aucune contrainte supplémentaire n'est introduite, les communes ne sont pas directement touchées par la recommandation n° 20.**

**Le processus de révision deviendra certes encore plus exigeant, mais il restera accessible aux non-professionnels dans les petites collectivités. Les bases en la matière seront adaptées par l'OACOT et mises à la disposition des communes.**

## 4. Adaptation de la législation

### 4.1 *Loi du 16 mars 1998 sur les communes (LCo)*

La mise en œuvre du MCH2 implique la modification de quelques articles de la loi du 16 mars 1998 sur les communes. Il s'agit essentiellement des articles suivants:

|         |  |
|---------|--|
| Art. 73 | Equilibre des finances                           |
| Art. 74 | Découvert du bilan                               |
| Art. 75 | Mesures d'assainissement                         |
| Art. 76 | Mesures du Conseil-exécutif                      |
| Art. 77 | Communes sans budget                             |
| Art. 78 | Compétences particulières des services cantonaux |

Les changements sont de nature terminologique, excepté dans le cas de l'article 78.

### 4.2 *Ordonnance du 16 décembre 1998 sur les communes (OCo)*

Les nouvelles normes relatives au MCH2 impliquent également quelques modifications de l'ordonnance du 16 décembre 1998 sur les communes. Les articles suivants sont concernés (liste non exhaustive):

|          |  |
|----------|--|
| Art. 73  | Actif                                  |
| Art. 76  | Passif                                 |
| Art. 78  | Compte de fonctionnement               |
| Art. 79  | Compte des investissements             |
| Art. 80a | Annexe au compte annuel                |
| Art. 81  | Patrimoine financier                   |
| Art. 82  | Patrimoine administratif               |
| Art. 83  | Dépréciations                          |
| Art. 84  | Dérogations                            |
| Art. 85  | Dépréciations complémentaires          |
| Art. 95  | Comptabilités séparées des entreprises |
| Art. 97  | Transparence de la gestion financière  |

### 4.3 *Ordonnance de Direction du 1<sup>er</sup> mai 2005 sur la gestion financière des communes (ODGFCo)*

Les articles de l'ordonnance de Direction du 1<sup>er</sup> mai 2005 sur la gestion financière des communes qui doivent être modifiés sont les suivants (liste non exhaustive):

|         |  |
|---------|--|
| Art. 4  | Principes de comptabilité                          |
| Art. 15 | Crédits d'engagement, arrêté de compte et contrôle |
| Art. 30 | Compte annuel                                      |
| Art. 33 | Intégration, principe                              |
| Art. 34 | Intégration, budget                                |
| Art. 35 | Intégration, compte annuel                         |
| Art. 36 | Intégration, bilan                                 |
| Art. 37 | Intégration, capitaux                              |
| Art. 38 | Intégration, compte administratif                  |
| Art. 39 | Intégration, évaluations minimales                 |

La formulation de ces articles doit être corrigée, et au besoin complétée par de nouveaux alinéas en fonction des spécificités du projet de loi sur les finances présenté dans le manuel MCH2 (recommandation n° 20) de même que des options choisies et des propositions formulées par le groupe de travail en vue de l'introduction du nouveau modèle comptable dans les communes bernoises. L'adjonction de certains articles pourrait également se révéler nécessaire.



## **5. Adaptation des applications informatiques**

### **5.1 Modifications**

Il va de soi que pour satisfaire aux besoins du MCH2, les logiciels actuellement utilisés par les communes devront être adaptés, voire remplacés. Il s'agira par ailleurs de développer de nouvelles applications (comptabilité des immobilisations) et évaluations (tableau des flux de trésorerie).

Le nouveau plan comptable, l'application d'un système d'amortissement différent (en relation avec la tenue d'une comptabilité analytique), les nouveaux instruments tels que la comptabilité des flux de trésorerie ou encore les tableaux qui devront désormais être annexés au bilan sont autant d'éléments qui doivent être développés et introduits dans la gestion financière de l'ensemble des collectivités publiques (et non seulement des plus grandes d'entre elles).

### **5.2 Collaboration avec les fournisseurs de logiciels**

Afin de faciliter les travaux préparatoires des communes et d'aider ces dernières dans la perspective des décisions qu'elles devront prendre s'agissant des achats à opérer, l'OACOT a pris contact avec les diverses entreprises actives dans le domaine informatique sur le territoire bernois. Des négociations sont en cours. Il s'agit de définir les besoins des communes avec les fournisseurs de logiciels et de leur donner un maximum d'informations au sujet du cahier des charges à remplir pour satisfaire aux exigences spécifiques d'application du MCH2 dans le canton de Berne.

L'OACOT souhaite collaborer activement avec les fournisseurs informatiques afin de permettre le développement et l'offre de produits dans les meilleurs délais et à des conditions aussi avantageuses que possible. L'OACOT entend définir précisément, en collaboration avec le groupe de travail, les exigences posées en matière d'évaluations, afin de parvenir à un degré maximal d'automatisation. Le groupe de travail est convaincu que les fournisseurs de logiciels seront en mesure de répondre aux attentes des communes.

Il ressort très clairement d'une première séance avec de grands fournisseurs de Suisse alémanique que les travaux de programmation devant permettre de tenir compte des besoins spécifiques aux collectivités bernoises ne pourront être entrepris qu'une fois que les caractéristiques concrètes des évaluations et des bases légales seront connues. Dès ce moment, les applications pourront être adaptées assez rapidement (dans un délai d'environ 6 mois). Les fournisseurs estiment que les éléments susceptibles de compromettre le respect du délai fixé à 2014 pour les communes politiques sont les suivants:

- L'absence de consignes concrètes en temps utile, soit vers la mi-2010.
- L'impossibilité d'une mise en œuvre en quelques mois dans l'ensemble des communes (manque de ressources de la part des fournisseurs et des clients).
- Le fait que toutes les communes soient appelées à tester les nouvelles applications, faute d'expériences réunies par des communes pilotes.

En cas de transfert vers le MCH2 des chiffres effectifs du MCH1 pour les années de comparaison antérieures, il sera inévitable que les administrations des finances procèdent manuellement à des calculs et à des comptabilisations.

### **5.3 Synergies résultant de la coopération intercantonale**

Il est intéressant de relever que d'autres cantons se sont également mis au travail. Le canton d'Argovie par exemple a introduit le MCH2 dans quelques communes pilotes au 1<sup>er</sup> janvier 2010 déjà. Durant toute l'année 2010, ces communes tiendront leurs comptes en application du nouveau système.

Là également, des contacts ont été pris avec des fournisseurs informatiques. Le plan comptable adopté par le groupe de coordination intercantonal de la CACSFC a été mis à leur disposition, ce qui a permis aux quelques communes pilotes de disposer des outils informatiques nécessaires en temps utile.

Le canton de Glaris va pour sa part introduire le MCH2 au 1<sup>er</sup> janvier 2011, à l'occasion d'une réforme de son découpage territorial en communes.

Le canton de Berne pourra à n'en pas douter tirer parti des expériences faites dans d'autres cantons, puisqu'on retrouve les mêmes fournisseurs informatiques sur le marché.

Dans ce contexte, il convient encore de rappeler les démarches effectuées par le groupe de travail mis sur pied par la CACSFC en vue d'une vaste harmonisation de l'application du MCH2. Pour peu que ces démarches aboutissent, le travail des fournisseurs informatiques en sera considérablement facilité, pour le plus grand profit des différentes collectivités.

## **6. Communication / information**

### **6.1 *Processus d'information***

Le groupe de travail est conscient du fait que la réussite d'un projet tel que l'introduction du MCH2 dépend étroitement de la qualité de la stratégie d'information mise sur pied. La présence, en son sein, de représentants des associations, des préfets et de plusieurs services cantonaux a sans doute contribué à faciliter la communication avec les divers acteurs concernés. Il n'en demeure pas moins qu'un effort maximum doit être consenti.

A ce jour, l'OACOT a déjà diffusé plusieurs messages d'information, notamment par l'intermédiaire de l'ISCB et du bulletin de l'ACB.

L'OACOT a également mis des séminaires sur pied et profité d'autres manifestations organisées par des tiers pour sensibiliser les administrateurs des finances aux particularités du MCH2, et pour les informer de l'avancement du projet et du calendrier prévu.

**Une stratégie détaillée du processus de communication et d'information envisagé est jointe au présent rapport.**

### **6.2 *Formation du personnel et des autorités***

De l'avis du groupe de travail, des séminaires d'information et des cours de formation doivent être mis sur pied à l'intention tant du personnel chargé de la gestion financière que des membres des autorités, en complément aux précisions fournies dans le présent document, ainsi qu'aux fiches explicatives, exemples et autres modèles qui seront élaborés par l'OACOT.

Cette formation, qui sera dirigée par l'OACOT, doit être divisée en modules et commencer dès 2011, afin de permettre aux acteurs concernés d'aborder l'introduction du MCH2 dans les meilleures conditions.

**Une stratégie détaillée de formation est jointe au présent rapport.**

## **7. Scénario d'introduction du nouveau modèle par les collectivités de droit public**

Outre les travaux de retraitement du bilan, etc. inhérents à l'introduction du MCH2 (dont il est largement question dans la recommandation n° 19 supra), les communes sont appelées à examiner aujourd'hui déjà un certain nombre de questions allant de l'adaptation de leurs logiciels à la formation du personnel, en passant par l'évaluation des coûts et des ressources à disposition.

Afin de les aider dans cette démarche, le rapport décrit ci-après et de manière non exhaustive les thèmes dont peuvent aujourd'hui déjà se préoccuper les autorités, et notamment celles des communes politiques appelées à introduire en priorité le MCH2 au 1<sup>er</sup> janvier 2014<sup>7</sup> selon le programme élaboré.

### **7.1 Evaluation des besoins en matière de logiciels**

Comme mentionné dans le chapitre précédent, l'introduction du MCH2 impliquera des frais pour les communes car les logiciels devront être adaptés, voire remplacés.

Le groupe de travail est d'avis que les communes politiques par exemple doivent dès à présent réfléchir à cette problématique, puisque l'introduction du MCH2 est prévue pour le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

Très schématiquement, cela signifie que les logiciels doivent être opérationnels à la mi-2012 pour les grandes communes, où le processus d'élaboration du budget débute tôt dans l'année, et en février 2013 au plus tard pour les petites et moyennes communes.

Cela signifie aussi que les crédits d'engagement nécessaires à l'acquisition ou à l'adaptation des logiciels doivent éventuellement être approuvés dans le courant de 2012 déjà, ou au plus tard début 2013.

### **7.2 Communes pilotes**

A l'inverse du canton d'Argovie par exemple, le canton de Berne n'a pas prévu de lancer un projet pilote avec des communes intéressées à introduire le MCH2 pour une période expérimentale. Pour des raisons de comparabilité, il est important que les communes gèrent leurs comptes selon les mêmes règles, et il est illusoire d'envisager qu'une collectivité soit d'accord de tenir deux comptabilités de front durant un an. Le cadre légal actuel ne permet d'ailleurs pas à l'OACOT d'autoriser une commune à introduire un nouveau mode de gestion financière (à l'exception des règles prévues en matière de Nouvelle gestion publique).

Le groupe de travail est toutefois d'avis qu'il est important que des expériences soient faites sur le terrain afin, au besoin, d'affiner voire de corriger les décisions prises à temps.

A cet effet, quelques communes ont été contactées dans l'idée de tenter une conversion de la clôture des comptes 2010. Durant le printemps 2011, il s'agira de transposer dans le MCH2 les résultats de la clôture de 2010 selon le MCH1. D'ici là, l'OACOT mettra une clé de conversion des numéros de comptes MCH1 – MCH2 à la disposition des communes participant au test. Celles-ci connaîtront également les normes relatives au retraitement du bilan ainsi que les règles relatives à l'amortissement.

A n'en pas douter, d'intéressantes conclusions pourront être tirées de cette expérience.

---

<sup>7</sup> Voir aussi le chapitre 8.1.

### **7.3 *Elaboration du premier budget sous l'égide du MCH2***

Une des questions fondamentales relatives à l'introduction du MCH2 consiste à déterminer comment procéder pour approuver le budget de la première année d'application de ce modèle. Cette question a également été traitée par le groupe de coordination intercantonal de la CACSFC, de même que par les autres cantons travaillant actuellement au projet d'introduction du MCH2 dans leurs communes.

La solution envisagée par le canton d'Argovie à cet égard est intéressante et paraît réalisable dans le canton de Berne également.

Le groupe de travail propose par conséquent de reprendre la solution argovienne.

Transposée dans le canton de Berne, et compte tenu d'un calendrier prévoyant l'introduction du MCH2 dans les communes politiques bernoises au 1<sup>er</sup> janvier 2014, cette solution se présente comme suit:

- Les communes élaborent leur projet de budget 2014 sur la base des normes MCH2 dans le courant de 2013.
- Si elles le souhaitent, elles convertissent les chiffres de leurs comptes 2012 en version MCH2 pour les besoins de la présentation du budget 2014.
- En 2013, les citoyennes et citoyens votent sur le budget 2014 selon le MCH2.
- Les communes peuvent choisir de convertir ou non également le budget 2013.

**L'OACOT mettra en temps voulu une clé de conversion des numéros de comptes MCH1 – MCH2 à la disposition des communes, afin de faciliter la tâche de celles qui souhaitent procéder à une conversion.**

## 8. Calendrier de la suite des travaux

### 8.1 Objectif ambitieux

Le mandat donné par la JCE à l'OACOT énonçait un programme. Le groupe de travail s'est rendu à l'évidence que celui-ci était ambitieux et que quelques corrections devraient peut-être y être apportées.

A ce jour en effet, un certain nombre d'inconnues subsistent, notamment le temps qui sera nécessaire à la spécification des évaluations, à la programmation des logiciels et aux adaptations à effectuer dans les communes. Une autre inconnue est le degré d'acceptation du projet tant par les spécialistes de la branche (ACB, SCCB et abf) que par les milieux politiques.

**Le groupe de travail est d'avis que l'objectif d'introduire le MCH2 auprès des communes politiques au 1<sup>er</sup> janvier 2013 était trop ambitieux. Les représentants des communes en son sein préconisent à l'unanimité un report d'une année. Ils estiment en effet que les travaux à entreprendre dans les communes ne doivent pas être sous-estimés, et préfèrent un calendrier prudent et réaliste, puisque le succès de la mise en œuvre du nouveau modèle dépend des spécialistes et des autorités sur le terrain. Le canton de Berne, avec ses quelque 1300 collectivités, son hétérogénéité et son bilinguisme, ne peut être comparé en tous points aux autres cantons. En conséquence, le rapport se fonde uniquement sur l'hypothèse d'une introduction du MCH2 au 1<sup>er</sup> janvier 2014.**

Le report d'un an permettrait de respecter le calendrier même si le processus de modification des bases légales devait prendre plus de temps que prévu (2<sup>e</sup> lecture par exemple).

### 8.2 Suite des travaux

Le mandat attribué par la JCE à l'OACOT, et plus précisément au groupe de travail, énonçait clairement les tâches suivantes:

- préparer une stratégie (organisation de projet, communication, planification et modification de la législation) en vue d'une discussion avec le directeur de la JCE, et
- étudier les synergies et les collaborations possibles avec les cantons voisins.

Avec la présentation du présent rapport, ces deux objectifs sont atteints. Le groupe de travail propose la poursuite du projet selon le calendrier (provisoire) suivant:

| Quoi  | Quand                   |
|---|-------------------------|
| <i>Approbation du rapport par la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques</i> | Mai 2010                |
| <i>Présentation du rapport au groupe de contact entre le canton et les communes</i>                                   | 17 août 2010            |
| <i>Travaux d'adaptation de la législation (modification de la LCo, de l'OCo et de l'ODGFCo)</i>                       | Dès mai 2010            |
| <i>Elaboration de fiches explicatives complémentaires, d'exemples et d'autres instructions techniques</i>             | Janvier à décembre 2010 |
| <i>Procédure de consultation</i>  | Janvier à mars 2011     |

|  |                              |
|--|------------------------------|
| <i>Débats au Grand Conseil (1<sup>re</sup> lecture)</i>            | Novembre 2011                |
| <i>Entrée en vigueur</i>   | 1 <sup>er</sup> janvier 2014 |
| <i>Variante, si le Grand Conseil opte pour une seconde lecture</i> |                              |
| <i>Débats au Grand Conseil (2<sup>e</sup> lecture)</i>             | Janvier 2012                 |
| <i>Entrée en vigueur</i>   | 1 <sup>er</sup> janvier 2014 |

Pour le surplus, le groupe de travail renvoie au calendrier joint en annexe au présent rapport.

## 9. Annexes

Le présent rapport est complété par les annexes suivantes:

1. Tableau des classes d'immobilisations corporelles du patrimoine administratif (durée de vie et taux d'amortissement)
2. Tableau des normes de réévaluation du patrimoine financier
3. Classification des financements spéciaux
4. Plan comptable (bilan, classification fonctionnelle, groupes par natures: compte de résultats et compte des investissements)
5. Stratégie de communication et d'information
6. Stratégie de formation des administrateurs des finances, des autorités, etc.
7. Plan général du projet servant de calendrier des travaux (adaptation de la législation, développement de modèles de comptes et d'exemples, information, formation, etc.) (en allemand)



# Annexe 1

Tableau des classes d'immobilisations corporelles du patrimoine administratif  
(durée de vie et taux d'amortissement)



## Classes d'immobilisations corporelles du patrimoine administratif pour les communes bernoises

| Compte MCH2<br>P. 157 ss du manuel MCH2      | Catégorie de placements<br>Proposition p. 67 s. du manuel MCH2 | Type<br>Selon p. 67 s. du manuel MCH2  | Spécification détaillée<br>Proposition SG NI   | Durée de vie<br>en années              | Amortissement<br>Taux, linéaire            | Remarques                       |
|--|--|--|--|--|--|---------------------------------|
| 1400 Terrains PA<br>(non bâtis)              | Terrains PA<br>(non bâtis)                                     | Terrains<br>(non bâtis)  | Pas de spécification   | Aucune                                 | Aucun                                      | Pas d'amortissement             |
| 1401 Routes                                  | Ouvrages de génie civil  | Routes   | Pas de spécification   | 40                                     | 2.5  |                                 |
| 1402 Aménagement des<br>eaux                 | Ouvrages de génie civil  | Aménagement des eaux   | Pas de spécification   | 50                                     | 2  |                                 |
| 1403 Ouvrages de génie<br>civil (eau)        | Ouvrages de génie civil  | Ouvrages de génie civil (eau)  | Captages<br>Stations de traitement de l'eau<br>Station de pompage, chambres<br>réductrices / de mesure<br>Conduites et hydrantes<br>Réservoirs<br>Installations de mesure, de commande<br>et de régulation<br>Sommes des rachats à d'autres<br>services des eaux | 50<br>33<br>50<br>80<br>66<br>20<br>33 | 2<br>3.33<br>2<br>1.25<br>1.5<br>5<br>3.33 | *<br>*<br>*<br>*<br>*<br>*<br>* |
| 1403 Ouvrages de génie<br>civil (eaux usées) | Ouvrages de génie civil  | Ouvrages de génie civil,<br>installations communales<br><br>Ouvrages de génie civil,<br>participation à des inst. régionales | Canalisations<br>Ouvrages spéciaux<br>Stations d'épuration<br><br>Canalisations<br>Ouvrages spéciaux<br>Stations d'épuration   | 80<br>50<br>33<br><br>80<br>50<br>33   | 1.25<br>2<br>3.33<br><br>1.25<br>2<br>3.33 | *<br>*<br>*<br><br>*<br>*<br>*  |
| 1403 Autres ouvrages de<br>génie civil       | Ouvrages de génie civil  | Autres ouvrages de génie civil   | Pas de spécification   | 40                                     | 2.5  |                                 |

| Compte MCH2<br>P. 157 ss du manuel MCH2 | Catégorie de placements<br>Proposition p. 67 s. du manuel MCH2 | Type<br>Selon p. 67 s. du manuel MCH2 | Spécification détaillée<br>Proposition SG NI | Durée de vie<br>en années | Amortissement<br>Taux, linéaire | Remarques                |
|---|--|---------------------------------------|--|---------------------------|---------------------------------|--------------------------|
| 1404 Terrains bâtis                     | Bâtiments/terrains bâtis                                       | Terrains bâtis                        | Bâtiment scolaire                            | 25                        | 4                               |                          |
|   |  |                                       | Bâtiment de l'école enfantine                | 25                        | 4                               |                          |
|   |  |                                       | Bâtiment polyvalent                          | 25                        | 4                               |                          |
|   |  |                                       | Piscine / patinoire                          | 25                        | 4                               |                          |
|   |  |                                       | Piscine couverte                             | 25                        | 4                               |                          |
|   |  |                                       | Toilettes publiques                          | 25                        | 4                               |                          |
|   |  |                                       | Maison paroissiale                           | 25                        | 4                               |                          |
|   |  |                                       | Maison communale                             | 33                        | 3.33                            |                          |
|   |  |                                       | Installation de la protection civile         | 33                        | 3.33                            |                          |
|   |  |                                       | Centre d'entretien                           | 40                        | 2.5                             |                          |
|   |  |                                       | Local des pompiers                           | 40                        | 2.5                             |                          |
|   |  |                                       | Abattoirs                                    | 40                        | 2.5                             |                          |
|   |  |                                       | Installation de tir                          | 40                        | 2.5                             |                          |
| Déchetterie                             | 40   | 2.5                                   |  |                           |                                 |                          |
| Eglise, cure                            | 40   | 2.5                                   |  |                           |                                 |                          |
| 1404 Terrains bâtis<br>spéciaux         | Bâtiments/terrains bâtis                                       | Terrains bâtis spéciaux               | Homes pour personnes âgées                   | Individuelle (SAP)        | Individuel (SAP)                | Législation spéciale SAP |
|   |  |                                       | Etablissements médico-sociaux                | Individuelle (SAP)        | Individuel (SAP)                | Législation spéciale SAP |
| 1405 Forêts                             | Forêts, alpages  | Forêts                                | Pas de spécification                         | 40                        | 2.5                             | Provisoire, à l'étude    |
| 1406 Biens meubles PA                   | Meubles, machines, véhicules                                   | Meubles, machines, véhicules          | Pas de spécification                         | 10                        | 10                              |                          |
|   | Informatique   | Logiciel, matériel                    | Pas de spécification                         | 5                         | 20                              |                          |

| <b>Compte MCH2</b><br>P. 157 ss du manuel MCH2             | <b>Catégorie de placements</b><br>Proposition p. 67 s. du manuel MCH2 | <b>Type</b><br>Selon p. 67 s. du manuel MCH2          | <b>Spécification détaillée</b><br>Proposition SG NI | <b>Durée de vie</b><br>en années | <b>Amortissement</b><br>Taux, linéaire | <b>Remarques</b>  |
|--|---|---|---|----------------------------------|--|---|
| 1407 Installations en construction PA (nouveaux bâtiments) | Installations en construction PA                                      | Installations en construction PA (nouveaux bâtiments) | Aucune  | Aucune                           | Aucun                                  | Au début de la durée d'utilisation, report pendant l'année sur le compte du bilan (nouveaux bâtiments uniquement) |
| 1409 Autres immobilisations corporelles                    | Autres immobilisations corporelles                                    | Autres immobilisations corporelles                    | Divers  | 10                               | 10                                     | Sert à l'évaluation des postes non attribuables aux comptes du bilan 1401 à 1407.                                 |

*Remarques:*

- Pour les subventions d'investissements, il convient de tenir compte de la durée d'utilisation de chacune des catégories de placement concernées.
- En cas de disparition d'un élément du PA = amortissement immédiat.
- Pour les tâches des entreprises communales, il y a lieu d'appliquer si possible les règles propres à la branche (approvisionnement en gaz, usine électrique, entreprise de chauffage à distance, etc.)

*Remarque concernant les astérisques (\*)*

- Dans les domaines de l'approvisionnement en eau et du traitement des eaux usées, il convient de se référer aux tableaux actualisés de la TTE sur les coûts de maintien de la valeur et les attributions au financement spécial «maintien de la valeur».

Berne, le 10 mai 2010 OACOT/BRR/WAM/TSA



# Annexe 2

Tableau des normes de réévaluation du patrimoine financier





## Normes de réévaluation du patrimoine financier

| Nature du patrimoine financier                  | Inscription au bilan lors de l'introduction du MCH2   |
|---|---|
| Biens-fonds dans le canton de Berne             | Valeur officielle x facteur de 1,4 (comme le canton)  |
| Terrains dans le canton de Berne                | Valeur officielle x facteur de 1,4 (comme le canton)  |
| Exploitations agricoles (biens-fonds agricoles) | Valeur de rendement   |
| Biens-fonds dans d'autres cantons               | Demande d'expertise à l'OACOT   |
| Terrains dans d'autres cantons                  | Demande d'expertise à l'OACOT   |
| Terrains cédés en droit de superficie           | Capitaliser la rente de droit de superficie à un taux de 4 % ou au taux effectif prévu par le contrat |
| Valeurs cotées en bourse (titres)               | Valeur boursière  |
| Titres non cotés en bourse                      | 1re priorité: valeur fiscale<br>2e priorité: valeur de rendement capitalisée à 8 %                    |
| Titres à intérêt fixe                           | Valeur nominale   |
| Disponibilités                                  | Valeur nominale   |
| Avoirs  | Valeur nominale, constitution d'un ducroire le cas échéant  |
| Stocks  | Prix d'acquisition/de construction<br>(tenir compte des pertes de valeur)                             |
| Installations en construction                   | Etat de l'investissement  |

Berne, le 5 octobre 2009 OACOT/BRR



# Annexe 3

Classification des financements spéciaux



### Classification des financements spéciaux (liste non exhaustive)

| Financement spécial<br>(ordre alphabétique)   | Existence d'une marge de manœuvre?<br>Base légale propre à la collectivité ou de rang supérieur qui offre une certaine liberté de décision. | Classification |                   | Compte MCH2 |
|---|---|----------------|-------------------|-------------|
|   |   | Capital propre | Capitaux de tiers |             |
| • Antennes collectives et télé-réseau   | Oui   | X              |                   | ...         |
| • Biens-fonds (immeubles) du patrimoine financier   | Oui   | X              |                   | ...         |
| • Elimination des déchets   | Oui   | X              |                   | 29003       |
| • Entreprises électriques (centrales d'électricité)   | Oui   | X              |                   | 29004       |
| • Exploitations artisanales (gravières, piscines, téléskis, places de camping, etc.)                  | Oui   | X              |                   | ...         |
| • Fonds (de réserve) forestier  | Oui   | X              |                   | ....        |
| • Foyers (homes) pour personnes âgées   | Oui   | X              |                   | ...         |
| • Parkings couverts   | Oui   | X              |                   | ...         |
| • Service du feu (sapeurs-pompiers; taxes d'exemption du service de défense)                          | Oui   | X              |                   | ...         |
| • Station de pompage (alimentation en eau)  | Oui   | X              |                   | 29001       |
| • Taxes compensatoires pour locaux de la protection civile (contributions de remplacement pour abris) | Non   |                | X                 | 20910       |
| • Traitement des eaux usées (assainissement)  | Oui   | X              |                   | 29002       |

Base: document de la CACSFC

10.05.2010/TSA



# Annexe 4

Plan comptable

4a) Bilan





**MCH2 pour les communes**  
**Plan comptable - Bilan**

Version 10, état: 28.09.2009

|   |
|---|
| <b>Comptes détaillés: 5 + 2 chiffres; modèle: 99999.99</b>  |
| Les groupes par nature de 1 à 4 chiffres ont une portée obligatoire générale.   |
| Les groupes par nature de 5 chiffres sur fond vert sont obligatoires.   |
| <u>5e chiffre en général:</u> 7=monnaies étrangères, 8=étranger   |
| <u>5e/6e chiffre, entreprises communales:</u> 0=compte général, 1=eau, 2=eaux usées, 3=déchets, 4=entreprise électrique |
| <u>Sous-compte:</u> 99 = réévaluation   |
| RV = réévaluation; RG = régularisation  |

| Compte MCH   | Désignation   | Précisions  |
|--------------|---|---|
| <b>1</b>     | <b>Actif</b>  | L'actif comprend le patrimoine financier et le patrimoine administratif.  |
| <b>10</b>    | <b>Patrimoine financier</b>                                   | Le patrimoine financier comprend les actifs qui peuvent être vendus à tout moment sans entraver l'exécution des tâches publiques. |
| <b>100</b>   | <b>Disponibilités et placements à court terme</b>             | Fonds et avoirs à vue disponibles à tout moment.  |
| <b>1000</b>  | <b>Liquidités</b>   |   |
| <b>10000</b> | <b>Caisse principale</b>                                      |   |
| <b>10001</b> | <b>Caisses secondaires</b>                                    | Tenir un compte détaillé séparé pour chaque caisse secondaire.  |
| 10001.01     | Caisse du contrôle des habitants                              |   |
| 10001.02     | Caisse des établissements communaux                           |   |
| 10001.03     | Caisse du foyer pour personnes âgées                          |   |
| <b>10002</b> | <b>Avances de caisse</b>                                      | Fonds de caisse. Sans les avances pour le paiement provisoire de frais administratifs (10160).                                    |
| 10002.01     | Avance, piscine couverte                                      |   |
| 10002.02     | Avance, piscine en plein air                                  |   |
| 10002.03     | Avance, poste de collecte des déchets                         |   |
| <b>10007</b> | <b>Liquidités et avances de caisse en monnaies étrangères</b> |   |
| 10007.01     | Liquidités A (EUR)  |   |
| <b>1001</b>  | <b>La Poste</b>   | Les comptes postaux avec solde créancier sont tenus sous le compte 2010 Engagements envers des intermédiaires financiers.         |
| <b>10010</b> | <b>Comptes commerciaux de La Poste</b>                        |   |
| 10010.01     | Compte commercial A   |   |
| 10010.02     | Compte commercial B   |   |
| 10010.99     | Liquidités en transit   | Virements non encore crédités sur un compte postal.   |
| <b>10011</b> | <b>Autres comptes postaux</b>                                 | Sans les comptes commerciaux de La Poste (10010). Tous les autres types de comptes postaux (comptes de dépôt, etc.).              |
| 10011.01     | Compte de dépôt A   |   |
| <b>10017</b> | <b>Comptes postaux en monnaies étrangères</b>                 |   |
| 10017.01     | Compte commercial C (EUR)                                     |   |
| <b>10018</b> | <b>Comptes postaux à l'étranger</b>                           |   |
| <b>1002</b>  | <b>Banque</b>   | Les comptes bancaires avec solde créancier sont tenus sous le compte 2010 Engagements envers des intermédiaires financiers.       |
| <b>10020</b> | <b>Comptes courants bancaires</b>                             | Comptes courants bancaires.   |
| 10020.01     | Compte courant bancaire A                                     |   |
| 10020.02     | Compte courant bancaire B                                     |   |
| 10020.99     | Liquidités en transit   | Virements non encore crédités sur un compte bancaire.   |

| <b>Compte MCH</b> | <b>Désignation</b>   | <b>Précisions</b>   |
|-------------------|--|---|
| <b>10021</b>      | <b>Autres comptes bancaires</b>  | Sans les comptes courants bancaires (10020). Tous les autres types de comptes bancaires (comptes d'épargne, de placement, de dépôt, etc.).  |
| 10021.01          | Compte d'épargne A   |   |
| 10021.02          | Compte de placement A  |   |
| <b>10027</b>      | <b>Comptes bancaires en monnaies étrangères</b>                                |   |
| 10027.01          | Compte courant bancaire C (EUR)  |   |
| <b>10028</b>      | <b>Comptes bancaires à l'étranger</b>  |   |
| <b>1003</b>       | <b>Placements à court terme sur le marché monétaire</b>                        | Placements sur le marché monétaire à 90 jours au plus.  |
| <b>10030</b>      | <b>Placements à court terme sur le marché monétaire</b>                        | A 90 jours au plus.   |
| 10030.01          | Dépôts à court terme   |   |
| 10030.02          | Placements en argent au jour le jour   |   |
| <b>10037</b>      | <b>Placements à court terme sur le marché monétaire en monnaies étrangères</b> | A 90 jours au plus.   |
| <b>10038</b>      | <b>Placements à court terme sur le marché monétaire à l'étranger</b>           | A 90 jours au plus.   |
| <b>1004</b>       | <b>Cartes de débit et de crédit</b>  | Poste débiteur des ventes par cartes de débit et de crédit. Créditer les encaissements en tant que postes créanciers; comptabiliser la différence (commissions) à titre de charge.  |
| <b>10040</b>      | <b>Ventes par cartes de débit et de crédit</b>                                 |   |
| <b>1009</b>       | <b>Autres liquidités</b>   | Autres objets semblables à la monnaie comme les monnaies commémoratives, les médailles, etc., qui sont cependant autorisés comme moyens de paiement.  |
| <b>10090</b>      | <b>Autres liquidités</b>   | P. ex. vreneli en or.   |
| <b>101</b>        | <b>Créances</b>  | Crédits à recouvrer et prétentions envers des tiers, qui sont facturés ou dus.<br><br>Les créances pas encore facturées à la fin de l'année sont portées au bilan comme actifs de régularisation (104).   |
| <b>1010</b>       | <b>Créances résultant de livraisons et de prestations envers des tiers</b>     | Créances échues avant la fin de l'exercice, résultant de livraisons et de prestations envers des tiers.<br><br>Les créances sur plusieurs années sont portées au bilan sous le groupe par nature 1072.<br><br>Les créances pas encore facturées à la fin de l'année sont portées au bilan comme actifs de régularisation (104).<br><br>Séparer les réévaluations (ducroire) par un compte détaillé. |
| <b>10100</b>      | <b>Créances résultant de livraisons et de prestations</b>                      | Créances échues avant la fin de l'exercice, résultant de livraisons et de prestations envers des tiers.   |
| 10100.01          | Créances en général  |   |
| 10100.09          | Créances, traitement manuel  |   |
| 10100.80          | Créances, compte de correction   |   |
| 10100.99          | Réévaluation de créances résultant de livraisons et de prestations             | Compte actif négatif.   |
| <b>10101</b>      | <b>Créances résultant de l'impôt anticipé</b>                                  |   |

| <b>Compte MCH</b> | <b>Désignation</b>  | <b>Précisions</b>  |
|-------------------|---|--|
| <b>1011</b>       | <b>Comptes courants avec tiers</b>  | Créances occasionnées par compensation réciproque avec des tiers (sans comptes postaux ou bancaires).<br><br>Les comptes courants avec solde créancier sont portés au bilan sous le groupe par nature 2001.<br><br>Tenir les comptes courants internes et les comptes courants avec partenaires à consolider sous le groupe par nature 1015. |
| <b>10110</b>      | <b>Comptes courants avec tiers</b>  | P. ex. pour le paiement de l'impôt.  |
| 10110.01          | Compte courant avec le canton   |  |
| 10110.02          | Compte courant avec le regroupement scolaire, cycle primaire                                    |  |
| 10110.03          | Compte courant avec le regroupement scolaire, cycle secondaire                                  |  |
| 10110.04          | Compte courant avec la paroisse réformée évangélique  |  |
| 10110.05          | Compte courant avec la paroisse catholique romaine  |  |
| 10110.06          | Compte courant avec la paroisse catholique chrétienne   |  |
| 10110.10          | Compte courant avec le syndicat intercommunal A   |  |
| 10110.11          | Compte courant avec le syndicat intercommunal B   |  |
| <b>10111</b>      | <b>Comptes courants avec les assurances sociales</b>  | Si solde actif (20011).  |
| 10111.01          | Compte courant avec le service des assurances sociales  |  |
| 10111.02          | Compte courant avec les institutions de prévoyance en faveur du personnel                       |  |
| 10111.03          | Compte courant avec les assurances maladie et accidents   |  |
| <b>10112</b>      | <b>Créances envers d'autres communes et des particuliers résultant de répartitions fiscales</b> |  |
| <b>10118</b>      | <b>Comptes courants avec des tiers à l'étranger</b>   |  |
| <b>1012</b>       | <b>Créances fiscales</b>  | Prétentions envers des contribuables (personnes physiques ou morales).<br><br>Comptabiliser les avoirs résultants de répartitions fiscales dans le compte 10112.   |
| <b>10120</b>      | <b>Créances résultant des impôts communaux généraux</b>   | Créance fiscale selon le décompte d'impôt.<br><br>Les remboursements d'impôt selon le décompte d'impôt doivent être portés au bilan sous le compte 20020.  |
| 10120.01          | Créances résultant des impôts communaux généraux  | Un compte détaillé séparé peut être tenu pour chaque année fiscale.  |
| 10120.99          | Réévaluation de créances résultant des impôts communaux généraux                                | Compte actif négatif.  |
| <b>10121</b>      | <b>Créances résultant des impôts fonciers</b>   | Impôts sur les mutations, impôts sur les gains immobiliers.  |
| 10121.01          | Créances résultant des impôts fonciers  |  |
| 10121.99          | Réévaluation de créances résultant des impôts fonciers  | Compte actif négatif.  |

| <b>Compte MCH</b> | <b>Désignation</b>  | <b>Précisions</b>  |
|-------------------|---|--|
| <b>1013</b>       | <b>Acomptes à des tiers</b>   | Acomptes à des tiers (paiements anticipés, avances sur salaire, etc.) avant qu'une contre-prestation économique ne soit fournie. Une fois la prestation effectuée, l'acompte est reporté sur le compte approprié.  |
| <b>10130</b>      | <b>Avances à des tiers</b>  | Acomptes à des fournisseurs.   |
| <b>10131</b>      | <b>Avances sur salaire</b>  |  |
| <b>1014</b>       | <b>Créances sur transferts</b>  | Quote-part des recettes, indemnités et contributions réclamées ou attribuées.<br><br>Comptabiliser les prétentions éventuelles comme actifs de régularisation sous le groupe par nature 1043.  |
| <b>10140</b>      | <b>Créances sur transferts</b>  | Contre-écriture sur le groupe par nature 46.   |
| <b>1015</b>       | <b>Comptes courants internes</b>  | Comptes de gestion, de transfert et de compensation, comptes courants avec services de la même collectivité ou avec des entités à consolider entièrement (séparés par un compte détaillé pour raison de consolidation).<br><br>Les comptes doivent être soldés si possible avant la clôture des comptes. |
| <b>10150</b>      | <b>Comptes courants avec entités à consolider</b>                       |  |
| 10150.01          | Compte courant, établissements communaux                                |  |
| 10150.02          | Compte courant, foyer pour personnes âgées                              | Foyer pour personnes âgées propre à la commune.  |
| <b>10151</b>      | <b>Compte de compensation, impôts cantonaux et communaux ordinaires</b> | Si solde actif (20051).  |
| 10151.05          | Compte de compensation, impôts 2005                                     |  |
| 10151.06          | Compte de compensation, impôts 2006                                     |  |
| 10151.07          | Compte de compensation, impôts 2007                                     |  |
| 10151.08          | Compte de compensation, impôts 2008                                     |  |
| <b>10152</b>      | <b>Comptes de compensation, autres impôts</b>                           | Si solde actif (20052).  |
| 10152.01          | Compte de compensation, impôts à la source I                            |  |
| 10152.02          | Compte de compensation, impôts à la source II                           |  |
| 10152.10          | Compte de compensation, impôts supplémentaires                          |  |
| 10152.20          | Compte de compensation, répartitions fiscales                           |  |
| 10152.30          | Compte de compensation, imputation forfaitaire d'impôt                  |  |
| 10152.40          | Compte de compensation, impôts fédéraux                                 |  |
| <b>10153</b>      | <b>Compte de compensation, salaires</b>                                 |  |
| <b>10154</b>      | <b>Comptes de compensation, opérations de paiement</b>                  |  |
| 10154.01          | Compte de compensation, paiements DTA                                   |  |
| 10154.02          | Compte de compensation, paiements BVR                                   |  |
| <b>10155</b>      | <b>Autres comptes de compensation</b>                                   |  |

| <b>Compte MCH</b> | <b>Désignation</b>   | <b>Précisions</b>   |
|-------------------|--|---|
| 10155.01          | Compte de compensation, différences de caisse                              |   |
| 10155.80          | Compte de compensation, divers   |   |
| <b>1016</b>       | <b>Avances pour frais administratifs provisoires</b>                       | Les avances au personnel pour le paiement provisoire de frais administratifs (p. ex. excursions, camps, voyages d'affaires prolongés, etc.).<br><br>Les avances sur salaire sont saisies dans le groupe par nature 1013.        |
| <b>10160</b>      | <b>Avances</b>   | Sans les fonds de caisse (10002) et les avances sur salaire (10131).  |
| 10160.01          | Avances à l'école (excursions, camps)                                      |   |
| 10160.02          | Avances pour les cours de protection civile                                |   |
| <b>1019</b>       | <b>Autres créances</b>   | Paiements par dépôt, dépôts qui ne sont pas considérés comme avances; impôt préalable de la TVA; avoirs auprès des assurances sociales.<br><br>Séparer la réévaluation (ducroire) par un compte détaillé (produit brut).        |
| <b>10190</b>      | <b>Paiements par dépôt et dépôts</b>                                       |   |
| 10190.01          | Dépôt de loyer, aide sociale   |   |
| 10190.02          | Parts sociales de sociétés coopératives, aide sociale                      |   |
| 10190.99          | Réévaluation de paiements par dépôt et de dépôts                           | Compte actif négatif.   |
| <b>10191</b>      | <b>Avoirs auprès des assurances sociales</b>                               | Si solde actif (20011.xx).  |
| 10191.01          | Avoirs auprès du service des assurances sociales                           |   |
| 10191.02          | Avoirs auprès des institutions de prévoyance en faveur du personnel        |   |
| 10191.03          | Avoirs auprès des assurances maladie et accidents                          |   |
| <b>10192</b>      | <b>Impôt préalable de la TVA</b>   | Créances fiscales résultant de l'impôt préalable de la TVA.<br><br>Comptabiliser les dettes fiscales de la TVA dans le compte 20022.  |
| 10192.01          | Impôt préalable de la TVA, CR station de pompage                           |   |
| 10192.02          | Impôt préalable de la TVA, CI station de pompage                           |   |
| 10192.11          | Impôt préalable de la TVA, CR traitement des eaux usées                    |   |
| 10192.12          | Impôt préalable de la TVA, CI traitement des eaux usées                    |   |
| 10192.99          | Réévaluation de créances fiscales résultant de l'impôt préalable de la TVA | Compte actif négatif.   |
| <b>102</b>        | <b>Placements financiers à court terme</b>                                 | Placements financiers à un an au plus. Comptabiliser les placements sur le marché monétaire à 90 jours au plus sous le groupe par nature 1003.<br><br>Séparer la réévaluation (ducroire) par un compte détaillé (produit brut). |
| <b>1020</b>       | <b>Prêts à court terme</b>   | Prêts à des tiers ou au personnel pour une période d'un an au plus. Prêts à long terme d'une durée résiduelle d'un an au plus.  |

| <b>Compte MCH</b> | <b>Désignation</b>  | <b>Précisions</b>  |
|-------------------|---|--|
| <b>10200</b>      | <b>Prêts à court terme PF</b>   | Prêts à des destinataires en Suisse pour une période d'un an au plus. Prêts à long terme à des destinataires en Suisse d'une durée résiduelle d'un an au plus.   |
| 10200.01          | Prêts à court terme   |  |
| 10200.02          | Hypothèques à court terme   |  |
| 10200.99          | Réévaluation de prêts à court terme PF  | Compte actif négatif.  |
| <b>10208</b>      | <b>Prêts à court terme PF à des destinataires à l'étranger</b>                | Prêts à des destinataires à l'étranger pour une période d'un an au plus. Prêts à long terme à des destinataires à l'étranger d'une durée résiduelle d'un an au plus.   |
| 10208.01          | Prêts à court terme PF à des destinataires à l'étranger                       |  |
| 10208.99          | Réévaluation de prêts à court terme PF à des destinataires à l'étranger       | Compte actif négatif.  |
| <b>1022</b>       | <b>Placements à intérêts</b>  | Placements à intérêts pour une période d'un an au plus. Placements à intérêts à long terme d'une durée résiduelle d'un an au plus.   |
| <b>10220</b>      | <b>Placements à intérêts à court terme PF</b>                                 | Placements à intérêts en Suisse pour une période d'un an au plus. Placements à intérêts à long terme en Suisse d'une durée résiduelle d'un an au plus.   |
| 10220.01          | Obligations   |  |
| 10220.02          | Bons de caisse  |  |
| 10220.99          | Réévaluation de placements à intérêts à court terme PF                        | Compte actif négatif.  |
| <b>10227</b>      | <b>Placements à intérêts à court terme PF en monnaies étrangères</b>          | Placements à intérêts en monnaies étrangères pour une période d'un an au plus. Placements à intérêts à long terme en monnaies étrangères d'une durée résiduelle d'un an au plus.   |
| 10227.01          | Placements à intérêts à court terme PF en monnaies étrangères                 |  |
| 10227.99          | Réévaluation de placements à intérêts à court terme PF en monnaies étrangères | Compte actif négatif.  |
| <b>10228</b>      | <b>Placements à intérêts à court terme PF à l'étranger</b>                    | Placements à intérêts à l'étranger pour une période d'un an au plus. Placements à intérêts à long terme à l'étranger d'une durée résiduelle d'un an au plus.   |
| 10228.01          | Placements à intérêts à court terme PF à l'étranger                           |  |
| 10228.99          | Réévaluation de placements à intérêts à court terme PF à l'étranger           | Compte actif négatif.  |
| <b>1023</b>       | <b>Dépôts à terme</b>   | Dépôts d'une durée de plus de 90 jours à un an.<br><br>Comptabiliser les placements sur le marché monétaire à 90 jours au plus sous le groupe par nature 1003.<br><br>Les dépôts d'une durée résiduelle de moins de 90 jours ne sont pas reportés sur le groupe par nature 1003. |
| <b>10230</b>      | <b>Dépôts</b>   | Dépôts en Suisse d'une durée de plus de 90 jours à un an.  |
| <b>10237</b>      | <b>Dépôts en monnaies étrangères</b>  | Dépôts en monnaies étrangères d'une durée de plus de 90 jours à un an.   |
| <b>10238</b>      | <b>Dépôts à l'étranger</b>  | Dépôts à l'étranger d'une durée de plus de 90 jours à un an.   |



| <b>Compte MCH</b> | <b>Désignation</b>  | <b>Précisions</b>   |
|-------------------|---|---|
| <b>1029</b>       | <b>Autres placements financiers à court terme</b>                                   | Valeurs de remplacement positives provenant des évaluations de marché d'instruments financiers dérivés (compte de contrepartie des modifications de la valeur marchande: 2961). Le solde de tous les instruments dérivés doit être comptabilisé (voir groupe par nature 2016).<br><br>Droits de souscription.                           |
| <b>10290</b>      | <b>Autres placements financiers à court terme PF</b>                                | Autres placements financiers à court terme en Suisse.   |
| 10290.01          | Autres placements financiers à court terme PF                                       |   |
| 10290.99          | Réévaluation d'autres placements financiers à court terme PF                        | Compte actif négatif.   |
| <b>10297</b>      | <b>Autres placements financiers à court terme PF en monnaies étrangères</b>         | Autres placements financiers à court terme en monnaies étrangères.  |
| 10297.01          | Autres placements financiers à court terme PF en monnaies étrangères                |   |
| 10297.99          | Réévaluation d'autres placements financiers à court terme PF en monnaies étrangères | Compte actif négatif.   |
| <b>10298</b>      | <b>Autres placements financiers à court terme PF à l'étranger</b>                   | Autres placements financiers à court terme à l'étranger.  |
| 10298.01          | Autres placements financiers à court terme PF à l'étranger                          |   |
| 10298.99          | Réévaluation d'autres placements financiers à court terme PF à l'étranger           | Compte actif négatif.   |
| <b>104</b>        | <b>Actifs de régularisation</b>   | Créances ou prétentions résultant de livraisons et de prestations fournies pendant l'exercice budgétaire, qui n'ont pas été facturées, mais qui doivent être affectées à la période comptable.<br><br>Dépenses effectuées ou charges enregistrées avant la date de clôture du compte, qui doivent grever la période comptable suivante. |
| <b>1040</b>       | <b>Charges de personnel</b>   | Régularisations du groupe par nature 30.  |
| <b>10400</b>      | <b>RG charges de personnel</b>  |   |
| <b>1041</b>       | <b>Charges de biens, services et autres charges d'exploitation</b>                  | Régularisations du groupe par nature 31.  |
| <b>10410</b>      | <b>RG charges de biens, services et autres charges d'exploitation</b>               |   |
| <b>1042</b>       | <b>Impôts</b>   | Impôts à recouvrer, non facturés.<br>Régularisations du groupe par nature 40.   |
| <b>10420</b>      | <b>RG impôts</b>  |   |
| <b>1043</b>       | <b>Transferts du compte de résultats</b>  | Régularisations des charges et des revenus des groupes par nature 36, 37 et 46, 47.   |
| <b>10430</b>      | <b>RG transferts du compte de résultats</b>   |   |
| <b>1044</b>       | <b>Charges financières/revenus financiers</b>                                       | Intérêts actifs et passifs (intérêts courus en tout genre), régularisations des groupes par nature 34 et 44.  |
| <b>10440</b>      | <b>RG charges financières/revenus financiers</b>                                    |   |
| <b>1045</b>       | <b>Autres revenus d'exploitation</b>  | Régularisations des groupes par nature 41, 42 et 43.  |
| <b>10450</b>      | <b>RG autres revenus d'exploitation</b>   |   |
| <b>1046</b>       | <b>Actifs de régularisation, compte des investissements</b>                         | Régularisations des groupes par nature 5 et 6.  |

| <b>Compte MCH</b> | <b>Désignation</b>   | <b>Précisions</b>   |
|-------------------|--|---|
| <b>10460</b>      | <b>Actifs de régularisation, compte des investissements</b>  |   |
| <b>1049</b>       | <b>Autres actifs de régularisation, compte de résultats</b>  | Régularisations des groupes par nature 38 Charges extraordinaires et 48 Revenus extraordinaires (il est cependant très peu probable que les charges extraordinaires ou les revenus extraordinaires doivent être régularisés). |
| <b>10490</b>      | <b>RG charges et revenus extraordinaires</b>                 |   |
| <b>106</b>        | <b>Marchandises, fournitures et travaux en cours</b>         | Marchandises et matériel nécessaires à la fourniture des prestations.   |
| <b>1060</b>       | <b>Articles de commerce</b>                                  | Marchandises et objets destinés au commerce, qui seront vendus en l'état. Le matériel de bureau figure uniquement comme stocks si le service en fait commerce (centrale du matériel).   |
| <b>10600</b>      | <b>Compte général</b>  | Les stocks d'articles de commerce des entreprises communales doivent être comptabilisés dans des comptes séparés.   |
| 10600.01          | Stocks d'articles de commerce                                |   |
| 10600.99          | Réévaluation de stocks d'articles de commerce                | Compte actif négatif.   |
| <b>10601</b>      | <b>Station de pompage</b>                                    |   |
| 10601.01          | Stocks d'articles de commerce                                |   |
| 10601.99          | Réévaluation de stocks d'articles de commerce                | Compte actif négatif.   |
| <b>10604</b>      | <b>Entreprise électrique</b>                                 |   |
| 10604.01          | Stocks d'articles de commerce                                |   |
| 10604.99          | Réévaluation de stocks d'articles de commerce                | Compte actif négatif.   |
| <b>1061</b>       | <b>Matières premières et auxiliaires</b>                     | Matériel et marchandises qui sont traités ou consommés au cours du processus de fabrication ou de la fourniture des prestations (p. ex. fournitures).   |
| <b>10610</b>      | <b>Compte général</b>  | Les matières premières et auxiliaires des entreprises communales doivent être comptabilisées dans des comptes séparés.  |
| 10610.01          | Stocks de matières premières et auxiliaires                  |   |
| 10610.99          | Réévaluation des stocks de matières premières et auxiliaires | Compte actif négatif.   |
| <b>10611</b>      | <b>Station de pompage</b>                                    |   |
| 10611.01          | Stocks de matières premières et auxiliaires                  |   |
| 10611.99          | Réévaluation des stocks de matières premières et auxiliaires | Compte actif négatif.   |
| <b>10614</b>      | <b>Entreprise électrique</b>                                 |   |
| 10614.01          | Stocks de matières premières et auxiliaires                  |   |
| 10614.99          | Réévaluation des stocks de matières premières et auxiliaires | Compte actif négatif.   |
| <b>1062</b>       | <b>Produits semi-finis et finis</b>                          | Produits de fabrication propre qui sont finis ou partiellement finis et destinés à la vente ou à l'usage propre.  |
| <b>10620</b>      | <b>Compte général</b>  | Les produits semi-finis et finis des entreprises communales doivent être comptabilisés dans des comptes séparés.  |
| 10620.01          | Stocks de produits semi-finis et finis                       |   |
| 10620.99          | Réévaluation des stocks de produits semi-finis et finis      | Compte actif négatif.   |



| <b>Compte MCH</b> | <b>Désignation</b>                                      | <b>Précisions</b>   |
|-------------------|---|---|
| <b>1063</b>       | <b>Travaux en cours</b>                                 | Travaux commencés en relation avec une prestation ou une mission pour des tiers qui ne seront facturés qu'une fois achevés. Il peut s'agir d'ouvrages ou de prestations de services.<br><br>Prendre en considération la différenciation par rapport aux actifs de régularisation.     |
| <b>10630</b>      | <b>Compte général</b>                                   | Les travaux en cours des entreprises communales doivent être comptabilisés dans des comptes séparés.  |
| 10630.01          | Travaux en cours  |   |
| <b>10631</b>      | <b>Station de pompage</b>                               |   |
| 10631.01          | Travaux en cours  |   |
| <b>10632</b>      | <b>Traitement des eaux usées</b>                        |   |
| 10632.01          | Travaux en cours  |   |
| <b>10633</b>      | <b>Elimination des déchets</b>                          |   |
| 10633.01          | Travaux en cours  |   |
| <b>10634</b>      | <b>Entreprise électrique</b>                            |   |
| 10634.01          | Travaux en cours  |   |
| <b>1068</b>       | <b>Avances et acomptes versés</b>                       | Paiements effectués avant échange de prestations. Lorsque la prestation est effectuée, reporter sur les comptes matériels appropriés.   |
| <b>10680</b>      | <b>Compte général</b>                                   | Les avances et acomptes versés par des entreprises communales doivent être comptabilisés dans des comptes séparés.  |
| 10680.01          | Avances et acomptes versés                              |   |
| <b>10681</b>      | <b>Station de pompage</b>                               |   |
| 10681.01          | Avances et acomptes versés                              |   |
| <b>10682</b>      | <b>Traitement des eaux usées</b>                        |   |
| 10682.01          | Avances et acomptes versés                              |   |
| <b>10683</b>      | <b>Elimination des déchets</b>                          |   |
| 10683.01          | Avances et acomptes versés                              |   |
| <b>10684</b>      | <b>Entreprise électrique</b>                            |   |
| 10684.01          | Avances et acomptes versés                              |   |
| <b>107</b>        | <b>Placements financiers</b>                            | Placements financiers d'une durée supérieure à un an.<br><br>Reporter les placements financiers d'une durée résiduelle inférieure à un an sur le groupe par nature 102.<br><br>L'évaluation a lieu à la valeur du marché; pour cette raison, aucun compte de réévaluation n'est tenu. |
| <b>1070</b>       | <b>Actions et parts sociales</b>                        | Participations en tout genre (actions, titres de participation, parts de fonds de placement, bons de jouissance, parts sociales de sociétés coopératives, etc.).  |
| <b>10700</b>      | <b>Actions</b>  |   |
| <b>10701</b>      | <b>Parts de fonds de placement</b>                      |   |
| <b>10702</b>      | <b>Parts sociales</b>                                   |   |
| <b>10707</b>      | <b>Actions et parts sociales en monnaies étrangères</b> |   |
| <b>10708</b>      | <b>Actions et parts sociales (étranger)</b>             |   |
| <b>1071</b>       | <b>Placements à intérêts</b>                            | Obligations, hypothèques, prêts, etc. à intérêt variable et à intérêt fixe, d'une durée (résiduelle) supérieure à un an.  |
| <b>10710</b>      | <b>Prêts à long terme PF</b>                            | Prêts à long terme à des destinataires en Suisse d'une durée (résiduelle) supérieure à un an.   |
| 10710.01          | Prêts à long terme                                      |   |
| 10710.02          | Hypothèques   |   |

| <b>Compte MCH</b> | <b>Désignation</b>   | <b>Précisions</b>  |
|-------------------|--|--|
| <b>10711</b>      | <b>Placements à intérêts à long terme PF</b>                                 | Placements à intérêts à long terme en Suisse d'une durée (résiduelle) supérieure à un an.<br><br>Obligations, bons de caisse.  |
| 10711.01          | Obligations  |  |
| 10711.02          | Bons de caisse   |  |
| <b>10717</b>      | <b>Prêts et placements à intérêts à long terme PF en monnaies étrangères</b> | Prêts et placements à intérêts à long terme en monnaies étrangères d'une durée (résiduelle) supérieure à un an.  |
| <b>10718</b>      | <b>Prêts et placements à intérêts à long terme PF (étranger)</b>             | Prêts à long terme à des destinataires à l'étranger et placements à intérêts à long terme à l'étranger d'une durée (résiduelle) supérieure à un an.  |
| <b>1072</b>       | <b>Créances à long terme</b>   | Créances sur plusieurs années provenant de livraisons et de prestations envers des tiers.<br><br>Reporter les créances d'une durée résiduelle inférieure à un an sur le groupe par nature 1010.<br><br>Les créances pas encore facturées à la fin de l'année sont portées au bilan comme actifs de régularisation (104). |
| <b>10720</b>      | <b>Créances à long terme PF résultant de livraisons et de prestations</b>    | Créances d'une durée (résiduelle) supérieure à un an, résultant de livraisons et de prestations envers des tiers.  |
| 10720.01          | Contributions de plus-value différées  |  |
| <b>1079</b>       | <b>Autres placements financiers à long terme</b>                             | Instruments financiers dérivés, options, produits structurés reposant sur des actions ou d'autres titres, mais ne donnant pas droit au vote, etc.  |
| <b>10790</b>      | <b>Autres placements financiers à long terme</b>                             |  |
| <b>10797</b>      | <b>Autres placements financiers à long terme en monnaies étrangères</b>      |  |
| <b>10798</b>      | <b>Autres placements financiers à long terme à l'étranger</b>                |  |
| <b>108</b>        | <b>Immobilisations corporelles PF</b>  | L'évaluation a lieu aux valeurs vénales; pour cette raison, aucun compte de réévaluation n'est tenu.   |
| <b>1080</b>       | <b>Terrains PF</b>   | Terrains non bâtis, acquisition de réserve de terrain, terrains détenus pour la compensation en nature et terrains similaires. Terrains cédés en droit de superficie.  |
| <b>10800</b>      | <b>Terrains PF</b>   |  |
| <b>10801</b>      | <b>Terrains PF avec droits de superficie</b>                                 |  |
| <b>1084</b>       | <b>Bâtiments PF</b>  | Biens-fonds, terrains compris, détenus à des fins de placement ou pour une revente dans le cadre de la politique d'implantation. Biens-fonds qui ne sont plus nécessaires pour des tâches publiques (déclassement).  |
| <b>10840</b>      | <b>Bâtiments PF</b>  |  |
| <b>10841</b>      | <b>Parts de propriété foncière</b>   | P. ex. propriété par étages.   |
| <b>1086</b>       | <b>Biens meubles PF</b>  | Véhicules et appareils détenus exclusivement pour l'exploitation et l'entretien du patrimoine financier.<br><br>Bétail d'exploitations agricoles.  |
| <b>10860</b>      | <b>Biens meubles PF</b>  |  |
| <b>1087</b>       | <b>Installations en construction PF</b>                                      | Inscription à l'actif des investissements annuels dans le patrimoine financier avant l'utilisation de l'installation.  |
| <b>10870</b>      | <b>Installations en construction PF</b>                                      |  |

| <b>Compte MCH</b> | <b>Désignation</b>  | <b>Précisions</b>  |
|-------------------|---|--|
| <b>1088</b>       | <b>Avances PF</b>   | Paiements anticipés pour des investissements dans le patrimoine financier, avant qu'une contrepartie ne soit fournie.  |
| <b>10880</b>      | <b>Avances pour des investissements PF</b>                                      |  |
| <b>1089</b>       | <b>Autres immobilisations corporelles PF</b>                                    | Immobilisations corporelles du PF qui ne peuvent être attribuées à aucun autre compte matériel.  |
| <b>10890</b>      | <b>Autres immobilisations corporelles PF</b>                                    |  |
| <b>109</b>        | <b>Créances envers les financements spéciaux et fonds des capitaux de tiers</b> | Les financements spéciaux et les fonds nécessitent une base légale. Ils sont affectés aux capitaux de tiers ou au capital propre.  |
| <b>1090</b>       | <b>Créances envers les financements spéciaux des capitaux de tiers</b>          | Découverts cumulés des financements spéciaux enregistrés comme capitaux de tiers.<br><br>Dans le cas des financements spéciaux, des émoluments ou taxes déterminés ayant un rapport causal avec l'utilisation sont affectés par la loi.  |
| <b>10900</b>      | <b>Créances envers les financements spéciaux des capitaux de tiers</b>          |  |
| <b>1091</b>       | <b>Créances envers les fonds des capitaux de tiers</b>                          | Découverts cumulés des fonds enregistrés comme capitaux de tiers.<br><br>Dans le cas des fonds, des revenus ou des fonds publics communs sans rapport causal avec l'utilisation sont en règle générale affectés par la loi.  |
| <b>10910</b>      | <b>Créances envers des capitaux de tiers</b>                                    |  |
| <b>14</b>         | <b>Patrimoine administratif</b>   | Le patrimoine administratif comprend tous les actifs servant directement à l'exécution des tâches publiques.<br><br>Les entrées dans le patrimoine administratif peuvent uniquement avoir lieu par une inscription à l'actif à partir du compte des investissements.<br><br>Les diminutions ont lieu par amortissement (planifié, non planifié ou extraordinaire) et par report dans le patrimoine financier en cas d'aliénation ou de déclassement.<br><br>Selon la méthode du produit net, les recettes d'investissement réduisent les valeurs du bilan. |
| <b>140</b>        | <b>Immobilisations corporelles du PA</b>  | Un compte «Réévaluations...» est affecté à chaque groupe par nature à 4 chiffres en tant que compte actif négatif. Les valeurs d'acquisition initiales sont conservées dans le bilan interne; les valeurs brutes doivent être indiquées en annexe dans le tableau des immobilisations.<br><br>Si la comptabilité des immobilisations est tenue, un compte de réévaluation est tenu pour chaque immobilisation.   |

| <b>Compte MCH</b> | <b>Désignation</b>                       | <b>Précisions</b>   |
|-------------------|--|---|
| <b>1400</b>       | <b>Terrains PA non bâtis</b>             | Terrains non bâtis (espaces verts, parcs, biotopes et géotopes, surfaces agricoles, etc.); terrains bâtis (immeubles administratifs, installations sportives, etc.); sans terrains pour les routes, chemins et ponts [1401] ainsi que pour l'aménagements des eaux [1402].<br><br>Inscription à l'actif d'immobilisations utilisées à partir du groupe par nature 510; inscription au passif à partir du groupe par nature 600 et, si la méthode nette est appliquée, à partir du groupe par nature 63. |
| <b>14000</b>      | <b>Compte général</b>                    | Les terrains des entreprises communales doivent être comptabilisés dans des comptes séparés.  |
| 14000.01          | Terrains                                 |   |
| 14000.99          | RV terrains                              | Compte actif négatif.   |
| <b>14001</b>      | <b>Station de pompage</b>                |   |
| 14001.01          | Terrains de la station de pompage        |   |
| 14001.99          | RV terrains de la station de pompage     | Compte actif négatif.   |
| <b>14002</b>      | <b>Traitement des eaux usées</b>         |   |
| 14002.01          | Terrains du traitement des eaux usées    |   |
| 14002.99          | RV terrains du traitement des eaux usées | Compte actif négatif.   |
| <b>14003</b>      | <b>Élimination des déchets</b>           |   |
| 14003.01          | Terrains de l'élimination des déchets    |   |
| 14003.99          | RV terrains de l'élimination des déchets | Compte actif négatif.   |
| <b>14004</b>      | <b>Entreprise électrique</b>             |   |
| 14004.01          | Terrains de l'entreprise électrique      |   |
| 14004.99          | RV terrains de l'entreprise électrique   | Compte actif négatif.   |
| <b>1401</b>       | <b>Routes / voies de communication</b>   | Surfaces ouvertes au trafic général, y compris les terrains des surfaces routières.<br><br>Inscription à l'actif d'immobilisations utilisées à partir du groupe par nature 501; inscription au passif à partir du groupe par nature 601 et, si la méthode nette est appliquée, à partir du groupe par nature 63.  |
| <b>14010</b>      | <b>Compte général</b>                    |   |
| 14010.01          | Routes / voies de communication          |   |
| 14010.99          | RV routes / voies de communication       | Compte actif négatif.   |
| <b>1402</b>       | <b>Aménagement des eaux</b>              | Endiguement des rives, protection contre les crues des cours d'eau et des lacs, terrains compris; les étendues d'eau à proprement parler (lacs, rivières, etc.) ne sont pas des immobilisations corporelles.<br><br>Inscription à l'actif d'immobilisations utilisées à partir du groupe par nature 502; inscription au passif à partir du groupe par nature 602 et, si la méthode nette est appliquée, à partir du groupe par nature 63.   |
| <b>14020</b>      | <b>Compte général</b>                    |   |
| 14020.01          | Aménagement des eaux                     |   |
| 14020.99          | RV aménagement des eaux                  | Compte actif négatif.   |

| <b>Compte MCH</b> | <b>Désignation</b>                                      | <b>Précisions</b>   |
|-------------------|---|---|
| <b>1403</b>       | <b>Autres ouvrages de génie civil</b>                   | Séparer les installations d'épuration, les canalisations, les décharges, les installations d'alimentation en eau, les paravalanches, etc. par un compte détaillé.<br><br>Les terrains morcelés doivent être portés au bilan sous le compte 1400 Terrains PA non bâtis.<br><br>Inscription à l'actif d'immobilisations utilisées à partir du groupe par nature 503; inscription au passif à partir du groupe par nature 603 et, si la méthode nette est appliquée, à partir du groupe par nature 63. |
| <b>14030</b>      | <b>Compte général</b>                                   | Les ouvrages de génie civil des entreprises communales doivent être comptabilisés dans des comptes séparés.   |
| 14030.01          | Ouvrages de génie civil                                 |   |
| 14030.99          | RV ouvrages de génie civil                              | Compte actif négatif.   |
| <b>14031</b>      | <b>Station de pompage</b>                               |   |
| 14031.01          | Ouvrages de génie civil de la station de pompage        |   |
| 14031.99          | RV ouvrages de génie civil de la station de pompage     | Compte actif négatif.   |
| <b>14032</b>      | <b>Traitement des eaux usées</b>                        |   |
| 14032.01          | Ouvrages de génie civil du traitement des eaux usées    |   |
| 14032.99          | RV ouvrages de génie civil du traitement des eaux usées | Compte actif négatif.   |
| <b>14033</b>      | <b>Elimination des déchets</b>                          |   |
| 14033.01          | Ouvrages de génie civil de l'élimination des déchets    |   |
| 14033.99          | RV ouvrages de génie civil de l'élimination des déchets | Compte actif négatif.   |
| <b>14034</b>      | <b>Entreprise électrique</b>                            |   |
| 14034.01          | Ouvrages de génie civil de l'entreprise électrique      |   |
| 14034.99          | RV ouvrages de génie civil de l'entreprise électrique   | Compte actif négatif.   |
| <b>1404</b>       | <b>Terrains bâtis</b>                                   | Biens-fonds en tout genre, équipements compris (chauffage, technique du bâtiment, installations, etc.), mais sans mobilier.<br><br>Inscription à l'actif d'immobilisations utilisées à partir du groupe par nature 504; inscription au passif à partir du groupe par nature 604 et, si la méthode nette est appliquée, à partir du groupe par nature 63.  |
| <b>14040</b>      | <b>Compte général</b>                                   | Les terrains bâtis des entreprises communales doivent être comptabilisés dans des comptes séparés.  |
| 14040.01          | Terrains bâtis  |   |
| 14040.99          | RV terrains bâtis                                       | Compte actif négatif.   |
| <b>14041</b>      | <b>Station de pompage</b>                               |   |
| 14041.01          | Terrains bâtis de la station de pompage                 |   |
| 14041.99          | RV terrains bâtis de la station de pompage              | Compte actif négatif.   |
| <b>14042</b>      | <b>Traitement des eaux usées</b>                        |   |
| 14042.01          | Terrains bâtis du traitement des eaux usées             |   |
| 14042.99          | RV terrains bâtis du traitement des eaux usées          | Compte actif négatif.   |
| <b>14043</b>      | <b>Elimination des déchets</b>                          |   |
| 14043.01          | Terrains bâtis de l'élimination des déchets             |   |

| <b>Compte MCH</b> | <b>Désignation</b>   | <b>Précisions</b>   |
|-------------------|--|---|
| 14043.99          | RV terrains bâtis de l'élimination des déchets                 | Compte actif négatif.   |
| <b>14044</b>      | <b>Entreprise électrique</b>                                   |   |
| 14044.01          | Terrains bâtis de l'entreprise électrique                      |   |
| 14044.99          | RV terrains bâtis de l'entreprise électrique                   | Compte actif négatif.   |
| <b>1405</b>       | <b>Forêts</b>  | Forêts, terrains compris.<br><br>Inscription à l'actif d'immobilisations utilisées à partir du groupe par nature 505; inscription au passif à partir du groupe par nature 605 et, si la méthode nette est appliquée, à partir du groupe par nature 63.  |
| <b>14050</b>      | <b>Compte général</b>  |   |
| 14050.01          | Forêts   |   |
| 14050.99          | RV forêts  | Compte actif négatif.   |
| <b>1406</b>       | <b>Biens meubles PA</b>  | Véhicules, appareils, machines, installations, matériel informatique, etc.<br><br>Inscription à l'actif d'immobilisations utilisées à partir du groupe par nature 506; inscription au passif à partir du groupe par nature 606 et, si la méthode nette est appliquée, à partir du groupe par nature 63. |
| <b>14060</b>      | <b>Compte général</b>  | Les biens meubles des entreprises communales doivent être comptabilisés dans des comptes séparés.   |
| 14060.01          | Biens meubles  |   |
| 14060.99          | RV biens meubles   | Compte actif négatif.   |
| <b>14061</b>      | <b>Station de pompage</b>                                      |   |
| 14061.01          | Biens meubles de la station de pompage                         |   |
| 14061.99          | RV biens meubles de la station de pompage                      | Compte actif négatif.   |
| <b>14062</b>      | <b>Traitement des eaux usées</b>                               |   |
| 14062.01          | Biens meubles du traitement des eaux usées                     |   |
| 14062.99          | RV biens meubles du traitement des eaux usées                  | Compte actif négatif.   |
| <b>14063</b>      | <b>Élimination des déchets</b>                                 |   |
| 14063.01          | Biens meubles de l'élimination des déchets                     |   |
| 14063.99          | RV biens meubles de l'élimination des déchets                  | Compte actif négatif.   |
| <b>14064</b>      | <b>Entreprise électrique</b>                                   |   |
| 14064.01          | Biens meubles de l'entreprise électrique                       |   |
| 14064.99          | RV biens meubles de l'entreprise électrique                    | Compte actif négatif.   |
| <b>1407</b>       | <b>Installations en construction PA</b>                        | Inscription à l'actif des investissements annuels dans le patrimoine administratif avant utilisation des installations.<br><br>Au début de l'utilisation, un report pendant l'année est effectué sur le compte du bilan approprié.  |
| <b>14070</b>      | <b>Compte général</b>  | Les installations en construction des entreprises communales doivent être comptabilisées dans des comptes séparés.  |
| 14070.01          | Avances et acomptes pour terrains                              |   |
| 14070.10          | Installations en construction, routes / voies de communication |   |



| <b>Compte MCH</b> | <b>Désignation</b>  | <b>Précisions</b> |
|-------------------|---|-------------------|
| 14070.20          | Installations en construction, aménagement des eaux   |                   |
| 14070.30          | Installations en construction, autres ouvrages de génie civil                                       |                   |
| 14070.40          | Installations en construction, terrains bâtis   |                   |
| 14070.50          | Avances et acomptes pour forêts   |                   |
| 14070.60          | Installations en construction, biens meubles  |                   |
| 14070.70          | Installations en construction, autres immobilisations corporelles                                   |                   |
| <b>14071</b>      | <b>Station de pompage</b>   |                   |
| 14071.01          | Avances et acomptes pour terrains de la station de pompage  |                   |
| 14071.30          | Installations en construction, ouvrages de génie civil pour la station de pompage                   |                   |
| 14071.40          | Installations en construction, terrains bâtis pour la station de pompage                            |                   |
| 14071.60          | Installations en construction, biens meubles pour la station de pompage                             |                   |
| 14071.70          | Installations en construction, autres immobilisations corporelles pour la station de pompage        |                   |
| <b>14072</b>      | <b>Traitement des eaux usées</b>  |                   |
| 14072.01          | Avances et acomptes pour terrains du traitement des eaux usées                                      |                   |
| 14072.30          | Installations en construction, ouvrages de génie civil pour le traitement des eaux usées            |                   |
| 14072.40          | Installations en construction, terrains bâtis pour le traitement des eaux usées                     |                   |
| 14072.60          | Installations en construction, biens meubles pour le traitement des eaux usées                      |                   |
| 14072.70          | Installations en construction, autres immobilisations corporelles pour le traitement des eaux usées |                   |
| <b>14073</b>      | <b>Elimination des déchets</b>  |                   |
| 14073.01          | Avances et acomptes pour terrains de l'élimination des déchets                                      |                   |
| 14073.30          | Installations en construction, ouvrages de génie civil pour l'élimination des déchets               |                   |
| 14073.40          | Installations en construction, terrains bâtis pour l'élimination des déchets                        |                   |
| 14073.60          | Installations en construction, biens meubles pour l'élimination des déchets                         |                   |
| 14073.70          | Installations en construction, autres immobilisations corporelles pour l'élimination des déchets    |                   |
| <b>14074</b>      | <b>Entreprise électrique</b>  |                   |
| 14074.01          | Avances et acomptes pour terrains de l'entreprise électrique  |                   |

| <b>Compte MCH</b> | <b>Désignation</b>   | <b>Précisions</b>  |
|-------------------|--|--|
| 14074.30          | Installations en construction, ouvrages de génie civil pour l'entreprise électrique            |  |
| 14074.40          | Installations en construction, terrains bâtis pour l'entreprise électrique                     |  |
| 14074.60          | Installations en construction, biens meubles pour l'entreprise électrique                      |  |
| 14074.70          | Installations en construction, autres immobilisations corporelles pour l'entreprise électrique |  |
| <b>1409</b>       | <b>Autres immobilisations corporelles</b>  | Alpages, etc.<br><br>Inscription à l'actif des dépenses d'investissement saisies dans le groupe par nature 509; inscription au passif à partir du groupe par nature 609 et, si la méthode nette est appliquée, à partir du groupe par nature 63.   |
| <b>14090</b>      | <b>Compte général</b>  | Les autres immobilisations corporelles des entreprises communales doivent être comptabilisées dans des comptes séparés.  |
| 14090.01          | Autres immobilisations corporelles   |  |
| 14090.99          | RV autres immobilisations corporelles  | Compte actif négatif.  |
| <b>14091</b>      | <b>Station de pompage</b>  |  |
| 14091.01          | Autres immobilisations corporelles de la station de pompage                                    |  |
| 14091.99          | RV autres immobilisations corporelles de la station de pompage                                 | Compte actif négatif.  |
| <b>14092</b>      | <b>Traitement des eaux usées</b>   |  |
| 14092.01          | Autres immobilisations corporelles du traitement des eaux usées                                |  |
| 14092.99          | RV autres immobilisations corporelles du traitement des eaux usées                             | Compte actif négatif.  |
| <b>14093</b>      | <b>Élimination des déchets</b>   |  |
| 14093.01          | Autres immobilisations corporelles de l'élimination des déchets                                |  |
| 14093.99          | RV autres immobilisations corporelles de l'élimination des déchets                             | Compte actif négatif.  |
| <b>14094</b>      | <b>Entreprise électrique</b>   |  |
| 14094.01          | Autres immobilisations corporelles de l'entreprise électrique                                  |  |
| 14094.99          | RV autres immobilisations corporelles de l'entreprise électrique                               | Compte actif négatif.  |
| <b>142</b>        | <b>Immobilisations incorporelles</b>   | Un compte «Réévaluations...» est affecté à chaque groupe par nature à 4 chiffres en tant que compte actif négatif. Les valeurs d'acquisition initiales sont conservées dans le bilan interne; les valeurs brutes doivent être indiquées en annexe dans le tableau des immobilisations.<br><br>Si la comptabilité des immobilisations est tenue, un compte de réévaluation est tenu pour chaque immobilisation. |



| <b>Compte MCH</b> | <b>Désignation</b>  | <b>Précisions</b>  |
|-------------------|---|--|
| <b>1420</b>       | <b>Logiciels</b>  | Logiciels d'application et d'exploitation en propriété.<br>Licences d'utilisation de logiciels de plusieurs années sur immobilisations propres.<br><br>Inscription à l'actif d'immobilisations utilisées à partir du groupe par nature 520; inscription au passif à partir du groupe par nature 620 et, si la méthode nette est appliquée, à partir du groupe par nature 63.   |
| <b>14200</b>      | <b>Compte général</b>                                     | Les logiciels des entreprises communales doivent être comptabilisés dans des comptes séparés.  |
| 14200.01          | Logiciels   |  |
| 14200.99          | RV logiciels  | Compte actif négatif.  |
| <b>1421</b>       | <b>Licences, droits d'utilisation, droits des marques</b> | Licences et droits d'utilisation de plusieurs années acquis et droits d'utilisation accordés sur des marques et des développements propres.<br><br>Inscription à l'actif d'immobilisations utilisées à partir du groupe par nature 521; inscription au passif à partir du groupe par nature 621 et, si la méthode nette est appliquée, à partir du groupe par nature 63.   |
| <b>14210</b>      | <b>Compte général</b>                                     | Les licences, droits d'utilisation et droits des marques des entreprises communales doivent être comptabilisés dans des comptes séparés.   |
| 14210.01          | Licences, droits d'utilisation, droits des marques        |  |
| 14210.99          | RV licences, droits d'utilisation, droits des marques     | Compte actif négatif.  |
| <b>1427</b>       | <b>Immobilisations incorporelles en cours</b>             | Inscription, à la fin de l'exercice, d'immobilisations pas encore utilisées à l'actif à partir du groupe par nature 52 et au passif à partir du groupe par nature 63.  |
| <b>14270</b>      | <b>Compte général</b>                                     | Les immobilisations incorporelles en cours des entreprises communales doivent être comptabilisées dans des comptes séparés.  |
| 14270.01          | Immobilisations incorporelles en cours                    |  |
| <b>1429</b>       | <b>Autres immobilisations incorporelles</b>               | Inscription à l'actif d'immobilisations utilisées à partir du groupe par nature 529; inscription au passif à partir du groupe par nature 629 et, si la méthode nette est appliquée, à partir du groupe par nature 63.  |
| <b>14290</b>      | <b>Compte général</b>                                     | Les autres immobilisations incorporelles des entreprises communales doivent être comptabilisées dans des comptes séparés.  |
| 14290.01          | Autres immobilisations incorporelles                      |  |
| 14290.99          | RV autres immobilisations incorporelles                   | Compte actif négatif.  |
| <b>144</b>        | <b>Prêts</b>  | Prêts à durée déterminée et avec obligation de remboursement.<br><br>Les prêts accordés pour une durée indéterminée sans obligation de remboursement, sauf en cas de changement du but, sont comptabilisés comme subvention d'Etat et la différence entre la valeur comptable et la valeur nominale est présentée comme avoir conditionnel, tant que la clause de désaffectation s'applique.<br><br>Si le remboursement est menacé, des réévaluations doivent être effectuées. |

| <b>Compte MCH</b> | <b>Désignation</b>  | <b>Précisions</b>   |
|-------------------|---|---|
| <b>1440</b>       | <b>Prêts à la Confédération</b>                           | Inscription à l'actif à partir du groupe par nature 540;<br>inscription au passif à partir du groupe par nature 640.  |
| <b>14400</b>      | <b>Compte général</b>                                     | Les prêts des entreprises communales doivent être comptabilisés dans des comptes séparés.   |
| 14400.01          | Prêts à la Confédération                                  |   |
| 14400.99          | RV prêts à la Confédération                               | Compte actif négatif.   |
| <b>1441</b>       | <b>Prêts aux cantons et aux concordats</b>                | Inscription à l'actif à partir du groupe par nature 541;<br>inscription au passif à partir du groupe par nature 641.  |
| <b>14410</b>      | <b>Compte général</b>                                     | Les prêts des entreprises communales doivent être comptabilisés dans des comptes séparés.   |
| 14410.01          | Prêts aux cantons et aux concordats                       |   |
| 14410.99          | RV prêts aux cantons et aux concordats                    | Compte actif négatif.   |
| <b>1442</b>       | <b>Prêts aux communes et aux syndicats intercommunaux</b> | Inscription à l'actif à partir du groupe par nature 542;<br>inscription au passif à partir du groupe par nature 642.  |
| <b>14420</b>      | <b>Compte général</b>                                     | Les prêts des entreprises communales doivent être comptabilisés dans des comptes séparés.   |
| 14420.01          | Prêts aux communes et aux syndicats intercommunaux        |   |
| 14420.99          | RV prêts aux communes et aux syndicats intercommunaux     | Compte actif négatif.   |
| <b>1443</b>       | <b>Prêts aux assurances sociales publiques</b>            | Inscription à l'actif à partir du groupe par nature 543;<br>inscription au passif à partir du groupe par nature 643.<br><br>Les assurances sociales publiques sont: AVS, AI, APG, AC.<br><br>Les institutions publiques d'assurance sociale, les caisses de compensation AVS et les caisses de chômage des cantons et des organisations professionnelles sont considérées comme entreprises publiques.            |
| <b>14430</b>      | <b>Compte général</b>                                     | Les prêts des entreprises communales doivent être comptabilisés dans des comptes séparés.   |
| 14430.01          | Prêts aux assurances sociales publiques                   |   |
| 14430.99          | RV prêts aux assurances sociales publiques                | Compte actif négatif.   |
| <b>1444</b>       | <b>Prêts aux entreprises publiques</b>                    | Inscription à l'actif à partir du groupe par nature 544;<br>inscription au passif à partir du groupe par nature 644.<br><br>Les entreprises publiques sont des entreprises et des institutions détenues à plus de 50 % par les pouvoirs publics, indépendamment du fait que l'entreprise accomplisse ou non des tâches publiques.<br><br>Les entreprises à consolider doivent faire l'objet d'un compte détaillé. |
| <b>14440</b>      | <b>Compte général</b>                                     | Les prêts des entreprises communales doivent être comptabilisés dans des comptes séparés.   |
| 14440.01          | Prêts aux entreprises publiques                           |   |
| 14440.99          | RV prêts aux entreprises publiques                        | Compte actif négatif.   |
| <b>1445</b>       | <b>Prêts aux entreprises privées</b>                      | Inscription à l'actif à partir du groupe par nature 545;<br>inscription au passif à partir du groupe par nature 645.<br><br>Entreprises privées du droit privé.   |
| <b>14450</b>      | <b>Compte général</b>                                     | Les prêts des entreprises communales doivent être comptabilisés dans des comptes séparés.   |
| 14450.01          | Prêts aux entreprises privées                             |   |

| <b>Compte MCH</b> | <b>Désignation</b>  | <b>Précisions</b>   |
|-------------------|---|---|
| 14450.99          | RV prêts aux entreprises privées                          | Compte actif négatif.   |
| <b>1446</b>       | <b>Prêts aux organisations privées à but non lucratif</b> | Inscription à l'actif à partir du groupe par nature 546; inscription au passif à partir du groupe par nature 646.<br><br>Les organisations à but non lucratif sont en règle générale exonérées d'impôts sur les bénéfices et la fortune.  |
| <b>14460</b>      | <b>Compte général</b>                                     | Les prêts des entreprises communales doivent être comptabilisés dans des comptes séparés.   |
| 14460.01          | Prêts aux organisations privées à but non lucratif        |   |
| 14460.99          | RV prêts aux organisations privées à but non lucratif     | Compte actif négatif.   |
| <b>1447</b>       | <b>Prêts aux ménages</b>                                  | Inscription à l'actif à partir du groupe par nature 547; inscription au passif à partir du groupe par nature 647.<br><br>Les prêts non remboursables aux ménages sont comptabilisés dans le compte de résultats sous le groupe par nature 3637.   |
| <b>14470</b>      | <b>Compte général</b>                                     | Les prêts des entreprises communales doivent être comptabilisés dans des comptes séparés.   |
| 14470.01          | Prêts aux ménages   |   |
| 14470.99          | RV prêts aux ménages                                      | Compte actif négatif.   |
| <b>1448</b>       | <b>Prêts à l'étranger</b>                                 | Inscription à l'actif à partir du groupe par nature 548; inscription au passif à partir du groupe par nature 648.   |
| <b>14480</b>      | <b>Compte général</b>                                     | Les prêts des entreprises communales doivent être comptabilisés dans des comptes séparés.   |
| 14480.01          | Prêts à l'étranger  |   |
| 14480.99          | RV prêts à l'étranger                                     | Compte actif négatif.   |
| <b>145</b>        | <b>Participations, capital social</b>                     | Participations en tout genre, qui justifient des droits de propriété (copropriété).<br><br>Les participations sont comptabilisées et inscrites à l'actif indépendamment d'une limite d'investissement éventuelle dans le compte des investissements.  |
| <b>1450</b>       | <b>Participations à la Confédération</b>                  | Poste tenu par souci d'exhaustivité. Il n'existe pas de possibilité de participations à la Confédération.   |
| <b>14500</b>      | <b>Compte général</b>                                     | Les participations des entreprises communales doivent être comptabilisées dans des comptes séparés.   |
| 14500.01          | Participations à la Confédération                         |   |
| 14500.99          | RV participations à la Confédération                      | Compte actif négatif.   |
| <b>1451</b>       | <b>Participations aux cantons et aux concordats</b>       | Inscription à l'actif à partir du groupe par nature 551; inscription au passif à partir du groupe par nature 651.<br><br>Participations (capital social) aux concordats et autres institutions dont la responsabilité commune appartient aux cantons et qui ne relèvent pas des entreprises de droit public. Mais pas de subventions d'investissements aux institutions exploitées en commun. |
| <b>14510</b>      | <b>Compte général</b>                                     | Les participations des entreprises communales doivent être comptabilisées dans des comptes séparés.   |
| 14510.01          | Participations aux cantons et aux concordats              |   |
| 14510.99          | RV participations aux cantons et aux concordats           | Compte actif négatif.   |

| <b>Compte MCH</b> | <b>Désignation</b>   | <b>Précisions</b>  |
|-------------------|--|--|
| <b>1452</b>       | <b>Participations aux communes et aux syndicats intercommunaux</b> | Inscription à l'actif à partir du groupe par nature 552; inscription au passif à partir du groupe par nature 652.<br><br>Participation (capital social) aux groupements de collectivités publiques et autres institutions dont la responsabilité commune appartient aux communes.  |
| <b>14520</b>      | <b>Compte général</b>  | Les participations des entreprises communales doivent être comptabilisées dans des comptes séparés.  |
| 14520.01          | Participations aux communes et aux syndicats intercommunaux        |  |
| 14520.99          | RV participations aux communes et aux syndicats intercommunaux     | Compte actif négatif.  |
| <b>1453</b>       | <b>Participations aux assurances sociales publiques</b>            | Poste tenu par souci d'exhaustivité. Il n'existe pas de possibilité de participation aux assurances sociales publiques.<br><br>Les institutions publiques d'assurance sociale, les caisses de compensation AVS et les caisses de chômage des cantons et des organisations professionnelles sont considérées comme entreprises publiques. |
| <b>14530</b>      | <b>Compte général</b>  | Les participations des entreprises communales doivent être comptabilisées dans des comptes séparés.  |
| 14530.01          | Participations aux assurances sociales publiques                   |  |
| 14530.99          | RV participations aux assurances sociales publiques                | Compte actif négatif.  |
| <b>1454</b>       | <b>Participations aux entreprises publiques</b>                    | Inscription à l'actif à partir du groupe par nature 554; inscription au passif à partir du groupe par nature 654.<br><br>Banque nationale, banques cantonales, Swisslos, institutions d'assurance sociale, entreprises détenues à plus de 50 % par les pouvoirs publics.<br><br>Séparer les entités à consolider par un compte détaillé. |
| <b>14540</b>      | <b>Compte général</b>  | Les participations des entreprises communales doivent être comptabilisées dans des comptes séparés.  |
| 14540.01          | Participations aux entreprises publiques                           |  |
| 14540.99          | RV participations aux entreprises publiques                        | Compte actif négatif.  |
| <b>1455</b>       | <b>Participations aux entreprises privées</b>                      | Inscription à l'actif à partir du groupe par nature 555; inscription au passif à partir du groupe par nature 655.<br><br>Entreprises privées du droit privé.   |
| <b>14550</b>      | <b>Compte général</b>  | Les participations des entreprises communales doivent être comptabilisées dans des comptes séparés.  |
| 14550.01          | Participations aux entreprises privées                             |  |
| 14550.99          | RV participations aux entreprises privées                          | Compte actif négatif.  |
| <b>1456</b>       | <b>Participations aux organisations privées à but non lucratif</b> | Inscription à l'actif à partir du groupe par nature 556; inscription au passif à partir du groupe par nature 656.<br><br>Les organisations privées à but non lucratif sont en général exonérées d'impôts.  |
| <b>14560</b>      | <b>Compte général</b>  | Les participations des entreprises communales doivent être comptabilisées dans des comptes séparés.  |
| 14560.01          | Participations aux organisations privées à but non lucratif        |  |

| <b>Compte MCH</b> | <b>Désignation</b>  | <b>Précisions</b>   |
|-------------------|---|---|
| 14560.99          | RV participations aux organisations privées à but non lucratif  | Compte actif négatif.   |
| <b>1457</b>       | <b>Participations aux ménages</b>   | Un compte est présenté pour des raisons systématiques. Il n'existe pas de possibilité de participations aux ménages.  |
| <b>14570</b>      | <b>Compte général</b>   | Les participations des entreprises communales doivent être comptabilisées dans des comptes séparés.   |
| 14570.01          | Participations aux ménages  |   |
| 14570.99          | RV participations aux ménages   | Compte actif négatif.   |
| <b>1458</b>       | <b>Participations à l'étranger</b>  | Inscription à l'actif à partir du groupe par nature 558; inscription au passif à partir du groupe par nature 658.   |
| <b>14580</b>      | <b>Compte général</b>   | Les participations des entreprises communales doivent être comptabilisées dans des comptes séparés.   |
| 14580.01          | Participations à l'étranger   |   |
| 14580.99          | RV participations à l'étranger  | Compte actif négatif.   |
| <b>146</b>        | <b>Subventions d'investissements</b>  | Les subventions d'investissements sont des prestations matérielles en faveur d'actifs durables du bénéficiaire qui ont un caractère d'investissement.<br><br>Un compte détaillé des réévaluations doit être tenu (poste négatif) pour pouvoir établir en annexe le tableau des immobilisations. |
| <b>1460</b>       | <b>Subventions d'investissements à la Confédération</b>   | Inscription des immobilisations utilisées à l'actif à partir du groupe par nature 560; inscription au passif à partir du groupe par nature 660.   |
| <b>14600</b>      | <b>Compte général</b>   | Les subventions d'investissements des entreprises communales doivent être comptabilisées dans des comptes séparés.  |
| 14600.01          | Subventions d'investissements à la Confédération  |   |
| 14600.99          | RV subventions d'investissements à la Confédération   | Compte actif négatif.   |
| <b>1461</b>       | <b>Subventions d'investissements aux cantons et aux concordats</b>                                    | Inscription des immobilisations utilisées à l'actif à partir du groupe par nature 561; inscription au passif à partir du groupe par nature 661.   |
| <b>14610</b>      | <b>Compte général</b>   | Les subventions d'investissements des entreprises communales doivent être comptabilisées dans des comptes séparés.  |
| 14610.01          | Subventions d'investissements aux cantons et aux concordats   |   |
| 14610.99          | RV subventions d'investissements aux cantons et aux concordats  | Compte actif négatif.   |
| <b>1462</b>       | <b>Subventions d'investissements aux communes et aux syndicats intercommunaux</b>                     | Inscription des immobilisations utilisées à l'actif à partir du groupe par nature 562; inscription au passif à partir du groupe par nature 662.   |
| <b>14620</b>      | <b>Compte général</b>   | Les subventions d'investissements des entreprises communales doivent être comptabilisées dans des comptes séparés.  |
| 14620.01          | Subventions d'investissements aux communes et aux syndicats intercommunaux                            |   |
| 14620.99          | RV subventions d'investissements aux communes et aux syndicats intercommunaux                         | Compte actif négatif.   |
| <b>14621</b>      | <b>Station de pompage</b>   |   |
| 14621.01          | Subventions d'investissements aux communes et aux syndicats intercommunaux pour la station de pompage |   |

| <b>Compte MCH</b> | <b>Désignation</b>  | <b>Précisions</b>   |
|-------------------|---|---|
| 14621.99          | RV subventions d'investissements aux communes et aux syndicats intercommunaux pour la station de pompage        | Compte actif négatif.   |
| <b>14622</b>      | <b>Traitement des eaux usées</b>  |   |
| 14622.01          | Subventions d'investissements aux communes et aux syndicats intercommunaux pour le traitement des eaux usées    |   |
| 14622.99          | RV subventions d'investissements aux communes et aux syndicats intercommunaux pour le traitement des eaux usées | Compte actif négatif.   |
| <b>14623</b>      | <b>Elimination des déchets</b>  |   |
| 14623.01          | Subventions d'investissements aux communes et aux syndicats intercommunaux pour l'élimination des déchets       |   |
| 14623.99          | RV subventions d'investissements aux communes et aux syndicats intercommunaux pour l'élimination des déchets    | Compte actif négatif.   |
| <b>14624</b>      | <b>Entreprise électrique</b>  |   |
| 14624.01          | Subventions d'investissements aux communes et aux syndicats intercommunaux pour l'entreprise électrique         |   |
| 14624.99          | RV subventions d'investissements aux communes et aux syndicats intercommunaux pour l'entreprise électrique      | Compte actif négatif.   |
| <b>1463</b>       | <b>Subventions d'investissements aux assurances sociales publiques</b>  | Inscription des immobilisations utilisées à l'actif à partir du groupe par nature 563; inscription au passif à partir du groupe par nature 663. |
| <b>14630</b>      | <b>Compte général</b>   |   |
| 14630.01          | Subventions d'investissements aux assurances sociales publiques   |   |
| 14630.99          | RV subventions d'investissements aux assurances sociales publiques  | Compte actif négatif.   |
| <b>1464</b>       | <b>Subventions d'investissements aux entreprises publiques</b>  | Inscription des immobilisations utilisées à l'actif à partir du groupe par nature 564; inscription au passif à partir du groupe par nature 664. |
| <b>14640</b>      | <b>Compte général</b>   | Les subventions d'investissements des entreprises communales doivent être comptabilisées dans des comptes séparés.                              |
| 14640.01          | Subventions d'investissements aux entreprises publiques   |   |
| 14640.99          | RV subventions d'investissements aux entreprises publiques  | Compte actif négatif.   |
| <b>14641</b>      | <b>Station de pompage</b>   |   |
| 14641.01          | Subventions d'investissements aux entreprises publiques pour la station de pompage                              |   |
| 14641.99          | RV subventions d'investissements aux entreprises publiques pour la station de pompage                           | Compte actif négatif.   |
| <b>14642</b>      | <b>Traitement des eaux usées</b>  |   |
| 14642.01          | Subventions d'investissements aux entreprises publiques pour le traitement des eaux usées                       |   |



| <b>Compte MCH</b> | <b>Désignation</b>   | <b>Précisions</b>   |
|-------------------|--|---|
| 14642.99          | RV subventions d'investissements aux entreprises publiques pour le traitement des eaux usées | Compte actif négatif.   |
| <b>14643</b>      | <b>Elimination des déchets</b>   |   |
| 14643.01          | Subventions d'investissements aux entreprises publiques pour l'élimination des déchets       |   |
| 14643.99          | RV subventions d'investissements aux entreprises publiques pour l'élimination des déchets    | Compte actif négatif.   |
| <b>14644</b>      | <b>Entreprise électrique</b>   |   |
| 14644.01          | Subventions d'investissements aux entreprises publiques pour l'entreprise électrique         |   |
| 14644.99          | RV subventions d'investissements aux entreprises publiques pour l'entreprise électrique      | Compte actif négatif.   |
| <b>1465</b>       | <b>Subventions d'investissements aux entreprises privées</b>                                 | Inscription des immobilisations utilisées à l'actif à partir du groupe par nature 565; inscription au passif à partir du groupe par nature 665. |
| <b>14650</b>      | <b>Compte général</b>  | Les subventions d'investissements des entreprises communales doivent être comptabilisées dans des comptes séparés.                              |
| 14650.01          | Subventions d'investissements aux entreprises privées  |   |
| 14650.99          | RV subventions d'investissements aux entreprises privées                                     | Compte actif négatif.   |
| <b>14651</b>      | <b>Station de pompage</b>  |   |
| 14651.01          | Subventions d'investissements aux entreprises privées pour la station de pompage             |   |
| 14651.99          | RV subventions d'investissements aux entreprises privées pour la station de pompage          | Compte actif négatif.   |
| <b>14652</b>      | <b>Traitement des eaux usées</b>   |   |
| 14652.01          | Subventions d'investissements aux entreprises privées pour le traitement des eaux usées      |   |
| 14652.99          | RV subventions d'investissements aux entreprises privées pour le traitement des eaux usées   | Compte actif négatif.   |
| <b>14653</b>      | <b>Elimination des déchets</b>   |   |
| 14653.01          | Subventions d'investissements aux entreprises privées pour l'élimination des déchets         |   |
| 14653.99          | RV subventions d'investissements aux entreprises privées pour l'élimination des déchets      | Compte actif négatif.   |
| <b>14654</b>      | <b>Entreprise électrique</b>   |   |
| 14654.01          | Subventions d'investissements aux entreprises privées pour l'entreprise électrique           |   |
| 14654.99          | RV subventions d'investissements aux entreprises privées pour l'entreprise électrique        | Compte actif négatif.   |
| <b>1466</b>       | <b>Subventions d'investissements aux organisations privées à but non lucratif</b>            | Inscription des immobilisations utilisées à l'actif à partir du groupe par nature 566; inscription au passif à partir du groupe par nature 666. |

| <b>Compte MCH</b> | <b>Désignation</b>  | <b>Précisions</b>   |
|-------------------|---|---|
| <b>14660</b>      | <b>Compte général</b>   | Les subventions d'investissements des entreprises communales doivent être comptabilisées dans des comptes séparés.                              |
| 14660.01          | Subventions d'investissements aux organisations privées à but non lucratif                                      |   |
| 14660.99          | RV subventions d'investissements aux organisations privées à but non lucratif                                   | Compte actif négatif.   |
| <b>14661</b>      | <b>Station de pompage</b>   |   |
| 14661.01          | Subventions d'investissements aux organisations privées à but non lucratif pour la station de pompage           |   |
| 14661.99          | RV subventions d'investissements aux organisations privées à but non lucratif pour la station de pompage        | Compte actif négatif.   |
| <b>14662</b>      | <b>Traitement des eaux usées</b>  |   |
| 14662.01          | Subventions d'investissements aux organisations privées à but non lucratif pour le traitement des eaux usées    |   |
| 14662.99          | RV subventions d'investissements aux organisations privées à but non lucratif pour le traitement des eaux usées | Compte actif négatif.   |
| <b>14663</b>      | <b>Elimination des déchets</b>  |   |
| 14663.01          | Subventions d'investissements aux organisations privées à but non lucratif pour l'élimination des déchets       |   |
| 14663.99          | RV subventions d'investissements aux organisations privées à but non lucratif pour l'élimination des déchets    | Compte actif négatif.   |
| <b>14664</b>      | <b>Entreprise électrique</b>  |   |
| 14664.01          | Subventions d'investissements aux organisations privées à but non lucratif pour l'entreprise électrique         |   |
| 14664.99          | RV subventions d'investissements aux organisations privées à but non lucratif pour l'entreprise électrique      | Compte actif négatif.   |
| <b>1467</b>       | <b>Subventions d'investissements aux ménages</b>  | Inscription des immobilisations utilisées à l'actif à partir du groupe par nature 567; inscription au passif à partir du groupe par nature 667. |
| <b>14670</b>      | <b>Compte général</b>   | Les subventions d'investissements des entreprises communales doivent être comptabilisées dans des comptes séparés.                              |
| 14670.01          | Subventions d'investissements aux ménages   |   |
| 14670.99          | RV subventions d'investissements aux ménages  | Compte actif négatif.   |
| <b>14671</b>      | <b>Station de pompage</b>   |   |
| 14671.01          | Subventions d'investissements aux ménages pour la station de pompage  |   |
| 14671.99          | RV subventions d'investissements aux ménages pour la station de pompage   | Compte actif négatif.   |
| <b>14672</b>      | <b>Traitement des eaux usées</b>  |   |



| <b>Compte MCH</b> | <b>Désignation</b>  | <b>Précisions</b>   |
|-------------------|---|---|
| 14672.01          | Subventions d'investissements aux ménages pour le traitement des eaux usées     |   |
| 14672.99          | RV subventions d'investissements aux ménages pour le traitement des eaux usées  | Compte actif négatif.   |
| <b>14673</b>      | <b>Elimination des déchets</b>  |   |
| 14673.01          | Subventions d'investissements aux ménages pour l'élimination des déchets        |   |
| 14673.99          | RV subventions d'investissements aux ménages pour l'élimination des déchets     | Compte actif négatif.   |
| <b>14674</b>      | <b>Entreprise électrique</b>  |   |
| 14674.01          | Subventions d'investissements aux ménages pour l'entreprise électrique          |   |
| 14674.99          | RV subventions d'investissements aux ménages pour l'entreprise électrique       | Compte actif négatif.   |
| <b>1468</b>       | <b>Subventions d'investissements à l'étranger</b>                               | Inscription des immobilisations utilisées à l'actif à partir du groupe par nature 568; inscription au passif à partir du groupe par nature 668. |
| <b>14680</b>      | <b>Compte général</b>   | Les subventions d'investissements des entreprises communales doivent être comptabilisées dans des comptes séparés.                              |
| 14680.01          | Subventions d'investissements à l'étranger                                      |   |
| 14680.99          | RV subventions d'investissements à l'étranger                                   | Compte actif négatif.   |
| <b>14681</b>      | <b>Station de pompage</b>   |   |
| 14681.01          | Subventions d'investissements à l'étranger pour la station de pompage           |   |
| 14681.99          | RV subventions d'investissements à l'étranger pour la station de pompage        | Compte actif négatif.   |
| <b>14682</b>      | <b>Traitement des eaux usées</b>  |   |
| 14682.01          | Subventions d'investissements à l'étranger pour le traitement des eaux usées    |   |
| 14682.99          | RV subventions d'investissements à l'étranger pour le traitement des eaux usées | Compte actif négatif.   |
| <b>14683</b>      | <b>Elimination des déchets</b>  |   |
| 14683.01          | Subventions d'investissements à l'étranger pour l'élimination des déchets       |   |
| 14683.99          | RV subventions d'investissements à l'étranger pour l'élimination des déchets    | Compte actif négatif.   |
| <b>14684</b>      | <b>Entreprise électrique</b>  |   |
| 14684.01          | Subventions d'investissements à l'étranger pour l'entreprise électrique         |   |
| 14684.99          | RV subventions d'investissements à l'étranger pour l'entreprise électrique      | Compte actif négatif.   |

| <b>Compte MCH</b> | <b>Désignation</b>  | <b>Précisions</b>  |
|-------------------|---|--|
| <b>1469</b>       | <b>Subventions d'investissements aux installations en construction</b>                            | Inscription à l'actif à partir de tous les groupes par nature 56x; inscription au passif à partir de tous les groupes par nature 66x, lorsque l'installation financée n'a pas encore été utilisée. |
| <b>14690</b>      | <b>Compte général</b>   | Les subventions d'investissements des entreprises communales doivent être comptabilisées dans des comptes séparés.   |
| 14690.01          | Subventions d'investissements aux installations en construction                                   |  |
| <b>14691</b>      | <b>Station de pompage</b>   |  |
| 14691.01          | Subventions d'investissements aux installations en construction pour la station de pompage        |  |
| <b>14692</b>      | <b>Traitement des eaux usées</b>  |  |
| 14692.01          | Subventions d'investissements aux installations en construction pour le traitement des eaux usées |  |
| <b>14693</b>      | <b>Elimination des déchets</b>  |  |
| 14693.01          | Subventions d'investissements aux installations en construction pour l'élimination des déchets    |  |
| <b>14694</b>      | <b>Entreprise électrique</b>  |  |
| 14694.01          | Subventions d'investissements aux installations en construction pour l'entreprise électrique      |  |
| <b>148</b>        | <b>Amortissements supplémentaires cumulés</b>   | Amortissements supplémentaires cumulés à partir des groupes par nature 383 et 387.<br><br>Des amortissements supplémentaires ne doivent pas être comptabilisés directement dans l'immobilisation.  |
| <b>1480</b>       | <b>Amortissements supplémentaires cumulés, immobilisations corporelles</b>                        | Compte de contrepartie du groupe par nature 3830.  |
| <b>14800</b>      | <b>Amortissements supplémentaires cumulés, terrains non bâtis</b>                                 | Les amortissement supplémentaires cumulés des entreprises communales doivent être comptabilisés dans des sous-comptes séparés.   |
| 14800.01          | Compte général  |  |
| 14800.10          | Station de pompage  |  |
| 14800.20          | Traitement des eaux usées   |  |
| 14800.30          | Elimination des déchets   |  |
| 14800.40          | Entreprise électrique   |  |
| <b>14801</b>      | <b>Amortissements supplémentaires cumulés, routes / voies de communication</b>                    |  |
| <b>14802</b>      | <b>Amortissements supplémentaires cumulés, aménagement des eaux</b>                               |  |
| <b>14803</b>      | <b>Amortissements supplémentaires cumulés, autres ouvrages de génie civil</b>                     | Les amortissement supplémentaires cumulés des entreprises communales doivent être comptabilisés dans des sous-comptes séparés.   |
| 14803.01          | Compte général  |  |
| 14803.10          | Station de pompage  |  |
| 14803.20          | Traitement des eaux usées   |  |
| 14803.30          | Elimination des déchets   |  |
| 14803.40          | Entreprise électrique   |  |
| <b>14804</b>      | <b>Amortissements supplémentaires cumulés, terrains bâtis</b>                                     | Les amortissement supplémentaires cumulés des entreprises communales doivent être comptabilisés dans des sous-comptes séparés.   |
| 14804.01          | Compte général  |  |

| <b>Compte MCH</b> | <b>Désignation</b>   | <b>Précisions</b>  |
|-------------------|--|--|
| 14804.10          | Station de pompage   |  |
| 14804.20          | Traitement des eaux usées  |  |
| 14804.30          | Elimination des déchets  |  |
| 14804.40          | Entreprise électrique  |  |
| <b>14805</b>      | <b>Amortissements supplémentaires cumulés, forêts</b>  |  |
| <b>14806</b>      | <b>Amortissements supplémentaires cumulés, biens meubles</b>   | Les amortissement supplémentaires cumulés des entreprises communales doivent être comptabilisés dans des sous-comptes séparés. |
| 14806.01          | Compte général   |  |
| 14806.10          | Station de pompage   |  |
| 14806.20          | Traitement des eaux usées  |  |
| 14806.30          | Elimination des déchets  |  |
| 14806.40          | Entreprise électrique  |  |
| <b>14809</b>      | <b>Amortissements supplémentaires cumulés, autres immobilisations corporelles</b>                    | Les amortissement supplémentaires cumulés des entreprises communales doivent être comptabilisés dans des sous-comptes séparés. |
| 14809.01          | Compte général   |  |
| 14809.10          | Station de pompage   |  |
| 14809.20          | Traitement des eaux usées  |  |
| 14809.30          | Elimination des déchets  |  |
| 14809.40          | Entreprise électrique  |  |
| <b>1482</b>       | <b>Amortissements supplémentaires cumulés, immobilisations incorporelles</b>                         | Compte de contrepartie du groupe par nature 3832.  |
| <b>14820</b>      | <b>Logiciels</b>   | Les amortissement supplémentaires cumulés des entreprises communales doivent être comptabilisés dans des sous-comptes séparés. |
| 14820.01          | Compte général   |  |
| <b>14821</b>      | <b>Licences, droits d'utilisation, droits des marques</b>  | Les amortissement supplémentaires cumulés des entreprises communales doivent être comptabilisés dans des sous-comptes séparés. |
| 14821.01          | Compte général   |  |
| <b>14829</b>      | <b>Autres immobilisations incorporelles</b>  | Les amortissement supplémentaires cumulés des entreprises communales doivent être comptabilisés dans des sous-comptes séparés. |
| 14829.01          | Compte général   |  |
| <b>1484</b>       | <b>Amortissements supplémentaires cumulés sur prêts</b>  | Compte de contrepartie du groupe par nature 3874.  |
| <b>14840</b>      | <b>Amortissements supplémentaires cumulés sur prêts à la Confédération</b>                           | Les amortissement supplémentaires cumulés des entreprises communales doivent être comptabilisés dans des sous-comptes séparés. |
| 14840.01          | Compte général   |  |
| <b>14841</b>      | <b>Amortissements supplémentaires cumulés sur prêts aux cantons et aux concordats</b>                | Les amortissement supplémentaires cumulés des entreprises communales doivent être comptabilisés dans des sous-comptes séparés. |
| 14841.01          | Compte général   |  |
| <b>14842</b>      | <b>Amortissements supplémentaires cumulés sur prêts aux communes et aux syndicats intercommunaux</b> | Les amortissement supplémentaires cumulés des entreprises communales doivent être comptabilisés dans des sous-comptes séparés. |
| 14842.01          | Compte général   |  |
| <b>14843</b>      | <b>Amortissements supplémentaires cumulés sur prêts aux assurances sociales publiques</b>            | Les amortissement supplémentaires cumulés des entreprises communales doivent être comptabilisés dans des sous-comptes séparés. |
| 14843.01          | Compte général   |  |

| <b>Compte MCH</b> | <b>Désignation</b>  | <b>Précisions</b>  |
|-------------------|---|--|
| <b>14844</b>      | <b>Amortissements supplémentaires cumulés sur prêts aux entreprises publiques</b>                             | Les amortissement supplémentaires cumulés des entreprises communales doivent être comptabilisés dans des sous-comptes séparés. |
| 14844.01          | Compte général  |  |
| <b>14845</b>      | <b>Amortissements supplémentaires cumulés sur prêts aux entreprises privées</b>                               | Les amortissement supplémentaires cumulés des entreprises communales doivent être comptabilisés dans des sous-comptes séparés. |
| 14845.01          | Compte général  |  |
| <b>14846</b>      | <b>Amortissements supplémentaires cumulés sur prêts aux organisations privées à but non lucratif</b>          | Les amortissement supplémentaires cumulés des entreprises communales doivent être comptabilisés dans des sous-comptes séparés. |
| 14846.01          | Compte général  |  |
| <b>14847</b>      | <b>Amortissements supplémentaires cumulés sur prêts aux ménages</b>   | Les amortissement supplémentaires cumulés des entreprises communales doivent être comptabilisés dans des sous-comptes séparés. |
| 14847.01          | Compte général  |  |
| <b>14848</b>      | <b>Amortissements supplémentaires cumulés sur prêts à l'étranger</b>  | Les amortissement supplémentaires cumulés des entreprises communales doivent être comptabilisés dans des sous-comptes séparés. |
| 14848.01          | Compte général  |  |
| <b>1485</b>       | <b>Amortissements supplémentaires cumulés sur participations, capital social</b>                              | Compte de contrepartie du groupe par nature 3875.  |
| <b>14850</b>      | <b>Amortissements supplémentaires cumulés sur participations à la Confédération</b>                           | Les amortissement supplémentaires cumulés des entreprises communales doivent être comptabilisés dans des sous-comptes séparés. |
| 14850.01          | Compte général  |  |
| <b>14851</b>      | <b>Amortissements supplémentaires cumulés sur participations aux cantons et aux concordats</b>                | Les amortissement supplémentaires cumulés des entreprises communales doivent être comptabilisés dans des sous-comptes séparés. |
| 14851.01          | Compte général  |  |
| <b>14852</b>      | <b>Amortissements supplémentaires cumulés sur participations aux communes et aux syndicats intercommunaux</b> | Les amortissement supplémentaires cumulés des entreprises communales doivent être comptabilisés dans des sous-comptes séparés. |
| 14852.01          | Compte général  |  |
| <b>14853</b>      | <b>Amortissements supplémentaires cumulés sur participations aux assurances sociales publiques</b>            | Les amortissement supplémentaires cumulés des entreprises communales doivent être comptabilisés dans des sous-comptes séparés. |
| 14853.01          | Compte général  |  |
| <b>14854</b>      | <b>Amortissements supplémentaires cumulés sur participations aux entreprises publiques</b>                    | Les amortissement supplémentaires cumulés des entreprises communales doivent être comptabilisés dans des sous-comptes séparés. |
| 14854.01          | Compte général  |  |
| <b>14855</b>      | <b>Amortissements supplémentaires cumulés sur participations aux entreprises privées</b>                      | Les amortissement supplémentaires cumulés des entreprises communales doivent être comptabilisés dans des sous-comptes séparés. |
| 14855.01          | Compte général  |  |
| <b>14856</b>      | <b>Amortissements supplémentaires cumulés sur participations aux organisations privées à but non lucratif</b> | Les amortissement supplémentaires cumulés des entreprises communales doivent être comptabilisés dans des sous-comptes séparés. |
| 14856.01          | Compte général  |  |

| Compte MCH   | Désignation   | Précisions   |
|--------------|---|--|
| <b>14857</b> | <b>Amortissements supplémentaires cumulés sur participations aux ménages</b>  | Les amortissement supplémentaires cumulés des entreprises communales doivent être comptabilisés dans des sous-comptes séparés. |
| 14857.01     | Compte général  |  |
| <b>14858</b> | <b>Amortissements supplémentaires cumulés sur participations à l'étranger</b>   | Les amortissement supplémentaires cumulés des entreprises communales doivent être comptabilisés dans des sous-comptes séparés. |
| 14858.01     | Compte général  |  |
| <b>1486</b>  | <b>Amortissements supplémentaires cumulés, subventions d'investissements</b>  | Compte de contrepartie du groupe par nature 3876.  |
| <b>14860</b> | <b>Amortissements supplémentaires cumulés, subventions d'investissements à la Confédération</b>                           | Les amortissement supplémentaires cumulés des entreprises communales doivent être comptabilisés dans des sous-comptes séparés. |
| 14860.01     | Compte général  |  |
| <b>14861</b> | <b>Amortissements supplémentaires cumulés, subventions d'investissements aux cantons et aux concordats</b>                | Les amortissement supplémentaires cumulés des entreprises communales doivent être comptabilisés dans des sous-comptes séparés. |
| 14861.01     | Compte général  |  |
| <b>14862</b> | <b>Amortissements supplémentaires cumulés, subventions d'investissements aux communes et aux syndicats intercommunaux</b> | Les amortissement supplémentaires cumulés des entreprises communales doivent être comptabilisés dans des sous-comptes séparés. |
| 14862.01     | Compte général  |  |
| 14862.10     | Station de pompage  |  |
| 14862.20     | Traitement des eaux usées   |  |
| 14862.30     | Elimination des déchets   |  |
| 14862.40     | Entreprise électrique   |  |
| <b>14863</b> | <b>Amortissements supplémentaires cumulés, subventions d'investissements aux assurances sociales publiques</b>            | Les amortissement supplémentaires cumulés des entreprises communales doivent être comptabilisés dans des sous-comptes séparés. |
| 14863.01     | Compte général  |  |
| <b>14864</b> | <b>Amortissements supplémentaires cumulés, subventions d'investissements aux entreprises publiques</b>                    | Les amortissement supplémentaires cumulés des entreprises communales doivent être comptabilisés dans des sous-comptes séparés. |
| 14864.01     | Compte général  |  |
| 14864.10     | Station de pompage  |  |
| 14864.20     | Traitement des eaux usées   |  |
| 14864.30     | Elimination des déchets   |  |
| 14864.40     | Entreprise électrique   |  |
| <b>14865</b> | <b>Amortissements supplémentaires cumulés, subventions d'investissements aux entreprises privées</b>                      | Les amortissement supplémentaires cumulés des entreprises communales doivent être comptabilisés dans des sous-comptes séparés. |
| 14865.01     | Compte général  |  |
| 14865.10     | Station de pompage  |  |
| 14865.20     | Traitement des eaux usées   |  |
| 14865.30     | Elimination des déchets   |  |
| 14865.40     | Entreprise électrique   |  |
| <b>14866</b> | <b>Amortissements supplémentaires cumulés, subventions d'investissements aux organisations privées à but non lucratif</b> | Les amortissement supplémentaires cumulés des entreprises communales doivent être comptabilisés dans des sous-comptes séparés. |

| <b>Compte MCH</b> | <b>Désignation</b>  | <b>Précisions</b>   |
|-------------------|---|---|
| 14866.01          | Compte général  |   |
| 14866.10          | Station de pompage  |   |
| 14866.20          | Traitement des eaux usées   |   |
| 14866.30          | Elimination des déchets   |   |
| 14866.40          | Entreprise électrique   |   |
| <b>14867</b>      | <b>Amortissements supplémentaires cumulés, subventions d'investissements aux ménages</b>  | Les amortissement supplémentaires cumulés des entreprises communales doivent être comptabilisés dans des sous-comptes séparés.                  |
| 14867.01          | Compte général  |   |
| 14867.10          | Station de pompage  |   |
| 14867.20          | Traitement des eaux usées   |   |
| 14867.30          | Elimination des déchets   |   |
| 14867.40          | Entreprise électrique   |   |
| <b>14868</b>      | <b>Amortissements supplémentaires cumulés, subventions d'investissements à l'étranger</b> | Les amortissement supplémentaires cumulés des entreprises communales doivent être comptabilisés dans des sous-comptes séparés.                  |
| 14868.01          | Compte général  |   |
| 14868.10          | Station de pompage  |   |
| 14868.20          | Traitement des eaux usées   |   |
| 14868.30          | Elimination des déchets   |   |
| 14868.40          | Entreprise électrique   |   |
| <b>1489</b>       | <b>Amortissements supplémentaires cumulés, non attribués</b>                              | Compte de contrepartie du groupe par nature 3839. Amortissements supplémentaires du patrimoine administratif non attribuables.                  |
| <b>14890</b>      | <b>Amortissements supplémentaires cumulés, non attribués</b>                              | Les amortissement supplémentaires cumulés et non attribués des entreprises communales doivent être comptabilisés dans des sous-comptes séparés. |
| 14890.01          | Compte général  |   |
| 14890.10          | Station de pompage  |   |
| 14890.20          | Traitement des eaux usées   |   |
| 14890.30          | Elimination des déchets   |   |
| 14890.40          | Entreprise électrique   |   |



| <b>Compte MCH</b> | <b>Désignation</b>   | <b>Précisions</b>   |
|-------------------|--|---|
| <b>2</b>          | <b>Passif</b>  | Le passif est réparti en capitaux de tiers et en capital propre.  |
| <b>20</b>         | <b>Capitaux de tiers</b>   |   |
| <b>200</b>        | <b>Engagements courants</b>  | Engagements provenant de livraisons et de prestations ou autres activités d'exploitation qui sont exigibles ou peuvent devenir exigibles en l'espace d'un an.   |
| <b>2000</b>       | <b>Engagements courants provenant de livraisons et de prestations de tiers</b>                     | Créances de tiers provenant de l'achat ou de l'utilisation de marchandises, de matériel ou de prestations de services.  |
| <b>20000</b>      | <b>Engagements courants provenant de livraisons et de prestations de tiers</b>                     |   |
| 20000.01          | Créanciers en général  |   |
| 20000.80          | Créanciers, compte de correction   | P. ex. paiements retournés  |
| <b>2001</b>       | <b>Comptes courants avec tiers</b>   | Engagements occasionnés par compensation réciproque avec des tiers (sans comptes postaux ou bancaires).<br><br>Les comptes courants avec solde débiteur sont portés au bilan sous le groupe par nature 1001.<br><br>Tenir les comptes courants internes et les comptes courants avec partenaires à consolider sous le groupe par nature 2005. |
| <b>20010</b>      | <b>Comptes courants avec tiers, compte général</b>   | P. ex. pour des engagements sur la base des décomptes d'impôt.  |
| 20010.01          | Compte courant avec le canton  |   |
| 20010.02          | Compte courant avec le regroupement scolaire, cycle primaire                                       |   |
| 20010.03          | Compte courant avec le regroupement scolaire, cycle secondaire                                     |   |
| 20010.04          | Compte courant avec la paroisse réformée évangélique   |   |
| 20010.05          | Compte courant avec la paroisse catholique romaine   |   |
| 20010.06          | Compte courant avec la paroisse catholique chrétienne  |   |
| 20010.10          | Compte courant avec le syndicat intercommunal A  |   |
| 20010.11          | Compte courant avec le syndicat intercommunal B  |   |
| <b>20011</b>      | <b>Comptes courants avec les assurances sociales</b>   | Compte de compensation pour les contributions de l'employeur et les cotisations des salariés.   |
| 20011.01          | Compte courant avec le service des assurances sociales   |   |
| 20011.02          | Compte courant avec les institutions de prévoyance en faveur du personnel                          |   |
| 20011.03          | Compte courant avec les assurances maladie et accidents  |   |
| <b>20012</b>      | <b>Engagements envers d'autres communes et des particuliers résultant de répartitions fiscales</b> |   |
| <b>20018</b>      | <b>Comptes courants avec des tiers à l'étranger</b>  |   |

| <b>Compte MCH</b> | <b>Désignation</b>  | <b>Précisions</b>  |
|-------------------|---|--|
| <b>2002</b>       | <b>Impôts</b>   | Remboursement d'impôts, dette fiscale (p. ex. TVA).<br><br>Comptabiliser les engagements résultants de répartitions fiscales dans le compte 20012.   |
| <b>20020</b>      | <b>Remboursements d'impôts communaux généraux</b>                       | Remboursements selon le décompte d'impôt.<br><br>Les créances fiscales selon le décompte d'impôt doivent être portées au bilan sous le compte 10120.   |
| 20020.01          | Remboursements d'impôts communaux généraux                              | Un compte détaillé séparé peut être tenu pour chaque année fiscale.  |
| <b>20022</b>      | <b>Dettes fiscales de la TVA</b>  | Dettes fiscales de la TVA.<br><br>Comptabiliser l'impôt préalable de la TVA dans le compte 10192.  |
| 20022.10          | TVA, station de pompage   |  |
| 20022.20          | TVA, traitement des eaux usées  |  |
| <b>2003</b>       | <b>Acomptes de tiers reçus</b>  | Acomptes de tiers avant qu'une prestation ne soit fournie. Une fois la prestation fournie, effectuer un report sur le compte matériel approprié. A ne pas confondre avec les dépôts (groupe par nature 2006).  |
| <b>20030</b>      | <b>Acomptes de tiers reçus</b>  |  |
| <b>2004</b>       | <b>Engagements de transfert</b>   | Droits de transfert exigés ou acquis.<br><br>Comptabiliser les droits de transfert éventuels en tant que passifs de régularisation dans le groupe par nature 2043.   |
| <b>20040</b>      | <b>Engagements de transfert</b>   | Contre-écriture sur le groupe par nature 36.   |
| <b>2005</b>       | <b>Comptes courants internes</b>  | Comptes de gestion, de transfert et de compensation, comptes courants avec services de la même collectivité ou avec des entités à consolider entièrement (séparés par un compte détaillé pour raison de consolidation).<br><br>Les comptes doivent être soldés si possible avant la clôture des comptes. |
| <b>20050</b>      | <b>Comptes courants avec entités à consolider</b>                       |  |
| 20050.01          | Compte courant, établissements communaux                                |  |
| 20050.02          | Compte courant, foyer pour personnes âgées                              | Foyer pour personnes âgées propre à la commune.  |
| <b>20051</b>      | <b>Compte de compensation, impôts cantonaux et communaux ordinaires</b> | Compte commun pour les paiements et remboursements d'impôts (intérêts compris). Au besoin, des sous-comptes séparés peuvent être tenus pour les différentes années fiscales.   |
| 20051.05          | Compte de compensation, impôts 2005                                     |  |
| 20051.06          | Compte de compensation, impôts 2006                                     |  |
| 20051.07          | Compte de compensation, impôts 2007                                     |  |
| 20051.08          | Compte de compensation, impôts 2008                                     |  |
| <b>20052</b>      | <b>Comptes de compensation, autres impôts</b>                           |  |
| 20052.01          | Compte de compensation, impôts à la source I                            |  |
| 20052.02          | Compte de compensation, impôts à la source II                           |  |
| 20052.10          | Compte de compensation, impôts supplémentaires                          |  |



| <b>Compte MCH</b> | <b>Désignation</b>                                      | <b>Précisions</b>  |
|-------------------|---|--|
| 20052.20          | Compte de compensation, répartitions fiscales           |  |
| 20052.30          | Compte de compensation, imputation forfaitaire d'impôt  |  |
| 20052.40          | Compte de compensation, impôts fédéraux                 |  |
| <b>20053</b>      | <b>Compte de compensation, salaires</b>                 |  |
| <b>20054</b>      | <b>Comptes de compensation, opérations de paiement</b>  |  |
| 20054.01          | Compte de compensation, paiements DTA                   |  |
| 20054.02          | Compte de compensation, paiements BVR                   |  |
| <b>20055</b>      | <b>Autres comptes de compensation</b>                   |  |
| 20055.01          | Compte de compensation, différences de caisse           |  |
| 20055.80          | Compte de compensation, divers                          |  |
| <b>2006</b>       | <b>Dépôts et cautions</b>                               | Fonds acceptés en vue de leur conservation ou en garantie de prétentions éventuelles (p. ex. garanties de construction, cautionnements en espèces, cautions judiciaires, concours, dépôts pour clés).  |
| <b>20060</b>      | <b>Dépôts et cautions</b>                               |  |
| 20060.01          | Dépôts pour clés  |  |
| <b>20061</b>      | <b>Dépôts pour les impôts sur les gains immobiliers</b> |  |
| <b>20062</b>      | <b>Dépôts pour l'entretien des tombes</b>               | Dépôts destinés à garantir et à financer l'entretien des tombes.   |
| <b>20063</b>      | <b>Garanties de construction</b>                        |  |
| 20063.01          | Garantie de construction A                              |  |
| 20063.02          | Garantie de construction B                              |  |
| <b>20064</b>      | <b>Administration des salaires et des rentes</b>        | Observer les dispositions relatives à la protection des données lors des évaluations!  |
| 20064.01          | Client A  |  |
| 20064.02          | Client B  |  |
| <b>2009</b>       | <b>Autres engagements courants</b>                      | Donations qui ne sont pas comptabilisées en tant que legs avec compte propre, successions en cours (la collectivité est l'héritière légale), ordres de paiement en cours (versements qui ne peuvent pas être affectés aux bénéficiaires), etc.   |
| <b>20090</b>      | <b>Autres engagements courants</b>                      |  |
| <b>201</b>        | <b>Engagements financiers à court terme</b>             | Engagement provenant des opérations de financement d'une durée d'un an au maximum.   |
| <b>2010</b>       | <b>Engagements envers des intermédiaires financiers</b> | Crédits-relais, financements ou autres prêts d'argent des banques, courtiers, banques postales, etc.<br><br>Si les comptes postaux et bancaires des groupes par nature 1001 et 1002 présentent des soldes créanciers à la fin de l'exercice, ces soldes doivent être reportés sur le groupe par nature 2010. |
| <b>20101</b>      | <b>Engagements à court terme envers La Poste</b>        |  |
| 20101.01          | Compte commercial A                                     |  |
| 20101.02          | Compte commercial B                                     |  |
| <b>20102</b>      | <b>Engagements à court terme envers des banques</b>     |  |
| 20102.01          | Compte courant bancaire A                               |  |
| 20102.02          | Compte courant bancaire B                               |  |
| 20102.10          | Compte de crédit de construction X                      |  |

| <b>Compte MCH</b> | <b>Désignation</b>  | <b>Précisions</b>   |
|-------------------|---|---|
| <b>20103</b>      | <b>Engagements à court terme envers d'autres établissements de crédit</b>                   |   |
| <b>20107</b>      | <b>Engagements à court terme envers des établissements de crédit en monnaies étrangères</b> |   |
| <b>20108</b>      | <b>Engagements à court terme envers des établissements de crédit à l'étranger</b>           |   |
| <b>2011</b>       | <b>Engagements envers les collectivités et les syndicats intercommunaux</b>                 | Emprunts (dettes) auprès de collectivités publiques, d'entreprises publiques et d'assurances sociales publiques.  |
| <b>20110</b>      | <b>Engagements à court terme envers les collectivités et les syndicats intercommunaux</b>   | A un an au plus.  |
| 20110.01          | Prêt à court terme de la commune de A   |   |
| <b>2012</b>       | <b>Engagements envers des entités consolidées</b>   | Emprunts (dettes) auprès d'entités à consolider.  |
| <b>20120</b>      | <b>Engagements à court terme envers des entités consolidées</b>                             | A un an au plus.  |
| <b>2013</b>       | <b>Engagements envers des entités indépendantes</b>   | Emprunts (dettes) auprès d'entités de la collectivité qui ne sont pas consolidées.  |
| <b>20130</b>      | <b>Engagements à court terme envers des entités indépendantes</b>                           | A un an au plus.  |
| <b>2014</b>       | <b>Part à court terme d'engagements à long terme</b>  | Un engagement à long terme doit être extourné la dernière année de sa validité. Tranches d'amortissement d'engagements à long terme exigibles en l'espace d'un an.  |
| <b>20140</b>      | <b>Part à court terme d'hypothèques</b>   | Remboursements ou tranches d'amortissement d'hypothèques exigibles en l'espace d'un an.   |
| <b>20141</b>      | <b>Part à court terme de reconnaissances de dettes</b>                                      | Remboursements de reconnaissances de dettes exigibles en l'espace d'un an.  |
| <b>20142</b>      | <b>Part à court terme de bons de caisse</b>   | Remboursements de bons de caisse exigibles en l'espace d'un an.   |
| <b>20143</b>      | <b>Part à court terme d'emprunts</b>  | Remboursements d'emprunts exigibles en l'espace d'un an.  |
| <b>20144</b>      | <b>Part à court terme de prêts à long terme</b>   | Remboursements ou tranches d'amortissement de prêts à long terme exigibles en l'espace d'un an.   |
| <b>2015</b>       | <b>Part à court terme des dettes de leasing à long terme</b>                                | Quote-part issue de contrats de leasing financier à long terme, exigible en l'espace d'une année.<br><br>Les engagements provenant des contrats de leasing opérationnels ne sont pas inscrits au bilan, ils doivent être mis au même niveau que les contrats de location. |
| <b>20150</b>      | <b>Part à court terme des dettes de leasing à long terme</b>                                |   |
| <b>2016</b>       | <b>Instruments financiers dérivés</b>   | Valeurs de remplacement négatives provenant de l'évaluation de la valeur marchande d'instruments financiers dérivés. Le solde de l'évaluation de tous les instruments dérivés doit être comptabilisé (voir groupe par nature 1029).                                       |
| <b>20160</b>      | <b>Instruments financiers dérivés</b>   |   |
| <b>2019</b>       | <b>Autres engagements financiers à court terme envers des tiers</b>                         | Engagements financiers à court terme non inscrits dans les groupes par nature 2010 à 2018.  |
| <b>20190</b>      | <b>Autres engagements financiers à court terme envers des tiers</b>                         |   |

| <b>Compte MCH</b> | <b>Désignation</b>  | <b>Précisions</b>  |
|-------------------|---|--|
| <b>204</b>        | <b>Passifs de régularisation</b>  | Engagements provenant de livraisons et de prestations dont la collectivité a bénéficié au cours de l'exercice budgétaire, qui n'ont pas été facturées, mais qui doivent être affectées à la période comptable.<br><br>Revenus ou recettes facturés avant la date de clôture du compte, qui doivent être crédités dans la période comptable suivante. |
| <b>2040</b>       | <b>Charges de personnel</b>   | Régularisations du groupe par nature 30.   |
| <b>20400</b>      | <b>RG charges de personnel</b>  |  |
| <b>2041</b>       | <b>Charges de biens, services et autres charges d'exploitation</b>                    | Régularisations du groupe par nature 31.   |
| <b>20410</b>      | <b>RG charges de biens, services et autres charges d'exploitation</b>                 |  |
| <b>2042</b>       | <b>Impôts</b>   | Paiements anticipés pour la période fiscale suivante.<br>Régularisations du groupe par nature 40.  |
| <b>20420</b>      | <b>RG impôts</b>  |  |
| <b>2043</b>       | <b>Transferts du compte de résultats</b>  | Régularisations des charges et des revenus des groupes par nature 36, 37 et 46, 47.  |
| <b>20430</b>      | <b>RG transferts du compte de résultats</b>   |  |
| <b>2044</b>       | <b>Charges financières/revenus financiers</b>   | Régularisations des groupes par nature 34 et 44.   |
| <b>20440</b>      | <b>RG charges financières/revenus financiers</b>                                      |  |
| <b>2045</b>       | <b>Autres revenus d'exploitation</b>  | Régularisations des groupes par nature 41, 42 et 43.   |
| <b>20450</b>      | <b>RG autres revenus d'exploitation</b>   |  |
| <b>2046</b>       | <b>Passifs de régularisation, compte des investissements</b>                          | Régularisations des groupes par nature 5 et 6.   |
| <b>20460</b>      | <b>Passifs de régularisation, compte des investissements</b>                          |  |
| <b>2049</b>       | <b>Autres passifs de régularisation, compte de résultats</b>                          | Régularisations des groupes par nature 38 Charges extraordinaires et 48 Revenus extraordinaires (il est cependant très peu probable que les charges extraordinaires ou les revenus extraordinaires doivent être régularisés).  |
| <b>20490</b>      | <b>RG charges et revenus extraordinaires</b>  |  |
| <b>205</b>        | <b>Provisions à court terme</b>   | Sortie de fonds probable ou attendue dans la période comptable suivante en raison d'un événement situé dans le passé.  |
| <b>2050</b>       | <b>Provisions à court terme provenant de prestations supplémentaires du personnel</b> | Soldes de vacances, d'heures supplémentaires et de l'horaire mobile, comptes courants heures enseignants, etc.<br><br>Avoir d'heures qui ne sont pas utilisées au cours de l'année suivante, voir groupe par nature 2081.  |
| <b>20500</b>      | <b>Provisions à court terme provenant de prestations supplémentaires du personnel</b> |  |
| <b>2051</b>       | <b>Provisions à court terme pour autres droits du personnel</b>                       | Indemnités de départ, maintien de la rémunération, plans sociaux, litiges relevant du droit du personnel (action salariale), etc.  |
| <b>20510</b>      | <b>Provisions à court terme pour autres droits du personnel</b>                       |  |
| <b>2052</b>       | <b>Provisions à court terme pour procès</b>   | Honoraires d'avocat, incluant le montant du dommage et les dépens éventuels.   |
| <b>20520</b>      | <b>Provisions à court terme pour procès</b>   |  |

| <b>Compte MCH</b> | <b>Désignation</b>   | <b>Précisions</b>  |
|-------------------|--|--|
| <b>2053</b>       | <b>Provisions à court terme pour les dommages non assurés</b>                                      | <p>Dommages matériels et responsabilité de l'Etat. Le dommage doit avoir eu lieu avant la date de clôture du compte.</p> <p>Aucune provision pour d'autres dommages matériels survenant éventuellement ne peut être constituée car celle-ci aurait le caractère de réserves latentes.</p> <p>La dépréciation de l'objet endommagé ou détruit doit être comptabilisée en tant qu'«amortissement des immobilisations corporelles non planifié» sous le groupe par nature 3301.</p> |
| <b>20530</b>      | <b>Provisions à court terme pour les dommages non assurés</b>                                      |  |
| <b>2054</b>       | <b>Provisions à court terme pour cautions et garanties</b>   | En cas de cautionnements et de contrats de garantie, une obligation de paiement doit être probable. Si aucune obligation de paiement ne se dessine, les cautionnements et les garanties doivent être présentés en annexe en tant qu'engagements conditionnels.   |
| <b>20540</b>      | <b>Provisions à court terme pour cautions et garanties</b>   |  |
| <b>2055</b>       | <b>Provisions à court terme pour autre activité d'exploitation</b>                                 | Provisions pour une garantie ou des prestations de réfection probables provenant de l'activité d'exploitation de la collectivité. Risques provenant des engagements d'achat si ceux-ci ne peuvent être remplis.  |
| <b>20550</b>      | <b>Provisions à court terme pour autre activité d'exploitation</b>                                 |  |
| <b>2056</b>       | <b>Provisions à court terme pour engagements de prévoyance</b>                                     | Risques provenant de conventions de prévoyance dont découlent des prestations qui deviennent exigibles au cours de la période comptable suivante.  |
| <b>20560</b>      | <b>Provisions à court terme pour engagements de prévoyance</b>                                     |  |
| <b>2057</b>       | <b>Provisions à court terme pour charges financières</b>   | Risques provenant d'opérations en rapport avec le patrimoine financier ou le patrimoine administratif qui deviendront probablement des charges financières.  |
| <b>20570</b>      | <b>Provisions à court terme pour charges financières</b>   |  |
| <b>2058</b>       | <b>Provisions à court terme du compte des investissements</b>                                      | En cas d'immobilisations corporelles, des provisions peuvent être comptabilisées, lorsque l'objet est utilisé, pour des coûts résiduels, des réserves de garantie et des travaux de finition, afin de pouvoir inscrire l'immobilisation au bilan.  |
| <b>20580</b>      | <b>Provisions à court terme pour des immobilisations corporelles du compte des investissements</b> |  |
| <b>20581</b>      | <b>Provisions à court terme pour des investissements pour le compte de tiers</b>                   |  |
| <b>20582</b>      | <b>Provisions à court terme pour des immobilisations incorporelles</b>                             |  |
| <b>20586</b>      | <b>Provisions à court terme pour des subventions d'investissements</b>                             |  |
| <b>20588</b>      | <b>Provisions à court terme pour des investissements extraordinaires</b>                           |  |
| <b>2059</b>       | <b>Autres provisions à court terme</b>   | Paiements probables dans la période comptable suivante pour des risques qui ne sont pas contenus dans les groupes par nature 2050 à 2058.  |

| Compte MCH | Désignation   | Précisions  |
|------------|---|---|
| 20590      | <b>Autres provisions à court terme</b>  |   |
| 206        | <b>Engagements financiers à long terme</b>  | Engagements provenant des opérations de financement d'une durée supérieure à un an.   |
| 2060       | <b>Hypothèques</b>  | Dettes sous forme d'emprunts ou reconnaissances de dettes garanties par gage immobilier.  |
| 20600      | <b>Hypothèques</b>  |   |
| 20608      | <b>Hypothèques, créancier étrangers</b>   |   |
| 2061       | <b>Reconnaissances de dettes</b>  |   |
| 20610      | <b>Reconnaissances de dettes</b>  |   |
| 20618      | <b>Reconnaissances de dettes, créanciers étrangers</b>  |   |
| 2062       | <b>Bons de caisse</b>   |   |
| 20620      | <b>Bons de caisse</b>   |   |
| 20628      | <b>Bons de caisse, créanciers étrangers</b>   |   |
| 2063       | <b>Emprunts</b>   | Emprunts collectifs de la commune auprès de la Centrale d'émission des communes suisses (CCS) ou autres; emprunts de l'Etat, autres emprunts publics ou privés.   |
| 20630      | <b>Emprunts</b>   |   |
| 20638      | <b>Emprunts, créanciers étrangers</b>   |   |
| 2064       | <b>Prêts</b>  |   |
| 20640      | <b>Prêts à long terme</b>   |   |
| 20648      | <b>Prêts à long terme, créanciers étrangers</b>   |   |
| 2067       | <b>Contrats de leasing</b>  |   |
| 20670      | <b>Contrats de leasing à long terme</b>   |   |
| 20678      | <b>Contrats de leasing à long terme avec l'étranger</b>   |   |
| 2068       | <b>Subventions d'investissements inscrites au passif</b>  | Le groupe par nature 2068 est utilisé uniquement si des subventions d'investissements reçues sont portées au passif.<br><br>Si l'investissement net est porté à l'actif, le groupe par nature est supprimé.<br><br>Statistique financière: séparer la provenance par un compte détaillé: de la Confédération, des cantons, des communes, des entités consolidées; de tiers. |
| 20680      | <b>Subventions d'investissements de la Confédération inscrites au passif</b>                          | Les subventions d'investissements des entreprises communales inscrites au passif doivent être comptabilisées dans des sous-comptes séparés.   |
| 20680.01   | Compte général  |   |
| 20680.10   | Station de pompage  |   |
| 20680.20   | Traitement des eaux usées   |   |
| 20680.30   | Elimination des déchets   |   |
| 20680.40   | Entreprise électrique   |   |
| 20681      | <b>Subventions d'investissements des cantons et des concordats inscrites au passif</b>                | Les subventions d'investissements des entreprises communales inscrites au passif doivent être comptabilisées dans des sous-comptes séparés.   |
| 20681.01   | Compte général  |   |
| 20681.10   | Station de pompage  |   |
| 20681.20   | Traitement des eaux usées   |   |
| 20681.30   | Elimination des déchets   |   |
| 20681.40   | Entreprise électrique   |   |
| 20682      | <b>Subventions d'investissements des communes et des syndicats intercommunaux inscrites au passif</b> | Les subventions d'investissements des entreprises communales inscrites au passif doivent être comptabilisées dans des sous-comptes séparés.   |



| <b>Compte MCH</b> | <b>Désignation</b>  | <b>Précisions</b>   |
|-------------------|---|---|
| 20682.01          | Compte général  |   |
| 20682.10          | Station de pompage  |   |
| 20682.20          | Traitement des eaux usées   |   |
| 20682.30          | Elimination des déchets   |   |
| 20682.40          | Entreprise électrique   |   |
| <b>20683</b>      | <b>Subventions d'investissements des assurances sociales publiques inscrites au passif</b>          | Les subventions d'investissements des entreprises communales inscrites au passif doivent être comptabilisées dans des sous-comptes séparés. |
| 20683.01          | Compte général  |   |
| <b>20684</b>      | <b>Subventions d'investissements des entreprises publiques inscrites au passif</b>                  | Les subventions d'investissements des entreprises communales inscrites au passif doivent être comptabilisées dans des sous-comptes séparés. |
| 20684.01          | Compte général  |   |
| 20684.10          | Station de pompage  |   |
| 20684.20          | Traitement des eaux usées   |   |
| 20684.30          | Elimination des déchets   |   |
| 20684.40          | Entreprise électrique   |   |
| <b>20685</b>      | <b>Subventions d'investissements des entreprises privées inscrites au passif</b>                    | Les subventions d'investissements des entreprises communales inscrites au passif doivent être comptabilisées dans des sous-comptes séparés. |
| 20685.01          | Compte général  |   |
| 20685.10          | Station de pompage  |   |
| 20685.20          | Traitement des eaux usées   |   |
| 20685.30          | Elimination des déchets   |   |
| 20685.40          | Entreprise électrique   |   |
| <b>20686</b>      | <b>Subventions d'investissements d'organisations privées à but non lucratif inscrites au passif</b> | Les subventions d'investissements des entreprises communales inscrites au passif doivent être comptabilisées dans des sous-comptes séparés. |
| 20686.01          | Compte général  |   |
| 20686.10          | Station de pompage  |   |
| 20686.20          | Traitement des eaux usées   |   |
| 20686.30          | Elimination des déchets   |   |
| 20686.40          | Entreprise électrique   |   |
| <b>20687</b>      | <b>Subventions d'investissements de ménages inscrites au passif</b>                                 | Les subventions d'investissements des entreprises communales inscrites au passif doivent être comptabilisées dans des sous-comptes séparés. |
| 20687.01          | Compte général  |   |
| 20687.10          | Station de pompage  |   |
| 20687.20          | Traitement des eaux usées   |   |
| 20687.30          | Elimination des déchets   |   |
| 20687.40          | Entreprise électrique   |   |
| <b>20688</b>      | <b>Subventions d'investissements de l'étranger inscrites au passif</b>                              | Les subventions d'investissements des entreprises communales inscrites au passif doivent être comptabilisées dans des sous-comptes séparés. |
| 20688.01          | Compte général  |   |
| 20688.10          | Station de pompage  |   |
| 20688.20          | Traitement des eaux usées   |   |
| 20688.30          | Elimination des déchets   |   |
| 20688.40          | Entreprise électrique   |   |
| <b>2069</b>       | <b>Autres engagements financiers à long terme</b>   |   |
| <b>20690</b>      | <b>Autres engagements financiers à long terme</b>   |   |
| <b>208</b>        | <b>Provisions à long terme</b>  | Sortie de fonds probable ou attendue au cours d'une période comptable ultérieure en raison d'un événement situé dans le passé.              |
| <b>2081</b>       | <b>Provisions pour les prétentions à long terme du personnel</b>                                    | Prétentions non compensées dans l'année suivante (p. ex. crédit d'heures pour congés sabbatiques ou retraite anticipée).                    |

| <b>Compte MCH</b> | <b>Désignation</b>   | <b>Précisions</b>  |
|-------------------|--|--|
| <b>20810</b>      | <b>Provisions pour les prétentions à long terme du personnel</b> |  |
| <b>2082</b>       | <b>Provisions pour procès</b>                                    | Honoraires d'avocat, incluant le montant du dommage et les dépens éventuels, qui ne deviennent probables qu'au cours d'une période comptable ultérieure.   |
| <b>20820</b>      | <b>Provisions pour procès</b>                                    |  |
| <b>2083</b>       | <b>Provisions pour les dommages non assurés</b>                  | <p>Le dommage doit avoir eu lieu avant la date de clôture du compte et la sortie de fonds pour l'indemnisation du dommage au profit de tiers a lieu au cours d'une période comptable ultérieure.</p> <p>Aucune provision pour d'autres dommages matériels survenant éventuellement ne peut être constituée car celle-ci aurait le caractère de réserves latentes.</p> <p>La dépréciation de l'objet endommagé ou détruit doit être comptabilisée en tant qu'«amortissement des immobilisations corporelles non planifié» sous le groupe par nature 3301.</p> |
| <b>20830</b>      | <b>Provisions pour les dommages non assurés</b>                  |  |
| <b>2084</b>       | <b>Provisions pour cautions et garanties</b>                     | En cas de cautionnements et de contrats de garantie, une obligation de paiement au cours d'une période comptable ultérieure doit être probable. Si aucune obligation de paiement ne se dessine, les cautionnements et les garanties doivent être présentés en annexe en tant qu'engagements conditionnels.   |
| <b>20840</b>      | <b>Provisions pour cautions et garanties</b>                     |  |
| <b>2085</b>       | <b>Provisions provenant d'une autre activité d'exploitation</b>  | Provisions pour une garantie ou des prestations de réfection probables provenant de l'activité d'exploitation de la collectivité, qui conduisent à une sortie de fonds uniquement au cours d'une période comptable ultérieure. Risques provenant des engagements d'achat si ceux-ci ne peuvent être remplis, qui conduisent à une sortie de fonds uniquement au cours d'une période comptable ultérieure.  |
| <b>20850</b>      | <b>Provisions provenant d'une autre activité d'exploitation</b>  |  |
| <b>2086</b>       | <b>Provisions pour engagements de prévoyance</b>                 | Rentes transitoires pour préretraités n'ayant pas atteint l'âge de l'AVS, pour autant qu'une convention ait été conclue à cet égard. Les garanties de découvert des caisses de pension doivent être présentées en tant qu'engagements conditionnels.   |
| <b>20860</b>      | <b>Provisions pour engagements de prévoyance</b>                 |  |
| <b>2087</b>       | <b>Provisions pour charges financières</b>                       | Risques provenant d'opérations en rapport avec le patrimoine financier ou le patrimoine administratif qui deviendront probablement des charges financières au cours d'une période comptable ultérieure.  |
| <b>20870</b>      | <b>Provisions pour charges financières</b>                       |  |
| <b>2088</b>       | <b>Provisions du compte des investissements</b>                  | En cas d'immobilisations corporelles, des provisions peuvent être comptabilisées, lorsque l'objet est utilisé, pour des coûts résiduels, des réserves de garantie et des travaux de finition qui seront exécutés au cours d'une période comptable ultérieure, afin de pouvoir inscrire l'immobilisation au bilan.  |

| <b>Compte MCH</b> | <b>Désignation</b>  | <b>Précisions</b>  |
|-------------------|---|--|
| 20880             | <b>Provisions à long terme pour des immobilisations corporelles du compte des investissements</b> |  |
| 20881             | <b>Provisions à long terme pour des investissements pour le compte de tiers</b>                   |  |
| 20882             | <b>Provisions à long terme pour des immobilisations incorporelles</b>                             |  |
| 20886             | <b>Provisions à long terme pour des subventions d'investissements</b>                             |  |
| 20888             | <b>Provisions à long terme pour des investissements extraordinaires</b>                           |  |
| 2089              | <b>Autres provisions à long terme du compte de résultats</b>                                      | Provisions pour risques qui ne peuvent pas être saisies dans les groupes par nature 2080 à 2088.   |
| 20890             | <b>Autres provisions à long terme du compte de résultats</b>                                      |  |
| 209               | <b>Engagements envers les financements spéciaux et des fonds des capitaux de tiers</b>            | Les financements spéciaux et les fonds nécessitent une base légale. Ils sont affectés aux capitaux de tiers ou au capital propre.  |
| 2090              | <b>Engagements envers les financements spéciaux des capitaux de tiers</b>                         | Excédents de revenus cumulés des financements spéciaux enregistrés comme capitaux de tiers.<br><br>Dans le cas des financements spéciaux, des émoluments ou taxes déterminés ayant un rapport causal avec l'utilisation sont affectés par la loi.  |
| 20900             | <b>Engagements envers les financements spéciaux des capitaux de tiers</b>                         |  |
| 2091              | <b>Engagements envers les fonds des capitaux de tiers</b>   | Excédents de revenus cumulés des fonds enregistrés comme capitaux de tiers.<br><br>Dans le cas des fonds, des revenus ou des fonds publics communs sans rapport causal avec l'utilisation sont en règle générale affectés par la loi.<br><br>Tenir un compte détaillé pour chaque fonds. |
| 20910             | <b>Taxes compensatoires pour locaux de la protection civile</b>                                   |  |
| 29                | <b>Capital propre</b>   |  |
| 290               | <b>Financements spéciaux, engagements (+) et avances (-)</b>                                      | Excédents de revenus cumulés de financements spéciaux, considérés comme capital propre.  |
| 2900              | <b>Financements spéciaux enregistrés comme capital propre</b>                                     | Tenir un compte détaillé pour chaque entreprise communale.   |
| 29001             | <b>Financement spécial, station de pompage</b>  |  |
| 29002             | <b>Financement spécial, traitement des eaux usées</b>   |  |
| 29003             | <b>Financement spécial, élimination des déchets</b>   |  |
| 29004             | <b>Financement spécial, entreprise électrique</b>   |  |
| 29004.01          | Réseau électrique   |  |
| 29004.02          | Commerce d'électricité  |  |
| 2909              |   | Le poste est occupé par la statistique financière fédérale; il ne doit pas être utilisé pour les plans comptables des communes et des cantons.   |



| <b>Compte MCH</b> | <b>Désignation</b>   | <b>Précisions</b>  |
|-------------------|--|--|
| <b>2910</b>       | <b>Fonds enregistrés comme capital propre</b>  | Tenir un compte détaillé pour chaque fonds.  |
| <b>29100</b>      | <b>Taxes compensatoires pour places de stationnement</b>                               |  |
| <b>29101</b>      | <b>Fonds forestier</b>   |  |
| <b>2911</b>       | <b>Legs et fondations sans personnalité juridique enregistrés comme capital propre</b> |  |
| <b>29110</b>      | <b>Libéralités affectées</b>   | Donations affectées (fondations dépendantes), legs et successions.<br><br>Tenir un compte détaillé séparé pour chaque libéralité affectée.   |
| 29110.01          | Libéralité affectée A  |  |
| 29110.02          | Libéralité affectée B  |  |
| <b>292</b>        | <b>Réserves provenant de l'enveloppe budgétaire</b>                                    |  |
| <b>2920</b>       | <b>Réserves provenant de l'enveloppe budgétaire</b>                                    | Réserves composées des excédents comptables ou des améliorations budgétaires des différents domaines.  |
| <b>29200</b>      | <b>Compte général</b>  | Tenir un compte détaillé pour chaque domaine de l'enveloppe budgétaire.  |
| <b>293</b>        | <b>Préfinancements</b>   | Réserves pour projets à venir.   |
| <b>2930</b>       | <b>Préfinancements</b>   |  |
| <b>29300</b>      | <b>Compte général</b>  | Tenir un sous-compte détaillé pour chaque projet.  |
| <b>29301</b>      | <b>Station de pompage</b>  | Tenir un sous-compte détaillé pour chaque projet.  |
| <b>29302</b>      | <b>Traitement des eaux usées</b>   | Tenir un sous-compte détaillé pour chaque projet.  |
| <b>29303</b>      | <b>Elimination des déchets</b>   | Tenir un sous-compte détaillé pour chaque projet.  |
| <b>29304</b>      | <b>Entreprise électrique</b>   | Tenir un sous-compte détaillé pour chaque projet.  |
| <b>295</b>        | <b>Réserve liée au retraitement (introduction IPSAS)</b>                               | Solde de la modification du bilan par réévaluation (patrimoine administratif, créances, actifs et passifs de régularisation, engagements, provisions, subventions d'investissements inscrites au passif, etc. sans réévaluation du PF) lors du passage au MCH2.  |
| <b>2950</b>       | <b>Réserve liée au retraitement</b>  | Le solde est utilisé pour diminuer les amortissements accrus en raison du patrimoine administratif revalorisé.<br>Tenir un compte détaillé pour chaque entreprise communale.   |
| <b>29500</b>      | <b>Compte général</b>  |  |
| <b>29501</b>      | <b>Station de pompage</b>  |  |
| <b>29502</b>      | <b>Traitement des eaux usées</b>   |  |
| <b>29503</b>      | <b>Elimination des déchets</b>   |  |
| <b>29504</b>      | <b>Entreprise électrique</b>   |  |
| <b>296</b>        | <b>Réserve liée au retraitement du patrimoine financier</b>                            | Solde de la modification du bilan par réévaluation des immobilisations corporelles et financières du patrimoine financier lors du passage au MCH2 et variations de valeur par réévaluation périodique du patrimoine financier pour éviter la volatilité ou l'influence des évaluations sur les freins à l'endettement et à la dépense. |
| <b>2960</b>       | <b>Réserve liée au retraitement du patrimoine financier</b>                            | Réévaluation du patrimoine financier lors du passage au MCH2 et réévaluations n'exerçant pas d'effet sur les résultats des immobilisations corporelles et placements financiers dans le PF.  |
| <b>29600</b>      | <b>Réserve liée au retraitement du patrimoine financier</b>                            |  |
| <b>2961</b>       | <b>Réserve de valeur marchande sur instruments financiers</b>                          | Variation de valeur des SWAPS et d'autres instruments financiers dérivés pendant la période afin d'éviter une volatilité excessive du compte de résultats.   |
| <b>29610</b>      | <b>Réserve de valeur marchande sur instruments financiers</b>                          |  |

| <b>Compte MCH</b> | <b>Désignation</b>                              | <b>Précisions</b>  |
|-------------------|---|--|
| <b>298</b>        | <b>Autres capitaux propres</b>                  |  |
| <b>2980</b>       | <b>Autres capitaux propres</b>                  | Postes ne relevant d'aucun autre groupe par nature du capital propre.  |
| <b>29800</b>      | <b>Autres capitaux propres</b>                  |  |
| <b>299</b>        | <b>Excédent/découvert du bilan</b>              | Solde provenant des excédents et des déficits cumulés du compte de résultats. En cas de découvert (signe négatif), le poste reste du côté du passif.   |
| <b>2990</b>       | <b>Résultat annuel</b>                          | Résultat de l'exercice, sans le résultat des fonds enregistrés comme capital propre ni celui des legs et fondations enregistrés comme capital propre.<br><br>Le solde est reporté au début du nouvel exercice sur le groupe par nature 2999. |
| <b>29900</b>      | <b>Résultat annuel</b>                          |  |
| <b>2999</b>       | <b>Résultats cumulés des années précédentes</b> | Solde des résultats cumulés du compte de résultats. Est également intitulé «fortune nette».  |
| <b>29990</b>      | <b>Résultats cumulés des années précédentes</b> |  |
|                   |   |  |

# Annexe 4

Plan comptable

4b) Classification fonctionnelle



**MCH2 pour les communes**  
**Classification fonctionnelle**

Version 10, état: 28.09.2009

|   |
|---|
| <b>Classification fonctionnelle: 4 chiffres; modèle: 9999</b>   |
| Les groupes par nature de 1 à 3 chiffres ont une portée obligatoire générale.   |
| Si le 4e chiffre ≠ 0: numéro obligatoire; les autres chiffres en 4e position peuvent être librement définis (recommandation pour les organisations régionales: chiffres 6 à 9). |

| Fct         | Désignation   | Remarques  |
|-------------|---|--|
| <b>0</b>    | <b>ADMINISTRATION GENERALE</b>                          |  |
| <b>01</b>   | <b>Législatif et exécutif</b>                           |  |
| <b>011</b>  | <b>Législatif</b>                                       |  |
| <b>0110</b> | <b>Législatif</b>                                       | Assemblée communale, assemblée municipale, conseil général, conseil de ville, parlement communal, votations, élections, service des urnes, scrutateurs, bureau électoral, commission de gestion, commission de vérification des comptes, honoraires pour la vérification des comptes.  |
| <b>012</b>  | <b>Exécutif</b>   |  |
| <b>0120</b> | <b>Exécutif</b>   | Conseil communal, conseil municipal, conseil de ville, commissions de l'exécutif (pour autant qu'elles ne relèvent pas d'une autre fonction), promotions civiques.   |
| <b>02</b>   | <b>Services généraux</b>                                |  |
| <b>021</b>  | <b>Administration des finances et des contributions</b> |  |
| <b>0210</b> | <b>Administration des finances et des contributions</b> | Administration des finances, service communal des contributions, commission des finances, commission de taxation, frais de perception d'impôts, amendes fiscales, frais de poursuites, provision pour la perception d'impôts, frais bancaires et postaux.  |
| <b>022</b>  | <b>Services généraux, autres</b>                        |  |
| <b>0220</b> | <b>Services généraux, autres</b>                        | Secrétariat communal, office du personnel, administration des constructions, commission des constructions, secrétariat des constructions (police des constructions: voir fonction 1400), protection des données (s'il s'agit d'un service transversal), informatique, centre de traitement des données, centrale du matériel, archives communales, recensement, assurances (s'il s'agit d'un service transversal), gérance immobilière (si ce service gère à la fois des biens-fonds du patrimoine administratif et des biens-fonds du patrimoine financier; sinon: fonction concernée). |
| <b>023</b>  | <b>Météorologie et topographie nationale</b>            |  |
| <b>0230</b> | <b>Météorologie et topographie nationale</b>            | Cette fonction concerne la Confédération.  |
| <b>029</b>  | <b>Immeubles administratifs, non mentionné ailleurs</b> |  |
| <b>0290</b> | <b>Immeubles administratifs, non mentionné ailleurs</b> | Bâtiments administratifs, maison communale, salle communale, bâtiments polyvalents (sauf en cas de fonction précise), tous les autres bâtiments publics, pour autant qu'ils ne relèvent pas d'une autre fonction. Loyers de bureaux (sauf en cas de fonction précise).   |
| <b>03</b>   | <b>Relations avec l'étranger</b>                        |  |
| <b>031</b>  | <b>Relations politiques</b>                             |  |
| <b>0310</b> | <b>Relations politiques</b>                             | Cette fonction concerne la Confédération.  |
| <b>032</b>  | <b>Gestion civile des conflits</b>                      |  |
| <b>0320</b> | <b>Gestion civile des conflits</b>                      | Cette fonction concerne la Confédération.  |
| <b>033</b>  | <b>Relations économiques</b>                            |  |
| <b>0330</b> | <b>Relations économiques</b>                            | Cette fonction concerne la Confédération.  |
| <b>034</b>  | <b>Coopération au développement</b>                     |  |
| <b>0340</b> | <b>Coopération au développement</b>                     | Cette fonction concerne la Confédération.  |
| <b>035</b>  | <b>Pays en transition, aide aux pays de l'Est</b>       |  |
| <b>0350</b> | <b>Pays en transition, aide aux pays de l'Est</b>       | Cette fonction concerne la Confédération.  |
| <b>08</b>   | <b>R&amp;D administration publique</b>                  |  |
| <b>080</b>  | <b>R&amp;D administration publique</b>                  |  |

| Fct  | Désignation                               | Remarques  |
|------|---|--|
| 0800 | R&D administration publique               | Administration, gestion opérationnelle ou soutien de la recherche appliquée et du développement expérimental dans le domaine de l'administration publique.   |
| 1    | <b>ORDRE ET SECURITE PUBLICS, DEFENSE</b> |  |
| 11   | <b>Sécurité publique</b>                  |  |
| 111  | <b>Police</b>                             |  |
| 1110 | <b>Police</b>                             | Police municipale, police communale, police cantonale, police des lacs, services de sûreté, services de garde, Securitas, contrôle des chiens, contrôle des bateaux, bureau des objets trouvés.  |
| 112  | <b>Sécurité routière</b>                  |  |
| 1120 | <b>Sécurité routière</b>                  | Réglementation et contrôle du trafic routier, police routière, contrôle des cycles, comptage du trafic, amendes de stationnement (sécurité dans l'aviation: voir fonction 6320).   |
| 113  | <b>Office de la circulation routière</b>  |  |
| 1130 | <b>Office de la circulation routière</b>  | Office cantonal de la circulation routière et de la navigation; office de la circulation routière, office de la navigation, contrôle des véhicules.  |
| 12   | <b>Justice</b>                            |  |
| 120  | <b>Justice</b>                            |  |
| 1200 | <b>Justice</b>                            | Justice de paix.   |
| 13   | <b>Exécution des peines</b>               |  |
| 130  | <b>Exécution des peines</b>               |  |
| 1300 | <b>Exécution des peines</b>               | Administration, gestion opérationnelle ou soutien des prisons et des autres institutions destinées à la privation de liberté et à la réinsertion de malfaiteurs, comme les fermes-prisons, les centres d'éducation surveillée, les homes pour jeunes délinquants, les instituts psychiatriques destinés à interner les malfaiteurs jugés irresponsables de leurs actes; maisons d'éducation, pénitenciers (y compris les exploitations dépendantes), prisons, probation, dédommagements aux détenus, casier judiciaire, frais de détention, frais d'entretien des détenus. |
| 14   | <b>Questions juridiques</b>               |  |
| 140  | <b>Questions juridiques</b>               | Police des constructions, contrôle des habitants, office de l'état civil, tutelle, police des étrangers, office des poursuites, office des faillites, vérificateur des poids et mesures, cadastre et mensuration officielle, bureau de l'égalité, consultation juridique, protection des locataires, droits politiques, naturalisations, affichage, marchés, poids publics.  |
| 1400 | <b>Questions juridiques (en général)</b>  | Police des constructions, contrôle des habitants, office de l'état civil, tutelle, police des étrangers, office des poursuites, office des faillites, vérificateur des poids et mesures, cadastre et mensuration officielle, bureau de l'égalité, consultation juridique, protection des locataires, droits politiques, naturalisations, affichage, marchés, poids publics.  |
| 1406 | <b>Office régional de l'état civil</b>    | Offices régionaux de l'état civil (syndicats intercommunaux, contrats d'affiliation).  |
| 1407 | <b>Office régional des poursuites</b>     | Offices régionaux des poursuites (syndicats intercommunaux, contrats d'affiliation).   |
| 15   | <b>Service du feu</b>                     |  |
| 150  | <b>Service du feu</b>                     | Services du feu locaux et régionaux, service de lutte contre la pollution par les hydrocarbures, prévention contre l'incendie, surveillance du feu, police du feu, contrôle des stocks de foin, interventions en cas de catastrophe, appareils et installations d'extinction, hydrantes (pour autant qu'elles ne relèvent pas de la fonction 7101), réservoir d'eau d'extinction, taxes d'exemption.   |

| <b>Fct</b> | <b>Désignation</b>                                       | <b>Remarques</b>   |
|------------|--|--|
| 1500       | <b>Service du feu (en général)</b>                       | Service du feu, service de lutte contre la pollution par les hydrocarbures, prévention contre l'incendie, surveillance du feu, police du feu, contrôle des stocks de foin, interventions en cas de catastrophe, appareils et installations d'extinction, hydrantes (pour autant qu'elles ne relèvent pas de la fonction 7101), réservoir d'eau d'extinction, taxes d'exemption.  |
| 1506       | <b>Service du feu, organisation régionale</b>            | Services du feu régionaux (syndicats intercommunaux, contrats d'affiliation).  |
| 16         | <b>Défense</b>   |  |
| 161        | <b>Défense militaire</b>                                 |  |
| 1610       | <b>Défense militaire</b>                                 | Stands de tir, installations de tir, tirs obligatoires, chef de section, quartier-maître local, inspection des chevaux, cantonnement de troupes, recrutement, inspections, libération des obligations militaires, associations militaires.   |
| 162        | <b>Défense civile</b>                                    | Gestion des activités et des prestations de défense civile (protection civile notamment); élaboration de plans en cas de catastrophe; organisation d'exercices avec le concours d'institutions civiles et de la population civile; prestations opérationnelles ou soutien des forces de défense civile.  |
| 1620       | <b>Protection civile (en général)</b>                    | Organisations de protection civile, cours, matériel de la protection civile, constructions de la protection civile, subventions aux abris de la protection civile (stockage obligatoire: voir fonction 8500).  |
| 1621       | <b>Etat-major communal de conduite</b>                   |  |
| 1626       | <b>Organisations régionales de protection civile</b>     | Organisations régionales de protection civile (syndicats intercommunaux, contrats d'affiliation).  |
| 163        | <b>Aide militaire à l'étranger, promotion de la paix</b> |  |
| 1630       | <b>Aide militaire à l'étranger, promotion de la paix</b> | Contributions de la Suisse à l'ONU, promotion de la paix, Centres genevois de politique de sécurité, Partenariat pour la paix.   |
| 18         | <b>R&amp;D ordre et sécurité publics, défense</b>        |  |
| 181        | <b>R&amp;D ordre et sécurité publics</b>                 |  |
| 1810       | <b>R&amp;D ordre et sécurité publics</b>                 | Administration, gestion opérationnelle ou soutien de la recherche appliquée et du développement expérimental dans le domaine de l'ordre et de la sécurité publics (recherche fondamentale: voir fonction 2810).  |
| 182        | <b>R&amp;D défense</b>                                   |  |
| 1820       | <b>R&amp;D défense</b>                                   | Administration, gestion opérationnelle ou soutien de la recherche appliquée et du développement expérimental dans le domaine de la défense (recherche fondamentale: voir fonction 2810).   |
| 2          | <b>FORMATION</b>   |  |
| 21         | <b>Scolarité obligatoire</b>                             |  |
| 211        | <b>Cycle élémentaire</b>                                 |  |
| 2110       | <b>Ecole enfantine</b>                                   | Fonctionnement général de l'école enfantine, soutien pédagogique ambulatoire et encadrement pendant les horaires blocs, enseignement dans les écoles enfantines à horaire continu ou à journée continue, classes d'accueil, cours de français ou d'allemand langue seconde, classes spéciales ou à effectif réduit, cours d'appui et logopédie, thérapies (encadrement en dehors des horaires blocs: voir fonction 2180; commissions et administration: voir fonction 2190). |

| <b>Fct</b>  | <b>Désignation</b>                                   | <b>Remarques</b>  |
|-------------|--|---|
| <b>2111</b> | <b>Cycle élémentaire</b>                             | Cycle qui regroupe les deux années d'école enfantine et la première année d'école primaire. Fonctionnement général de l'école, soutien pédagogique ambulatoire et encadrement pendant les horaires blocs, enseignement dans les écoles à horaire continu ou à journée continue, classes d'accueil, cours de français ou d'allemand langue seconde, classes spéciales ou à effectif réduit, cours d'appui et logopédie, thérapies (encadrement en dehors des horaires blocs: voir fonction 2180; commissions et administration: voir fonction 2190).   |
| <b>212</b>  | <b>Degré primaire</b>                                |   |
| <b>2120</b> | <b>Degré primaire</b>                                | Fonctionnement général de l'école primaire, soutien pédagogique ambulatoire, soutien aux élèves surdoués et encadrement pendant les horaires blocs, enseignement dans les écoles à horaire continu ou à journée continue, classes d'accueil, cours de français ou d'allemand langue seconde, classes spéciales ou à effectif réduit, activités créatrices sur textiles, devoirs surveillés, cours d'appui et logopédie, thérapies (encadrement en dehors des horaires blocs: voir fonction 2180; commissions et administration: voir fonction 2190).  |
| <b>213</b>  | <b>Degré secondaire</b>                              |   |
| <b>2130</b> | <b>Degré secondaire</b>                              | Fonctionnement général de l'école secondaire, soutien pédagogique ambulatoire, soutien aux élèves surdoués et encadrement pendant les horaires blocs, enseignement dans les écoles à horaire continu ou à journée continue, laboratoire de langues, classes préprofessionnelles, 10e année scolaire, année préprofessionnelle, classes d'accueil, cours de français ou d'allemand langue seconde, classes spéciales ou à effectif réduit, activités créatrices sur textiles, devoirs surveillés, cours d'appui et logopédie, thérapies (encadrement en dehors des horaires blocs: voir fonction 2180; commissions et administration: voir fonction 2190). |
| <b>214</b>  | <b>Ecoles de musique</b>                             |   |
| <b>2140</b> | <b>Ecoles de musique</b>                             | Ecoles de musique au niveau du cycle obligatoire, subventions aux écoles de musique.  |
| <b>217</b>  | <b>Bâtiments scolaires</b>                           |   |
| <b>2170</b> | <b>Bâtiments scolaires</b>                           | Bâtiments de l'école enfantine, bâtiments des écoles, salles de gymnastique, installations extérieures, autres bâtiments et locaux destinés à l'enseignement (biens-fonds du patrimoine financier, voir fonction 9630).   |
| <b>218</b>  | <b>Accueil de jour</b>                               |   |
| <b>2180</b> | <b>Accueil de jour</b>                               | Accueil d'enfants et d'adolescents, y compris pour les repas, dans le cadre de l'école obligatoire (p. ex. écoles à horaire continu ou à journée continue [sans les charges liées à l'enseignement], services d'accueil d'élèves, écoles gardiennes, pause de midi surveillée ou cantines, encadrement pendant les heures marginales, parents de jour), subventions en faveur de telles offres (garderies et crèches: voir fonction 5451).  |
| <b>219</b>  | <b>Scolarité obligatoire, non mentionné ailleurs</b> | Tâches dans le domaine de la scolarité obligatoire (21) qui ne peuvent pas être rattachées à une fonction spécifique.   |
| <b>2190</b> | <b>Direction et administration des écoles</b>        | Autorités scolaires, commissions scolaires, commission de l'école enfantine, direction d'école (sans l'enseignement), administration des écoles, secrétariat scolaire, administration du patrimoine scolaire.<br>Subdivision possible: 2190 direction d'école, 2191 administration des écoles.  |



| <b>Fct</b>  | <b>Désignation</b>   | <b>Remarques</b>  |
|-------------|--|---|
| <b>2192</b> | <b>Ecole obligatoire, autres</b>   | Frais d'examen, transport des élèves, bus scolaire, patrouilleurs scolaires, service psychologique aux élèves, bibliothèque des élèves, bibliothèque du corps enseignant, assurance-accidents et assurance responsabilité civile pour les élèves et les enseignants, manifestations scolaires, journée de la jeunesse, journée du sport scolaire, travail social en milieu scolaire, éducation routière.  |
| <b>22</b>   | <b>Ecoles spéciales</b>  |   |
| <b>220</b>  | <b>Ecoles spéciales</b>  |   |
| <b>2200</b> | <b>Ecoles spéciales</b>  | Ecoles de logopédie, écoles de pédagogie curative, encadrement, placements (soutien pédagogique ambulatoire, classes d'accueil, cours de français ou d'allemand langue seconde, classes spéciales ou à effectif réduit, cours d'appui et logopédie, thérapies: voir fonctions 2110, 2111, 2120, 2130).  |
| <b>23</b>   | <b>Formation professionnelle initiale</b>                                |   |
| <b>230</b>  | <b>Formation professionnelle initiale</b>                                |   |
| <b>2300</b> | <b>Formation professionnelle initiale</b>                                | Taxes de cours ou écolages et subventions aux écoles professionnelles (formation en agriculture, formation dans les arts et métiers, formation commerciale, formation paramédicale), bourses aux élèves, coûts des écoles professionnelles propres.   |
| <b>25</b>   | <b>Ecoles de formation générale</b>                                      |   |
| <b>251</b>  | <b>Ecoles de maturité gymnasiale</b>                                     |   |
| <b>2510</b> | <b>Ecoles de maturité gymnasiale</b>                                     | Administration, surveillance, gestion opérationnelle ou soutien des écoles et des autres institutions dispensant un enseignement de degré secondaire II ou de niveau 3 selon CITE 97; bourses, allocations, prêts et aides financières destinés à soutenir les élèves suivant une formation de degré secondaire II ou de niveau 3 selon CITE 97; enseignement extrascolaire destiné aux adultes et aux jeunes adultes suivant un cursus de degré secondaire II (maturité professionnelle: voir fonction 2300); écoles de maturité gymnasiale.   |
| <b>252</b>  | <b>Ecoles de culture générale et autres écoles de formation générale</b> |   |
| <b>2520</b> | <b>Ecoles de culture générale et autres écoles de formation générale</b> | Ecoles de culture générale (anciennement écoles de degré diplôme) offrant un cursus élargi préparant de façon ciblée les étudiants aux formations professionnelles supérieures (écoles supérieures spécialisées ou hautes écoles spécialisées). Enseignement de degré secondaire II ou de niveau 3 selon CITE 97 (maturité professionnelle: voir fonction 2300); écoles de culture générale, autres écoles de formation générale de niveau gymnasial.   |
| <b>26</b>   | <b>Formation professionnelle supérieure</b>                              |   |
| <b>260</b>  | <b>Formation professionnelle supérieure</b>                              |   |
| <b>2600</b> | <b>Formation professionnelle supérieure</b>                              | Administration, surveillance, gestion opérationnelle ou soutien des institutions dispensant un enseignement de degré post-secondaire non supérieur ou de niveau 5B selon CITE 97; bourses, allocations, prêts et aides financières destinés aux étudiants suivant une formation de degré post-secondaire non supérieur ou de niveau 5B; enseignement extrascolaire destiné aux adultes et aux jeunes adultes suivant un cursus post-secondaire, non supérieur; diplôme d'une école supérieure spécialisée (ESS) reconnue ou diplôme professionnel supérieur/diplôme supérieur spécialisé (brevet ou diplôme fédéral, maîtrise fédérale); écoles d'ingénieurs, technicums, écoles techniques, écoles supérieures spécialisées. |
| <b>27</b>   | <b>Hautes écoles</b>   |   |
| <b>271</b>  | <b>Hautes écoles universitaires</b>                                      |   |

| <b>Fct</b>  | <b>Désignation</b>   | <b>Remarques</b>  |
|-------------|--|---|
| <b>2710</b> | <b>Hautes écoles universitaires</b>                                    | Administration, surveillance, gestion opérationnelle ou soutien des universités et des autres institutions dispensant un enseignement de degré supérieur ou de niveau 5A ou 6 selon CITE 97; bourses, allocations, prêts et aides financières destinés aux étudiants suivant une formation de degré supérieur ou de niveau 5A ou 6 selon CITE 97; dix universités cantonales (ZH, BE, FR, BS, SG, TI, VD, NE, GE, LU); écoles polytechniques fédérales, résidences universitaires, universités, hautes écoles cantonales. |
| <b>272</b>  | <b>Hautes écoles pédagogiques</b>                                      |   |
| <b>2720</b> | <b>Hautes écoles pédagogiques</b>                                      | Formation initiale d'enseignants de degré élémentaire, de degré primaire et partiellement aussi de degré secondaire I et II, assurée par environ quinze hautes écoles pédagogiques (HEP); les hautes écoles pédagogiques ont le statut de haute école spécialisée mais sont soumises au droit cantonal; hautes écoles pédagogiques.   |
| <b>273</b>  | <b>Hautes écoles spécialisées</b>                                      |   |
| <b>2730</b> | <b>Hautes écoles spécialisées</b>                                      | Administration, surveillance, gestion opérationnelle ou soutien des universités et des autres institutions dispensant un enseignement de degré supérieur ou de niveau 5A selon CITE 97; bourses, allocations, prêts et aides financières destinés aux étudiants suivant une formation de degré supérieur ou de niveau 5A selon CITE 97; hautes écoles spécialisées.   |
| <b>28</b>   | <b>Recherche</b>   |   |
| <b>281</b>  | <b>Recherche fondamentale</b>  |   |
| <b>2810</b> | <b>Recherche fondamentale</b>  | Administration, gestion opérationnelle ou soutien – sous la forme de subventions ou d'investissements – des institutions non étatiques comme les instituts de recherche ou les universités (ne sont pas compris: la recherche et le développement dans les domaines fonctionnels); recherche fondamentale.  |
| <b>282</b>  | <b>R&amp;D formation</b>   |   |
| <b>2820</b> | <b>R&amp;D formation</b>   | Administration, gestion opérationnelle ou soutien de la recherche appliquée et du développement expérimental dans le domaine de la formation (recherche fondamentale: voir fonction 2810).  |
| <b>29</b>   | <b>Formation, autres</b>   |   |
| <b>291</b>  | <b>Administration</b>  |   |
| <b>2910</b> | <b>Administration</b>  | Gestion opérationnelle ou soutien à la formation, ainsi que coordination et monitoring de l'ensemble des politiques scolaires, des plans, des programmes et des budgets (administration de la scolarité obligatoire: voir fonction 2190, bâtiments scolaires: voir fonction 2170); directions d'écoles.   |
| <b>299</b>  | <b>Formation, non mentionné ailleurs</b>                               |   |
| <b>2990</b> | <b>Formation, non mentionné ailleurs</b>                               | Orientation professionnelle, sociétés d'école, sociétés éducatives, école des parents, formation des adultes, université populaire, perfectionnement en économie familiale, tous les cours de formation continue suivis après la scolarité obligatoire.   |
| <b>3</b>    | <b>CULTURE, SPORT ET LOISIRS, EGLISES</b>                              |   |
| <b>31</b>   | <b>Héritage culturel</b>   |   |
| <b>311</b>  | <b>Musées et arts plastiques</b>                                       |   |
| <b>3110</b> | <b>Musées et arts plastiques</b>                                       | Promotion culturelle, musée local.  |
| <b>312</b>  | <b>Conservation des monuments historiques et protection du paysage</b> |   |
| <b>3120</b> | <b>Conservation des monuments historiques et protection du paysage</b> | Etudes archéologiques, fouilles, restauration, monuments d'art et d'histoire, châteaux et châteaux forts, protection du patrimoine, protection des biens culturels, conservation des sites construits.  |
| <b>32</b>   | <b>Culture, autres</b>   |   |
| <b>321</b>  | <b>Bibliothèques</b>   |   |
| <b>3210</b> | <b>Bibliothèques</b>   | Bibliothèque communale, société de lecture.   |
| <b>322</b>  | <b>Concerts et théâtre</b>   |   |

| Fct  | Désignation  | Remarques   |
|------|--|---|
| 3220 | Concerts et théâtre                                      | Théâtre, sociétés de chant, de théâtre et de musique, cirque.   |
| 329  | Culture, non mentionné ailleurs                          |   |
| 3290 | Culture, non mentionné ailleurs                          | Encouragement à la culture, commission culturelle, culture villageoise, histoire locale, chronique locale, société folklorique, société des costumes, drapeaux, fête nationale, décoration des rues du village, halle (pour autant qu'elle ne relève pas d'une autre fonction), congrès, maison des congrès, jardins zoologiques ou botaniques, aquariums, sentiers didactiques en forêt et institutions similaires.  |
| 33   | Médias   |   |
| 331  | Films et cinéma  |   |
| 3310 | Films et cinéma  | Films, cinéma.  |
| 332  | Mass media   | Promotion de matériel culturel destiné à la diffusion télévisée, radiophonique ou sur Internet; promotion d'écrivains, de l'édition de livres et de journaux; salons du livre et productions multimédias (centrales des imprimés des collectivités publiques: voir fonction 0220; fourniture de matériel destiné aux tâches de formation: voir domaine d'activité 2).   |
| 3320 | Mass media (en général)                                  | Télévision, radio, presse, journal local, livres, multimédias.  |
| 3321 | Antennes collectives, télé-réseau [entreprise communale] | Installation, exploitation et entretien d'antennes collectives et de télé-réseaux propres pour la radio et la télévision, participation aux coûts d'installations exploitées en commun.   |
| 34   | Sports et loisirs  |   |
| 341  | Sports   |   |
| 3410 | Sports   | Champs de bouées, ports de plaisance, installations sportives, piscines en plein air et piscines couvertes, patinoires, saunas, cours de natation et de gymnastique (sans le sport scolaire), événements sportifs, parcours Vita (parcours de santé), Jeunesse et sport, allées d'équitation, associations sportives et de tir (installations sportives liées à des institutions de formation: voir fonction 2170).   |
| 342  | Loisirs  |   |
| 3420 | Loisirs  | Espaces verts, parcs publics, pelouses de jeu et places de jeu Robinson, chemins pédestres, chemins de rive et aménagement des rives, service des parcs ou des espaces verts, jardins familiaux, places de camping, places de jeu, foyers de vacances, centres de loisirs (jardins zoologiques ou botaniques, aquariums, sentiers didactiques en forêt et institutions similaires: voir fonction 3290; installations de loisirs liées à des institutions de formation: voir fonction 2170). |
| 35   | Eglises et affaires religieuses                          |   |
| 350  | Eglises et affaires religieuses                          | Administration, gestion opérationnelle ou soutien des Eglises et des affaires religieuses.  |
| 3500 | Eglises et affaires religieuses                          | Administration, gestion opérationnelle ou soutien des Eglises et des affaires religieuses.  |
| 38   | R&D culture, sports et loisirs, Eglises                  |   |
| 381  | R&D culture et médias                                    |   |
| 3810 | R&D culture et médias                                    | Administration, gestion opérationnelle ou soutien de la recherche appliquée et du développement expérimental dans le domaine de la culture et des médias (recherche fondamentale: voir fonction 2810).  |
| 382  | R&D sports et loisirs, Eglises                           |   |
| 3820 | R&D sports et loisirs, Eglises                           | Administration, gestion opérationnelle ou soutien de la recherche appliquée et du développement expérimental dans le domaine du sport, des loisirs et de la religion (recherche fondamentale: voir fonction 2810).  |
| 4    | SANTE  |   |
| 41   | Hôpitaux, homes médicalisés                              |   |
| 411  | Hôpitaux   |   |

| <b>Fct</b> | <b>Désignation</b>                             | <b>Remarques</b>   |
|------------|--|--|
| 4110       | Hôpitaux                                       | Construction, gestion, entretien ou soutien d'établissements dédiés au traitement hospitalier de maladies aiguës ou à l'exécution, en milieu hospitalier, de mesures médicales de réadaptation; hôpitaux, hôpitaux de soins généraux.  |
| 412        | Foyers pour personnes âgées, homes médicalisés |  |
| 4120       | Foyers pour personnes âgées, homes médicalisés | Construction, gestion, entretien ou soutien d'établissements fonctionnant 24h sur 24 et accueillant des personnes pour un traitement ou une prise en charge résidentielle. Le séjour en home médicalisé peut être motivé par des raisons médicales ou sociales et il dure en principe un certain temps; établissements médico-sociaux, foyers pour personnes âgées, homes médicalisés, maisons de convalescence, bains thermaux. |
| 413        | Cliniques psychiatriques                       |  |
| 4130       | Cliniques psychiatriques                       | Construction, gestion, entretien ou soutien d'hôpitaux ou de cliniques spécialisés dans la discipline médicale de la psychiatrie; cliniques psychiatriques, pédopsychiatrie.   |
| 42         | Soins ambulatoires                             |  |
| 421        | Soins ambulatoires                             |  |
| 4210       | Soins ambulatoires                             | Soins extrahospitaliers (maintien à domicile), moyens auxiliaires, aide familiale, sage-femme, centres de puériculture, sociétés de samaritains, Croix-Rouge suisse.   |
| 422        | Services de sauvetage                          |  |
| 4220       | Services de sauvetage                          | Ambulances, police sanitaire, Rega (garde aérienne de sauvetage), secours sur l'eau.   |
| 43         | Prévention de la santé                         |  |
| 431        | Abus d'alcool et de drogues                    |  |
| 4310       | Abus d'alcool et de drogues                    | Mesures prophylactiques et thérapeutiques; prévention de la toxicomanie, lutte contre l'alcoolisme, lutte contre la drogue et la toxicomanie, distribution contrôlée de drogues, centres de désintoxication, logements protégés à but thérapeutique.   |
| 432        | Lutte contre les maladies, autres              |  |
| 4320       | Lutte contre les maladies, autres              | Lutte contre les maladies, campagnes de vaccinations, radioscopies, subventions aux institutions (p. ex. ligue contre le cancer ou le rhumatisme).   |
| 433        | Service médical des écoles                     |  |
| 4330       | Service médical des écoles                     | Visites médicales des écoliers, médecin scolaire, dentiste scolaire, pharmacie scolaire, hygiène scolaire, hygiène dentaire, clinique dentaire scolaire.   |
| 434        | Contrôle des denrées alimentaires              |  |
| 4340       | Contrôle des denrées alimentaires              | Inspection des viandes, contrôle des champignons, contrôle des denrées alimentaires et de l'eau potable, inspecteur des denrées alimentaires.  |
| 48         | R&D santé                                      |  |
| 480        | R&D santé                                      |  |
| 4800       | R&D santé                                      | Administration, gestion opérationnelle ou soutien de la recherche appliquée et du développement expérimental dans le domaine de la santé; laboratoires menant des recherches sur les causes de différentes maladies.   |
| 49         | Santé publique, non mentionné ailleurs         |  |
| 490        | Santé publique, non mentionné ailleurs         |  |
| 4900       | Santé publique, non mentionné ailleurs         | Désinfections, mesures d'hygiène, commissions de santé publique, autorité sanitaire, information et conseils sanitaires, service d'urgence, transport de malades.  |
| 5          | SECURITE SOCIALE                               |  |
| 51         | Maladie et accident                            |  |
| 511        | Assurance-maladie                              |  |
| 5110       | Assurance-maladie                              | Charges administratives liées à la réduction des primes d'assurance-maladie.   |
| 512        | Réductions de primes                           |  |
| 5120       | Réductions de primes                           | Contributions destinées à prendre en charge une partie des primes d'assurance maladie et accidents obligatoires; réduction des primes d'assurance-maladie.   |

| <b>Fct</b> | <b>Désignation</b>                                      | <b>Remarques</b>   |
|------------|---|--|
| <b>513</b> | <b>Assurance-accidents</b>                              |  |
| 5130       | Assurance-accidents                                     | Administration, gestion opérationnelle ou soutien conformément à la loi fédérale du 20 mars 1981 sur l'assurance-accidents (LAA) [sans les cotisations de l'employeur]; assurance-accidents.   |
| <b>514</b> | <b>Assurance militaire</b>                              |  |
| 5140       | Assurance militaire                                     | Administration, gestion opérationnelle ou soutien conformément à la loi fédérale du 19 juin 1992 sur l'assurance militaire (LAM); assurance militaire  |
| <b>52</b>  | <b>Invalidité</b>                                       |  |
| <b>521</b> | <b>Assurance-invalidité (AI)</b>                        |  |
| 5210       | Assurance-invalidité (AI)                               | Administration, gestion opérationnelle ou soutien conformément à la loi fédérale du 19 juin 1959 sur l'assurance-invalidité (LAI); contribution des pouvoirs publics (sans les cotisations de l'employeur); AI.  |
| <b>522</b> | <b>Prestations complémentaires à l'AI</b>               |  |
| 5220       | Prestations complémentaires à l'AI                      | Prestations complémentaires à l'AI (sans la réduction des primes d'assurance-maladie).   |
| <b>523</b> | <b>Foyers pour invalides</b>                            |  |
| 5230       | Foyers pour invalides                                   | Construction, gestion, entretien ou soutien d'établissements destinés à loger, employer, prendre en charge et promouvoir les personnes invalides; foyers pour personnes invalides, centres de réinsertion dans la vie normale, ateliers protégés, subventions aux centres pour handicapés de la vue et aux associations de handicapés de la vue, d'invalides, de personnes cérébro-lésées, d'infirmités, de personnes atteintes de la poliomyélite, etc. |
| <b>524</b> | <b>Prestations aux invalides</b>                        |  |
| 5240       | Prestations aux invalides                               | Prestations aux invalides non comprises dans les fonctions 5220 à 5230, assistance aux personnes invalides.  |
| <b>53</b>  | <b>Vieillesse et survivants</b>                         |  |
| <b>531</b> | <b>Assurance-vieillesse et survivants (AVS)</b>         |  |
| 5310       | Assurance-vieillesse et survivants (AVS)                | Agence AVS communale, contributions AVS des pouvoirs publics (sans les cotisations de l'employeur), cotisations des personnes sans activité lucrative.   |
| <b>532</b> | <b>Prestations complémentaires à l'AVS</b>              |  |
| 5320       | Prestations complémentaires à l'AVS                     | Prestations complémentaires à l'AVS (sans la réduction des primes d'assurance-maladie).  |
| <b>533</b> | <b>Prestations aux retraités</b>                        |  |
| 5330       | Prestations aux retraités                               | Retraites, prestations aux retraités, rentes transitoires, indemnités de vie chère pour les retraités.   |
| <b>534</b> | <b>Appartements pour personnes âgées</b>                |  |
| 5340       | Appartements pour personnes âgées                       | Appartements pour personnes âgées (sans offre de soins); EMS et foyers pour personnes âgées: voir fonction 4120.   |
| <b>535</b> | <b>Prestations de vieillesse</b>                        |  |
| 5350       | Prestations de vieillesse                               | Prestations et contributions de vieillesse non comprises dans les fonctions 5310 à 5340, institutions d'aide aux personnes âgées (p. ex. Pro Senectute), etc.  |
| <b>54</b>  | <b>Famille et jeunesse</b>                              |  |
| <b>541</b> | <b>Allocations familiales</b>                           |  |
| 5410       | Allocations familiales                                  | Allocations familiales selon les législations fédérale et cantonale (assurance-maternité: voir fonction 5420; allocations familiales dans l'agriculture: voir fonction 8170); caisses de compensation pour allocations familiales, allocations familiales.   |
| <b>542</b> | <b>Assurance-maternité</b>                              |  |
| 5420       | Assurance-maternité                                     | Administration, gestion opérationnelle ou soutien conformément à la loi fédérale du 25 septembre 1952 sur les allocations pour perte de gain en cas de service militaire et de maternité (loi sur les allocations pour perte de gain, LAPG) et à la législation cantonale; assurance-maternité.  |
| <b>543</b> | <b>Avance et recouvrement des pensions alimentaires</b> |  |
| 5430       | Avance et recouvrement des pensions alimentaires        | Avance de pensions alimentaires, recouvrement de pensions alimentaires.  |

| <b>Fct</b>  | <b>Désignation</b>                                 | <b>Remarques</b>   |
|-------------|--|--|
| <b>544</b>  | <b>Protection de la jeunesse</b>                   | Mesures destinées à protéger les enfants et les adolescents.   |
| <b>5440</b> | <b>Protection de la jeunesse (en général)</b>      | Offices des mineurs, secrétariats de la jeunesse, protection de la jeunesse, pro juventute, subventions à de telles institutions.  |
| <b>5441</b> | <b>Foyers pour enfants et adolescents</b>          | Foyers pour enfants et adolescents, maisons d'éducation, construction, gestion et entretien de foyers propres à la commune ou subvention en faveur d'autres foyers.  |
| <b>545</b>  | <b>Prestations aux familles</b>                    |  |
| <b>5450</b> | <b>Prestations aux familles (en général)</b>       | Centres de consultation conjugale et familiale, protection de la famille, aide à la famille, subventions en faveur de l'encadrement d'enfants en bas âge.  |
| <b>5451</b> | <b>Crèches et garderies</b>                        | Institutions offrant un encadrement professionnel des enfants, subventions en faveur de telles institutions (accueil de jour en relation avec le domaine de la formation: voir fonction 2180).   |
| <b>55</b>   | <b>Chômage</b>                                     |  |
| <b>551</b>  | <b>Assurance-chômage</b>                           |  |
| <b>5510</b> | <b>Assurance-chômage</b>                           | Administration, gestion opérationnelle ou soutien conformément à la loi fédérale du 25 juin 1982 sur l'assurance-chômage obligatoire et l'indemnité en cas d'insolvabilité (loi sur l'assurance chômage, LACI); contributions des pouvoirs publics (sans les cotisations de l'employeur); assurance-chômage (contributions, sans cotisations de l'employeur), assurance-chômage, AC. |
| <b>552</b>  | <b>Prestations aux chômeurs</b>                    |  |
| <b>5520</b> | <b>Prestations aux chômeurs</b>                    | Prestations individuelles aux chômeurs; assistance aux chômeurs, soutien aux chômeurs, salaires sociaux, aides aux chômeurs en fin de droit.   |
| <b>559</b>  | <b>Chômage, non mentionné ailleurs</b>             |  |
| <b>5590</b> | <b>Chômage, non mentionné ailleurs</b>             | Administration et prestations dans le domaine du chômage; offices du travail, recherche de travail, services de l'emploi, mesures relatives au marché du travail, programmes d'intégration et d'occupation destinés aux chômeurs et aux chômeurs en fin de droit.  |
| <b>56</b>   | <b>Construction de logements sociaux</b>           |  |
| <b>560</b>  | <b>Construction de logements sociaux</b>           |  |
| <b>5600</b> | <b>Construction de logements sociaux</b>           | Administration, construction, entretien et exploitation de logements sociaux; prestations de soutien telles qu'allocation de loyer, aides pour le logement (encouragement à la construction de logements: voir fonction 7900).   |
| <b>57</b>   | <b>Aide sociale et domaine de l'asile</b>          |  |
| <b>571</b>  | <b>Subsides</b>                                    |  |
| <b>5710</b> | <b>Subsides</b>                                    | Subsides cantonaux complétant l'AVS/AI, allocations versées selon le droit cantonal, allocations de vieillesse, compléments communaux aux subsides cantonaux (sans les primes d'assurance-maladie).  |
| <b>572</b>  | <b>Aide matérielle</b>                             |  |
| <b>5720</b> | <b>Aide matérielle légale</b>                      | Soutien selon la législation cantonale en matière d'aide sociale; aide matérielle en faveur de ressortissants cantonaux, suisses et étrangers, frais de rapatriement, chômeurs en fin de droits (il est possible de tenir des comptes personnels en utilisant une numérotation continue).  |
| <b>5721</b> | <b>Aide matérielle à bien plaie</b>                | Aide matérielle à bien plaie en faveur de ressortissants cantonaux, suisses et étrangers, frais de rapatriement.   |
| <b>573</b>  | <b>Politique en matière d'asile et de réfugiés</b> |  |
| <b>5730</b> | <b>Politique en matière d'asile et de réfugiés</b> | Prestations ou soutien dans le domaine de la politique en matière d'asile et de réfugiés; encadrement des requérants d'asile, aide aux réfugiés, promotion de l'intégration, rémunération des personnes encadrant les réfugiés, location de logements, contributions en faveur des requérants d'asile, frais de rapatriement.  |
| <b>579</b>  | <b>Assistance, non mentionné ailleurs</b>          |  |



| <b>Fct</b>  | <b>Désignation</b>                               | <b>Remarques</b>   |
|-------------|--|--|
| <b>5790</b> | <b>Assistance, non mentionné ailleurs</b>        | Tâches du domaine de l'assistance ne pouvant être rattachées à aucune fonction spécifique; autorité sociale, commission des affaires sociales, secrétariat des affaires sociales, aide aux réfugiés, sociétés d'utilité publique, campagnes de ventes à prix réduits, Secours d'hiver, repas à domicile, contributions aux caisses-maladie pour personnes dans le besoin.                            |
| <b>58</b>   | <b>R&amp;D domaine social</b>                    |  |
| <b>580</b>  | <b>R&amp;D domaine social</b>                    |  |
| <b>5800</b> | <b>R&amp;D domaine social</b>                    | Administration, gestion opérationnelle ou soutien de la recherche appliquée et du développement expérimental dans le domaine social (recherche fondamentale: voir fonction 2810).  |
| <b>59</b>   | <b>Domaine social, non mentionné ailleurs</b>    |  |
| <b>591</b>  | <b>Allocations pour perte de gain (APG)</b>      |  |
| <b>5910</b> | <b>Allocations pour perte de gain (APG)</b>      | Administration, gestion opérationnelle ou soutien conformément à la loi fédérale du 25 septembre 1952 sur les allocations pour perte de gain en cas de service militaire et de maternité (loi sur les allocations pour perte de gain, LAPG); contributions des pouvoirs publics (sans les cotisations de l'employeur); allocations pour perte de gains (APG).  |
| <b>592</b>  | <b>Actions d'entraide dans le pays</b>           |  |
| <b>5920</b> | <b>Actions d'entraide dans le pays</b>           | Prestations à vocation d'aide, parrainage de communes en difficulté dans le pays; prestations d'entraide bénévoles au profit d'autres cantons ou communes, parrainages d'autres communes, actions d'entraide dans le pays.   |
| <b>593</b>  | <b>Actions d'entraide à l'étranger</b>           |  |
| <b>5930</b> | <b>Actions d'entraide à l'étranger</b>           | Contributions à des institutions d'utilité publique actives à l'étranger (Caritas, EPER, CICR, etc.); contributions à l'aide au développement, aide humanitaire à l'étranger, actions d'entraide à l'étranger.   |
| <b>6</b>    | <b>TRANSPORTS</b>                                |  |
| <b>61</b>   | <b>Circulation routière</b>                      |  |
| <b>611</b>  | <b>Routes nationales</b>                         |  |
| <b>6110</b> | <b>Routes nationales</b>                         | Administration, prestations, exploitation, construction, entretien en rapport avec le réseau de routes nationales (sécurité routière: voir fonction 1120).   |
| <b>612</b>  | <b>Routes principales selon le droit fédéral</b> |  |
| <b>6120</b> | <b>Routes principales selon le droit fédéral</b> | Administration, prestations, exploitation, construction, entretien en rapport avec le réseau de routes principales selon la loi fédérale du 22 mars 1985 concernant l'utilisation de l'impôt sur les huiles minérales à affectation obligatoire (LUMin) (sécurité routière: voir fonction 1120).   |
| <b>613</b>  | <b>Routes cantonales, autres</b>                 |  |
| <b>6130</b> | <b>Routes cantonales, autres</b>                 | Administration, prestations, exploitation, construction, entretien en rapport avec les routes cantonales, non rattachés à la fonction 6120 (sécurité routière: voir fonction 1120).  |
| <b>615</b>  | <b>Routes communales</b>                         |  |
| <b>6150</b> | <b>Routes communales</b>                         | Administration, prestations, exploitation, construction, entretien en rapport avec les routes communales; routes communales, parkings couverts, parcs de stationnement, parkings d'échange P+R, parcomètres, pavages, déblaiement de la neige, signalisation, éclairages des rues, numérotation des immeubles, installations piétonnières, pistes cyclables (sécurité routière: voir fonction 1120). |
| <b>618</b>  | <b>Routes privées</b>                            |  |
| <b>6180</b> | <b>Routes privées</b>                            | Routes appartenant à des particuliers, pour autant qu'elles ne soient pas uniquement affectées à l'agriculture et à la sylviculture.   |
| <b>619</b>  | <b>Routes, non mentionné ailleurs</b>            |  |
| <b>6190</b> | <b>Routes, non mentionné ailleurs</b>            | Administration, prestations, exploitation, construction, entretien en rapport avec des routes qui ne relèvent pas des fonctions 6110 à 6180; centre d'entretien (pour autant qu'il ne relève pas d'une autre fonction).  |

| <b>Fct</b>  | <b>Désignation</b>  | <b>Remarques</b>  |
|-------------|---|---|
| <b>62</b>   | <b>Transports publics</b>   |   |
| <b>621</b>  | <b>Infrastructure ferroviaire</b>                                 |   |
| <b>6210</b> | <b>Infrastructure ferroviaire</b>                                 | Infrastructures destinées au trafic ferroviaire (construction, entretien, acquisitions); infrastructure ferroviaire, subventions pour les gares et les lignes de chemin de fer, lignes de chemin de fer privées.  |
| <b>622</b>  | <b>Trafic régional</b>  |   |
| <b>6220</b> | <b>Trafic régional</b>  | Subventions d'exploitation versées aux CFF et aux entreprises concessionnaires assurant le trafic régional; entreprises de transport régionales du trafic général, couverture des déficits des lignes de chemin de fer privées.   |
| <b>623</b>  | <b>Trafic d'agglomération</b>                                     |   |
| <b>6230</b> | <b>Trafic d'agglomération</b>                                     | Subventions au trafic régional et transport au sein des agglomérations (p. ex. conventions tarifaires); trafic local, bus local, services de transport urbains.   |
| <b>629</b>  | <b>Transports publics, non mentionné ailleurs</b>                 |   |
| <b>6290</b> | <b>Transports publics, non mentionné ailleurs</b>                 | Tâches et subventions dans le domaine des transports publics (62) qui ne peuvent être rattachées à une fonction spécifique; taxis, cartes journalières des CFF.   |
| <b>63</b>   | <b>Transports, autres</b>   |   |
| <b>631</b>  | <b>Navigation</b>   |   |
| <b>6310</b> | <b>Navigation</b>   | Administration ou soutien des activités ayant trait à l'exploitation, à l'utilisation, à la mise en place et à l'entretien de réseaux de navigation; ports, navigation, subventions aux sociétés de navigation (quote-part à l'impôt sur les bateaux: voir fonction 9500).  |
| <b>632</b>  | <b>Aviation et navigation spatiale</b>                            |   |
| <b>6320</b> | <b>Aviation et navigation spatiale</b>                            | Surveillance et édition de directives, administration ou soutien des activités ayant trait à l'exploitation et à l'utilisation de réseaux et d'installations de trafic aérien; aéroports, navigation aérienne, sécurité de la navigation aérienne, développement de la navigation aérienne.                                 |
| <b>633</b>  | <b>Autres systèmes de transport</b>                               |   |
| <b>6330</b> | <b>Autres systèmes de transport</b>                               | Administration ou soutien des activités ayant trait à l'exploitation, à l'utilisation, à la construction et à l'entretien des autres systèmes de transport; chemins de fer de montagne, télésièges, téléskis, téléfériques.   |
| <b>634</b>  | <b>Planification générale des transports</b>                      |   |
| <b>6340</b> | <b>Planification générale des transports</b>                      | Autres tâches ne pouvant être rattachées à une fonction spécifique dans le domaine des transports; conception générale des transports, conception globale des transports.   |
| <b>64</b>   | <b>Télécommunications</b>   |   |
| <b>640</b>  | <b>Télécommunications</b>   |   |
| <b>6400</b> | <b>Télécommunications</b>   | Administration ou soutien des activités ayant trait à la mise en place, à l'extension, à l'amélioration, à l'exploitation et à l'entretien de réseaux de télécommunications (systèmes postaux, téléphoniques, télégraphiques ou sans fil, transmission par satellites); réseaux de communications, poste, services postaux. |
| <b>68</b>   | <b>R&amp;D transports et télécommunications</b>                   |   |
| <b>681</b>  | <b>R&amp;D transports</b>   |   |
| <b>6810</b> | <b>R&amp;D transports</b>   | Administration, gestion opérationnelle ou soutien de la recherche appliquée et du développement expérimental dans le domaine des transports (recherche fondamentale: voir fonction 2810).   |
| <b>682</b>  | <b>R&amp;D télécommunications</b>                                 |   |
| <b>6820</b> | <b>R&amp;D télécommunications</b>                                 | Administration, gestion opérationnelle ou soutien de la recherche appliquée et du développement expérimental dans le domaine des télécommunications (recherche fondamentale: voir fonction 2810).   |
| <b>7</b>    | <b>PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE</b> |   |
| <b>71</b>   | <b>Approvisionnement en eau</b>                                   |   |



| <b>Fct</b>  | <b>Désignation</b>  | <b>Remarques</b>   |
|-------------|---|--|
| <b>710</b>  | <b>Approvisionnement en eau</b>                                 | Administration ou soutien des activités ayant trait à l'approvisionnement en eau; mise en place ou exploitation de systèmes d'approvisionnement non commerciaux.   |
| <b>7100</b> | <b>Approvisionnement en eau (en général)</b>                    | Fontaines publiques.   |
| <b>7101</b> | <b>Station de pompage [entreprise communale]</b>                | Installation, exploitation et entretien d'installations d'approvisionnement en eau propres, participation aux coûts d'installations exploitées en commun, hydrantes (pour autant qu'elles ne relèvent pas de la fonction 150x).  |
| <b>72</b>   | <b>Traitement des eaux usées</b>                                |  |
| <b>720</b>  | <b>Traitement des eaux usées</b>                                | Construction, entretien, exploitation ou soutien de systèmes d'évacuation et d'installations de traitement des eaux usées.   |
| <b>7200</b> | <b>Traitement des eaux usées (en général)</b>                   | Protection des eaux, toilettes publiques, W.C. pour chiens, robidog, emplacements destinés aux chiens (corrections de cours d'eau: voir fonction 7410).  |
| <b>7201</b> | <b>Traitement des eaux usées [entreprise communale]</b>         | Installation, exploitation et entretien d'équipements d'assainissement, stations d'épuration des eaux, canalisations pour eaux usées, stations de pompage des eaux usées, participations aux coûts d'installations de traitement des eaux usées.   |
| <b>7202</b> | <b>Stations d'épuration des eaux [entreprise communale]</b>     | Installation, exploitation et entretien d'une station d'épuration propre, participations aux coûts d'une station exploitée en commun.  |
| <b>73</b>   | <b>Gestion des déchets</b>                                      |  |
| <b>730</b>  | <b>Gestion des déchets</b>                                      | Mise en place, exploitation, entretien et extension de systèmes de collecte, de traitement et d'élimination des déchets.   |
| <b>7300</b> | <b>Gestion des déchets (en général)</b>                         | Élimination des déchets carnés, incinération des dépouilles animales, incinération des cadavres.   |
| <b>7301</b> | <b>Gestion des déchets [entreprise communale]</b>               | Décharges publiques, ordures ménagères, décharges à compartiments multiples, enlèvement du verre et des déchets encombrants, collecte séparée des déchets, huiles usées, ferraille, gravats, etc., participation aux coûts d'installations exploitées en commun.   |
| <b>7302</b> | <b>Usines d'incinération des ordures ménagères [entreprise]</b> | Installation, exploitation et entretien d'usines d'incinération des ordures ménagères, participation aux coûts d'usines exploitées en commun.  |
| <b>74</b>   | <b>Aménagements</b>   |  |
| <b>741</b>  | <b>Corrections de cours d'eau</b>                               |  |
| <b>7410</b> | <b>Corrections de cours d'eau</b>                               | Réalisation, exploitation, entretien ou extension de corrections de cours d'eau; entretien des eaux publiques, correction des eaux, écluses, régulation des lacs.  |
| <b>742</b>  | <b>Ouvrages paravalanches</b>                                   |  |
| <b>7420</b> | <b>Ouvrages paravalanches</b>                                   | Observation des glaciers, ouvrages paravalanches, reboisement en haute montagne, protection contre les avalanches.   |
| <b>75</b>   | <b>Protection des espèces et du paysage</b>                     |  |
| <b>750</b>  | <b>Protection des espèces et du paysage</b>                     |  |
| <b>7500</b> | <b>Protection des espèces et du paysage</b>                     | Mesures et activités visant à protéger et à permettre la réimplantation d'espèces animales et végétales, à protéger et à reconstituer des écosystèmes et des biotopes, ainsi qu'à protéger et à reconstituer des paysages naturels ou semi-naturels; protection de la nature, protection du paysage, réserves naturelles, zones écologiques, mesures de protection, protection des espèces, étangs, biotopes, biodiversité, associations de protection de la nature. |
| <b>76</b>   | <b>Lutte contre la pollution de l'environnement</b>             |  |
| <b>761</b>  | <b>Protection de l'air et du climat</b>                         |  |

| <b>Fct</b>  | <b>Désignation</b>  | <b>Remarques</b>   |
|-------------|---|--|
| <b>7610</b> | <b>Protection de l'air et du climat</b>                                     | Mesures et activités visant à réduire les émissions atmosphériques ou la concentration de substances polluantes dans l'atmosphère, ainsi que mesures et activités visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et de gaz ayant une incidence négative sur la couche d'ozone stratosphérique; protection du climat, protection de l'air, émissions atmosphériques, contrôles des émanations de fumée, contrôles des chaudières à mazout.  |
| <b>769</b>  | <b>Lutte contre la pollution de l'environnement, non mentionné ailleurs</b> |  |
| <b>7690</b> | <b>Lutte contre la pollution de l'environnement, non mentionné ailleurs</b> | Mesures et activités visant à protéger et à assainir le sol et les eaux souterraines (assainissement des sites contaminés), à protéger du bruit et des vibrations ainsi que du rayonnement (protection contre le bruit et les vibrations destinée uniquement aux travailleurs: voir fonction 8500), campagnes d'économie d'énergie, mesures d'économie d'énergie.  |
| <b>77</b>   | <b>Protection de l'environnement, autres</b>                                |  |
| <b>771</b>  | <b>Cimetières, crématoires</b>  | Administration, surveillance, contrôle, construction, entretien et exploitation de cimetières; cimetières, crématoires, morgues, funérailles, office des ensevelissements, commission des cimetières, frais d'enterrement, entretien des cimetières, jardiniers de cimetières.   |
| <b>7710</b> | <b>Cimetières, crématoires</b>  | Administration, surveillance, contrôle, construction, entretien et exploitation de cimetières; cimetières, crématoires, morgues, funérailles, office des ensevelissements, commission des cimetières, frais d'enterrement, entretien des cimetières, jardiniers de cimetières.   |
| <b>7716</b> | <b>Cimetières, organisations régionales</b>                                 | Organisations régionales chargées des cimetières (syndicats intercommunaux, contrats d'affiliation).   |
| <b>779</b>  | <b>Protection de l'environnement, non mentionné ailleurs</b>                |  |
| <b>7790</b> | <b>Protection de l'environnement, non mentionné ailleurs</b>                | Activités ayant trait à la protection de l'environnement et ne pouvant être rattachées à un domaine particulier; office de l'environnement.  |
| <b>78</b>   | <b>R&amp;D protection de l'environnement</b>                                |  |
| <b>781</b>  | <b>R&amp;D environnement</b>  |  |
| <b>7810</b> | <b>R&amp;D environnement</b>  | Administration, gestion opérationnelle ou soutien de la recherche appliquée et du développement expérimental dans le domaine de la protection de l'environnement (recherche fondamentale: voir fonction 2810).   |
| <b>782</b>  | <b>R&amp;D aménagement du territoire</b>                                    |  |
| <b>7820</b> | <b>R&amp;D aménagement du territoire</b>                                    | Administration, gestion opérationnelle ou soutien de la recherche appliquée et du développement expérimental dans le domaine de l'aménagement du territoire (recherche fondamentale: voir fonction 2810).  |
| <b>79</b>   | <b>Aménagement du territoire</b>  |  |
| <b>790</b>  | <b>Aménagement du territoire</b>  | Administration des activités ayant trait à l'aménagement du territoire; administration des polices des constructions, des plans d'affectation des sols et des prescriptions en matière de construction; aménagement du territoire, organisation du territoire, aménagement régional, aménagement local, commissions d'aménagement, expertises en matière d'aménagement, programmes de développement, prescriptions en matière de construction, encouragement à la construction de logements sans limites de revenus (construction de logements sociaux: voir fonction 5600). |

| <b>Fct</b>  | <b>Désignation</b>                             | <b>Remarques</b>   |
|-------------|--|--|
| <b>7900</b> | <b>Aménagement du territoire (en général)</b>  | Administration des activités ayant trait à l'aménagement du territoire; administration des polices des constructions, des plans d'affectation des sols et des prescriptions en matière de construction; aménagement du territoire, organisation du territoire, aménagement régional, aménagement local, commissions d'aménagement, expertises en matière d'aménagement, programmes de développement, prescriptions en matière de construction, encouragement à la construction de logements sans limites de revenus (construction de logements sociaux: voir fonction 5600). |
| <b>7906</b> | <b>Groupes régionaux d'aménagement</b>         | Groupes régionaux d'aménagement (syndicats intercommunaux, contrats d'affiliation).  |
| <b>8</b>    | <b>ECONOMIE PUBLIQUE</b>                       |  |
| <b>81</b>   | <b>Agriculture</b>                             |  |
| <b>811</b>  | <b>Administration, exécution et contrôle</b>   |  |
| <b>8110</b> | <b>Administration, exécution et contrôle</b>   | Administration, surveillance et édiction de directives en matière d'économie agricole; administration (agriculture), office de l'agriculture, coopératives agricoles, expositions agricoles, recensement des exploitations agricoles.  |
| <b>812</b>  | <b>Améliorations structurelles</b>             |  |
| <b>8120</b> | <b>Améliorations structurelles</b>             | Mesures visant à améliorer les conditions de vie et les conditions économiques en zone rurale, soutien sous forme d'aides à l'investissement; améliorations structurelles dans l'agriculture, remaniements parcellaires, améliorations foncières, chemins agricoles, améliorations des conditions d'exploitation, vulgarisation agricole, recensement des exploitations agricoles, constructions rurales, acquisition de machines agricoles, crédits d'investissement.   |
| <b>813</b>  | <b>Améliorations de l'élevage</b>              |  |
| <b>8130</b> | <b>Améliorations de l'élevage</b>              | Administration, prestations ou encouragement dans le domaine de l'amélioration de l'élevage; surveillance et contrôle dans le domaine de l'élevage et de la lutte contre les épizooties; production animale, élevage de bétail, contrôle sanitaire du cheptel, inspections du bétail, expositions de bétail, marchés de bétail, recensement fédéral du bétail, contrôle du lait, lutte contre les épizooties.  |
| <b>814</b>  | <b>Améliorations de la production végétale</b> |  |
| <b>8140</b> | <b>Améliorations de la production végétale</b> | Administration, prestations ou encouragement dans le domaine de la production végétale; surveillance et contrôle dans le domaine de la production végétale; offices de la culture des champs, production végétale, arboriculture et viticulture, apiculture, vulgarisation en matière de sols et d'engrais, protection des plantes, lutte contre les parasites (feu bactérien).  |
| <b>815</b>  | <b>Mesures économiques</b>                     |  |
| <b>8150</b> | <b>Mesures économiques</b>                     | Promotion des ventes de produits agricoles et amélioration des revenus agricoles; primes de culture, promotion de la commercialisation des produits agricoles.   |
| <b>816</b>  | <b>Paiements directs</b>                       |  |
| <b>8160</b> | <b>Paiements directs</b>                       | Soutien selon l'ordonnance du 7 décembre 1998 sur les paiements directs versés dans l'agriculture (ordonnance sur les paiements directs, OPD); paiements directs versés dans l'agriculture, paiements directs écologiques.   |
| <b>817</b>  | <b>Mesures sociales</b>                        |  |
| <b>8170</b> | <b>Mesures sociales</b>                        | Mesures d'accompagnement destinées à atténuer les conséquences sociales des changements structurels, telles que les prêts octroyés à titre d'aide aux exploitations paysannes, les prêts destinés à la conversion de dettes coûtant intérêts ou les aides à la reconversion à une profession non agricole; allocations familiales dans l'agriculture, prêts octroyés à titre d'aide aux exploitations agricoles, aide aux exploitations agricoles.   |
| <b>818</b>  | <b>Economie alpestre</b>                       |  |
| <b>8180</b> | <b>Economie alpestre</b>                       | Exploitation des alpages.  |
| <b>82</b>   | <b>Sylviculture</b>                            |  |

| Fct  | Désignation   | Remarques   |
|------|---|---|
| 820  | Sylviculture  |   |
| 8200 | Sylviculture  |   |
| 83   | Chasse et pêche   |   |
| 830  | Chasse et pêche   |   |
| 8300 | Chasse et pêche   | Pêche, primes de tir, protection des animaux et des oiseaux, prévention des dommages causés par la faune sauvage (quote-part au revenu de la location de terrains de chasse: voir fonction 9500).   |
| 84   | Tourisme  |   |
| 840  | Tourisme  |   |
| 8400 | Tourisme  | Tourisme, offices du tourisme, brochures publicitaires, timbres-réclame, etc.   |
| 85   | Industrie, artisanat et commerce  |   |
| 850  | Industrie, artisanat et commerce  |   |
| 8500 | Industrie, artisanat et commerce  | Subventions dans le domaine économique, promotion économique, promotion de la place économique, promotion du commerce, industrie et artisanat, commerce, expositions d'artisanat, promotion des places d'apprentissage, protection des travailleurs, protection des consommateurs, approvisionnement économique du pays, stockage obligatoire, voie industrielle.   |
| 86   | Banques   |   |
| 860  | Banques   |   |
| 8600 | Banques   | Participation aux bénéfices des banques.  |
| 87   | Combustibles et énergie   |   |
| 871  | Electricité   | Production, distribution et commercialisation de l'électricité; mise sur pied et exploitation de systèmes d'approvisionnement en électricité; soutien de l'industrie d'approvisionnement en électricité, ainsi que des dépenses destinées à d'autres installations (p. ex. éoliennes ou solaires); bassins d'accumulation, usines électriques, approvisionnement en électricité, installations de chauffage à distance. |
| 8710 | Electricité (en général)  | Taxes et prestations d'usines électriques, financements compensatoires, redevances de concession.   |
| 8711 | Usine électrique - réseau électrique [entreprise communale]   | Installation, exploitation et entretien de réseaux électriques propres (réseaux de transport et de distribution), participation aux coûts de réseaux électriques exploités en commun (commerce de l'électricité et autres domaines d'activités: voir fonction 8712).  |
| 8712 | Usine électrique - commerce de l'électricité et autres (sans le réseau électrique) [entreprise communale] | Commerce de l'électricité et autres domaines d'activités (sans le réseau électrique) des usines électriques propres (réseau électrique: voir fonction 8711).  |
| 872  | Pétrole et gaz  | Traitement ou production, distribution et commercialisation du pétrole et du gaz  |
| 8720 | Pétrole et gaz  | Rendement des participations, participation aux excédents des entreprises propres.  |
| 8721 | Approvisionnement en gaz [entreprise communale]   | Installation, exploitation et entretien d'entreprises d'approvisionnement en gaz propres, participation aux coûts d'entreprises d'approvisionnement en gaz exploitées en commun.  |
| 873  | Energie non électrique  | Mise en place ou exploitation de systèmes d'approvisionnement en énergie non électrique; production, commercialisation et mise en valeur de la chaleur sous forme de vapeur, d'eau chaude ou d'air chaud; géothermie; énergie non électrique solaire ou éolienne; chauffage à distance.   |
| 8730 | Energie non électrique (en général)   | Energies alternatives, ressources géothermiques.  |
| 8731 | Entreprises de chauffage à distance, énergie non électrique [entreprise communale]                        | Installation, exploitation et entretien d'entreprises de chauffage à distance, participation aux coûts d'entreprises exploitées en commun (chauffages à plaquettes de bois: voir fonction 8791).  |
| 879  | Combustibles, non mentionné ailleurs  |   |

| <b>Fct</b> | <b>Désignation</b>  | <b>Remarques</b>  |
|------------|---|---|
| 8790       | <b>Combustibles, non mentionné ailleurs (en général)</b>  | Combustibles comme l'alcool, le bois et les déchets de bois, la bagasse (fibre de canne à sucre) et d'autres combustibles issus de matières non commercialisées; combustibles, non mentionnés ailleurs, autres énergies.  |
| 8791       | <b>Entreprises de chauffage à distance, combustibles, non mentionné ailleurs [entreprise communale]</b> | Installation, exploitation et entretien d'entreprises de chauffage à distance, participation aux coûts d'entreprises exploitées en commun; chauffages à plaquettes de bois (entreprises de chauffage à distance, énergie non électrique: voir fonction 8731).               |
| 88         | <b>R&amp;D activités économiques</b>  |   |
| 881        | <b>R&amp;D agriculture</b>  |   |
| 8810       | <b>R&amp;D agriculture</b>  | Administration, gestion opérationnelle ou soutien de la recherche appliquée et du développement expérimental dans le domaine de l'agriculture (recherche fondamentale: voir fonction 2810).   |
| 882        | <b>R&amp;D sylviculture, chasse et pêche</b>  |   |
| 8820       | <b>R&amp;D sylviculture, chasse et pêche</b>  | Administration, gestion opérationnelle ou soutien de la recherche appliquée et du développement expérimental dans les domaines de la sylviculture, de la chasse et de la pêche (recherche fondamentale: voir fonction 2810).  |
| 883        | <b>R&amp;D combustibles et énergie</b>  |   |
| 8830       | <b>R&amp;D combustibles et énergie</b>  | Administration, gestion opérationnelle ou soutien de la recherche appliquée et du développement expérimental dans le domaine des combustibles et de l'énergie (recherche fondamentale: voir fonction 2810).   |
| 884        | <b>R&amp;D autres activités économiques</b>   |   |
| 8840       | <b>R&amp;D autres activités économiques</b>   | Administration, gestion opérationnelle ou soutien de la recherche appliquée et du développement expérimental dans le domaine des autres activités économiques (recherche fondamentale: voir fonction 2810).   |
| 89         | <b>Autres exploitations artisanales</b>   |   |
| 890        | <b>Autres exploitations artisanales</b>   |   |
| 8900       | <b>Autres exploitations artisanales</b>   | Activités économiques ne pouvant être rattachées à une fonction particulière; gravières, séchoirs à foin, séchoirs à fruits et légumes, congélateurs, abattoirs.  |
| 9          | <b>FINANCES ET IMPÔTS</b>   |   |
| 91         | <b>Impôts</b>   |   |
| 910        | <b>Impôts</b>   |   |
| 9100       | <b>Impôts communaux généraux</b>  | Impôts sur le revenu et la fortune, impôts sur le bénéfice et sur le capital, rappels d'impôts, impôts à la source, répartitions fiscales, imputation forfaitaire d'impôt, impôt personnel.   |
| 9101       | <b>Impôts spéciaux</b>  | Impôts fonciers, impôts sur les mutations, impôts sur les gains immobiliers, taxes sur les chiens.  |
| 92         | <b>Conventions fiscales</b>   |   |
| 920        | <b>Conventions fiscales</b>   |   |
| 9200       | <b>Conventions fiscales</b>   | Remboursements d'impôts à la collectivité d'un autre Etat, définis par convention; conventions fiscales.  |
| 93         | <b>Péréquation financière et compensation des charges</b>   |   |
| 930        | <b>Péréquation financière et compensation des charges</b>   |   |
| 9300       | <b>Péréquation financière et compensation des charges</b>   | Péréquation de la capacité contributive entre les communes, péréquation de la quotité d'impôt; péréquation financière paroissiale.<br>Les subventions d'investissements, contributions au désendettement comprises, sont comptabilisées dans le compte des investissements. |
| 94         | <b>Quotes-parts aux recettes de la Confédération</b>  |   |
| 940        | <b>Quotes-parts aux recettes de la Confédération</b>  |   |

| <b>Fct</b> | <b>Désignation</b>                                   | <b>Remarques</b>  |
|------------|--|---|
| 9400       | <b>Quotes-parts aux recettes de la Confédération</b> | La répartition des parts aux recettes de la Confédération suit le plan comptable harmonisé MCH2; quotes-parts aux recettes de la Confédération, parts de cantons aux recettes de la Confédération.  |
| 95         | <b>Quotes-parts, autres</b>                          |   |
| 950        | <b>Quotes-parts, autres</b>                          |   |
| 9500       | <b>Quotes-parts, autres</b>                          | Quotes-parts des communes à des recettes cantonales non affectées; parts communales aux impôts cantonaux, aux régales, aux patentes et aux taxes cantonales, quote-part à l'impôt sur les bateaux, quote-part au revenu de la location de terrains de chasse, taxes de droit d'eau, concessions hydrauliques .  |
| 96         | <b>Administration de la fortune et de la dette</b>   |   |
| 961        | <b>Intérêts</b>                                      |   |
| 9610       | <b>Intérêts</b>                                      | Intérêts du capital, intérêts actifs, intérêts passifs, intérêts moratoires et intérêts rémunérateurs.  |
| 962        | <b>Frais d'émission</b>                              |   |
| 9620       | <b>Frais d'émission</b>                              | Commissions, redevances et frais relatifs aux titres; commissions et émoluments en relation avec l'émission de bons de caisse, emprunts, obligations, etc.  |
| 963        | <b>Biens-fonds du patrimoine financier</b>           | Biens-fonds (propriété foncière) à vocation de placement en capital, pouvant être aliénés et ne servant pas à l'activité administrative.  |
| 9630       | <b>Biens-fonds du patrimoine financier</b>           | Construction et entretien ainsi que revenus des biens-fonds du patrimoine financier, gérance immobilière, alpages communaux et domaines du patrimoine financier, gains et pertes comptables sur les biens-fonds (économie alpestre dans le patrimoine administratif: voir fonction 8180).   |
| 969        | <b>Patrimoine financier, non mentionné ailleurs</b>  |   |
| 9690       | <b>Patrimoine financier, non mentionné ailleurs</b>  | Patrimoine financier ne pouvant être rattaché à une fonction particulière; gains et pertes comptables sur le patrimoine financier ainsi que réévaluations de ce patrimoine (sans les biens-fonds), commissions et émoluments à l'encaissement de coupons et à l'échéance d'emprunts, commissions et taxes d'opérations de négoce, agio, disagio, émoluments de gestion de dépôts. |
| 99         | <b>Postes non répartis</b>                           |   |
| 990        | <b>Postes non répartis</b>                           | Postes impossibles à ventiler.  |
| 9900       | <b>Postes non répartis</b>                           | Postes non répartis.  |
| 995        | <b>Charges et revenus neutres</b>                    |   |
| 9950       | <b>Charges et revenus neutres</b>                    | Ressources non affectées, allouées par des tiers, collectes paroissiales comprises.   |
| 999        | <b>Clôture</b>                                       |   |
| 9990       | <b>Clôture</b>                                       | En général: excédent de charges ou de revenus à la fin de l'exercice (contre-écriture du compte du bilan 299 "excédent/découvert du bilan").<br>Syndicats intercommunaux: excédent de charges ou de revenus de l'exercice à charge ou en faveur des communes affiliées.   |

# Annexe 4

Plan comptable

4c) Groupes par natures: compte de résultats





**MCH2 pour les communes**

**Plan comptable - Compte de résultats, groupes par nature**

Version 9, état: 28.09.2009

|  |
|--|
| <b>Comptes détaillés: 4 + 2 chiffres; modèle: 9999.99</b>  |
| Les groupes par nature de 1 à 4 chiffres ont une portée obligatoire générale.                                |
| Si <b>compte élargi = compte simple</b> (en caractères gras): groupes par nature de 5 chiffres obligatoires. |
| Si compte élargi ≠ compte simple: proposition de subdivision en groupes par nature.                          |
| Diminution de charges: chiffre 9 au niveau du sous-compte.   |

| Cpte simple   | Cpte élargi | Désignation   | Remarques  |
|---------------|-------------|---|--|
| <b>3</b>      |             | <b>Charges</b>  |  |
| <b>30</b>     |             | <b>Charges de personnel</b>   | Charges qui sont fournies pour le personnel propre et les membres des autorités ainsi que prestations au personnel inactif et pour les emplois temporaires.  |
| <b>300</b>    |             | <b>Autorités et commissions</b>   | Organisme choisi par un organe d'élection ou par des services administratifs compétents.   |
| <b>3000</b>   |             | <b>Salaires, indemnités journalières et jetons de présence des membres d'autorités et de commissions</b>    | Salaires, indemnités journalières et jetons de présence des membres d'autorités et de commissions, des scrutateurs et des fonctionnaires du service des votations, etc. Frais de déplacement et autres frais (remboursement de frais): compte 3170 Frais de déplacement et autres frais. |
| <b>3001</b>   |             | <b>Paiements à des membres d'autorités et de commissions (ne faisant pas partie du salaire déterminant)</b> | Paiements pour des opérations qui ne sont pas considérés comme salaire déterminant. Frais de déplacement et autres frais (remboursement de frais): compte 3170 Frais de déplacement et autres frais.   |
| <b>301</b>    |             | <b>Salaires du personnel administratif et d'exploitation</b>  | Personnel salarié, qui est assujéti au droit du personnel de la collectivité.  |
| <b>3010</b>   |             | <b>Salaires du personnel administratif et d'exploitation</b>  | Salaires incluant les majorations pour heures supplémentaires du personnel administratif et d'exploitation. Uniquement les salaires et les éléments ou compléments de salaire. Allocations: voir groupe par nature 304.  |
| <b>3010.0</b> |             | <b>Salaires du personnel administratif et d'exploitation</b>  | Salaires du personnel administratif et d'exploitation, engagements à durée déterminée compris. Allocations: voir groupe par nature 304.  |
| 3010.00       |             | Salaires du personnel administratif et d'exploitation   | Salaires du personnel administratif et d'exploitation, engagements à durée déterminée compris. Allocations: voir groupe par nature 304.  |
| 3010.09       |             | Remboursement de salaires du personnel administratif et d'exploitation                                      | Compte de diminution de charges. Indemnités journalières des assurances maladie et accidents, allocations pour perte de gain, allocations de maternité de la caisse de compensation.   |
| <b>302</b>    |             | <b>Salaires des enseignants</b>   | Enseignants salariés qui sont assujéti au droit du personnel de la collectivité.   |
| <b>3020</b>   |             | <b>Salaires des enseignants</b>   | Salaires des enseignants, vicaires et professeurs de tous les degrés. Uniquement les salaires et les éléments ou compléments de salaire. Allocations: voir groupe par nature 304.  |
| <b>3020.0</b> |             | <b>Salaires des enseignants</b>   | Salaires des enseignants, vicaires et professeurs de tous les degrés, engagements à durée déterminée compris. Uniquement les salaires et les éléments ou compléments de salaire. Allocations: voir groupe par nature 304.  |
| 3020.00       |             | Salaires des enseignants  | Salaires des enseignants, vicaires et professeurs de tous les degrés, engagements à durée déterminée compris. Uniquement les salaires et les éléments ou compléments de salaire. Allocations: voir groupe par nature 304.  |

| Cpte simple   | Cpte élargi | Désignation  | Remarques   |
|---------------|-------------|--|---|
| 3020.09       |             | Remboursement de salaires des enseignants                            | Compte de diminution de charges. Indemnités journalières des assurances maladie et accidents, allocations pour perte de gain, allocations de maternité de la caisse de compensation.  |
| <b>303</b>    |             | <b>Travailleurs temporaires</b>                                      | Travailleurs temporaires mis à disposition par des agences d'emploi.  |
| <b>3030</b>   |             | <b>Travailleurs temporaires</b>                                      | Indemnités aux agences d'emploi (tiers) et aux particuliers engagés sur une base contractuelle (travailleurs indépendants) requérant un décompte AVS. Salaires du personnel engagé pour une durée déterminée: groupes par nature 301 ou 302.  |
| <b>3030.0</b> |             | <b>Indemnités pour travailleurs temporaires</b>                      | Indemnités aux agences d'emploi (tiers) et aux particuliers engagés sur une base contractuelle (travailleurs indépendants) requérant un décompte AVS. Salaires du personnel engagé pour une durée déterminée: groupes par nature 301 ou 302.  |
| 3030.00       |             | Indemnités pour travailleurs temporaires                             | Indemnités aux agences d'emploi (tiers) et aux particuliers engagés sur une base contractuelle (travailleurs indépendants) requérant un décompte AVS. Salaires du personnel engagé pour une durée déterminée: groupes par nature 301 ou 302.  |
| 3030.09       |             | Remboursement d'indemnités pour travailleurs temporaires             | Compte de diminution de charges. Indemnités journalières des assurances maladie et accidents, allocations pour perte de gain, allocations de maternité de la caisse de compensation.  |
| <b>304</b>    |             | <b>Allocations</b>   | Allocations sur une base légale ou pour des opérations supplémentaires, en particulier des travaux pénibles ou autres. Les allocations peuvent être éventuellement soumises à l'AVS/AC/AI/APG.  |
| <b>3040</b>   |             | <b>Allocations pour enfants et allocations de formation</b>          | Uniquement les allocations pour enfants et les allocations de formation à la charge de la collectivité. Les allocations pour enfants et les allocations de formation créditées par la caisse de compensation pour allocations familiales doivent être comptabilisées dans un compte courant du bilan. |
| <b>3040.0</b> |             | <b>Allocations pour enfants et allocations de formation</b>          | Allocations pour enfants et allocations de formation versées au personnel (à la charge de la collectivité).   |
| <b>3042</b>   |             | <b>Indemnités de repas</b>   | Indemnités pour les repas pris à l'extérieur considérées comme éléments ou compléments de salaire. Dédommagement des frais de repas: groupe par nature 3170 Frais de déplacement et autres frais.   |
| <b>3043</b>   |             | <b>Indemnités de logement</b>  | Indemnités pour le logement considérées comme éléments ou compléments de salaire.   |
| <b>3049</b>   |             | <b>Autres allocations</b>  | Autres allocations considérées comme éléments ou compléments de salaire pour des opérations de service comme l'allocation des planificateurs d'emploi du temps, l'allocation de danger, l'allocation pour travail en équipes, l'allocation vestimentaire, etc.  |
| <b>305</b>    |             | <b>Cotisations patronales</b>  | Cotisations patronales aux assurances sociales et du personnel.   |
| <b>3050</b>   |             | <b>Cotisations patronales AVS, AI, APG, AC, frais administratifs</b> | Cotisations patronales aux assurances sociales publiques (AVS, AI, APG, AC) incluant la part de frais administratifs (sans les cotisations aux caisses de compensation pour allocations familiales).  |
| <b>3050.0</b> |             | <b>Cotisations patronales AVS, AI, APG, AC, frais administratifs</b> | Cotisations patronales aux assurances sociales publiques (AVS, AI, APG, AC) incluant la part de frais administratifs (sans les cotisations aux caisses de compensation pour allocations familiales).  |
| 3050          |             | Cotisations patronales AVS, AI, APG, AC, frais administratifs        | Cotisations patronales aux assurances sociales publiques (AVS, AI, APG, AC) incluant la part de frais administratifs (sans les cotisations aux caisses de compensation pour allocations familiales).  |

| Cpte simple | Cpte élargi | Désignation   | Remarques   |
|-------------|-------------|---|---|
| 3050.09     |             | Remboursement de cotisations patronales AVS, AI, APG, AC, frais administratifs    | Compte de diminution de charges. Remboursement de cotisations patronales aux assurances sociales publiques (AVS, AI, APG, AC) incluant la part de frais administratifs (sans les cotisation aux caisses de compensation pour allocations familiales). |
| 3051        |             | Cotisations patronales aux caisses de pension propres                             | Cotisations patronales aux caisses de pension de la collectivité.   |
| 3052        |             | Cotisations patronales à d'autres caisses de pension                              | Cotisations patronales à des caisses de pension en dehors de la collectivité.   |
| 3053        |             | Cotisations patronales aux assurances-accidents                                   | Cotisations patronales aux assurances-accidents obligatoires (SUVA ou assureurs privés) et aux assurances-accidents non professionnelles, si l'employeur participe à la prime. Assurance de responsabilité du personnel.                              |
| 3054        |             | Cotisations patronales aux caisses de compensation pour allocations familiales    | Cotisations patronales aux caisses de compensation pour allocations familiales.   |
| 3055        |             | Cotisations patronales aux assurances d'indemnités journalières en cas de maladie | Cotisations patronales aux assurances d'indemnités journalières en cas de maladie   |
| 3056        |             | Cotisations patronales pour les primes de caisses-maladie                         | Cotisations patronales pour les primes de caisses-maladie.  |
| 3059        |             | Autres cotisations patronales   | Cotisations patronales aux autres assurances sociales et de prévoyance.   |
| 306         |             | Prestations de l'employeur  | Prestations au personnel inactif (pensions, rentes, allocations de renchérissement sur rentes, etc.)  |
| 3060        |             | Pensions  | Prestations de vieillesse supportées par la collectivité, y compris les allocations de renchérissement.   |
| 3061        |             | Rentes ou parts de rente  | Prestations de vieillesse supportées par la collectivité, y compris les allocations de renchérissement.   |
| 3062        |             | Allocations de renchérissement sur rentes et parts de rentes                      | Prestations de vieillesse supportées par la collectivité, y compris les allocations de renchérissement.   |
| 3063        |             | Rentes d'accident et successions de rentes  | Rentes et successions de rentes supportées par la collectivité  |
| 3064        |             | Rentes transitoires   | Rentes versées en cas de retraite anticipée jusqu'à ce que l'âge donnant droit aux prestations de l'AVS soit atteint.   |
| 3069        |             | Autres prestations de l'employeur   | Autres prestations de l'employeur en faveur du personnel inactif.   |
| 309         |             | Autres charges de personnel   |   |
| 3090        |             | Formation et perfectionnement du personnel  | Frais de formation initiale, continue et de perfectionnement du personnel. Participations aux frais de séjours d'études et de voyages d'études du personnel, honoraires versés aux conférenciers externes et aux animateurs de cours.                 |
| 3091        |             | Recrutement du personnel  | Frais de recrutement du personnel, comme annonces, frais de déplacement des candidats, agences de placement, évaluations, expertises graphologiques et autres.  |
| 3099        |             | Autres charges de personnel   | Repas de fin d'année et autres, excursions du personnel, contributions à des commissions du personnel, cadeaux au personnel (hormis les gratifications pour ancienneté de service), examens par le médecin-conseil, rabais sur chèques de voyage.     |
| 31          |             | Charges de biens et services et autres charges d'exploitation                     |   |
| 310         |             | Charges de matériel et de marchandises  | Charges pour l'acquisition de biens de consommation, qui sont utilisés par la collectivité au cours de la période comptable concernée.  |
| 3100        |             | Matériel de bureau  | Fournitures pour le bureau et les tâches administratives, incluant les fournitures de bureautique.  |

| Cpte simple | Cpte élargi | Désignation   | Remarques   |
|-------------|-------------|---|---|
| 3101        |             | <b>Matériel d'exploitation, fournitures</b>                     | Matériel d'exploitation, de consommation et de production; matériel pour le gros entretien et l'entretien courant des biens-fonds du patrimoine administratif, dont s'occupe le personnel de la collectivité; carburants, marchandises et objets destinés à la revente sauf les denrées alimentaires et les articles médicaux.  |
| 3102        |             | <b>Imprimés, publications</b>                                   | Frais d'impression et de copie pour les publications ou pour un usage interne, journal officiel, feuille officielle, feuille d'avis et autres bulletins de la collectivité, brochures publicitaires et RP, relieurs, publications spécialisées, annonces de concours et appels d'offres, journal du personnel, annonces hors recrutement du personnel, reproductions. |
| 3103        |             | <b>Littérature spécialisée, magazines</b>                       | Ouvrages spécialisés, magazines spécialisés (imprimés ou électroniques), journaux, bulletins d'information, répertoires d'adresses, recueils de lois, cartes, normes, plans, acquisitions de livres, cahiers, magazines, etc. pour les bibliothèques.   |
| 3104        |             | <b>Matériel didactique</b>                                      | Fournitures pour l'enseignement et la recherche.  |
| 3105        |             | <b>Denrées alimentaires</b>                                     | Denrées alimentaires et ingrédients, boissons, aliments pour la production de repas ou pour la revente.   |
| 3106        |             | <b>Matériel médical</b>   | Remèdes, médicaments, matériel de pansement, fournitures médicales.   |
| 3109        |             | <b>Autres charges de matériel et de marchandises</b>            | Fournitures qui ne peuvent pas être affectées aux groupes par nature 3100 à 3106.   |
| 311         |             | <b>Immobilisations ne pouvant être portées à l'actif</b>        | Acquisitions de biens meubles, appareils, véhicules, matériel informatique.   |
| 3110        |             | <b>Acquisition de meubles, machines et appareils de bureau</b>  | Acquisition de meubles, machines et appareils de bureau (sans les ordinateurs, imprimantes, etc.), photocopieuses, appareils de reproduction.   |
| 3111        |             | <b>Acquisition de machines, appareils, véhicules et outils</b>  | Acquisition d'appareils, véhicules en tout genre, machines, ustensiles et outils.   |
| 3112        |             | <b>Acquisition de vêtements, linge, rideaux</b>                 | Acquisitions de vêtements de travail, uniformes, vêtements pour pensionnaires et patients, rideaux, literie, linge de table.  |
| 3113        |             | <b>Acquisition de matériel informatique</b>                     | Acquisition d'appareils TI, périphériques, imprimantes, composants réseau, pièces de rechange.  |
| 3115        |             | <b>Acquisition de bétail</b>                                    | Acquisition et élevage de gros et de petit bétail.  |
| 3116        |             | <b>Acquisition d'appareils et instruments médicaux</b>          | Acquisition d'appareils et instruments médicaux, trousse médicales.   |
| 3118        |             | <b>Immobilisations incorporelles</b>                            | Développement et acquisition de logiciels, de licences.   |
| 3119        |             | <b>Autres immobilisations ne pouvant être portées à l'actif</b> | Acquisition de biens meubles qui ne peuvent pas être affectées aux groupes par nature 3110 à 3118.  |
| 312         |             | <b>Alimentation et élimination</b>                              | Pour les biens-fonds du patrimoine administratif. Pour les biens-fonds du patrimoine financier, voir groupe par nature 3439   |
| 3120        |             | <b>Alimentation et élimination</b>                              | Combustible, énergie, électricité, gaz, eau, eaux usées, eau météorique, taxes d'élimination des ordures (pour les biens-fonds du patrimoine administratif).  |
| 313         |             | <b>Prestations de services et honoraires</b>                    |   |
| 3130        |             | <b>Prestations de services de tiers</b>                         | Toutes les prestations de services qui ne sont pas fournies par le personnel de la collectivité et qui ne peuvent pas être affectées aux groupes par nature 3131 à 3139; téléphone et télécommunications, taxes de raccordement au réseau câblé, frais bancaires et postaux, cotisations d'adhésion et cotisations de membre, etc.                                    |

| Cpte simple | Cpte élargi | Désignation  | Remarques  |
|-------------|-------------|--|--|
| 3131        |             | <b>Planifications et projections de tiers</b>                          | Planifications et projections de tiers pour des projets de construction en vue de la préparation de l'octroi des crédits. Après l'octroi d'un crédit, la planification est comptabilisée sur le compte du crédit de l'objet.   |
| 3132        |             | <b>Honoraires de conseillers externes, experts, spécialistes, etc.</b> | Conseillers externes et spécialistes, experts, spécialistes d'entreprises tierces ou indépendants (sans les travailleurs temporaires).   |
| 3133        |             | <b>Charges d'utilisation pour l'informatique</b>                       | Utilisation de centres de calcul externes (outsourcing), hébergement de serveurs, utilisation d'un serveur Web dans un centre de calcul externe, etc.  |
| 3134        |             | <b>Primes d'assurances de choses</b>                                   | Primes d'assurance immobilière pour les biens-fonds du patrimoine administratif, primes d'assurance casco pour les déplacements de service avec un véhicule privé, assurance du bétail, assurance contre la grêle, assurance contre le vol et l'effraction, assurance de responsabilité du propriétaire d'immeuble, assurance de responsabilité pour les véhicules de service, assurances de choses de type général. |
| 3135        |             | <b>Charges de prestations de services pour personnes en garde</b>      | Rémunération du travail de patients séjournant dans des cliniques ou de détenus et pensionnaires d'établissements, pécule; primes de caisses-maladie, frais médicaux et dentaires pour détenus,  |
| 3136        |             | <b>Honoraires de l'activité de médecine privée</b>                     | Part du médecin et du personnel sur les honoraires provenant de soins privés.  |
| 3137        |             | <b>Impôts et taxes</b>   | Taxes routières pour véhicules de service, impôt sur l'alcool, droits de timbres, versements de la TVA si la méthode du taux forfaitaire est appliquée.  |
| 3138        |             | <b>Cours, examens et conseils</b>                                      | Cours organisés par la collectivité, offres de perfectionnement, examens techniques, examens de capacité, formation des sapeurs-pompiers, cours de garde-faune.  |
| 3139        |             | <b>Examens de fin d'apprentissage</b>                                  | Examens d'apprentissage et de fin d'apprentissage industriel ou commercial; saisir les autres prestations de services sous le groupe par nature 3130.  |
| 314         |             | <b>Travaux de gros entretien</b>                                       | Travaux de gros entretien des biens-fonds du patrimoine administratif.   |
| 3140        |             | <b>Entretien des terrains</b>  | Gros entretien des parcs, places, biotopes, etc.; toutes les immobilisations qui sont portées au bilan dans le groupe par nature 1400.   |
| 3141        |             | <b>Entretien des routes / voies de communication</b>                   | Travaux d'entretien de routes et des voies de communication ouvertes au trafic général; toutes les immobilisations qui sont portées au bilan dans le groupe par nature 1401.   |
| 3142        |             | <b>Entretien des ouvrages d'aménagement des eaux</b>                   | Entretien des eaux, entretien des rives et des talus, gros entretien des ouvrages d'aménagement des eaux, nettoyage des lacs et des rivières; toutes les immobilisations qui sont portées au bilan dans le groupe par nature 1402.   |
| 3143        |             | <b>Entretien d'autres ouvrages de génie civil</b>                      | Gros entretien des autres ouvrages de génie civil, canalisations, installations et conduites d'eau; gros entretien de toutes les immobilisations qui sont portées au bilan dans le groupe par nature 1403.   |
| 3144        |             | <b>Entretien des terrains bâtis et bâtiments</b>                       | Gros entretien de bâtiments et d'installations qui sont portés au bilan dans le groupe par nature 1404.  |
| 3145        |             | <b>Entretien des forêts</b>  | Travaux d'entretien des forêts qui sont portées au bilan dans le groupe par nature 1405.   |
| 3149        |             | <b>Entretien d'autres immobilisations corporelles</b>                  | Travaux d'entretien des immobilisations corporelles qui sont portées au bilan dans le groupe par nature 1409.  |
| 315         |             | <b>Entretien des biens meubles et immobilisations incorporelles</b>    | Entretien des biens meubles et immobilisations incorporelles du patrimoine administratif.  |



| Cpte simple | Cpte élargi | Désignation   | Remarques   |
|-------------|-------------|---|---|
| 3150        |             | Entretien de meubles, machines et appareils de bureau | Entretien de meubles, machines et appareils de bureau (sans les ordinateurs, imprimantes, etc.), photocopieuses, appareils de reproduction.   |
| 3151        |             | Entretien de machines, appareils, véhicules et outils | Entretien d'appareils, véhicules en tout genre, machines, ustensiles et outils.   |
| 3153        |             | Entretien de matériel informatique                    | Entretien d'appareils TI, périphériques, imprimantes, composants réseau, pièces de rechange.  |
| 3156        |             | Entretien d'appareils et instruments médicaux         | Entretien d'appareils et instruments médicaux, trousse médicales.   |
| 3158        |             | Entretien des immobilisations incorporelles           | Maintenance de logiciels (contrats de maintenance, patches, service packs, mises à jour, etc.). Les changements de version sont considérés comme des acquisitions.  |
| 3159        |             | Entretien d'autres biens meubles                      | Entretien de biens meubles qui ne sont pas affectés aux groupes par nature 3150 à 3158.   |
| 316         |             | Loyers, leasing, fermages, taxes d'utilisation        | Loyers et taxes d'utilisation pour les biens et immobilisations corporelles utilisés à des fins administratives.  |
| 3160        |             | Loyers et fermages des biens-fonds                    | Loyers et fermages de locaux, terrains, surfaces en tout genre; rentes de droits de superficie.   |
| 3161        |             | Loyers, frais d'utilisation des immobilisations       | Loyers et frais d'utilisation de véhicules, appareils, biens meubles, autres immobilisations corporelles.   |
| 3162        |             | Mensualités de leasing opérationnel                   | Primes et mensualités pour le leasing opérationnel d'immobilisations corporelles en tout genre.   |
| 3169        |             | Autres loyers et frais d'utilisation                  | Loyers et frais d'utilisation pour d'autres immobilisations corporelles et droits d'utilisation d'immobilisations incorporelles qui ne peuvent pas être affectés aux groupes par nature 3160 à 3162.  |
| 317         |             | Dédommagements  | Indemnités et dédommagements aux autorités, membres des commissions et membres du personnel.  |
| 3170        |             | Frais de déplacement et autres frais                  | Dédommagements des frais de déplacement, de nuitée, de repas, d'utilisation de véhicules motorisés privés, d'utilisation de locaux et appareils privés pour des opérations de service, rabais accordés par l'employeur sur les abonnements ferroviaires.                        |
| 3171        |             | Excursions, voyages scolaires et camps                | Dépenses pour excursions, camps, voyages scolaires et de fin d'études.  |
| 318         |             | Réévaluations sur créances                            |   |
| 3180        |             | Réévaluations sur créances                            | Réévaluations sur créances provenant de livraisons et de prestations (ducroire).  |
| 3181        |             | Pertes sur créances effectives                        | Amortissements de créances irrécouvrables provenant de livraisons et de prestations.  |
| 319         |             | Diverses charges d'exploitation                       |   |
| 3190        |             | Prestations en dommages et intérêts                   | Paiements à des tiers relevant de la responsabilité civile, paiements de dommages causés aux cultures, prestations en dommages et intérêts à des tiers, dédommagements à des tiers suite à un accident, paiements pour des objets endommagés ou égarés appartenant à des tiers. |
| 3192        |             | Indemnisation de droits                               | Indemnisation de droits d'utilisation de tiers.   |
| 3199        |             | Autres charges d'exploitation                         | Assistance judiciaire gratuite, indemnités de parties; charges d'exploitation qui ne peuvent être affectées à aucun autre groupe par nature.  |
| 33          |             | Amortissements du patrimoine administratif            | Amortissements et réévaluations d'immobilisations corporelles et d'immobilisations incorporelles du patrimoine administratif ainsi qu'amortissement du découvert du bilan. Les amortissements supplémentaires sont saisis dans le groupe par nature 38.                         |
| 330         |             | Immobilisations corporelles du PA                     | Amortissements et réévaluations du groupe par nature 140 Immobilisations corporelles du PA.   |
| 3300        |             | Amortissements planifiés, immobilisations corporelles | Amortissements planifiés du groupe par nature 140 Immobilisations corporelles du PA.  |

| Cpte simple   | Cpte élargi   | Désignation   | Remarques   |
|---------------|---------------|---|---|
| <b>3300.0</b> | <b>3300.0</b> | <b>Amortissements planifiés, terrains PA</b>  | Amortissements planifiés du groupe par nature 1400 Terrains PA.   |
|               | 3300.00       | Amortissements planifiés, terrains PA du compte général                                     | Amortissements planifiés du groupe par nature 1400 Terrains PA du compte général.   |
|               | 3300.01       | Amortissements planifiés, terrains PA d'entreprises communales FS                           | Amortissements planifiés du groupe par nature 1400 Terrains PA d'entreprises communales faisant l'objet d'un financement spécial.                           |
| <b>3300.1</b> | <b>3300.1</b> | <b>Amortissements planifiés, routes / voies de communication PA</b>                         | Amortissements planifiés du groupe par nature 1401 Routes / voies de communication PA.  |
| <b>3300.2</b> | <b>3300.2</b> | <b>Amortissements planifiés, aménagement des eaux PA</b>                                    | Amortissements planifiés du groupe par nature 1402 Aménagement des eaux PA.   |
| <b>3300.3</b> | <b>3300.3</b> | <b>Amortissements planifiés, autres ouvrages de génie civil PA</b>                          | Amortissements planifiés du groupe par nature 1403 Autres ouvrages de génie civil PA.   |
|               | 3300.30       | Amortissements planifiés, autres ouvrages de génie civil PA du compte général               | Amortissements planifiés du groupe par nature 1403 Autres ouvrages de génie civil PA du compte général.   |
|               | 3300.31       | Amortissements planifiés, autres ouvrages de génie civil PA d'entreprises communales FS     | Amortissements planifiés du groupe par nature 1403 Autres ouvrages de génie civil PA d'entreprises communales faisant l'objet d'un financement spécial.     |
| <b>3300.4</b> | <b>3300.4</b> | <b>Amortissements planifiés, terrains bâtis PA</b>  | Amortissements planifiés du groupe par nature 1404 Terrains bâtis PA.   |
|               | 3300.40       | Amortissements planifiés, terrains bâtis PA du compte général                               | Amortissements planifiés du groupe par nature 1404 Terrains bâtis PA du compte général.   |
|               | 3300.41       | Amortissements planifiés, terrains bâtis PA d'entreprises communales FS                     | Amortissements planifiés du groupe par nature 1404 Terrains bâtis PA d'entreprises communales faisant l'objet d'un financement spécial.                     |
| <b>3300.5</b> | <b>3300.5</b> | <b>Amortissements planifiés, forêts PA</b>  | Amortissements planifiés du groupe par nature 1405 Forêts PA.   |
| <b>3300.6</b> | <b>3300.6</b> | <b>Amortissements planifiés, biens meubles PA</b>   | Amortissements planifiés du groupe par nature 1406 Biens meubles PA.  |
|               | 3300.60       | Amortissements planifiés, biens meubles PA du compte général                                | Amortissements planifiés du groupe par nature 1406 Biens meubles PA du compte général.  |
|               | 3300.61       | Amortissements planifiés, biens meubles PA d'entreprises communales FS                      | Amortissements planifiés du groupe par nature 1406 Biens meubles PA d'entreprises communales faisant l'objet d'un financement spécial.                      |
| <b>3300.9</b> | <b>3300.9</b> | <b>Amortissements planifiés, autres immobilisations corporelles PA</b>                      | Amortissements planifiés du groupe par nature 1409 Autres immobilisations corporelles PA.   |
|               | 3300.90       | Amortissements planifiés, autres immobilisations corporelles PA du compte général           | Amortissements planifiés du groupe par nature 1409 Autres immobilisations corporelles PA du compte général.   |
|               | 3300.91       | Amortissements planifiés, autres immobilisations corporelles PA d'entreprises communales FS | Amortissements planifiés du groupe par nature 1409 Autres immobilisations corporelles PA d'entreprises communales faisant l'objet d'un financement spécial. |
| <b>3301</b>   |               | <b>Amortissements non planifiés, immobilisations corporelles</b>                            | Amortissements non planifiés (impairment) du groupe par nature 140 Immobilisations corporelles du PA.   |
| <b>3301.0</b> | <b>3301.0</b> | <b>Amortissements non planifiés, terrains PA</b>  | Amortissements non planifiés du groupe par nature 1400 Terrains PA.   |
|               | 3301.00       | Amortissements non planifiés, terrains PA du compte général                                 | Amortissements non planifiés du groupe par nature 1400 Terrains PA du compte général.   |
|               | 3301.01       | Amortissements non planifiés, terrains PA d'entreprises communales FS                       | Amortissements non planifiés du groupe par nature 1400 Terrains PA d'entreprises communales faisant l'objet d'un financement spécial.                       |
| <b>3301.1</b> | <b>3301.1</b> | <b>Amortissements non planifiés, routes / voies de communication PA</b>                     | Amortissements non planifiés du groupe par nature 1401 Routes / voies de communication PA.  |
| <b>3301.2</b> | <b>3301.2</b> | <b>Amortissements non planifiés, aménagement des eaux PA</b>                                | Amortissements non planifiés du groupe par nature 1402 Aménagement des eaux PA.   |
| <b>3301.3</b> | <b>3301.3</b> | <b>Amortissements non planifiés, autres ouvrages de génie civil PA</b>                      | Amortissements non planifiés du groupe par nature 1403 Autres ouvrages de génie civil PA.   |
|               | 3301.30       | Amortissements non planifiés, autres ouvrages de génie civil PA du compte général           | Amortissements non planifiés du groupe par nature 1403 Autres ouvrages de génie civil PA du compte général.   |

| Cpte simple   | Cpte élargi   | Désignation  | Remarques   |
|---------------|---------------|--|---|
|               | 3301.31       | Amortissements non planifiés, autres ouvrages de génie civil PA d'entreprises communales FS              | Amortissements non planifiés du groupe par nature 1403 Autres ouvrages de génie civil PA d'entreprises communales faisant l'objet d'un financement spécial.                 |
| <b>3301.4</b> | <b>3301.4</b> | <b>Amortissements non planifiés, terrains bâtis PA</b>   | Amortissements non planifiés du groupe par nature 1404 Terrains bâtis PA.   |
|               | 3301.40       | Amortissements non planifiés, terrains bâtis PA du compte général  | Amortissements non planifiés du groupe par nature 1404 Terrains bâtis PA du compte général.   |
|               | 3301.41       | Amortissements non planifiés, terrains bâtis PA d'entreprises communales FS                              | Amortissements non planifiés du groupe par nature 1404 Terrains bâtis PA d'entreprises communales faisant l'objet d'un financement spécial.                                 |
| <b>3301.5</b> | <b>3301.5</b> | <b>Amortissements non planifiés, forêts PA</b>   | Amortissements non planifiés du groupe par nature 1405 Forêts PA.   |
| <b>3301.6</b> | <b>3301.6</b> | <b>Amortissements non planifiés, biens meubles PA</b>  | Amortissements non planifiés du groupe par nature 1406 Biens meubles PA.  |
|               | 3301.60       | Amortissements non planifiés, biens meubles PA du compte général   | Amortissements non planifiés du groupe par nature 1406 Biens meubles PA du compte général.  |
|               | 3301.61       | Amortissements non planifiés, biens meubles PA d'entreprises communales FS                               | Amortissements non planifiés du groupe par nature 1406 Biens meubles PA d'entreprises communales faisant l'objet d'un financement spécial.                                  |
| <b>3301.9</b> | <b>3301.9</b> | <b>Amortissements non planifiés, autres immobilisations corporelles PA</b>                               | Amortissements non planifiés du groupe par nature 1409 Autres immobilisations corporelles PA.   |
|               | 3301.90       | Amortissements non planifiés, autres immobilisations corporelles PA du compte général                    | Amortissements non planifiés du groupe par nature 1409 Autres immobilisations corporelles PA du compte général.   |
|               | 3301.91       | Amortissements non planifiés, autres immobilisations corporelles PA d'entreprises communales FS          | Amortissements non planifiés du groupe par nature 1409 Autres immobilisations corporelles PA d'entreprises communales faisant l'objet d'un financement spécial.             |
| <b>332</b>    |               | <b>Amortissements des immobilisations incorporelles</b>  | Amortissements et réévaluations du groupe par nature 142 Immobilisations incorporelles PA.  |
| <b>3320</b>   |               | <b>Amortissements planifiés, immobilisations incorporelles</b>   | Amortissements planifiés du groupe par nature 142 Immobilisations incorporelles PA.   |
| <b>3320.0</b> | <b>3320.0</b> | <b>Amortissements planifiés, logiciels</b>   | Amortissements planifiés du groupe par nature 1420 Logiciels PA.  |
|               | 3320.00       | Amortissements planifiés, logiciels du compte général  | Amortissements planifiés du groupe par nature 1420 Logiciels PA du compte général.  |
|               | 3320.01       | Amortissements planifiés, logiciels d'entreprises communales FS  | Amortissements planifiés du groupe par nature 1420 Logiciels PA d'entreprises communales faisant l'objet d'un financement spécial.  |
| <b>3320.1</b> | <b>3320.1</b> | <b>Amortissements planifiés, licences, droits d'utilisation, droits des marques</b>                      | Amortissements planifiés du groupe par nature 1421 Licences, droits d'utilisation, droits des marques PA.   |
|               | 3320.10       | Amortissements planifiés, licences, droits d'utilisation, droits des marques du compte général           | Amortissements planifiés du groupe par nature 1421 Licences, droits d'utilisation, droits des marques PA du compte général.   |
|               | 3320.11       | Amortissements planifiés, licences, droits d'utilisation, droits des marques d'entreprises communales FS | Amortissements planifiés du groupe par nature 1421 Licences, droits d'utilisation, droits des marques PA d'entreprises communales faisant l'objet d'un financement spécial. |
| <b>3320.9</b> | <b>3320.9</b> | <b>Amortissements planifiés, autres immobilisations incorporelles</b>                                    | Amortissements planifiés du groupe par nature 1429 Autres immobilisations incorporelles PA.   |
|               | 3320.90       | Amortissements planifiés, autres immobilisations incorporelles du compte général                         | Amortissements planifiés du groupe par nature 1429 Autres immobilisations incorporelles PA du compte général.   |
|               | 3320.91       | Amortissements planifiés, autres immobilisations incorporelles d'entreprises communales FS               | Amortissements planifiés du groupe par nature 1429 Autres immobilisations incorporelles PA d'entreprises communales faisant l'objet d'un financement spécial.               |
| <b>3321</b>   |               | <b>Amortissements non planifiés, immobilisations incorporelles</b>                                       | Amortissements non planifiés (impairment) du groupe par nature 142 Immobilisations incorporelles PA.  |
| <b>3321.0</b> | <b>3321.0</b> | <b>Amortissements non planifiés, logiciels</b>   | Amortissements non planifiés du groupe par nature 1420 Logiciels PA.  |



| Cpte simple   | Cpte élargi   | Désignation  | Remarques   |
|---------------|---------------|--|---|
|               | 3321.00       | Amortissements non planifiés, logiciels du compte général  | Amortissements non planifiés du groupe par nature 1420 Logiciels PA du compte général.  |
|               | 3321.01       | Amortissements non planifiés, logiciels d'entreprises communales FS  | Amortissements non planifiés du groupe par nature 1420 Logiciels PA d'entreprises communales faisant l'objet d'un financement spécial.  |
| <b>3321.1</b> | <b>3321.1</b> | <b>Amortissements non planifiés, licences, droits d'utilisation, droits des marques</b>                      | Amortissements non planifiés du groupe par nature 1421 Licences, droits d'utilisation, droits des marques PA.   |
|               | 3321.10       | Amortissements non planifiés, licences, droits d'utilisation, droits des marques du compte général           | Amortissements non planifiés du groupe par nature 1421 Licences, droits d'utilisation, droits des marques PA du compte général.   |
|               | 3321.11       | Amortissements non planifiés, licences, droits d'utilisation, droits des marques d'entreprises communales FS | Amortissements non planifiés du groupe par nature 1421 Licences, droits d'utilisation, droits des marques PA d'entreprises communales faisant l'objet d'un financement spécial.   |
| <b>3321.9</b> | <b>3321.9</b> | <b>Amortissements non planifiés, autres immobilisations incorporelles</b>                                    | Amortissements non planifiés du groupe par nature 1429 Autres immobilisations incorporelles PA.   |
|               | 3321.90       | Amortissements non planifiés, autres immobilisations incorporelles du compte général                         | Amortissements non planifiés du groupe par nature 1429 Autres immobilisations incorporelles PA du compte général.   |
|               | 3321.91       | Amortissements non planifiés, autres immobilisations incorporelles d'entreprises communales FS               | Amortissements non planifiés du groupe par nature 1429 Autres immobilisations incorporelles PA d'entreprises communales faisant l'objet d'un financement spécial.   |
| <b>339</b>    |               | <b>Amortissement du découvert du bilan</b>   | La tranche annuelle d'amortissement du découvert du bilan doit être budgétisée, afin que ces charges soient incluses dans le solde du compte de résultats. C'est la seule manière de planifier dans le budget l'équilibre à moyen terme du compte de résultats. Cette tranche n'est pas comptabilisée, ni prise en considération à la clôture des comptes, car le solde total du compte de résultats est reporté sur le compte du bilan 2990 ou 2999 (écritures de clôture) et ainsi imputé dans son intégralité sur le découvert du bilan. |
| <b>3390</b>   |               | <b>Amortissement du découvert du bilan</b>   | Budgétisation de la part du découvert du bilan à amortir (capital propre négatif).  |
| <b>34</b>     |               | <b>Charges financières</b>   | Charges découlant de l'administration, de l'acquisition et de la préservation du patrimoine à des fins de placement, incluant les liquidités ainsi que les dettes et les engagements.   |
| <b>340</b>    |               | <b>Charges d'intérêt</b>   | Intérêts de la dette et passifs en tout genre liés à l'emprunt de fonds.  |
| <b>3400</b>   |               | <b>Intérêts passifs des engagements courants</b>   | Intérêts passifs du groupe par nature 200 Engagements courants.   |
| <b>3401</b>   |               | <b>Intérêts passifs des engagements financiers à court terme</b>   | Intérêts passifs du groupe par nature 201 Engagements financiers à court terme.   |
| <b>3406</b>   |               | <b>Intérêts passifs des engagements financiers à long terme</b>  | Intérêts passifs du groupe par nature 206 Engagements financiers à long terme.  |
| <b>3409</b>   |               | <b>Autres intérêts passifs</b>   | Intérêts passifs qui n'ont pas été affectés à un autre groupe par nature.   |
| <b>341</b>    |               | <b>Pertes de change réalisées</b>  |   |
| <b>3410</b>   |               | <b>Pertes de change réalisées sur les placements financiers PF</b>   | Dépréciations effectives de placements financiers (groupe par nature 107) en cas d'aliénation ou de report dans le patrimoine administratif.  |
| <b>3410.0</b> | <b>3410.0</b> | <b>Pertes de change réalisées sur les actions et les parts sociales PF</b>                                   | Dépréciations effectives d'actions et de parts sociales du patrimoine financier (groupe par nature 1070) en cas d'aliénation ou de report dans le patrimoine administratif.   |
| <b>3410.1</b> | <b>3410.1</b> | <b>Pertes de change réalisées sur des placements à intérêts PF</b>   | Dépréciations effectives de placements à intérêts du patrimoine financier (groupe par nature 1071) en cas d'aliénation ou de report dans le patrimoine administratif.   |
| <b>3410.2</b> | <b>3410.2</b> | <b>Pertes réalisées sur les créances à long terme PF</b>   | Dépréciations effectives de créances à long terme du patrimoine financier (groupe par nature 1072) en cas d'aliénation ou de report dans le patrimoine administratif.   |

| Cpte simple | Cpte élargi | Désignation   | Remarques   |
|-------------|-------------|---|---|
| 3410.9      | 3410.9      | <b>Pertes de change réalisées sur d'autres placements financiers à long terme</b> | Dépréciations effectives des autres placements financiers à long terme (groupe par nature 1079) en cas d'aliénation ou de report dans le patrimoine administratif.  |
| 3411        |             | <b>Pertes réalisées sur les immobilisations corporelles PF</b>                    | Dépréciations effectives des immobilisations corporelles du patrimoine financier (groupe par nature 108) en cas d'aliénation ou de report dans le patrimoine administratif.   |
| 3411.0      | 3411.0      | <b>Pertes réalisées sur les terrains PF</b>                                       | Dépréciations effectives des terrains du patrimoine financier (groupe par nature 1080) en cas d'aliénation ou de report dans le patrimoine administratif.   |
| 3411.4      | 3411.4      | <b>Pertes réalisées sur les bâtiments PF</b>                                      | Dépréciations effectives des bâtiments du patrimoine financier (groupe par nature 1084) en cas d'aliénation ou de report dans le patrimoine administratif.  |
| 3411.6      | 3411.6      | <b>Pertes réalisées sur les biens meubles PF</b>                                  | Dépréciations effectives des biens meubles du patrimoine financier (groupe par nature 1086) en cas d'aliénation ou de report dans le patrimoine administratif.  |
| 3411.9      | 3411.9      | <b>Pertes réalisées sur les autres immobilisations corporelles PF</b>             | Dépréciations effectives des autres immobilisations corporelles du patrimoine financier (groupe par nature 1089) en cas d'aliénation ou de report dans le patrimoine administratif.   |
| 3419        |             | <b>Pertes de change sur monnaies étrangères</b>                                   | Pertes de change sur monnaies étrangères dans les opérations de paiement et les comptes en monnaie étrangère, mais pas en cas d'aliénation de placements financiers en monnaie étrangère.   |
| 342         |             | <b>Frais d'acquisition de capitaux et frais administratifs</b>                    |   |
| 3420        |             | <b>Acquisition et administration de capital</b>                                   | Commissions et émoluments lors de l'émission de bons de caisse, emprunts, obligations, etc. ainsi qu'à l'encaissement de coupons et à l'échéance d'emprunts; taxes de gestion des dépôts, bulletins de souscription, commissions et taxes d'opérations de négoce, etc.  |
| 343         |             | <b>Charges pour biens-fonds, patrimoine financier</b>                             | Gros entretien, frais d'exploitation pour électricité, ordures ménagères, chauffage, etc.   |
| 3430        |             | <b>Travaux de gros entretien, biens-fonds PF</b>                                  | Gros entretien des biens-fonds du patrimoine financier ne pouvant être porté à l'actif.   |
|             | 3430.0      | Travaux de gros entretien, terrains PF  | Travaux de gros entretien des terrains du patrimoine financier qui sont portés au bilan dans le groupe par nature 1080.   |
|             | 3430.4      | Travaux de gros entretien, bâtiments PF   | Travaux de gros entretien des bâtiments du patrimoine financier qui sont portés au bilan dans le groupe par nature 1084.  |
| 3431        |             | <b>Entretien courant, biens-fonds PF</b>  | Charges pour l'entretien des biens-fonds et installations du patrimoine financier ne pouvant être portées à l'actif tels que le service de conciergerie, le nettoyage, l'entretien des abords, des pelouses et des jardins, le déneigement, l'entretien des installations de chauffage, des ascenseurs, la technique du bâtiment, les appareils d'entretien, etc. |
|             | 3431.0      | Entretien courant des biens-fonds par des tiers                                   | Service de conciergerie, nettoyage, travaux d'entretien, de réparation et de maintenance, entretien des abords, etc. par des tiers.   |
|             | 3431.1      | Matériel d'exploitation et fournitures  | Matériel de nettoyage, de désinfection et d'exploitation, carburants.   |
|             | 3431.2      | Acquisition de biens meubles  | Acquisition de biens meubles, d'appareils, véhicules, machines, ustensiles et outils.   |
|             | 3431.3      | Entretien de biens meubles  | Entretien de biens meubles, d'appareils, véhicules en tout genre, machines, ustensiles et outils.   |
|             | 3431.4      | Loyers et frais d'utilisation   | Loyers et frais d'utilisation de véhicules, appareils et biens meubles.   |
|             | 3431.5      | Dédommagements  | Indemnités et dédommagements.   |
|             | 3431.9      | Autre entretien courant des biens-fonds   |   |

| Cpte simple | Cpte élargi | Désignation   | Remarques  |
|-------------|-------------|---|--|
| <b>3439</b> |             | <b>Autres charges des biens-fonds PF</b>                            | Primes d'assurance immobilière, primes d'assurance de responsabilité civile de bâtiments, alimentation en eau, électricité, taxes d'évacuation et d'épuration, taxes d'élimination des ordures, émoluments officiels, etc.   |
|             | 3439.0      | Matériel de bureau, imprimés, publications, littérature spécialisée | Matériel de bureau, imprimés, annonces (sans le recrutement du personnel), littérature spécialisée, magazines.   |
|             | 3439.1      | Eau, énergie, combustible   | Alimentation; combustible, énergie, électricité, gaz, eau.   |
|             | 3439.2      | Taxes d'évacuation des eaux usées et d'élimination des ordures      | Elimination; taxes d'évacuation des eaux usées, taxes d'élimination des ordures.   |
|             | 3439.3      | Impôts et taxes   | Emoluments officiels, taxes routières.   |
|             | 3439.4      | Primes d'assurances de choses                                       | Assurances contre les incendies, le vol, les dégâts d'eau et les dommages dus aux éléments naturels, primes d'assurance immobilière, primes d'assurance de responsabilité civile de bâtiments.   |
|             | 3439.5      | Prestations de services de tiers                                    | Frais d'administration des biens-fonds par des tiers, téléphone et télécommunications, taxes de raccordement au réseau câblé.  |
|             | 3439.6      | Planifications et projections de tiers                              |  |
|             | 3439.7      | Honoraires de conseillers externes, experts, spécialistes, etc.     |  |
|             | 3439.9      | Autres charges des biens-fonds PF                                   | Pertes sur créances effectives, prestations en dommages et intérêts.   |
| <b>344</b>  |             | <b>Réévaluations, immobilisations PF</b>                            | Les évaluations subséquentes ont lieu selon le principe de l'évaluation par objet. Des modifications positives ou négatives nettes de l'évaluation peuvent être saisies dans le groupe par nature 444. Si un solde négatif en résulte (diminution de la valeur totale), le solde doit être reporté sur le groupe par nature 344. |
| <b>3440</b> |             | <b>Réévaluations - Placements financiers PF</b>                     | Réévaluations négatives (dévalorisation) de placements financiers après évaluation selon les prescriptions applicables.  |
|             | 3440.0      | Réévaluations de titres PF  | Réévaluations négatives (dévalorisation) de titres du PF après évaluation selon les prescriptions applicables.   |
|             | 3440.1      | Réévaluations de prêts PF   | Réévaluations négatives (dévalorisation) de prêts du PF après évaluation selon les prescriptions applicables.  |
|             | 3440.2      | Réévaluations de participations PF                                  | Réévaluations négatives (dévalorisation) de participations du PF après évaluation selon les prescriptions applicables.   |
| <b>3441</b> |             | <b>Réévaluation - Immobilisations corporelles PF</b>                | Réévaluation négative (dévalorisation) des immobilisations corporelles du patrimoine financier (groupe par nature 108) après évaluation selon les prescriptions applicables.   |
|             | 3441.0      | Réévaluation des terrains PF  | Réévaluation négative (dévalorisation) des terrains du patrimoine financier (groupe par nature 1080) après évaluation selon les prescriptions applicables.   |
|             | 3441.4      | Réévaluation des bâtiments PF                                       | Réévaluation négative (dévalorisation) des bâtiments du patrimoine financier (groupe par nature 1084) après évaluation selon les prescriptions applicables.  |
|             | 3441.6      | Réévaluation des biens meubles PF                                   | Réévaluation négative (dévalorisation) des biens meubles du patrimoine financier (groupe par nature 1086) après évaluation selon les prescriptions applicables.  |
|             | 3441.9      | Réévaluation des autres immobilisations corporelles PF              | Réévaluation négative (dévalorisation) des autres immobilisations corporelles du patrimoine financier (groupe par nature 1089) après évaluation selon les prescriptions applicables.   |
| <b>349</b>  |             | <b>Différentes charges financières</b>                              |  |

| Cpte simple | Cpte élargi | Désignation   | Remarques   |
|-------------|-------------|---|---|
| 3499        |             | <b>Autres charges financières</b>   | Déduction de l'escompte facturé en chiffres bruts; bonifications d'intérêts sur remboursements d'impôts; différences de caisse, perte d'espèces pour cause de vol.  |
| 35          |             | <b>Attributions aux fonds et financements spéciaux</b>                                  | Les fonds et financements spéciaux doivent être balancés au terme de la période comptable par le transfert des excédents de revenus dans le compte du bilan.  |
| 350         |             | <b>Attributions aux fonds et financements spéciaux des capitaux de tiers</b>            |   |
| 3500        |             | <b>Attributions aux financements spéciaux des capitaux de tiers</b>                     | Attributions dans le groupe par nature 2090 Engagements envers les financements spéciaux des capitaux de tiers.   |
| 3501        |             | <b>Attributions aux fonds des capitaux de tiers</b>                                     | Attributions dans le groupe par nature 2091 Engagements envers les fonds des capitaux de tiers.   |
| 351         |             | <b>Attributions aux fonds et financements spéciaux enregistrés comme capital propre</b> |   |
| 3510        |             | <b>Attributions aux financements spéciaux du capital propre</b>                         | Attributions dans le groupe par nature 2900 Financements spéciaux enregistrés comme capital propre.   |
| 3511        |             | <b>Attributions aux fonds du capital propre</b>   | Attributions dans le groupe par nature 2910 Fonds enregistrés comme capital propre.   |
| 36          |             | <b>Charges de transfert</b>   |   |
| 360         |             | <b>Quotes-parts de revenus destinées à des tiers</b>                                    | Parts légales d'autres collectivités sur le revenu de redevances déterminées.   |
| 3600        |             | <b>Quotes-parts de revenus destinées à la Confédération</b>                             | Les différentes parts de revenus à remettre à la Confédération doivent être séparées par des comptes détaillés: 3600.0 Quote-part de la Confédération aux émoluments du registre du commerce; 3600.1 Quote-part de la Confédération aux émoluments pour passeport.<br>Les revenus sont comptabilisés selon le principe du produit brut. |
| 3601        |             | <b>Quotes-parts de revenus destinées aux cantons et aux concordats</b>                  | Les différentes parts de revenus des cantons (p. ex. la part des cantons aux émoluments pour passeport) doivent être séparées par des comptes détaillés.<br>Les revenus sont comptabilisés selon le principe du produit brut.   |
| 3602        |             | <b>Quotes-parts de revenus destinées aux communes et aux syndicats intercommunaux</b>   | Séparer par des comptes détaillés pour la statistique financière: 3602.1 Quotes-parts des communes aux impôts cantonaux; 3602.2 Quotes-parts aux revenus régaliens et de concessions; 3602.3 Quotes-parts des communes aux émoluments cantonaux.  |
| 3603        |             | <b>Quotes-parts de revenus destinées aux assurances sociales publiques</b>              | Les différentes parts de revenus des assurances sociales doivent être séparées par des comptes détaillés.<br>Les revenus sont comptabilisés selon le principe du produit brut.  |
| 3604        |             | <b>Quotes-parts de revenus destinées aux entreprises publiques</b>                      | Les différentes parts de revenus des entreprises publiques doivent être séparées par des comptes détaillés.<br>Les revenus sont comptabilisés selon le principe du produit brut.  |
| 361         |             | <b>Dédommagements à des collectivités publiques</b>                                     | Dédommagements à une collectivité qui effectue pour une autre, partiellement ou dans son intégralité, une tâche à des fins publiques qui, selon la répartition des tâches donnée, est de la compétence de la collectivité l'ayant déléguée. L'indemnité est en règle générale fixée en fonction des coûts.                              |
| 3610        |             | <b>Dédommagements à la Confédération</b>  | Dédommagements à la Confédération pour des tâches dans le domaine de compétence de la commune.  |

| Cpte simple | Cpte élargi | Désignation   | Remarques  |
|-------------|-------------|---|--|
| 3611        |             | Dédommagements aux cantons et aux concordats  | Dédommagements au canton pour des tâches dans le domaine de compétence de la commune.  |
| 3612        |             | Dédommagements aux communes et aux syndicats intercommunaux                               | Dédommagements à d'autres communes et aux syndicats intercommunaux pour des tâches dans le domaine de compétence de la collectivité.   |
| 3613        |             | Dédommagements aux assurances sociales publiques  | Dédommagements aux assurances sociales publiques pour des tâches dans le domaine de compétence des collectivités publiques.  |
| 3614        |             | Dédommagements aux entreprises publiques  | Dédommagements à des entreprises publiques pour des tâches dans le domaine de compétence de la collectivité.   |
| 362         |             | Péréquation financière et compensation des charges  |  |
| 3621        |             | Péréquation financière et compensation des charges - canton                               | Subventions des communes au canton au titre de la péréquation financière et de la compensation des charges.  |
| 3621.5      | 3621.5      | Subventions de la péréquation financière au canton  | Subventions de la commune au canton au titre de la péréquation financière cantonale et de la péréquation de la capacité contributive.  |
| 3621.6      | 3621.6      | Subventions de la compensation des charges au canton                                      | Subventions de la commune au canton au titre de la compensation des charges cantonale.   |
| 3622        |             | Péréquation financière et compensation des charges - communes et syndicats intercommunaux | Subventions des communes à d'autres communes et aux syndicats intercommunaux au titre de la péréquation financière et de la compensation des charges.  |
| 3622.7      | 3622.7      | Subventions de la péréquation financière aux communes et aux syndicats intercommunaux     | Péréquation financière cantonale (subventions des communes à d'autres communes et aux syndicats intercommunaux; péréquation financière horizontale).   |
| 3622.8      | 3622.8      | Subventions de la compensation des charges aux communes et aux syndicats intercommunaux   | Compensation des charges cantonale (subvention des communes à d'autres communes et aux syndicats intercommunaux; CdC horizontale).   |
| 3624        |             | Subventions de la compensation des charges aux entreprises publiques                      | Dans les comptes de la commune, s'il existe une compensation des charges en faveur d'entreprises publiques.  |
| 363         |             | Subventions à des collectivités et à des tiers  |  |
| 3630        |             | Subventions à la Confédération  | Subventions d'exploitation courantes à la Confédération.   |
| 3631        |             | Subventions aux cantons et aux concordats   | Subventions d'exploitation courantes aux cantons et aux concordats.  |
| 3632        |             | Subventions aux communes et aux syndicats intercommunaux                                  | Subventions d'exploitation courantes aux communes et aux syndicats intercommunaux.   |
| 3633        |             | Subventions aux assurances sociales publiques   | Subventions d'exploitation courantes aux assurances sociales publiques.  |
| 3634        |             | Subventions aux entreprises publiques   | Subventions d'exploitation courantes aux entreprises publiques.  |
| 3635        |             | Subventions aux entreprises privées   | Subventions d'exploitation courantes aux entreprises privées, p. ex. aux exploitations agricoles.  |
| 3636        |             | Subventions aux organisations privées à but non lucratif                                  | Subventions d'exploitation courantes aux organisations privées à but non lucratif comme les organisations religieuses, les œuvres d'entraide, les établissements médico-sociaux, les foyers de jeunesse et d'éducation, les partis politiques. |
| 3637        |             | Subventions aux ménages   | Subventions courantes aux ménages, p. ex. aide sociale, réduction de primes d'assurance-maladie. Faire figurer les bourses d'études dans un compte détaillé séparé en raison de la statistique financière.                                     |
| 3638        |             | Subventions à l'étranger  | Subventions d'exploitation courantes en faveur de bénéficiaires à l'étranger ou pour une utilisation à l'étranger comme les subventions aux œuvres d'entraide suisses à l'étranger.  |
| 364         |             | Réévaluations, prêts PA   | Réévaluations de prêts du patrimoine administratif suite à une dépréciation durable.   |
| 3640        |             | Réévaluations, prêts PA   | Réévaluations du groupe par nature 144 Prêts PA.   |



| Cpte simple   | Cpte élargi   | Désignation  | Remarques  |
|---------------|---------------|--|--|
| <b>3640.0</b> | <b>3640.0</b> | <b>Réévaluations de prêts PA à la Confédération</b>  | Réévaluations du groupe par nature 1440 Prêts PA à la Confédération.   |
| <b>3640.1</b> | <b>3640.1</b> | <b>Réévaluations de prêts PA aux cantons et aux concordats</b>                                     | Réévaluations du groupe par nature 1441 Prêts PA aux cantons et aux concordats.  |
| <b>3640.2</b> | <b>3640.2</b> | <b>Réévaluations de prêts PA aux communes et aux syndicats intercommunaux</b>                      | Réévaluations du groupe par nature 1442 Prêts PA aux communes et aux syndicats intercommunaux.   |
|               | 3640.20       | Réévaluations de prêts PA du compte général aux communes et aux syndicats intercommunaux           | Réévaluations du groupe par nature 1442 Prêts PA du compte général aux communes et aux syndicats intercommunaux.   |
|               | 3640.21       | Réévaluations de prêts PA d'entreprises communales FS aux communes et aux syndicats intercommunaux | Réévaluations du groupe par nature 1442 Prêts PA d'entreprises communales faisant l'objet d'un financement spécial aux communes et aux syndicats intercommunaux. |
| <b>3640.3</b> | <b>3640.3</b> | <b>Réévaluations de prêts PA aux assurances sociales publiques</b>                                 | Réévaluations du groupe par nature 1443 Prêts PA aux assurances sociales publiques.  |
| <b>3640.4</b> | <b>3640.4</b> | <b>Réévaluations de prêts PA aux entreprises publiques</b>   | Réévaluations du groupe par nature 1444 Prêts PA aux entreprises publiques.  |
|               | 3640.40       | Réévaluations de prêts PA du compte général aux entreprises publiques                              | Réévaluations du groupe par nature 1444 Prêts PA du compte général aux entreprises publiques.  |
|               | 3640.41       | Réévaluations de prêts PA d'entreprises communales FS aux entreprises publiques                    | Réévaluations du groupe par nature 1444 Prêts PA d'entreprises communales faisant l'objet d'un financement spécial aux entreprises publiques.                    |
| <b>3640.5</b> | <b>3640.5</b> | <b>Réévaluations de prêts PA aux entreprises privées</b>   | Réévaluations du groupe par nature 1445 Prêts PA aux entreprises privées.  |
|               | 3640.50       | Réévaluations de prêts PA du compte général aux entreprises privées                                | Réévaluations du groupe par nature 1445 Prêts PA du compte général aux entreprises privées.  |
|               | 3640.51       | Réévaluations de prêts PA d'entreprises communales FS aux entreprises privées                      | Réévaluations du groupe par nature 1445 Prêts PA d'entreprises communales faisant l'objet d'un financement spécial aux entreprises privées.                      |
| <b>3640.6</b> | <b>3640.6</b> | <b>Réévaluation de prêts PA aux organisations privées à but non lucratif</b>                       | Réévaluations du groupe par nature 1446 Prêts PA aux organisations privées à but non lucratif.   |
|               | 3640.60       | Réévaluations de prêts PA du compte général aux organisations privées à but non lucratif           | Réévaluations du groupe par nature 1446 Prêts PA du compte général aux organisations privées à but non lucratif.   |
|               | 3640.61       | Réévaluations de prêts PA d'entreprises communales FS aux organisations privées à but non lucratif | Réévaluations du groupe par nature 1446 Prêts PA d'entreprises communales faisant l'objet d'un financement spécial aux organisations privées à but non lucratif. |
| <b>3640.7</b> | <b>3640.7</b> | <b>Réévaluations de prêts PA aux ménages</b>   | Réévaluations du groupe par nature 1447 Prêts PA aux ménages.  |
| <b>3640.8</b> | <b>3640.8</b> | <b>Réévaluations de prêts PA à l'étranger</b>  | Réévaluations du groupe par nature 1448 Prêts PA à l'étranger.   |
|               | 3640.80       | Réévaluations de prêts PA du compte général à l'étranger   | Réévaluations du groupe par nature 1448 Prêts PA du compte général à l'étranger.   |
|               | 3640.81       | Réévaluations de prêts PA d'entreprises communales FS à l'étranger                                 | Réévaluations du groupe par nature 1448 Prêts PA d'entreprises communales faisant l'objet d'un financement spécial à l'étranger.                                 |
| <b>365</b>    |               | <b>Réévaluations, participations PA</b>  | Réévaluations de participations du patrimoine administratif suite à une dépréciation durable.  |
| <b>3650</b>   |               | <b>Réévaluations, participations PA</b>  | Réévaluations du groupe par nature 145 Participations PA.  |
| <b>3650.0</b> | <b>3650.0</b> | <b>Réévaluations de participations PA à la Confédération</b>                                       | Réévaluations du groupe par nature 1450 Participations PA à la Confédération.  |
| <b>3650.1</b> | <b>3650.1</b> | <b>Réévaluations de participations PA aux cantons et aux concordats</b>                            | Réévaluations du groupe par nature 1451 Participations PA aux cantons et aux concordats.   |
| <b>3650.2</b> | <b>3650.2</b> | <b>Réévaluations de participations PA aux communes et aux syndicats intercommunaux</b>             | Réévaluations du groupe par nature 1452 Participations PA aux communes et aux syndicats intercommunaux.  |
| <b>3650.3</b> | <b>3650.3</b> | <b>Réévaluations de participations PA aux assurances sociales publiques</b>                        | Réévaluations du groupe par nature 1453 Participations PA aux assurances sociales publiques.   |
| <b>3650.4</b> | <b>3650.4</b> | <b>Réévaluations de participations PA aux entreprises publiques</b>                                | Réévaluations du groupe par nature 1454 Participations PA aux entreprises publiques.   |

| Cpte simple   | Cpte élargi   | Désignation  | Remarques  |
|---------------|---------------|--|--|
|               | 3650.40       | Réévaluations de participations PA du compte général aux entreprises publiques   | Réévaluations du groupe par nature 1454 Participations PA du compte général aux entreprises publiques.   |
|               | 3650.41       | Réévaluations de participations PA d'entreprises communales FS aux entreprises publiques   | Réévaluations du groupe par nature 1454 Participations PA d'entreprises communales faisant l'objet d'un financement spécial aux entreprises publiques.   |
| <b>3650.5</b> | <b>3650.5</b> | <b>Réévaluations de participations PA aux entreprises privées</b>  | Réévaluations du groupe par nature 1455 Participations PA aux entreprises privées.   |
|               | 3650.50       | Réévaluations de participations PA du compte général aux entreprises privées   | Réévaluations du groupe par nature 1455 Participations PA du compte général aux entreprises privées.   |
|               | 3650.51       | Réévaluations de participations PA d'entreprises communales FS aux entreprises privées   | Réévaluations du groupe par nature 1455 Participations PA d'entreprises communales faisant l'objet d'un financement spécial aux entreprises privées.   |
| <b>3650.6</b> | <b>3650.6</b> | <b>Réévaluations de participations PA aux organisations privées à but non lucratif</b>   | Réévaluations du groupe par nature 1456 Participations PA aux organisations privées à but non lucratif.  |
|               | 3650.60       | Réévaluations de participations PA du compte général aux organisations privées à but non lucratif                                | Réévaluations du groupe par nature 1456 Participations PA du compte général aux organisations privées à but non lucratif.  |
|               | 3650.61       | Réévaluations de participations PA d'entreprises communales FS aux organisations privées à but non lucratif                      | Réévaluations du groupe par nature 1456 Participations PA d'entreprises communales faisant l'objet d'un financement spécial aux organisations privées à but non lucratif.                        |
| <b>3650.7</b> | <b>3650.7</b> | <b>Réévaluations de participations PA aux ménages</b>  | Réévaluations du groupe par nature 1457 Participations PA aux ménages.   |
| <b>3650.8</b> | <b>3650.8</b> | <b>Réévaluations de participations PA à l'étranger</b>   | Réévaluations du groupe par nature 1458 Participations PA à l'étranger.  |
|               | 3650.80       | Réévaluations de participations PA du compte général à l'étranger  | Réévaluations du groupe par nature 1458 Participations PA du compte général à l'étranger.  |
|               | 3650.81       | Réévaluations de participations PA d'entreprises communales FS à l'étranger  | Réévaluations du groupe par nature 1458 Participations PA d'entreprises communales faisant l'objet d'un financement spécial à l'étranger.  |
| <b>366</b>    |               | <b>Amortissements, subventions d'investissements</b>   | Amortissements planifiés et non planifiés du groupe par nature 146 Subventions d'investissements.  |
| <b>3660</b>   |               | <b>Amortissements planifiés, subventions d'investissements</b>   | Amortissements planifiés du groupe par nature 146 Subventions d'investissements.   |
| <b>3660.0</b> | <b>3660.0</b> | <b>Amortissements planifiés, subventions d'investissements à la Confédération</b>  | Amortissements planifiés du groupe par nature 1460 Subventions d'investissements à la Confédération.   |
| <b>3660.1</b> | <b>3660.1</b> | <b>Amortissements planifiés, subventions d'investissements aux cantons et aux concordats</b>                                     | Amortissements planifiés du groupe par nature 1461 Subventions d'investissements aux cantons et aux concordats.  |
| <b>3660.2</b> | <b>3660.2</b> | <b>Amortissements planifiés, subventions d'investissements aux communes et aux syndicats intercommunaux</b>                      | Amortissements planifiés du groupe par nature 1462 Subventions d'investissements aux communes et aux syndicats intercommunaux.   |
|               | 3660.20       | Amortissements planifiés, subventions d'investissements du compte général aux communes et aux syndicats intercommunaux           | Amortissements planifiés du groupe par nature 1462 Subventions d'investissements du compte général aux communes et aux syndicats intercommunaux.   |
|               | 3660.21       | Amortissements planifiés, subventions d'investissements d'entreprises communales FS aux communes et aux syndicats intercommunaux | Amortissements planifiés du groupe par nature 1462 Subventions d'investissements d'entreprises communales faisant l'objet d'un financement spécial aux communes et aux syndicats intercommunaux. |
| <b>3660.3</b> | <b>3660.3</b> | <b>Amortissements planifiés, subventions d'investissements aux assurances sociales publiques</b>                                 | Amortissements planifiés du groupe par nature 1463 Subventions d'investissements aux assurances sociales publiques.  |
| <b>3660.4</b> | <b>3660.4</b> | <b>Amortissements planifiés, subventions d'investissements aux entreprises publiques</b>   | Amortissements planifiés du groupe par nature 1464 Subventions d'investissements aux entreprises publiques.  |
|               | 3660.40       | Amortissements planifiés, subventions d'investissements du compte général aux entreprises publiques                              | Amortissements planifiés du groupe par nature 1464 Subventions d'investissements du compte général aux entreprises publiques.  |

| Cpte simple   | Cpte élargi   | Désignation  | Remarques  |
|---------------|---------------|--|--|
|               | 3660.41       | Amortissements planifiés, subventions d'investissements d'entreprises communales FS aux entreprises publiques                        | Amortissements planifiés du groupe par nature 1464 Subventions d'investissements d'entreprises communales faisant l'objet d'un financement spécial aux entreprises publiques.                        |
| <b>3660.5</b> | <b>3660.5</b> | <b>Amortissements planifiés, subventions d'investissements aux entreprises privées</b>   | Amortissements planifiés du groupe par nature 1465 Subventions d'investissements aux entreprises privées.  |
|               | 3660.50       | Amortissements planifiés, subventions d'investissements du compte général aux entreprises privées                                    | Amortissements planifiés du groupe par nature 1465 Subventions d'investissements du compte général aux entreprises privées.  |
|               | 3660.51       | Amortissements planifiés, subventions d'investissements d'entreprises communales FS aux entreprises privées                          | Amortissements planifiés du groupe par nature 1465 Subventions d'investissements d'entreprises communales faisant l'objet d'un financement spécial aux entreprises privées.                          |
| <b>3660.6</b> | <b>3660.6</b> | <b>Amortissements planifiés, subventions d'investissements aux organisations privées à but non lucratif</b>                          | Amortissements planifiés du groupe par nature 1466 Subventions d'investissements aux organisations privées à but non lucratif.   |
|               | 3660.60       | Amortissements planifiés, subventions d'investissements du compte général aux organisations privées à but non lucratif               | Amortissements planifiés du groupe par nature 1466 Subventions d'investissements du compte général aux organisations privées à but non lucratif.   |
|               | 3660.61       | Amortissements planifiés, subventions d'investissements d'entreprises communales FS aux organisations privées à but non lucratif     | Amortissements planifiés du groupe par nature 1466 Subventions d'investissements d'entreprises communales faisant l'objet d'un financement spécial aux organisations privées à but non lucratif.     |
| <b>3660.7</b> | <b>3660.7</b> | <b>Amortissements planifiés, subventions d'investissements aux ménages</b>   | Amortissements planifiés du groupe par nature 1467 Subventions d'investissements aux ménages.  |
| <b>3660.8</b> | <b>3660.8</b> | <b>Amortissements planifiés, subventions d'investissements à l'étranger</b>  | Amortissements planifiés du groupe par nature 1468 Subventions d'investissements à l'étranger.   |
|               | 3660.80       | Amortissements planifiés, subventions d'investissements du compte général à l'étranger   | Amortissements planifiés du groupe par nature 1468 Subventions d'investissements du compte général à l'étranger.   |
|               | 3660.81       | Amortissements planifiés, subventions d'investissements d'entreprises communales FS à l'étranger                                     | Amortissements planifiés du groupe par nature 1468 Subventions d'investissements d'entreprises communales faisant l'objet d'un financement spécial à l'étranger.                                     |
| <b>3661</b>   |               | <b>Amortissements non planifiés, subventions d'investissements</b>   | Amortissements non planifiés du groupe par nature 146 Subventions d'investissements.   |
| <b>3661.0</b> | <b>3661.0</b> | <b>Amortissements non planifiés, subventions d'investissements à la Confédération</b>  | Amortissements non planifiés du groupe par nature 1460 Subventions d'investissements à la Confédération.   |
| <b>3661.1</b> | <b>3661.1</b> | <b>Amortissements non planifiés, subventions d'investissements aux cantons et aux concordats</b>                                     | Amortissements non planifiés du groupe par nature 1461 Subventions d'investissements aux cantons et aux concordats.  |
| <b>3661.2</b> | <b>3661.2</b> | <b>Amortissements non planifiés, subventions d'investissements aux communes et aux syndicats intercommunaux</b>                      | Amortissements non planifiés du groupe par nature 1462 Subventions d'investissements aux communes et aux syndicats intercommunaux.   |
|               | 3661.20       | Amortissements non planifiés, subventions d'investissements du compte général aux communes et aux syndicats intercommunaux           | Amortissements non planifiés du groupe par nature 1462 Subventions d'investissements du compte général aux communes et aux syndicats intercommunaux.   |
|               | 3661.21       | Amortissements non planifiés, subventions d'investissements d'entreprises communales FS aux communes et aux syndicats intercommunaux | Amortissements non planifiés du groupe par nature 1462 Subventions d'investissements d'entreprises communales faisant l'objet d'un financement spécial aux communes et aux syndicats intercommunaux. |
| <b>3661.3</b> | <b>3661.3</b> | <b>Amortissements non planifiés, subventions d'investissements aux assurances sociales publiques</b>                                 | Amortissements non planifiés du groupe par nature 1463 Subventions d'investissements aux assurances sociales publiques.  |
| <b>3661.4</b> | <b>3661.4</b> | <b>Amortissements non planifiés, subventions d'investissements aux entreprises publiques</b>   | Amortissements non planifiés du groupe par nature 1464 Subventions d'investissements aux entreprises publiques.  |
|               | 3661.40       | Amortissements non planifiés, subventions d'investissements du compte général aux entreprises publiques                              | Amortissements non planifiés du groupe par nature 1464 Subventions d'investissements du compte général aux entreprises publiques.  |



| Cpte simple   | Cpte élargi   | Désignation  | Remarques   |
|---------------|---------------|--|---|
|               | 3661.41       | Amortissements non planifiés, subventions d'investissements d'entreprises communales FS aux entreprises publiques                    | Amortissements non planifiés du groupe par nature 1464 Subventions d'investissements d'entreprises communales faisant l'objet d'un financement spécial aux entreprises publiques.   |
| <b>3661.5</b> | <b>3661.5</b> | <b>Amortissements non planifiés, subventions d'investissements aux entreprises privées</b>   | Amortissements non planifiés du groupe par nature 1465 Subventions d'investissements aux entreprises privées.   |
|               | 3661.50       | Amortissements non planifiés, subventions d'investissements du compte général aux entreprises privées                                | Amortissements non planifiés du groupe par nature 1465 Subventions d'investissements du compte général aux entreprises privées.   |
|               | 3661.51       | Amortissements non planifiés, subventions d'investissements d'entreprises communales FS aux entreprises privées                      | Amortissements non planifiés du groupe par nature 1465 Subventions d'investissements d'entreprises communales faisant l'objet d'un financement spécial aux entreprises privées.   |
| <b>3661.6</b> | <b>3661.6</b> | <b>Amortissements non planifiés, subventions d'investissements aux organisations privées à but non lucratif</b>                      | Amortissements non planifiés du groupe par nature 1466 Subventions d'investissements aux organisations privées à but non lucratif.  |
|               | 3661.60       | Amortissements non planifiés, subventions d'investissements du compte général aux organisations privées à but non lucratif           | Amortissements non planifiés du groupe par nature 1466 Subventions d'investissements du compte général aux organisations privées à but non lucratif.  |
|               | 3661.61       | Amortissements non planifiés, subventions d'investissements d'entreprises communales FS aux organisations privées à but non lucratif | Amortissements non planifiés du groupe par nature 1466 Subventions d'investissements d'entreprises communales faisant l'objet d'un financement spécial aux organisations privées à but non lucratif.  |
| <b>3661.7</b> | <b>3661.7</b> | <b>Amortissements non planifiés, subventions d'investissements aux ménages</b>   | Amortissements non planifiés du groupe par nature 1467 Subventions d'investissements aux ménages.   |
| <b>3661.8</b> | <b>3661.8</b> | <b>Amortissements non planifiés, subventions d'investissements à l'étranger</b>  | Amortissements non planifiés du groupe par nature 1468 Subventions d'investissements à l'étranger.  |
|               | 3661.80       | Amortissements non planifiés, subventions d'investissements du compte général à l'étranger   | Amortissements non planifiés du groupe par nature 1468 Subventions d'investissements du compte général à l'étranger.  |
|               | 3661.81       | Amortissements non planifiés, subventions d'investissements d'entreprises communales FS à l'étranger                                 | Amortissements non planifiés du groupe par nature 1468 Subventions d'investissements d'entreprises communales faisant l'objet d'un financement spécial à l'étranger.  |
| <b>369</b>    |               | <b>Différentes charges de transfert</b>  |   |
| <b>3690</b>   |               | <b>Autres charges de transfert</b>   | Charges de transfert non affectées différemment.  |
| <b>37</b>     |               | <b>Subventions à redistribuer</b>  | La collectivité transmet à des tiers les subventions à redistribuer qu'elle a obtenues de la part d'une autre collectivité.<br><br>Les entrées sont saisies dans le groupe par nature 47, et les versements dans le groupe par nature 37.<br><br>Les groupes par nature 37 et 47 doivent coïncider au terme de la période comptable, et des comptes de régularisation doivent être établis à cet effet. |
| <b>370</b>    |               | <b>Subventions à redistribuer</b>  |   |
| <b>3700</b>   |               | <b>Confédération</b>   | Subventions à redistribuer d'autres collectivités ou de tiers qui sont transmises à la Confédération.   |
| <b>3701</b>   |               | <b>Cantons et concordats</b>   | Subventions à redistribuer d'autres collectivités ou de tiers qui sont transmises à des cantons ou à des concordats.  |
| <b>3702</b>   |               | <b>Communes et syndicats intercommunaux</b>  | Subventions à redistribuer d'autres collectivités ou de tiers qui sont transmises à des communes ou à des syndicats intercommunaux.   |
| <b>3703</b>   |               | <b>Assurances sociales publiques</b>   | Subventions à redistribuer d'autres collectivités ou de tiers qui sont transmises à des assurances sociales publiques.  |
| <b>3704</b>   |               | <b>Entreprises publiques</b>   | Subventions à redistribuer d'autres collectivités ou de tiers qui sont transmises à des entreprises publiques.  |

| Cpte simple | Cpte élargi | Désignation   | Remarques  |
|-------------|-------------|---|--|
| 3705        |             | <b>Entreprises privées</b>  | Subventions à redistribuer d'autres collectivités ou de tiers qui sont transmises à des entreprises privées.   |
| 3706        |             | <b>Organisations privées à but non lucratif</b>   | Subventions à redistribuer d'autres collectivités ou de tiers qui sont transmises à des organisations privées à but non lucratif.  |
| 3707        |             | <b>Ménages</b>  | Subventions à redistribuer d'autres collectivités ou de tiers qui sont transmises à des ménages.   |
| 3708        |             | <b>Etranger</b>   | Subventions à redistribuer d'autres collectivités ou de tiers qui sont transmises à des bénéficiaires à l'étranger.  |
| 38          |             | <b>Charges extraordinaires</b>  | Les charges et revenus sont considérés comme extraordinaires si l'on ne pouvait en aucune manière les prévoir et lorsqu'ils échappent à toute influence et tout contrôle ou lorsqu'ils ne relèvent pas du domaine opérationnel. Sont également considérés comme charges ou revenus extraordinaires les amortissements supplémentaires, l'amortissement du découvert du bilan, ainsi que les attributions au capital propre et les prélèvements sur ce dernier. |
| 380         |             | <b>Charges de personnel extraordinaires</b>   | Charges de personnel qui ne pouvaient en aucun cas être prévues et qui se soustraient à toute influence et à tout contrôle.  |
| 3800        |             | <b>Charges de personnel extraordinaires</b>   | Charges de personnel extraordinaires, y compris les cotisations patronales et les cotisations d'assurances sociales.   |
| 381         |             | <b>Charges de biens et services et autres charges d'exploitation extraordinaires</b>                | Charges de biens et services et autres charges d'exploitation qui ne pouvaient en aucun cas être prévues et qui se soustraient à toute influence et à tout contrôle.   |
| 3810        |             | <b>Charges de biens et services et autres charges d'exploitation extraordinaires</b>                | Charges de biens et services et autres charges d'exploitation extraordinaires avec une incidence sur les flux de trésorerie.   |
| 3811        |             | <b>Charges de biens et services et autres charges d'exploitation extraordinaires, réévaluations</b> | Charges de biens et services et autres charges d'exploitation extraordinaires comptables.  |
| 383         |             | <b>Amortissements supplémentaires</b>   | Amortissements supplémentaires d'immobilisations corporelles et d'immobilisations incorporelles du patrimoine administratif ainsi qu'amortissements supplémentaires non attribuables.  |
| 3830        |             | <b>Amortissements supplémentaires, immobilisations corporelles du patrimoine administratif</b>      | Compte de contrepartie du groupe par nature 1480. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 140 Immobilisations corporelles du PA.   |
| 3830.0      | 3830.0      | <b>Amortissements supplémentaires, terrains du patrimoine administratif</b>                         | Compte de contrepartie du groupe par nature 14800. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1400 Terrains PA.   |
|             | 3830.00     | Amortissements supplémentaires, terrains PA du compte général                                       | Compte de contrepartie du groupe par nature 14800. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1400 Terrains PA du compte général.   |
|             | 3830.01     | Amortissements supplémentaires, terrains PA d'entreprises communales FS                             | Compte de contrepartie du groupe par nature 14800. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1400 Terrains PA d'entreprises communales faisant l'objet d'un financement spécial.   |
| 3830.1      | 3830.1      | <b>Amortissements supplémentaires, routes / voies de communication PA</b>                           | Compte de contrepartie du groupe par nature 14801. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1401 Routes / voies de communication PA.  |
| 3830.2      | 3830.2      | <b>Amortissements supplémentaires, aménagement des eaux PA</b>                                      | Compte de contrepartie du groupe par nature 14802. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1402 Aménagement des eaux PA.   |
| 3830.3      | 3830.3      | <b>Amortissements supplémentaires, autres ouvrages de génie civil PA</b>                            | Compte de contrepartie du groupe par nature 14803. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1403 Autres ouvrages de génie civil PA.   |

| Cpte simple   | Cpte élargi   | Désignation   | Remarques  |
|---------------|---------------|---|--|
|               | 3830.30       | Amortissements supplémentaires, autres ouvrages de génie civil PA du compte général               | Compte de contrepartie du groupe par nature 14803. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1403 Autres ouvrages de génie civil PA du compte général.   |
|               | 3830.31       | Amortissements supplémentaires, autres ouvrages de génie civil PA d'entreprises communales FS     | Compte de contrepartie du groupe par nature 14803. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1403 Autres ouvrages de génie civil PA d'entreprises communales faisant l'objet d'un financement spécial.     |
| <b>3830.4</b> | <b>3830.4</b> | <b>Amortissements supplémentaires, terrains bâtis PA</b>  | Compte de contrepartie du groupe par nature 14804. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1404 Terrains bâtis PA.   |
|               | 3830.40       | Amortissements supplémentaires, terrains bâtis PA du compte général                               | Compte de contrepartie du groupe par nature 14804. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1404 Terrains bâtis PA du compte général.   |
|               | 3830.41       | Amortissements supplémentaires, terrains bâtis PA d'entreprises communales FS                     | Compte de contrepartie du groupe par nature 14804. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1404 Terrains bâtis PA d'entreprises communales faisant l'objet d'un financement spécial.                     |
| <b>3830.5</b> | <b>3830.5</b> | <b>Amortissements supplémentaires, forêts PA</b>  | Compte de contrepartie du groupe par nature 14805. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1405 Forêts PA.   |
| <b>3830.6</b> | <b>3830.6</b> | <b>Amortissements supplémentaires, biens meubles PA</b>   | Compte de contrepartie du groupe par nature 14806. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1406 Biens meubles PA.  |
|               | 3830.60       | Amortissements supplémentaires, biens meubles PA du compte général                                | Compte de contrepartie du groupe par nature 14806. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1406 Biens meubles PA du compte général.  |
|               | 3830.61       | Amortissements supplémentaires, biens meubles PA d'entreprises communales FS                      | Compte de contrepartie du groupe par nature 14806. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1406 Biens meubles PA d'entreprises communales faisant l'objet d'un financement spécial.                      |
| <b>3830.9</b> | <b>3830.9</b> | <b>Amortissements supplémentaires, autres immobilisations corporelles PA</b>                      | Compte de contrepartie du groupe par nature 14809. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1409 Autres immobilisations corporelles PA.   |
|               | 3830.90       | Amortissements supplémentaires, autres immobilisations corporelles PA du compte général           | Compte de contrepartie du groupe par nature 14809. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1409 Autres immobilisations corporelles PA du compte général.   |
|               | 3830.91       | Amortissements supplémentaires, autres immobilisations corporelles PA d'entreprises communales FS | Compte de contrepartie du groupe par nature 14809. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1409 Autres immobilisations corporelles PA d'entreprises communales faisant l'objet d'un financement spécial. |
| <b>3832</b>   |               | <b>Amortissements supplémentaires, immobilisations incorporelles PA</b>                           | Compte de contrepartie du groupe par nature 1482. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 142 Immobilisations incorporelles PA.  |
| <b>3832.0</b> | <b>3832.0</b> | <b>Amortissements supplémentaires, logiciels</b>  | Compte de contrepartie du groupe par nature 14820. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1420 Logiciels PA.  |
|               | 3832.00       | Amortissements supplémentaires, logiciels du compte général                                       | Compte de contrepartie du groupe par nature 14820. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1420 Logiciels PA du compte général.  |
|               | 3832.01       | Amortissements supplémentaires, logiciels d'entreprises communales FS                             | Compte de contrepartie du groupe par nature 14820. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1420 Logiciels PA d'entreprises communales faisant l'objet d'un financement spécial.                          |
| <b>3832.1</b> | <b>3832.1</b> | <b>Amortissements supplémentaires, licences, droits d'utilisation, droits des marques</b>         | Compte de contrepartie du groupe par nature 14821. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1421 Licences, droits d'utilisation, droits des marques PA.   |

| Cpte simple   | Cpte élargi   | Désignation  | Remarques  |
|---------------|---------------|--|--|
|               | 3832.10       | Amortissements supplémentaires, licences, droits d'utilisation, droits des marques du compte général           | Compte de contrepartie du groupe par nature 14821. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1421 Licences, droits d'utilisation, droits des marques PA du compte général.   |
|               | 3832.11       | Amortissements supplémentaires, licences, droits d'utilisation, droits des marques d'entreprises communales FS | Compte de contrepartie du groupe par nature 14821. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1421 Licences, droits d'utilisation, droits des marques PA d'entreprises communales faisant l'objet d'un financement spécial.                                       |
| <b>3832.9</b> | <b>3832.9</b> | <b>Amortissements supplémentaires, autres immobilisations incorporelles</b>                                    | Compte de contrepartie du groupe par nature 14829. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1429 Autres immobilisations incorporelles PA.   |
|               | 3832.90       | Amortissements supplémentaires, autres immobilisations incorporelles du compte général                         | Compte de contrepartie du groupe par nature 14829. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1429 Autres immobilisations incorporelles PA du compte général.   |
|               | 3832.91       | Amortissements supplémentaires, autres immobilisations incorporelles d'entreprises communales FS               | Compte de contrepartie du groupe par nature 14829. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1429 Autres immobilisations incorporelles PA d'entreprises communales faisant l'objet d'un financement spécial.   |
| <b>3839</b>   |               | <b>Amortissements supplémentaires PA, non attribués</b>  | Compte de contrepartie du groupe par nature 1489. Amortissements supplémentaires du patrimoine administratif non attribués à un groupe par nature.   |
|               | 3839.00       | Amortissements supplémentaires non attribués, PA du compte général   | Compte de contrepartie du groupe par nature 14890. Amortissements supplémentaires du patrimoine administratif du compte général non attribués à un groupe par nature.  |
|               | 3839.01       | Amortissements supplémentaires non attribués, PA d'entreprises communales FS                                   | Compte de contrepartie du groupe par nature 14890. Amortissements supplémentaires du patrimoine administratif d'entreprises communales faisant l'objet d'un financement spécial non attribués à un groupe par nature.  |
| <b>384</b>    |               | <b>Charges financières extraordinaires</b>   | Charges financières qui ne pouvaient en aucun cas être prévues et qui se soustraient à toute influence et à tout contrôle ou qui ne relèvent pas du domaine opérationnel.  |
| <b>3840</b>   |               | <b>Charges financières extraordinaires</b>   | Charges financières extraordinaires avec une incidence sur les flux de trésorerie.   |
| <b>3841</b>   |               | <b>Charges financières extraordinaires, réévaluations extraordinaires</b>                                      | Charges financières extraordinaires comptables.  |
| <b>386</b>    |               | <b>Charges de transfert extraordinaires</b>  | Charges de transfert qui ne pouvaient en aucun cas être prévues et qui se soustraient à toute influence et à tout contrôle ou qui ne relèvent pas du domaine opérationnel.<br>Les charges de transfert extraordinaires sont toujours considérées comme flux de trésorerie. |
| <b>3860</b>   |               | <b>Charges de transfert extraordinaires - Confédération</b>  | Charges extraordinaires de transfert à la Confédération.   |
| <b>3861</b>   |               | <b>Charges de transfert extraordinaires - cantons</b>  | Charges extraordinaires de transfert aux cantons ou aux concordats.  |
| <b>3862</b>   |               | <b>Charges de transfert extraordinaires - communes</b>   | Charges extraordinaires de transfert aux communes ou aux syndicats intercommunaux.   |
| <b>3863</b>   |               | <b>Charges de transfert extraordinaires - assurances sociales publiques</b>                                    | Charges extraordinaires de transfert aux assurances sociales publiques.  |
| <b>3864</b>   |               | <b>Charges de transfert extraordinaires - entreprises publiques</b>  | Charges extraordinaires de transfert aux entreprises publiques.  |
| <b>3865</b>   |               | <b>Charges de transfert extraordinaires - entreprises privées</b>  | Charges extraordinaires de transfert aux entreprises privées.  |
| <b>3866</b>   |               | <b>Charges de transfert extraordinaires - organisations privées à but non lucratif</b>                         | Charges extraordinaires de transfert aux organisations privées à but non lucratif.   |
| <b>3867</b>   |               | <b>Charges de transfert extraordinaires - ménages</b>  | Charges extraordinaires de transfert aux ménages.  |
| <b>3868</b>   |               | <b>Charges de transfert extraordinaires - étranger</b>   | Charges extraordinaires de transfert aux bénéficiaires à l'étranger.   |

| Cpte simple   | Cpte élargi   | Désignation   | Remarques  |
|---------------|---------------|---|--|
| <b>387</b>    |               | <b>Charges de transfert extraordinaires; amortissements supplémentaires de prêts, participations et subventions d'investissements</b> | Amortissements supplémentaires des groupes par nature 144 Prêts, 145 Participations, capital social et 146 Subventions d'investissements.  |
| <b>3874</b>   |               | <b>Amortissements supplémentaires, prêts PA</b>   | Compte de contrepartie du groupe par nature 1484. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 144 Prêts PA.  |
| <b>3874.0</b> | <b>3874.0</b> | <b>Amortissements supplémentaires de prêts PA à la Confédération</b>  | Compte de contrepartie du groupe par nature 14840. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1440 Prêts PA à la Confédération.   |
| <b>3874.1</b> | <b>3874.1</b> | <b>Amortissements supplémentaires de prêts PA aux cantons et aux concordats</b>   | Compte de contrepartie du groupe par nature 14841. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1441 Prêts PA aux cantons et aux concordats.  |
| <b>3874.2</b> | <b>3874.2</b> | <b>Amortissements supplémentaires de prêts PA aux communes et aux syndicats intercommunaux</b>  | Compte de contrepartie du groupe par nature 14842. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1442 Prêts PA aux communes et aux syndicats intercommunaux.   |
|               | 3874.20       | Amortissements supplémentaires de prêts PA du compte général aux communes et aux syndicats intercommunaux                             | Compte de contrepartie du groupe par nature 14842. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1442 Prêts PA du compte général aux communes et aux syndicats intercommunaux.   |
|               | 3874.21       | Amortissements supplémentaires de prêts PA d'entreprises communales FS aux communes et aux syndicats intercommunaux                   | Compte de contrepartie du groupe par nature 14842. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1442 Prêts PA d'entreprises communales faisant l'objet d'un financement spécial aux communes et aux syndicats intercommunaux. |
| <b>3874.3</b> | <b>3874.3</b> | <b>Amortissements supplémentaires de prêts PA aux assurances sociales publiques</b>   | Compte de contrepartie du groupe par nature 14843. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1443 Prêts PA aux assurances sociales publiques.  |
| <b>3874.4</b> | <b>3874.4</b> | <b>Amortissements supplémentaires de prêts PA aux entreprises publiques</b>   | Compte de contrepartie du groupe par nature 14844. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1444 Prêts PA aux entreprises publiques.  |
|               | 3874.40       | Amortissements supplémentaires de prêts PA du compte général aux entreprises publiques  | Compte de contrepartie du groupe par nature 14844. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1444 Prêts PA du compte général aux entreprises publiques.  |
|               | 3874.41       | Amortissements supplémentaires de prêts PA d'entreprises communales FS aux entreprises publiques                                      | Compte de contrepartie du groupe par nature 14844. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1444 Prêts PA d'entreprises communales faisant l'objet d'un financement spécial aux entreprises publiques.                    |
| <b>3874.5</b> | <b>3874.5</b> | <b>Amortissements supplémentaires de prêts PA aux entreprises privées</b>   | Compte de contrepartie du groupe par nature 14845. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1445 Prêts PA aux entreprises privées.  |
|               | 3874.50       | Amortissements supplémentaires de prêts PA du compte général aux entreprises privées  | Compte de contrepartie du groupe par nature 14845. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1445 Prêts PA du compte général aux entreprises privées.  |
|               | 3874.51       | Amortissements supplémentaires de prêts PA d'entreprises communales FS aux entreprises privées  | Compte de contrepartie du groupe par nature 14845. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1445 Prêts PA d'entreprises communales faisant l'objet d'un financement spécial aux entreprises privées.                      |
| <b>3874.6</b> | <b>3874.6</b> | <b>Amortissements supplémentaires de prêts PA aux organisations privées à but non lucratif</b>  | Compte de contrepartie du groupe par nature 14846. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1446 Prêts PA aux organisations privées à but non lucratif.   |
|               | 3874.60       | Amortissements supplémentaires de prêts PA du compte général aux organisations privées à but non lucratif                             | Compte de contrepartie du groupe par nature 14846. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1446 Prêts PA du compte général aux organisations privées à but non lucratif.   |



| Cpte simple   | Cpte élargi   | Désignation  | Remarques  |
|---------------|---------------|--|--|
|               | 3874.61       | Amortissements supplémentaires de prêts PA d'entreprises communales FS aux organisations privées à but non lucratif          | Compte de contrepartie du groupe par nature 14846. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1446 Prêts PA d'entreprises communales faisant l'objet d'un financement spécial aux organisations privées à but non lucratif.     |
| <b>3874.7</b> | <b>3874.7</b> | <b>Amortissements supplémentaires de prêts PA aux ménages</b>  | Compte de contrepartie du groupe par nature 14847. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1447 Prêts PA aux ménages.  |
| <b>3874.8</b> | <b>3874.8</b> | <b>Amortissements supplémentaires de prêts PA à l'étranger</b>   | Compte de contrepartie du groupe par nature 14848. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1448 Prêts PA à l'étranger.   |
|               | 3874.80       | Amortissements supplémentaires de prêts PA du compte général à l'étranger  | Compte de contrepartie du groupe par nature 14848. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1448 Prêts PA du compte général à l'étranger.   |
|               | 3874.81       | Amortissements supplémentaires de prêts PA d'entreprises communales FS à l'étranger  | Compte de contrepartie du groupe par nature 14848. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1448 Prêts PA d'entreprises communales faisant l'objet d'un financement spécial à l'étranger.                                     |
| <b>3875</b>   |               | <b>Amortissements supplémentaires, participations et capital social PA</b>   | Compte de contrepartie du groupe par nature 1485. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 145 Participations, capital social PA.   |
| <b>3875.0</b> | <b>3875.0</b> | <b>Amortissements supplémentaires de participations et de capital social PA - Confédération</b>                              | Compte de contrepartie du groupe par nature 14850. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1450 Participations, capital social PA - Confédération.   |
| <b>3875.1</b> | <b>3875.1</b> | <b>Amortissements supplémentaires de participations et de capital social PA - cantons et concordats</b>                      | Compte de contrepartie du groupe par nature 14851. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1451 Participations, capital social PA - cantons et concordats.   |
| <b>3875.2</b> | <b>3875.2</b> | <b>Amortissements supplémentaires de participations et de capital social PA - communes et syndicats intercommunaux</b>       | Compte de contrepartie du groupe par nature 14852. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1452 Participations, capital social PA - communes et syndicats intercommunaux.  |
| <b>3875.3</b> | <b>3875.3</b> | <b>Amortissements supplémentaires de participations et de capital social PA - assurances sociales publiques</b>              | Compte de contrepartie du groupe par nature 14853. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1453 Participations, capital social PA - assurances sociales publiques.   |
| <b>3875.4</b> | <b>3875.4</b> | <b>Amortissements supplémentaires de participations et de capital social PA - entreprises publiques</b>                      | Compte de contrepartie du groupe par nature 14854. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1454 Participations, capital social PA - entreprises publiques.   |
|               | 3875.40       | Amortissements supplémentaires de participations et de capital social PA du compte général - entreprises publiques           | Compte de contrepartie du groupe par nature 14854. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1454 Participations, capital social PA du compte général - entreprises publiques.   |
|               | 3875.41       | Amortissements supplémentaires de participations et de capital social PA d'entreprises communales FS - entreprises publiques | Compte de contrepartie du groupe par nature 14854. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1454 Participations, capital social PA d'entreprises communales faisant l'objet d'un financement spécial - entreprises publiques. |
| <b>3875.5</b> | <b>3875.5</b> | <b>Amortissements supplémentaires de participations et de capital social PA - entreprises privées</b>                        | Compte de contrepartie du groupe par nature 14855. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1455 Participations, capital social PA - entreprises privées.   |
|               | 3875.50       | Amortissements supplémentaires de participations et de capital social PA du compte général - entreprises privées             | Compte de contrepartie du groupe par nature 14855. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1455 Participations, capital social PA du compte général - entreprises privées.   |
|               | 3875.51       | Amortissements supplémentaires de participations et de capital social PA d'entreprises communales FS - entreprises privées   | Compte de contrepartie du groupe par nature 14855. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1455 Participations, capital social PA d'entreprises communales faisant l'objet d'un financement spécial - entreprises privées.   |

| Cpte simple   | Cpte élargi   | Désignation   | Remarques   |
|---------------|---------------|---|---|
| <b>3875.6</b> | <b>3875.6</b> | <b>Amortissements supplémentaires de participations et de capital social PA - organisations privées à but non lucratif</b>                      | Compte de contrepartie du groupe par nature 14856. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1456 Participations, capital social PA - organisations privées à but non lucratif.   |
|               | 3875.60       | Amortissements supplémentaires de participations et de capital social PA du compte général - organisations privées à but non lucratif           | Compte de contrepartie du groupe par nature 14856. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1456 Participations, capital social PA du compte général - organisations privées à but non lucratif.   |
|               | 3875.61       | Amortissements supplémentaires de participations et de capital social PA d'entreprises communales FS - organisations privées à but non lucratif | Compte de contrepartie du groupe par nature 14856. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1456 Participations, capital social PA d'entreprises communales faisant l'objet d'un financement spécial - organisations privées à but non lucratif. |
| <b>3875.7</b> | <b>3875.7</b> | <b>Amortissements supplémentaires de participations et de capital social PA - ménages</b>   | Compte de contrepartie du groupe par nature 14857. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1457 Participations, capital social PA - ménages.  |
| <b>3875.8</b> | <b>3875.8</b> | <b>Amortissements supplémentaires de participations et de capital social PA - étranger</b>  | Compte de contrepartie du groupe par nature 14858. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1458 Participations, capital social PA - étranger.   |
|               | 3875.80       | Amortissements supplémentaires de participations et de capital social PA du compte général - étranger   | Compte de contrepartie du groupe par nature 14858. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1458 Participations, capital social PA du compte général - étranger.   |
|               | 3875.81       | Amortissements supplémentaires de participations et de capital social PA d'entreprises communales FS - étranger                                 | Compte de contrepartie du groupe par nature 14858. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1458 Participations, capital social PA d'entreprises communales faisant l'objet d'un financement spécial - étranger.                                 |
| <b>3876</b>   |               | <b>Amortissements supplémentaires PA de subventions d'investissements</b>   | Compte de contrepartie du groupe par nature 1486. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 146 Subventions d'investissements.  |
| <b>3876.0</b> | <b>3876.0</b> | <b>Amortissements supplémentaires, subventions d'investissements à la Confédération</b>   | Compte de contrepartie du groupe par nature 14860. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1460 Subventions d'investissements à la Confédération.   |
| <b>3876.1</b> | <b>3876.1</b> | <b>Amortissements supplémentaires, subventions d'investissements aux cantons et aux concordats</b>  | Compte de contrepartie du groupe par nature 14861. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1461 Subventions d'investissements aux cantons et aux concordats.  |
| <b>3876.2</b> | <b>3876.2</b> | <b>Amortissements supplémentaires, subventions d'investissements aux communes et aux syndicats intercommunaux</b>                               | Compte de contrepartie du groupe par nature 14862. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1462 Subventions d'investissements aux communes et aux syndicats intercommunaux.   |
|               | 3876.20       | Amortissements supplémentaires, subventions d'investissements du compte général aux communes et aux syndicats intercommunaux                    | Compte de contrepartie du groupe par nature 14862. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1462 Subventions d'investissements du compte général aux communes et aux syndicats intercommunaux.   |
|               | 3876.21       | Amortissements supplémentaires, subventions d'investissements d'entreprises communales FS aux communes et aux syndicats intercommunaux          | Compte de contrepartie du groupe par nature 14862. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1462 Subventions d'investissements d'entreprises communales faisant l'objet d'un financement spécial aux communes et aux syndicats intercommunaux.   |
| <b>3876.3</b> | <b>3876.3</b> | <b>Amortissements supplémentaires, subventions d'investissements aux assurances sociales publiques</b>  | Compte de contrepartie du groupe par nature 14863. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1463 Subventions d'investissements aux assurances sociales publiques.  |
| <b>3876.4</b> | <b>3876.4</b> | <b>Amortissements supplémentaires, subventions d'investissements aux entreprises publiques</b>  | Compte de contrepartie du groupe par nature 14864. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1464 Subventions d'investissements aux entreprises publiques.  |

| Cpte simple   | Cpte élargi   | Désignation  | Remarques   |
|---------------|---------------|--|---|
|               | 3876.40       | Amortissements supplémentaires, subventions d'investissements du compte général aux entreprises publiques                              | Compte de contrepartie du groupe par nature 14864. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1464 Subventions d'investissements du compte général aux entreprises publiques.  |
|               | 3876.41       | Amortissements supplémentaires, subventions d'investissements d'entreprises communales FS aux entreprises publiques                    | Compte de contrepartie du groupe par nature 14864. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1464 Subventions d'investissements d'entreprises communales faisant l'objet d'un financement spécial aux entreprises publiques.                    |
| <b>3876.5</b> | <b>3876.5</b> | <b>Amortissements supplémentaires, subventions d'investissements aux entreprises privées</b>   | Compte de contrepartie du groupe par nature 14865. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1465 Subventions d'investissements aux entreprises privées.  |
|               | 3876.50       | Amortissements supplémentaires, subventions d'investissements du compte général aux entreprises privées                                | Compte de contrepartie du groupe par nature 14865. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1465 Subventions d'investissements du compte général aux entreprises privées.  |
|               | 3876.51       | Amortissements supplémentaires, subventions d'investissements d'entreprises communales FS aux entreprises privées                      | Compte de contrepartie du groupe par nature 14865. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1465 Subventions d'investissements d'entreprises communales faisant l'objet d'un financement spécial aux entreprises privées.                      |
| <b>3876.6</b> | <b>3876.6</b> | <b>Amortissements supplémentaires, subventions d'investissements aux organisations privées à but non lucratif</b>                      | Compte de contrepartie du groupe par nature 14866. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1466 Subventions d'investissements aux organisations privées à but non lucratif.   |
|               | 3876.60       | Amortissements supplémentaires, subventions d'investissements du compte général aux organisations privées à but non lucratif           | Compte de contrepartie du groupe par nature 14866. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1466 Subventions d'investissements du compte général aux organisations privées à but non lucratif.   |
|               | 3876.61       | Amortissements supplémentaires, subventions d'investissements d'entreprises communales FS aux organisations privées à but non lucratif | Compte de contrepartie du groupe par nature 14866. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1466 Subventions d'investissements d'entreprises communales faisant l'objet d'un financement spécial aux organisations privées à but non lucratif. |
| <b>3876.7</b> | <b>3876.7</b> | <b>Amortissements supplémentaires, subventions d'investissements aux ménages</b>   | Compte de contrepartie du groupe par nature 14867. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1467 Subventions d'investissements aux ménages.  |
| <b>3876.8</b> | <b>3876.8</b> | <b>Amortissements supplémentaires, subventions d'investissements à l'étranger</b>  | Compte de contrepartie du groupe par nature 14868. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1468 Subventions d'investissements à l'étranger.   |
|               | 3876.80       | Amortissements supplémentaires, subventions d'investissements du compte général à l'étranger   | Compte de contrepartie du groupe par nature 14868. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1468 Subventions d'investissements du compte général à l'étranger.   |
|               | 3876.81       | Amortissements supplémentaires, subventions d'investissements d'entreprises communales FS à l'étranger                                 | Compte de contrepartie du groupe par nature 14868. Amortissements supplémentaires du groupe par nature 1468 Subventions d'investissements d'entreprises communales faisant l'objet d'un financement spécial à l'étranger.                                 |
| <b>389</b>    |               | <b>Attributions au capital propre</b>  | Attributions comptabilisées dans le capital propre avec effet sur les résultats.  |
| <b>3892</b>   |               | <b>Attributions aux réserves provenant de l'enveloppe budgétaire</b>   | Attributions comptabilisées dans les réserves provenant de l'enveloppe budgétaire avec effet sur les résultats (groupe par nature 2920).  |
| <b>3893</b>   |               | <b>Attributions aux préfinancements du capital propre</b>  | Attributions comptabilisées dans le groupe par nature 2930 Préfinancements, servant de réserve pour des projets à venir.  |
| <b>3896</b>   |               | <b>Attributions aux réserves de réévaluation</b>   | Attributions comptabilisées dans le groupe par nature 296 Réserve liée au retraitement du patrimoine financier, si des réévaluations dans le patrimoine financier entraînent un effet sur les résultats.  |



| Cpte simple | Cpte élargi | Désignation   | Remarques  |
|-------------|-------------|---|--|
| 39          |             | <b>Imputations internes</b>   | Les imputations internes peuvent être effectuées entre les services de la collectivité ou avec des entités à consolider.<br><br>Au terme de la période comptable, les groupes par nature 39 et 49 doivent coïncider.<br><br>Les charges et les revenus ne doivent pas être régularisés différemment. |
| 390         |             | <b>Approvisionnement en matériel et en marchandises</b>                           | Bonifications pour approvisionnements en marchandises, appareils, machines, biens meubles, articles de bureau en tout genre.   |
| 3900        |             | <b>Imputations internes pour approvisionnement en matériel et en marchandises</b> | Bonifications pour approvisionnements en marchandises, appareils, machines, biens meubles, articles de bureau en tout genre.   |
| 391         |             | <b>Prestations de services</b>  | Bonifications pour des prestations de services fournies en interne.  |
| 3910        |             | <b>Imputations internes pour prestations de services</b>                          | Bonifications pour des prestations de services fournies en interne.  |
| 392         |             | <b>Fermages, loyers, frais d'utilisation</b>                                      | Bonifications pour le loyer de biens-fonds, de locaux, de places de stationnement, d'immobilisations corporelles, d'appareils, de biens meubles, de véhicules, etc.  |
| 3920        |             | <b>Imputations internes pour fermages, loyers, frais d'utilisation</b>            | Bonifications pour le loyer de biens-fonds, de locaux, de places de stationnement, d'immobilisations corporelles, d'appareils, de biens meubles, de véhicules, etc.  |
| 393         |             | <b>Frais administratifs et d'exploitation</b>                                     | Bonifications pour des frais administratifs et d'exploitation de biens-fonds, installations et biens meubles utilisés en commun ou en sous-location. Fonds généraux pour l'indemnisation forfaitaire de prestations.   |
| 3930        |             | <b>Imputations internes pour frais administratifs et d'exploitation</b>           | Bonifications pour des frais administratifs et d'exploitation de biens-fonds, installations et biens meubles utilisés en commun ou en sous-location. Fonds généraux pour l'indemnisation forfaitaire de prestations.   |
| 394         |             | <b>Intérêts et charges financières théoriques</b>                                 | Bonifications pour les intérêts théoriques sur les patrimoines financier et administratif et sur les comptes d'engagement de financements spéciaux et fonds.   |
| 3940        |             | <b>Imputations internes pour intérêts et charges financières théoriques</b>       | Bonifications pour les intérêts théoriques sur les patrimoines financier et administratif et sur les comptes d'engagement de financements spéciaux et fonds.   |
| 395         |             | <b>Amortissements planifiés et non planifiés</b>                                  | Amortissements planifiés et non planifiés du patrimoine administratif, dès lors que ceux-ci ne sont pas imputés directement aux services.  |
| 3950        |             | <b>Imputations internes pour amortissements planifiés et non planifiés</b>        | Amortissements planifiés et non planifiés du patrimoine administratif, dès lors que ceux-ci ne sont pas imputés directement aux services.  |
| 398         |             | <b>Reports</b>  | Opérations comptables entre services sans rapport avec une prestation (approvisionnement en marchandises ou prestation de services, utilisation, etc.). P. ex. report d'un montant d'un service dans le compte de résultats d'un financement spécial ou d'un fonds et vice versa.                    |
| 3980        |             | <b>Reports internes</b>   | Opérations comptables entre services sans rapport avec une prestation (approvisionnement en marchandises ou prestation de services, utilisation, etc.). P. ex. report d'un montant d'un service dans le compte de résultats d'un financement spécial ou d'un fonds et vice versa.                    |
| 399         |             | <b>Autres imputations internes</b>  | Bonifications non affectées différemment en faveur d'autres services ou entités consolidées.   |
| 3990        |             | <b>Autres imputations internes</b>  | Bonifications non affectées différemment en faveur d'autres services ou entités consolidées.   |
| 4           |             | <b>Revenus</b>  |  |

| Cpte simple | Cpte élargi | Désignation  | Remarques  |
|-------------|-------------|--|--|
| <b>40</b>   |             | <b>Revenus fiscaux</b>   |  |
| <b>400</b>  |             | <b>Impôts directs, personnes physiques</b>   |  |
| <b>4000</b> |             | <b>Impôts sur le revenu, personnes physiques</b>   | Impôts cantonaux ou communaux directs sur le revenu des personnes physiques.   |
| 4000.0      | 4000.0      | Impôts sur le revenu, personnes physiques - année fiscale  |  |
| 4000.1      | 4000.1      | Impôts sur le revenu, personnes physiques - années précédentes                                     |  |
| 4000.2      | 4000.2      | Rappels d'impôts sur le revenu, personnes physiques  |  |
| 4000.4      | 4000.4      | Répartitions fiscales, impôt sur le revenu de personnes physiques non domiciliées dans la commune  |  |
| 4000.5      | 4000.5      | Répartitions fiscales, impôt sur le revenu de personnes physiques domiciliées dans la commune      | Compte de diminution de revenus.   |
| 4000.6      | 4000.6      | Imputation forfaitaire d'impôt, personnes physiques  | Compte de diminution de revenus.   |
| <b>4001</b> |             | <b>Impôts sur la fortune, personnes physiques</b>  | Impôts cantonaux ou communaux directs sur la fortune des personnes physiques.  |
| 4001.0      | 4001.0      | Impôts sur la fortune, personnes physiques - année fiscale   |  |
| 4001.1      | 4001.1      | Impôts sur la fortune, personnes physiques - années précédentes                                    |  |
| 4001.2      | 4001.2      | Rappels d'impôts sur la fortune, personnes physiques   |  |
| 4001.4      | 4001.4      | Répartitions fiscales, impôt sur la fortune de personnes physiques non domiciliées dans la commune |  |
| 4001.5      | 4001.5      | Répartitions fiscales, impôt sur la fortune de personnes physiques domiciliées dans la commune     | Compte de diminution de revenus.   |
| <b>4002</b> |             | <b>Impôts à la source, personnes physiques</b>   | Impôts cantonaux ou communaux directs sur le revenu de personnes physiques dont le domicile est situé à l'étranger (selon l'art. 35 de la loi d'harmonisation fiscale).  |
| <b>4008</b> |             | <b>Taxes personnelles</b>  | Taxe pour les sapeurs-pompiers et autres «taxes sur la personne».  |
| <b>4009</b> |             | <b>Autres impôts directs, personnes physiques</b>  | Impôts directs de personnes physiques affectés nulle part ailleurs.  |
| <b>401</b>  |             | <b>Impôts directs, personnes morales</b>   |  |
| <b>4010</b> |             | <b>Impôts sur le bénéfice, personnes morales</b>   | Impôts cantonaux ou communaux directs sur le bénéfice de personnes morales, y compris les bénéfices de liquidation selon l'article 24 de la loi d'harmonisation fiscale. |
| 4010.0      | 4010.0      | Impôts sur le bénéfice, personnes morales - année fiscale  |  |
| 4010.1      | 4010.1      | Impôts sur le bénéfice, personnes morales - années précédentes                                     |  |
| 4010.2      | 4010.2      | Rappels d'impôts sur le bénéfice, personnes morales  |  |
| 4010.4      | 4010.4      | Répartitions fiscales, impôt sur le bénéfice de personnes morales non domiciliées dans la commune  |  |
| 4010.5      | 4010.5      | Répartitions fiscales, impôt sur le bénéfice de personnes morales domiciliées dans la commune      | Compte de diminution de revenus.   |
| 4010.6      | 4010.6      | Imputation forfaitaire d'impôt, personnes morales  | Compte de diminution de revenus.   |
| <b>4011</b> |             | <b>Impôts sur le capital, personnes morales</b>  | Impôts cantonaux ou communaux directs sur le capital de personnes morales.   |
| 4011.0      | 4011.0      | Impôts sur le capital, personnes morales - année fiscale   |  |
| 4011.1      | 4011.1      | Impôts sur le capital, personnes morales - années précédentes                                      |  |

| Cpte simple | Cpte élargi | Désignation  | Remarques  |
|-------------|-------------|--|--|
| 4011.2      | 4011.2      | Rappels d'impôts sur le capital, personnes morales   |  |
| 4011.4      | 4011.4      | Répartitions fiscales, impôt sur le capital de personnes morales non domiciliées dans la commune |  |
| 4011.5      | 4011.5      | Répartitions fiscales, impôt sur le capital de personnes morales domiciliées dans la commune     | Compte de diminution de revenus.   |
| 4012        |             | Impôts à la source, personnes morales  | Impôts à la source de personnes morales conformément aux articles 35 ss de la loi d'harmonisation fiscale. Les impôts à la source de personnes morales ne sont dus que dans quelques rares cas.  |
| 4019        |             | Autres impôts directs, personnes morales   | Impôts directs de personnes morales affectés nulle part ailleurs.  |
| 402         |             | Autres impôts directs  |  |
| 4020        |             | Impôt anticipé (uniquement Confédération)  | Compte utilisé uniquement par la Confédération.  |
| 4021        |             | Impôts fonciers  | Impôts périodiques réels sur la propriété immobilière ou sur les biens-fonds.  |
| 4022        |             | Impôts sur les gains de fortune  | Impôts sur les gains immobiliers, impôts sur les gains en capital, impôts sur les gains de fortune.  |
| 4023        |             | Droits de mutation et de timbre  | Impôts sur les mutations, droits d'émission et de négociation sur les titres, droits de timbre sur les quittances pour primes d'assurance, droits de timbre cantonaux.   |
| 4024        |             | Impôts sur les successions et les donations  | Impôts cantonaux sur la délégation de droits sur les successions, les legs et les donations.   |
| 4025        |             | Impôts sur les maisons de jeu et les machines à sous   | Impôts sur le bénéfice ou sur le revenu brut des maisons de jeu conformément à la loi fédérale sur les maisons de jeu, ainsi que sur les machines à sous.<br><br>Les émoluments pour la délivrance d'autorisations pour l'installation de machines à sous sont comptabilisés dans le compte 4210 Emoluments administratifs.      |
| 403         |             | Impôts sur la possession et sur la dépense   |  |
| 4030        |             | Taxes routières  | Impôts sur les véhicules à moteur.   |
| 4031        |             | Impôts sur les bateaux   | Impôts sur les bateaux et autres embarcations.   |
| 4032        |             | Impôts sur les divertissements   | Impôts sur les billets, impôts sur les divertissements, etc.   |
| 4033        |             | Impôts sur les chiens  | Taxes pour les chiens.   |
| 4039        |             | Autres impôts sur la possession et sur la dépense  | Taxes sur la possession et la dépense affectées nulle part ailleurs.   |
| 41          |             | Revenus régaliens et de concessions  |  |
| 410         |             | Revenus régaliens  | Revenus de régales et de monopoles.  |
| 4100        |             | Revenus régaliens  | Régale du sel, régale des mines, régale de la pêche, régale de la chasse, etc.   |
| 411         |             | Banque nationale suisse  |  |
| 4110        |             | Part au bénéfice net de la BNS   | Parts de revenus et autres distributions de bénéfices de la Banque nationale suisse - mais pas les dividendes de la BNS (voir groupe par nature 4464).   |
| 412         |             | Revenus de concessions   | Revenus de la délivrance de concessions et de patentes.  |
| 4120        |             | Revenus de concessions   | Taxes sur les ventes au détail, concessions hydrauliques et concessions d'utilisation de la force hydraulique, captage d'eau, patentes d'auberge et de petit commerce, patentes de commerce du bétail, utilisation de la chaleur géothermique ou des eaux souterraines par des sondes géothermiques, extraction de gravier, etc. |
| 413         |             | Parts de revenus de loteries, du Sport-Toto et de paris  | Autorisations pour loteries et paris professionnels.   |

| Cpte simple | Cpte élargi | Désignation  | Remarques  |
|-------------|-------------|--|--|
| 4130        |             | <b>Parts de revenus de loteries, du Sport-Toto et de paris</b>   | Parts de revenus de loteries (loterie intercantonale, loterie à numéros, etc.) ainsi que du Sport-Toto et de paris professionnels.   |
| 42          |             | <b>Taxes</b>   |  |
| 420         |             | <b>Taxes d'exemption</b>   | Revenus provenant des taxes que les personnes assujetties fournissent en remplacement lorsqu'elles sont exonérées d'obligations de droit public.   |
| 4200        |             | <b>Taxes d'exemption</b>   | Taxes de compensation de l'obligation de service chez les sapeurs-pompiers, taxes compensatoires pour locaux de la protection civile ou places de stationnement, etc.  |
| 421         |             | <b>Emoluments administratifs</b>                                 | Emoluments pour actes administratifs sollicités par des particuliers, incluant les débours et les émoluments d'écriture de la collectivité y afférents.  |
| 4210        |             | <b>Emoluments administratifs</b>                                 | Tous les émoluments et autorisations officiels.  |
| 422         |             | <b>Recettes hospitalières et d'établissements, pensions</b>      |  |
| 4220        |             | <b>Taxes et pensions</b>   | Taxes et émoluments (compensations) pour les prestations des hôpitaux et cliniques, établissements médico-sociaux et maisons de retraite, foyers de rééducation, centres de redressement, établissements d'exécution des peines, centres d'hébergement et d'accueil d'urgence de nuit, internats, cliniques vétérinaires et fourrières, etc.                 |
| 4221        |             | <b>Paiements pour prestations particulières</b>                  | Paiements pour prestations de laboratoire, soins intensifs et gardes spéciales, frais extraordinaires pour pensionnaires d'un foyer et autres personnes assistées.   |
| 423         |             | <b>Ecolages et taxes de cours</b>                                |  |
| 4230        |             | <b>Ecolages</b>  | Ecolages versés par des particuliers pour suivre les cours des écoles obligatoires et publiques comme les écoles professionnelles, écoles de maturité, hautes écoles spécialisées, etc., taxes de cours.<br><br>Les participations aux frais d'autres collectivités sont saisies dans le groupe par nature 461<br>Dédommagements de collectivités publiques. |
| 4231        |             | <b>Taxes de cours</b>  | Cours facultatifs, ouverts à un large public, proposés à bien plaisir en dehors des cours obligatoires des écoles publiques.   |
| 424         |             | <b>Taxes d'utilisation et taxes pour prestations de services</b> |  |
| 4240        |             | <b>Taxes d'utilisation et taxes pour prestations de services</b> | Revenus provenant de l'utilisation d'équipements, appareils et biens meubles publics, et de prestations de services sollicitées qui ne sont pas des actes administratifs.  |
| 425         |             | <b>Recette sur ventes</b>  |  |
| 4250        |             | <b>Ventes</b>  | Ventes de marchandises et de biens meubles en tout genre. Vente de biens meubles, véhicules et appareils qui ne sont plus utilisés (occasions), aliénation d'objets trouvés, etc.  |
| 426         |             | <b>Remboursements</b>  |  |

| Cpte simple | Cpte élargi | Désignation  | Remarques   |
|-------------|-------------|--|---|
| 4260        |             | <b>Remboursements de tiers</b>   | Remboursements de tiers pour des dépenses de la collectivité. Pour les biens-fonds du patrimoine financier, voir le groupe par nature 4439.<br><br>Les remboursements assujettis à la TVA doivent être comptabilisés en chiffres bruts comme revenu.<br><br>Si les remboursements peuvent être attribués aux charges de personnel correspondantes (allocations pour perte de gain, indemnités journalières des assurances-maladie, remboursements de la caisse de compensation pour allocations familiales), ils peuvent être saisis comme diminution de charges (en chiffres nets ou dans un compte détaillé). |
| 427         |             | <b>Amendes</b>   |   |
| 4270        |             | <b>Amendes</b>   | Revenus provenant des amendes en tout genre (amendes fiscales: voir groupe par nature 40 Revenus fiscaux).  |
| 429         |             | <b>Autres taxes</b>  |   |
| 4290        |             | <b>Autres taxes</b>  | Entrée de créances amorties et taxes affectées nulle part ailleurs.   |
| 43          |             | <b>Revenus divers</b>  |   |
| 430         |             | <b>Revenus d'exploitation divers</b>   |   |
| 4300        |             | <b>Honoraires de l'activité de médecine privée</b>                             | Honoraires du médecin privé facturés aux patients.<br><br>La part des honoraires transmise au médecin est saisie dans le groupe par nature 3136 (principe du produit brut).   |
| 4301        |             | <b>Actifs saisis</b>   | Actifs et avantages patrimoniaux acquis de manière abusive saisis par voie pénale ou par la police (valeurs confisquées); produits de la vente en cas de réalisation forcée ou de faillite.   |
| 4309        |             | <b>Autres revenus d'exploitation</b>   | Revenus provenant des activités d'exploitation affectés nulle part ailleurs.  |
| 431         |             | <b>Inscription de prestations propres à l'actif</b>                            |   |
| 4310        |             | <b>Prestations propres sur immobilisations corporelles portées à l'actif</b>   | Prestations du personnel propre et livraisons de matériel et de marchandises provenant du patrimoine financier (p. ex. stocks) en vue de la création ou de l'établissement d'immobilisations corporelles.<br><br>L'écriture au débit a lieu dans le groupe par nature 50 du compte des investissements.   |
| 4311        |             | <b>Prestations propres sur immobilisations incorporelles portées à l'actif</b> | Prestations du personnel propre et livraisons de matériel et de marchandises provenant du patrimoine financier (p. ex. stocks) en vue de la création ou de l'établissement d'immobilisations incorporelles (développement de logiciels, etc.).<br><br>L'écriture au débit a lieu dans le groupe par nature 52 du compte des investissements.  |
| 4312        |             | <b>Frais de projection portés à l'actif</b>                                    | Frais de projection effectifs du compte de résultats, qui sont imputés à l'objet de l'investissement lors de l'octroi des crédits.<br><br>L'écriture au débit a lieu dans le groupe par nature 50 du compte des investissements.  |
| 432         |             | <b>Variations de stocks</b>  | Régularisations pour produits semi-finis et finis réalisés par le personnel de la collectivité, ainsi que pour les travaux et prestations de services en cours.   |

| Cpte simple | Cpte élargi | Désignation  | Remarques  |
|-------------|-------------|--|--|
| 4320        |             | <b>Variations de stocks, produits semi-finis et finis</b>                        | Marchandises fabriquées au cours de la période comptable qui ne seront vendues qu'au cours des périodes comptables suivantes.<br><br>Evaluation aux coûts de fabrication ou d'acquisition, si ceux-ci sont inférieurs au produit de vente net réalisable (principe de la valeur minimale). |
| 4321        |             | <b>Variations de stocks, travaux en cours (prestations de services)</b>          | Prestations de services fournies au cours de la période comptable qui ne seront vendues qu'au cours des périodes comptables suivantes.<br><br>La part d'achèvement est évaluée en pour cent du produit de ventes.  |
| 4329        |             | <b>Autres variations de stocks</b>   | Par exemple: bétail né au cours de la période comptable. Inscription au bilan sous le groupe par nature 1086 Biens meubles PF.   |
| 439         |             | <b>Autres revenus</b>  |  |
| 4390        |             | <b>Autres revenus</b>  | Successions, donations, legs, etc.   |
| 44          |             | <b>Revenus financiers</b>  |  |
| 440         |             | <b>Revenus des intérêts</b>  |  |
| 4400        |             | <b>Intérêts des disponibilités</b>   | Intérêts des comptes postaux et bancaires ainsi que des placements à court terme (groupe par nature 100).  |
| 4401        |             | <b>Intérêts des créances et comptes courants</b>                                 | Intérêts des créances du groupe par nature 101; intérêts moratoires des créances, intérêts des comptes courants et des dépôts.   |
| 4402        |             | <b>Intérêts des placements financiers à court terme</b>                          | Intérêts des placements financiers du groupe par nature 102.   |
| 4407        |             | <b>Intérêts des placements financiers à long terme</b>                           | Intérêts des placements financiers du groupe par nature 107.   |
| 4409        |             | <b>Autres intérêts du patrimoine financier</b>                                   | Intérêts perçus et autres revenus des actifs du PF affectés nulle part ailleurs.   |
| 441         |             | <b>Gains réalisés PF</b>   |  |
| 4410        |             | <b>Gains provenant des ventes de placements financiers PF</b>                    | Gains de change réalisés provenant de l'aliénation de placements financiers à court ou à long terme.   |
| 4410.0      | 4410.0      | <b>Gains provenant des ventes d'actions et de parts sociales PF</b>              | Gains de change réalisés provenant de l'aliénation d'actions et de parts sociales.   |
| 4410.1      | 4410.1      | <b>Gains provenant des ventes de placements à intérêts PF</b>                    | Gains de change réalisés provenant de l'aliénation de placements à intérêts.   |
| 4410.9      | 4410.9      | <b>Gains provenant des ventes d'autres placements financiers à long terme PF</b> | Gains de change réalisés provenant de l'aliénation d'autres placements financiers à long terme.  |
| 4411        |             | <b>Gains provenant des ventes d'immobilisations corporelles PF</b>               | Gains comptables réalisés provenant de l'aliénation d'immobilisations corporelles du PF.   |
| 4411.0      | 4411.0      | <b>Gains provenant des ventes de terrains PF</b>                                 | Gains comptables réalisés provenant de l'aliénation de terrains du PF.   |
| 4411.4      | 4411.4      | <b>Gains provenant des ventes de bâtiments PF</b>                                | Gains comptables réalisés provenant de l'aliénation de bâtiments du PF.  |
| 4411.6      | 4411.6      | <b>Gains provenant des ventes de biens meubles PF</b>                            | Gains comptables réalisés provenant de l'aliénation de biens meubles du PF.  |
| 4411.9      | 4411.9      | <b>Gains provenant des ventes d'autres immobilisations corporelles PF</b>        | Gains comptables réalisés provenant de l'aliénation d'autres immobilisations corporelles du PF.  |
| 4419        |             | <b>Autres gains réalisés à partir du patrimoine financier</b>                    | Gains réalisés provenant de l'aliénation de PF affectés nulle part ailleurs.   |
| 442         |             | <b>Revenus de participations PF</b>  |  |
| 4420        |             | <b>Dividendes</b>  | Dividendes et autres distributions de parts de bénéfice d'immobilisations du PF.   |
| 4429        |             | <b>Autres revenus de participations</b>  | Droits de souscription, remboursements de la valeur nominale, etc.   |
| 443         |             | <b>Produit des biens-fonds PF</b>  |  |
| 4430        |             | <b>Loyers et fermages, biens-fonds PF</b>  | Loyers, fermages et rentes du droit de superficie provenant des biens-fonds et des terrains du PF.   |
| 4431        |             | <b>Paiements pour appartements de service PF</b>                                 | Paiements du personnel propre pour appartements de service.  |
| 4432        |             | <b>Paiements pour utilisation des biens-fonds PF</b>                             | Paiements pour la location à court terme et l'utilisation de locaux dans des biens-fonds du PF (p. ex. location de salles).  |



| Cpte simple | Cpte élargi | Désignation  | Remarques  |
|-------------|-------------|--|--|
| <b>4439</b> |             | <b>Autres produits des biens-fonds PF</b>  | Revenus de biens-fonds du PF affectés nulle part ailleurs; remboursement de charges.   |
|             | 4439.0      | Remboursement de charges   | Charges.   |
|             | 4439.1      | Autres remboursements de tiers   | Prestations des assurances.  |
|             | 4439.9      | Autres produits des biens-fonds PF   | Revenus de biens-fonds du PF affectés nulle part ailleurs.   |
| <b>444</b>  |             | <b>Réévaluations, immobilisations PF</b>   | Les évaluations subséquentes ont lieu selon le principe de l'évaluation par objet. Des modifications positives ou négatives nettes de l'évaluation peuvent être saisies dans le groupe par nature 444. Si un solde négatif en résulte (diminution de la valeur totale), le solde doit être reporté sur le groupe par nature 344. |
| <b>4440</b> |             | <b>Adaptations des titres aux valeurs marchandes</b>   | Réévaluations positives (revalorisation) de titres du PF après évaluation selon les prescriptions applicables.   |
| <b>4441</b> |             | <b>Adaptations des prêts aux valeurs marchandes</b>  | Réévaluations positives (revalorisation) de prêts du PF après évaluation selon les prescriptions applicables.  |
| <b>4442</b> |             | <b>Adaptations des participations aux valeurs marchandes</b>   | Réévaluations positives (revalorisation) de participations du PF après évaluation selon les prescriptions applicables.   |
| <b>4443</b> |             | <b>Adaptations des biens-fonds aux valeurs marchandes</b>  | Réévaluations positives (revalorisation) de biens-fonds du PF après évaluation selon les prescriptions applicables.  |
|             | 4443.0      | Adaptations de terrains PF aux valeurs marchandes  | Réévaluations positives (revalorisation) de terrains du PF (groupe par nature 1080) après évaluation selon les prescriptions applicables.  |
|             | 4443.4      | Adaptations de bâtiments PF aux valeurs marchandes   | Réévaluations positives (revalorisation) de bâtiments du PF (groupe par nature 1084) après évaluation selon les prescriptions applicables.   |
| <b>4449</b> |             | <b>Adaptations aux valeurs marchandes, autres immobilisations corporelles</b>                                      | Réévaluations positives (revalorisation) des autres immobilisations corporelles après évaluation selon les prescriptions applicables.  |
|             | 4449.6      | Adaptations de biens meubles PF aux valeurs marchandes   | Réévaluations positives (revalorisation) de biens meubles du PF (groupe par nature 1086) après évaluation selon les prescriptions applicables.   |
|             | 4449.9      | Adaptations d'autres immobilisations corporelles PF aux valeurs marchandes   | Réévaluations positives (revalorisation) d'autres immobilisations corporelles du PF (groupe par nature 1089) après évaluation selon les prescriptions applicables.   |
| <b>445</b>  |             | <b>Revenus financiers de prêts et de participations du PA</b>  |  |
| <b>4450</b> |             | <b>Revenus de prêts PA</b>   | Intérêts de prêts du PA.   |
| <b>4451</b> |             | <b>Revenus de participations PA</b>  | Dividendes et autres distributions de parts de bénéfice d'immobilisations du PA.   |
| <b>446</b>  |             | <b>Revenus financiers d'entreprises publiques</b>  | Revenus financiers de participations des groupes par nature 1450 Participations à la Confédération, 1451 Participations aux cantons et aux concordats, 1452 Participations aux communes et aux syndicats intercommunaux, 1453 Participations aux assurances sociales publiques et 1454 Participations aux entreprises publiques. |
| <b>4460</b> |             | <b>Entreprises publiques de la Confédération</b>   | Entreprises de droit public selon le droit fédéral.  |
| <b>4461</b> |             | <b>Entreprises de droit public des cantons et des concordats</b>   | Etablissements autonomes et non autonomes, concordats selon le droit cantonal.   |
| <b>4462</b> |             | <b>Syndicats intercommunaux, entreprises communales autonomes et non autonomes</b>                                 | Etablissements de droit public des communes, syndicats intercommunaux; entreprises communales qui ne sont pas organisées comme des sociétés morales (de droit privé).  |
| <b>4463</b> |             | <b>Entreprises publiques sous forme de sociétés anonymes ou sous une autre forme d'organisation de droit privé</b> | SA, SA au statut juridique particulier, Sàrl, sociétés coopératives, associations, sociétés simples et autres personnes morales dont les pouvoirs publics possèdent la majorité du capital.  |
| <b>4464</b> |             | <b>Banque nationale suisse</b>   | Dividendes sur actions (parts de revenus et distributions supplémentaires de bénéfices, voir compte 4604).   |

| Cpte simple | Cpte élargi | Désignation   | Remarques   |
|-------------|-------------|---|---|
| 4468        |             | <b>Entreprises publiques à l'étranger</b>   | Revenus d'entreprises publiques à l'étranger, indépendamment de leur forme juridique.   |
| 4469        |             | <b>Autres entreprises publiques</b>   | Revenus d'autres entreprises publiques.   |
| 447         |             | <b>Produit des biens-fonds PA</b>   |   |
| 4470        |             | <b>Loyers et fermages, biens-fonds PA</b>   | Loyers, fermages et rentes du droit de superficie provenant des biens-fonds du PA.  |
| 4471        |             | <b>Paiements pour appartements de service PA</b>  | Paiements du personnel propre pour appartements de service du PA.   |
| 4472        |             | <b>Paiements pour utilisation des biens-fonds PA</b>  | Paiements pour la location à court terme et l'utilisation de locaux dans des biens-fonds du PA (p. ex. location de salles, halles de gymnastique, terrains de sport et installations sportives, salles polyvalentes, etc.). |
| 4479        |             | <b>Autres produits des biens-fonds PA</b>   | Revenus de biens-fonds du PA affectés nulle part ailleurs.  |
| 448         |             | <b>Produits des biens-fonds loués</b>   | Revenus de la sous-location ou du transfert de location à des tiers des biens-fonds loués.  |
| 4480        |             | <b>Loyers des biens-fonds loués</b>   | Loyers et fermages pour la sous-location ou le transfert de location de biens-fonds loués à des fins administratives.   |
| 4489        |             | <b>Autres produits des biens-fonds loués</b>  | Revenus pour la location à court terme et l'utilisation de locaux dans des biens-fonds loués à des fins administratives.  |
| 449         |             | <b>Autres revenus financiers</b>  |   |
| 4490        |             | <b>Réévaluations PA</b>   | Réévaluations de biens-fonds, immobilisations corporelles et placements financiers du PA par prolongation des durées d'utilisation ou par une réévaluation exceptionnelle.  |
| 45          |             | <b>Prélèvements sur les fonds et financements spéciaux</b>                                  |   |
| 450         |             | <b>Prélèvements sur les fonds et financements spéciaux des capitaux de tiers</b>            | Les fonds et financements spéciaux doivent être balancés au terme de la période comptable par le transfert des excédents de charges (déficits) dans le compte du bilan.   |
| 4500        |             | <b>Prélèvements sur les financements spéciaux des capitaux de tiers</b>                     | Les prélèvements sont inscrits au débit dans le groupe par nature 2090 Engagements envers les financements spéciaux des capitaux de tiers.  |
| 4501        |             | <b>Prélèvements sur les fonds des capitaux de tiers</b>                                     | Les prélèvements sont inscrits au débit dans le groupe par nature 2091 Engagements envers les fonds des capitaux de tiers.  |
| 451         |             | <b>Prélèvements sur les fonds et financements spéciaux enregistrés comme capital propre</b> |   |
| 4510        |             | <b>Prélèvements sur les financements spéciaux du capital propre</b>                         | Les prélèvements sont inscrits au débit dans le groupe par nature 2900 Financements spéciaux enregistrés comme capital propre.  |
| 4511        |             | <b>Prélèvements sur les fonds du capital propre</b>   | Les prélèvements sont inscrits au débit dans le groupe par nature 2910 Fonds enregistrés comme capital propre.  |
| 46          |             | <b>Revenus de transfert</b>   |   |
| 460         |             | <b>Quotes-parts à des revenus</b>   |   |
| 4600        |             | <b>Quotes-parts aux revenus de la Confédération</b>   |   |
| 4601        |             | <b>Quotes-parts aux revenus des cantons et des concordats</b>                               |   |
| 4601.0      | 4601.0      | <b>Quotes-parts au revenu des impôts cantonaux</b>  |   |
| 4601.1      | 4601.1      | <b>Quotes-parts aux revenus régaliens et de concessions</b>                                 |   |
| 4601.2      | 4601.2      | <b>Quotes-parts aux émoluments cantonaux</b>  |   |
| 4601.9      | 4601.9      | <b>Quotes-parts aux autres revenus cantonaux</b>  |   |
| 4602        |             | <b>Quotes-parts aux revenus des communes et des syndicats intercommunaux</b>                | Un compte détaillé par catégorie de revenus et syndicat doit être tenu dans les comptes communaux.  |



| Cpte simple | Cpte élargi | Désignation  | Remarques  |
|-------------|-------------|--|--|
| 4603        |             | <b>Quotes-parts aux revenus des assurances sociales publiques</b>                                |  |
| 4604        |             | <b>Quotes-parts aux revenus des entreprises publiques</b>  |  |
| 461         |             | <b>Dédommagements de collectivités publiques</b>   | Dédommagements d'une autre collectivité pour laquelle est effectuée, partiellement ou dans son intégralité, une tâche à des fins publiques qui, selon la répartition des tâches donnée, est de la compétence de la collectivité l'ayant déléguée. L'indemnité est en règle générale fixée en fonction des coûts. |
| 4610        |             | <b>Dédommagements de la Confédération</b>  | Dédommagements de la Confédération pour des tâches qui relèvent de son domaine de compétence.  |
| 4611        |             | <b>Dédommagements des cantons et des concordats</b>  | Dédommagements du canton pour des tâches qui relèvent de son domaine de compétence.  |
| 4612        |             | <b>Dédommagements des communes et des syndicats intercommunaux</b>                               | Dédommagements d'autres communes et de syndicats intercommunaux pour des tâches qui relèvent de leur domaine de compétence.  |
| 4613        |             | <b>Dédommagements des assurances sociales publiques</b>  | Dédommagements des assurances sociales publiques pour des tâches qui relèvent de leur domaine de compétence.   |
| 4614        |             | <b>Dédommagements des entreprises publiques</b>  | Dédommagements d'entreprises publiques pour des tâches qui relèvent de leur domaine de compétence.   |
| 462         |             | <b>Péréquation financière et compensation des charges</b>  |  |
| 4620        |             | <b>Péréquation financière et compensation des charges - Confédération</b>                        | Subventions de la Confédération au titre de la péréquation financière et de la compensation des charges.   |
| 4621        |             | <b>Péréquation financière et compensation des charges - cantons et concordats</b>                | Subventions du canton au titre de la péréquation financière et de la compensation des charges.   |
| 4621.1      | 4621.1      | <b>Quote-part à la péréquation des ressources du canton</b>                                      | Quote-part des communes à la péréquation des ressources du canton.   |
| 4621.2      | 4621.2      | <b>Quote-part à la compensation sociodémographique du canton</b>                                 | Quote-part des communes à la compensation sociodémographique du canton.  |
| 4621.3      | 4621.3      | <b>Quote-part à la compensation géo-topographique du canton</b>                                  | Quote-part des communes à la compensation géo-topographique du canton.   |
| 4621.4      | 4621.4      | <b>Quote-part à la compensation des cas de rigueur du canton</b>                                 | Quote-part des communes à la compensation des cas de rigueur du canton.  |
| 4621.5      | 4621.5      | <b>Subventions de la péréquation financière du canton</b>  | Péréquation financière cantonale (subventions du canton aux communes; péréquation financière verticale); péréquation de la capacité contributive, péréquation de la quotité d'impôt.   |
| 4621.6      | 4621.6      | <b>Subventions de la compensation des charges du canton</b>                                      | Compensation des charges cantonale (subventions du canton aux communes; compensation des charges verticale); subventions de la compensation des charges.   |
| 4621.9      | 4621.9      | <b>Péréquation financière et compensation des charges (autres) - canton</b>                      | Autres subventions du canton aux communes au titre de la péréquation financière et de la compensation des charges (péréquation financière verticale).  |
| 4622        |             | <b>Péréquation financière et compensation des charges - communes et syndicats intercommunaux</b> | Subventions de communes et de syndicats intercommunaux au titre de la péréquation financière et de la compensation des charges.  |
| 4622.7      | 4622.7      | <b>Subventions de la péréquation financière de communes et de syndicats intercommunaux</b>       | Péréquation financière cantonale (subventions de communes à des communes; péréquation financière horizontale).   |
| 4622.8      | 4622.8      | <b>Subventions de la compensation des charges de communes et de syndicats intercommunaux</b>     | Compensation des charges cantonale (subvention de communes à des communes; CdC horizontale).   |
| 4624        |             | <b>Compensation des charges des entreprises publiques</b>  | Dans les comptes communaux, dès lors que des entreprises publiques (p. ex. banques cantonales) procèdent à une compensation de charges.  |
| 463         |             | <b>Subventions des collectivités publiques et des tiers</b>                                      |  |

| Cpte simple | Cpte élargi | Désignation  | Remarques  |
|-------------|-------------|--|--|
| 4630        |             | <b>Subventions de la Confédération</b>   | Subventions d'exploitation courantes de la Confédération.  |
| 4631        |             | <b>Subventions des cantons et des concordats</b>   | Subventions d'exploitation courantes des cantons et des concordats.  |
| 4632        |             | <b>Subventions des communes et des syndicats intercommunaux</b>  | Subventions d'exploitation courantes des communes et des syndicats intercommunaux.   |
| 4633        |             | <b>Subventions des assurances sociales publiques</b>   | Subventions d'exploitation courantes des assurances sociales publiques.  |
| 4634        |             | <b>Subventions des entreprises publiques</b>   | Subventions d'exploitation courantes des entreprises publiques.  |
| 4635        |             | <b>Subventions des entreprises privées</b>   | Subventions d'exploitation courantes des entreprises privées.  |
| 4636        |             | <b>Subventions des organisations privées à but non lucratif</b>  | Subventions d'exploitation courantes des organisations privées à but non lucratif.   |
| 4637        |             | <b>Subventions des ménages</b>   | Subventions d'exploitation courantes des ménages.  |
| 4638        |             | <b>Subventions de l'étranger</b>   | Subventions d'exploitation courantes de l'étranger.  |
| 466         |             | <b>Amortissement des subventions d'investissements portées au passif</b>   | Le groupe par nature 466 est utilisé uniquement si les subventions d'investissements reçues sont portées au passif.<br><br>Si l'investissement net est porté à l'actif, le groupe par nature est supprimé. |
| 4660        |             | <b>Amortissement planifié des subventions d'investissements portées au passif</b>  | Amortissement planifié de subventions d'investissements portées au passif dans le groupe par nature 2068 selon la durée d'utilisation de l'immobilisation.   |
| 4660.0      | 4660.0      | <b>Amortissement planifié des subventions d'investissements de la Confédération portées au passif</b>                          | Amortissement planifié de subventions d'investissements portées au passif dans le groupe par nature 20680.   |
| 4660.1      | 4660.1      | <b>Amortissement planifié des subventions d'investissements des cantons et des concordats portées au passif</b>                | Amortissement planifié de subventions d'investissements portées au passif dans le groupe par nature 20681.   |
| 4660.2      | 4660.2      | <b>Amortissement planifié des subventions d'investissements des communes et des syndicats intercommunaux portées au passif</b> | Amortissement planifié de subventions d'investissements portées au passif dans le groupe par nature 20682.   |
| 4660.3      | 4660.3      | <b>Amortissement planifié des subventions d'investissements des assurances sociales publiques portées au passif</b>            | Amortissement planifié de subventions d'investissements portées au passif dans le groupe par nature 20683.   |
| 4660.4      | 4660.4      | <b>Amortissement planifié des subventions d'investissements des entreprises publiques portées au passif</b>                    | Amortissement planifié de subventions d'investissements portées au passif dans le groupe par nature 20684.   |
| 4660.5      | 4660.5      | <b>Amortissement planifié des subventions d'investissements des entreprises privées portées au passif</b>                      | Amortissement planifié de subventions d'investissements portées au passif dans le groupe par nature 20685.   |
| 4660.6      | 4660.6      | <b>Amortissement planifié des subventions d'investissements des organisations privées à but non lucratif portées au passif</b> | Amortissement planifié de subventions d'investissements portées au passif dans le groupe par nature 20686.   |
| 4660.7      | 4660.7      | <b>Amortissement planifié des subventions d'investissements des ménages portées au passif</b>                                  | Amortissement planifié de subventions d'investissements portées au passif dans le groupe par nature 20687.   |
| 4660.8      | 4660.8      | <b>Amortissement planifié des subventions d'investissements de l'étranger portées au passif</b>                                | Amortissement planifié de subventions d'investissements portées au passif dans le groupe par nature 20688.   |
| 4661        |             | <b>Amortissement non planifié des subventions d'investissements portées au passif</b>  | Amortissement non planifié de subventions d'investissements portées au passif dans le groupe par nature 2068 selon l'immobilisation.   |
| 4661.0      | 4661.0      | <b>Amortissement non planifié des subventions d'investissements de la Confédération portées au passif</b>                      | Amortissement non planifié de subventions d'investissements portées au passif dans le groupe par nature 20680.   |

| Cpte simple | Cpte élargi | Désignation   | Remarques   |
|-------------|-------------|---|---|
| 4661.1      | 4661.1      | Amortissement non planifié des subventions d'investissements des cantons et des concordats portées au passif                | Amortissement non planifié de subventions d'investissements portées au passif dans le groupe par nature 20681.  |
| 4661.2      | 4661.2      | Amortissement non planifié des subventions d'investissements des communes et des syndicats intercommunaux portées au passif | Amortissement non planifié de subventions d'investissements portées au passif dans le groupe par nature 20682.  |
| 4661.3      | 4661.3      | Amortissement non planifié des subventions d'investissements des assurances sociales publiques portées au passif            | Amortissement non planifié de subventions d'investissements portées au passif dans le groupe par nature 20683.  |
| 4661.4      | 4661.4      | Amortissement non planifié des subventions d'investissements des entreprises publiques portées au passif                    | Amortissement non planifié de subventions d'investissements portées au passif dans le groupe par nature 20684.  |
| 4661.5      | 4661.5      | Amortissement non planifié des subventions d'investissements des entreprises privées portées au passif                      | Amortissement non planifié de subventions d'investissements portées au passif dans le groupe par nature 20685.  |
| 4661.6      | 4661.6      | Amortissement non planifié des subventions d'investissements des organisations privées à but non lucratif portées au passif | Amortissement non planifié de subventions d'investissements portées au passif dans le groupe par nature 20686.  |
| 4661.7      | 4661.7      | Amortissement non planifié des subventions d'investissements des ménages portées au passif                                  | Amortissement non planifié de subventions d'investissements portées au passif dans le groupe par nature 20687.  |
| 4661.8      | 4661.8      | Amortissement non planifié des subventions d'investissements de l'étranger portées au passif                                | Amortissement non planifié de subventions d'investissements portées au passif dans le groupe par nature 20688.  |
| 4690        |             | Autres revenus de transfert   | Remboursement de subventions d'investissements amorties.<br>Revenus de transfert affectés nulle part ailleurs.  |
| 4690        |             | Autres revenus de transfert   | Remboursement de subventions d'investissements amorties.<br>Revenus de transfert affectés nulle part ailleurs.  |
| 47          |             | Subventions à redistribuer  | La collectivité transmet à des tiers les subventions à redistribuer qu'elle a obtenues de la part d'une autre collectivité.<br><br>Les entrées sont saisies dans le groupe par nature 47, et les versements dans le groupe par nature 37.<br><br>Les groupes par nature 37 et 47 doivent coïncider au terme de la période comptable, et des comptes de régularisation doivent être établis à cet effet. |
| 470         |             | Subventions à redistribuer  |   |
| 4700        |             | Confédération   | Subventions de la Confédération à redistribuer à d'autres collectivités ou à des tiers.   |
| 4701        |             | Cantons et concordats   | Subventions de cantons et concordats à redistribuer à d'autres collectivités ou à des tiers.  |
| 4702        |             | Communes et syndicats intercommunaux  | Subventions de communes et de syndicats intercommunaux à redistribuer à d'autres collectivités ou à des tiers.  |
| 4703        |             | Assurances sociales publiques   | Subventions d'assurances sociales publiques à redistribuer à d'autres collectivités ou à des tiers.   |
| 4704        |             | Entreprises publiques   | Subventions d'entreprises publiques à redistribuer à d'autres collectivités ou à des tiers.   |
| 4705        |             | Entreprises privées   | Subventions d'entreprises privées à redistribuer à d'autres collectivités ou à des tiers.   |
| 4706        |             | Organisations privées à but non lucratif  | Subventions d'organisations privées à but non lucratif à redistribuer à d'autres collectivités ou à des tiers.  |
| 4707        |             | Ménages   | Subventions de ménages à redistribuer à d'autres collectivités ou à des tiers.  |
| 4708        |             | Etranger  | Subventions de l'étranger à redistribuer à d'autres collectivités ou à des tiers.   |

| Cpte simple | Cpte élargi | Désignation  | Remarques  |
|-------------|-------------|--|--|
| 48          |             | <b>Revenus extraordinaires</b>   | Les charges et revenus sont considérés comme extraordinaires si l'on ne pouvait en aucune manière les prévoir et lorsqu'ils échappent à toute influence et tout contrôle ou lorsqu'ils ne relèvent pas du domaine opérationnel. Sont également considérés comme charges ou revenus extraordinaires les amortissements supplémentaires, l'amortissement du découvert du bilan, ainsi que les attributions au capital propre et les prélèvements sur ce dernier.         |
| 480         |             | <b>Revenus fiscaux extraordinaires</b>   | Les revenus fiscaux peuvent être soumis à de fortes fluctuations, en raison de facteurs conjoncturels ou, dans le cas des impôts sur les successions et donations, d'événements particuliers. De tels revenus sont cependant dans la nature de l'objet et ne sont pas considérés comme revenus extraordinaires.<br><br>Il n'existe pas de revenus fiscaux extraordinaires connus. La mention des groupes par nature sert à garantir la systématique du plan comptable. |
| 4800        |             | <b>Impôts directs extraordinaires, personnes physiques</b>                         |  |
| 4801        |             | <b>Impôts directs extraordinaires, personnes morales</b>                           |  |
| 4802        |             | <b>Autres impôts directs extraordinaires</b>                                       |  |
| 4803        |             | <b>Impôts extraordinaires sur la possession et sur la dépense</b>                  |  |
| 481         |             | <b>Revenus régaliens extraordinaires et revenus extraordinaires de concessions</b> | Revenus régaliens, de concessions et de patentes qui ne pouvaient en aucun cas être prévus et qui se soustraient à toute influence et à tout contrôle.   |
| 4810        |             | <b>Revenus régaliens extraordinaires</b>   | Revenus régaliens qui ne pouvaient en aucun cas être prévus et qui se soustraient à toute influence et à tout contrôle.  |
| 4811        |             | <b>Revenus extraordinaires de concessions</b>                                      | Revenus de concessions qui ne pouvaient en aucun cas être prévus et qui se soustraient à toute influence et à tout contrôle.   |
| 482         |             | <b>Taxes extraordinaires</b>   | Taxes qui ne pouvaient en aucun cas être prévues et qui se soustraient à toute influence et à tout contrôle.   |
| 4820        |             | <b>Taxes extraordinaires</b>   | Taxes qui ne pouvaient en aucun cas être prévues et qui se soustraient à toute influence et à tout contrôle.   |
| 483         |             | <b>Revenus divers extraordinaires</b>  | Revenus divers qui ne pouvaient en aucun cas être prévus et qui se soustraient à toute influence et à tout contrôle.   |
| 4830        |             | <b>Revenus divers extraordinaires</b>  | Revenus divers qui ne pouvaient en aucun cas être prévus et qui se soustraient à toute influence et à tout contrôle.   |
| 484         |             | <b>Revenus financiers extraordinaires</b>  | Revenus financiers qui ne pouvaient en aucun cas être prévus et qui se soustraient à toute influence et à tout contrôle.   |
| 4840        |             | <b>Revenus financiers extraordinaires</b>  | Revenus financiers qui ne pouvaient en aucun cas être prévus et qui se soustraient à toute influence et à tout contrôle.   |
| 485         |             | <b>Prélèvements extraordinaires sur les fonds et financements spéciaux</b>         | Prélèvements sur les fonds qui ne pouvaient en aucun cas être prévus et qui se soustraient à toute influence et à tout contrôle.   |
| 4850        |             | <b>Prélèvements extraordinaires sur les fonds et financements spéciaux</b>         | Prélèvements sur les fonds qui ne pouvaient en aucun cas être prévus et qui se soustraient à toute influence et à tout contrôle.   |
| 486         |             | <b>Revenus de transfert extraordinaires</b>  | Revenus de transfert qui ne pouvaient en aucun cas être prévus et qui se soustraient à toute influence et à tout contrôle.   |
| 4860        |             | <b>Revenus de transfert extraordinaires - Confédération</b>                        | Revenus de transfert de la Confédération qui ne pouvaient en aucun cas être prévus et qui se soustraient à toute influence et à tout contrôle.   |

| Cpte simple | Cpte élargi | Désignation   | Remarques  |
|-------------|-------------|---|--|
| 4861        |             | Revenus de transfert extraordinaires - cantons  | Revenus de transfert des cantons qui ne pouvaient en aucun cas être prévus et qui se soustraient à toute influence et à tout contrôle.   |
| 4862        |             | Revenus de transfert extraordinaires - communes et syndicats intercommunaux   | Revenus de transfert des communes et des syndicats intercommunaux qui ne pouvaient en aucun cas être prévus et qui se soustraient à toute influence et à tout contrôle.  |
| 4863        |             | Revenus de transfert extraordinaires - assurances sociales publiques  | Revenus de transfert des assurances sociales publiques qui ne pouvaient en aucun cas être prévus et qui se soustraient à toute influence et à tout contrôle.   |
| 4864        |             | Revenus de transfert extraordinaires - entreprises publiques  | Revenus de transfert des entreprises publiques qui ne pouvaient en aucun cas être prévus et qui se soustraient à toute influence et à tout contrôle.   |
| 4865        |             | Revenus de transfert extraordinaires - entreprises privées  | Revenus de transfert des entreprises privées qui ne pouvaient en aucun cas être prévus et qui se soustraient à toute influence et à tout contrôle.   |
| 4866        |             | Revenus de transfert extraordinaires - organisations privées à but non lucratif   | Revenus de transfert des organisations privées à but non lucratif qui ne pouvaient en aucun cas être prévus et qui se soustraient à toute influence et à tout contrôle.  |
| 4867        |             | Revenus de transfert extraordinaires - ménages  | Revenus de transfert des ménages qui ne pouvaient en aucun cas être prévus et qui se soustraient à toute influence et à tout contrôle.   |
| 4868        |             | Revenus de transfert extraordinaires - étranger   | Revenus de transfert de l'étranger qui ne pouvaient en aucun cas être prévus et qui se soustraient à toute influence et à tout contrôle.   |
| 487         |             | Amortissement supplémentaire des subventions d'investissements portées au passif  | Amortissement supplémentaire de subventions d'investissements portées au passif. En cas d'amortissement supplémentaire d'immobilisations auxquelles des subventions d'investissements portées au passif sont affectées (méthode du produit brut), ces dernières doivent faire l'objet d'un amortissement supplémentaire. Sinon, les immobilisations sont entièrement amorties avant que toutes les subventions d'investissements ne le soient. |
| 4870        |             | Amortissement supplémentaire des subventions d'investissements portées au passif  | Amortissement supplémentaire de subventions d'investissements portées au passif.   |
| 4870.0      | 4870.0      | Amortissement supplémentaire des subventions d'investissements de la Confédération portées au passif                          | Amortissement supplémentaire de subventions d'investissements portées au passif dans le groupe par nature 20680.   |
| 4870.1      | 4870.1      | Amortissement supplémentaire des subventions d'investissements des cantons et des concordats portées au passif                | Amortissement supplémentaire de subventions d'investissements portées au passif dans le groupe par nature 20681.   |
| 4870.2      | 4870.2      | Amortissement supplémentaire des subventions d'investissements des communes et des syndicats intercommunaux portées au passif | Amortissement supplémentaire de subventions d'investissements portées au passif dans le groupe par nature 20682.   |
| 4870.3      | 4870.3      | Amortissement supplémentaire des subventions d'investissements des assurances sociales publiques portées au passif            | Amortissement supplémentaire de subventions d'investissements portées au passif dans le groupe par nature 20683.   |
| 4870.4      | 4870.4      | Amortissement supplémentaire des subventions d'investissements des entreprises publiques portées au passif                    | Amortissement supplémentaire de subventions d'investissements portées au passif dans le groupe par nature 20684.   |
| 4870.5      | 4870.5      | Amortissement supplémentaire des subventions d'investissements des entreprises privées portées au passif                      | Amortissement supplémentaire de subventions d'investissements portées au passif dans le groupe par nature 20685.   |
| 4870.6      | 4870.6      | Amortissement supplémentaire des subventions d'investissements des organisations privées à but non lucratif portées au passif | Amortissement supplémentaire de subventions d'investissements portées au passif dans le groupe par nature 20686.   |



| Cpte simple | Cpte élargi | Désignation   | Remarques   |
|-------------|-------------|---|---|
| 4870.7      | 4870.7      | <b>Amortissement supplémentaire des subventions d'investissements des ménages portées au passif</b>   | Amortissement supplémentaire de subventions d'investissements portées au passif dans le groupe par nature 20687.  |
| 4870.8      | 4870.8      | <b>Amortissement supplémentaire des subventions d'investissements de l'étranger portées au passif</b> | Amortissement supplémentaire de subventions d'investissements portées au passif dans le groupe par nature 20688.  |
| 489         |             | <b>Prélèvements sur le capital propre</b>   |   |
| 4892        |             | <b>Prélèvements sur les réserves provenant de l'enveloppe budgétaire</b>                              | Prélèvements comptabilisés dans les réserves provenant de l'enveloppe budgétaire avec effet sur les résultats (groupe par nature 2920).<br><br>Les charges supplémentaires provenant de l'enveloppe budgétaire sont saisies dans les groupes par nature appropriés. Pour compenser ces charges, le montant correspondant est prélevé sur les réserves (principe du produit brut). |
| 4893        |             | <b>Prélèvements sur les préfinancements du capital propre</b>   | Prélèvement du groupe par nature 2930 Préfinancements du capital propre.  |
| 4895        |             | <b>Prélèvements sur la réserve liée au retraitement du patrimoine administratif</b>                   | Prélèvements sur le groupe par nature 295 Réserve liée au retraitement servant à compenser les amortissements accrus du fait de la réévaluation du patrimoine administratif lors du passage au MCH2.  |
| 4896        |             | <b>Prélèvements sur la réserve liée au retraitement du patrimoine financier</b>                       | Prélèvements sur le groupe par nature 296 Réserve liée au retraitement du patrimoine financier pour compenser les fluctuations causées par l'évaluation à la valeur vénale.   |
| 4899        |             | <b>Prélèvements sur les résultats cumulés des années précédentes</b>                                  | Dans certains cantons, les communes doivent équilibrer les budgets par un prélèvement sur le capital propre.  |
| 49          |             | <b>Imputations internes</b>   | Les imputations internes peuvent être effectuées entre les services de la collectivité ou avec des entités à consolider.<br><br>Au terme de la période comptable, les groupes par nature 39 et 49 doivent coïncider.<br><br>Les charges et les revenus ne doivent pas être régularisés différemment.  |
| 490         |             | <b>Approvisionnement en matériel et en marchandises</b>   | Bonifications pour approvisionnements en marchandises, appareils, machines, biens meubles, articles de bureau en tout genre.  |
| 4900        |             | <b>Imputations internes pour approvisionnement en matériel et en marchandises</b>                     | Bonifications pour approvisionnements en marchandises, appareils, machines, biens meubles, articles de bureau en tout genre.  |
| 491         |             | <b>Prestations de services</b>  | Bonifications pour des prestations de services fournies en interne.   |
| 4910        |             | <b>Imputations internes pour prestations de services</b>  | Bonifications pour des prestations de services fournies en interne.   |
| 492         |             | <b>Fermages, loyers, frais d'utilisation</b>  | Bonifications pour le loyer de biens-fonds, de locaux, de places de stationnement, d'immobilisations corporelles, d'appareils, de biens meubles, de véhicules, etc.   |
| 4920        |             | <b>Imputations internes pour fermages, loyers, frais d'utilisation</b>                                | Bonifications pour le loyer de biens-fonds, de locaux, de places de stationnement, d'immobilisations corporelles, d'appareils, de biens meubles, de véhicules, etc.   |
| 493         |             | <b>Frais administratifs et d'exploitation</b>   | Bonifications pour des frais administratifs et d'exploitation de biens-fonds, installations et biens meubles utilisés en commun ou en sous-location. Fonds généraux pour l'indemnisation forfaitaire de prestations.  |
| 4930        |             | <b>Imputations internes pour frais administratifs et d'exploitation</b>                               | Bonifications pour des frais administratifs et d'exploitation de biens-fonds, installations et biens meubles utilisés en commun ou en sous-location. Fonds généraux pour l'indemnisation forfaitaire de prestations.  |

| Cpte simple | Cpte élargi | Désignation  | Remarques  |
|-------------|-------------|--|--|
| 494         |             | <b>Intérêts et charges financières théoriques</b>                              | Bonifications pour les intérêts théoriques sur les patrimoines financier et administratif et sur les comptes d'engagement de financements spéciaux et fonds.   |
| 4940        |             | <b>Imputations internes pour intérêts et charges financières théoriques</b>    | Bonifications pour les intérêts théoriques sur les patrimoines financier et administratif et sur les comptes d'engagement de financements spéciaux et fonds.   |
| 495         |             | <b>Amortissements planifiés et non planifiés</b>                               | Amortissements planifiés et non planifiés du patrimoine administratif, dès lors que ceux-ci ne sont pas imputés directement aux services.  |
| 4950        |             | <b>Imputations internes pour amortissements planifiés et non planifiés</b>     | Amortissements planifiés et non planifiés du patrimoine administratif, dès lors que ceux-ci ne sont pas imputés directement aux services.  |
| 498         |             | <b>Reports</b>   | Opérations comptables entre services sans rapport avec une prestation (approvisionnement en marchandises ou prestation de services, utilisation, etc.). P. ex. report d'un montant d'un service dans le compte de résultats d'un financement spécial ou d'un fonds et vice versa.  |
| 4980        |             | <b>Reports internes</b>  | Opérations comptables entre services sans rapport avec une prestation (approvisionnement en marchandises ou prestation de services, utilisation, etc.). P. ex. report d'un montant d'un service dans le compte de résultats d'un financement spécial ou d'un fonds et vice versa.  |
| 499         |             | <b>Autres imputations internes</b>   | Bonifications non affectées différemment en faveur d'autres services ou entités consolidées.   |
| 4990        |             | <b>Autres imputations internes</b>   | Bonifications non affectées différemment en faveur d'autres services ou entités consolidées.   |
| 9           |             | <b>Comptes de clôture</b>  |  |
| 900         |             | <b>Clôture du compte de résultats</b>  | A la clôture de la période comptable, le solde du compte de résultats est reporté dans le bilan sur les groupes par nature 2990 Résultat annuel, 2910 Fonds enregistrés comme capital propre et 2911 Legs et fondations sans personnalité juridique enregistrés comme capital propre.<br><br>La justification du financement est fournie avec le tableau des flux de trésorerie; elle n'est pas présentée dans les comptes de clôture. |
| 9000        |             | <b>Excédent de revenus</b>   | Ecriture de clôture par laquelle l'excédent de revenus est inscrit dans le compte du bilan 2990 Résultat annuel.   |
| 9000.0      | 9000.0      | <b>Excédent de revenus du compte de résultats</b>                              | Ecriture de clôture par laquelle l'excédent de revenus est inscrit dans le compte du bilan 2990 Résultat annuel.   |
| 9001        |             | <b>Excédent de charges</b>   | Ecriture de clôture par laquelle l'excédent de charges est inscrit dans le compte du bilan 2990 Résultat annuel.   |
| 9001.0      | 9001.0      | <b>Excédent de charges du compte de résultats</b>                              | Ecriture de clôture par laquelle l'excédent de charges est inscrit dans le compte du bilan 2990 Résultat annuel.   |
| 9010        |             | <b>Clôture des fonds enregistrés comme capital propre, excédent de revenus</b> | Ecriture de clôture par laquelle l'excédent de revenus des fonds enregistrés comme capital propre est inscrit dans le compte du bilan 2910 Fonds enregistrés comme capital propre.   |
| 9010.0      | 9010.0      | <b>Clôture des fonds enregistrés comme capital propre, excédent de revenus</b> | Ecriture de clôture par laquelle l'excédent de revenus des fonds enregistrés comme capital propre est inscrit dans le compte du bilan 2910 Fonds enregistrés comme capital propre.   |
| 9011        |             | <b>Clôture des fonds enregistrés comme capital propre, excédent de charges</b> | Ecriture de clôture par laquelle l'excédent de charges des fonds enregistrés comme capital propre est inscrit dans le compte du bilan 2910 Fonds enregistrés comme capital propre.   |

| <b>Cpte simple</b> | <b>Cpte élargi</b> | <b>Désignation</b>  | <b>Remarques</b>   |
|--------------------|--------------------|---|--|
| 9011.0             | 9011.0             | <b>Clôture des fonds enregistrés comme capital propre, excédent de charges</b>  | Ecriture de clôture par laquelle l'excédent de charges des fonds enregistrés comme capital propre est inscrit dans le compte du bilan 2910 Fonds enregistrés comme capital propre.   |
| 9020               |                    | <b>Clôture des legs et fondations sans personnalité juridique enregistrés comme capital propre, excédent de revenus</b> | Ecriture de clôture par laquelle l'excédent de revenus des legs et fondations enregistrés comme capital propre est inscrit dans le compte du bilan 2911 Legs et fondations sans personnalité juridique enregistrés comme capital propre. |
| 9020.0             | 9020.0             | <b>Clôture des legs et fondations sans personnalité juridique enregistrés comme capital propre, excédent de revenus</b> | Ecriture de clôture par laquelle l'excédent de revenus des legs et fondations enregistrés comme capital propre est inscrit dans le compte du bilan 2911 Legs et fondations sans personnalité juridique enregistrés comme capital propre. |
| 9021               |                    | <b>Clôture des legs et fondations sans personnalité juridique enregistrés comme capital propre, excédent de charges</b> | Ecriture de clôture par laquelle l'excédent de charges des legs et fondations enregistrés comme capital propre est inscrit dans le compte du bilan 2911 Legs et fondations sans personnalité juridique enregistrés comme capital propre. |
| 9021.0             | 9021.0             | <b>Clôture des legs et fondations sans personnalité juridique enregistrés comme capital propre, excédent de charges</b> | Ecriture de clôture par laquelle l'excédent de charges des legs et fondations enregistrés comme capital propre est inscrit dans le compte du bilan 2911 Legs et fondations sans personnalité juridique enregistrés comme capital propre. |



# Annexe 4

Plan comptable

4d) Groupes par natures: compte des investissements



**MCH2 pour les communes**  
**Plan comptable - Compte des investissements du PA, groupes par nature**  
 Version 6, état: 28.09.2009

**Comptes détaillés: 4 + 2 chiffres; modèle: 9999.99**  
 Les groupes par nature de 1 à 3 chiffres ont une portée obligatoire générale.  
**Si compte élargi = compte simple** (en caractères gras): groupes par nature obligatoires.

| Cpte simple | Cpte élargi | Désignation   | Remarques  |
|-------------|-------------|---|--|
| <b>5</b>    |             | <b>Dépenses d'investissement</b>                            | <p>Les dépenses d'investissement entraînent un flux de capital à venir ou présentent une utilité publique de plusieurs années.</p> <p>Les dépenses sont portées à l'actif au terme de la période comptable, c'est-à-dire qu'elles sont saisies en tant qu'entrées dans le groupe par nature 14 Patrimoine administratif (compte de contrepartie: 690).</p> <p>Il est judicieux de fixer une limite d'investissements pour certaines immobilisations corporelles. En dessous de cette limite, les immobilisations corporelles sont saisies sous le groupe par nature 311 Immobilisations ne pouvant être portées à l'actif.</p> |
| <b>50</b>   |             | <b>Immobilisations corporelles</b>                          | Dépenses d'investissement pour l'acquisition ou l'établissement d'immobilisations corporelles qui sont requises pour la réalisation des tâches publiques.  |
| <b>500</b>  |             | <b>Terrains</b>   | <p>Terrains bâtis ou non, sans les terrains des groupes par nature 501 Routes/voies de communication et 502 Aménagement des eaux.</p> <p>Les surfaces bâties sont portées au bilan comme terrains car elles ne font pas l'objet d'amortissements planifiés.</p>  |
| <b>5000</b> |             | <b>Terrains</b>   | Terrains non bâtis (espaces verts, parcs, biotopes et géotopes, surfaces agricoles, etc. ) sans les terrains des groupes par nature 501 Routes/voies de communication et 502 Aménagement des eaux; terrains bâtis (immeubles administratifs, installations sportives, etc.).   |
| <b>501</b>  |             | <b>Routes / voies de communication</b>                      | Surfaces ouvertes au trafic général, y compris les terrains des surfaces routières. Les terrains et les dépenses de construction ne sont pas portés à l'actif de manière séparée.  |
| <b>5010</b> |             | <b>Routes / voies de communication</b>                      | Routes, éclairage compris, zones piétonnes, pistes cyclables, routes forestières, voies ferrées, chemins de fer de montagne, installations de transport, autres voies de communication, terrains compris.  |
| <b>502</b>  |             | <b>Aménagement des eaux</b>                                 | Ouvrages d'aménagement des cours d'eau et des lacs, terrains compris. L'étendue d'eau (ou le lit du cours d'eau/le fond du lac) n'est pas considérée comme terrain et n'est pas portée au bilan.   |
| <b>5020</b> |             | <b>Aménagement des eaux</b>                                 | Ouvrages d'aménagement des eaux, protection des rives, recalibrage de cours d'eau, mise à ciel ouvert, régénération, protection contre les crues.  |
| <b>503</b>  |             | <b>Autres ouvrages de génie civil</b>                       | <p>Canalisations, installations d'épuration, installations d'alimentation en eau, décharges, paravalanches.</p> <p>Les terrains morcelés doivent être saisis sous le groupe par nature 500.</p>  |
| <b>5030</b> | <b>5030</b> | <b>Autres ouvrages de génie civil en général</b>            | Les ouvrages de génie civil des entreprises communales doivent être comptabilisés dans des comptes séparés.  |
| <b>5031</b> | <b>5031</b> | <b>Ouvrages de génie civil de la station de pompage</b>     |  |
| <b>5032</b> | <b>5032</b> | <b>Ouvrages de génie civil du traitement des eaux usées</b> |  |

| Cpte simple | Cpte élargi | Désignation   | Remarques   |
|-------------|-------------|---|---|
| 5033        | 5033        | Ouvrages de génie civil de l'élimination des déchets                          |   |
| 5034        | 5034        | Ouvrages de génie civil de l'entreprise électrique                            |   |
| 5035        |             | Ouvrages de génie civil xy  |   |
| 504         |             | Terrains bâtis  | Acquisition ou construction de bâtiments, aménagements dans des biens-fonds loués et équipements (équipement technique du bâtiment), mais sans le mobilier.<br><br>Les terrains morcelés doivent être saisis sous le groupe par nature 500.   |
| 5040        |             | Terrains bâtis  |   |
| 505         |             | Forêts  | Forêts, terrains compris.   |
| 5050        |             | Forêts  |   |
| 506         |             | Biens meubles   | Biens meubles, appareils, véhicules, machines, matériel informatique en tout genre.   |
| 5060        |             | Biens meubles   |   |
| 509         |             | Autres immobilisations corporelles  | Immobilisations corporelles affectées nulle part ailleurs; alpages, aménagement local, mensuration, PGA, PGEE.  |
| 5090        |             | Autres immobilisations corporelles  |   |
| 51          |             | Investissements pour le compte de tiers                                       | Les investissements pour le compte de tiers sont remboursés par ces tiers (groupe par nature 61).<br><br>Les dépenses consenties au cours de la période comptable justifient une créance d'un montant identique envers les tiers.<br><br>Les dépenses et les prétentions au remboursement sont régularisées au terme de la période comptable de manière à ce qu'elles soient équivalentes et se compensent. |
| 510         |             | Terrains  | Investissements en terrains pour le compte de tiers.  |
| 5100        |             | Investissements en terrains pour le compte de tiers                           |   |
| 511         |             | Routes / voies de communication   | Investissements en routes et voies de communication pour le compte de tiers.  |
| 5110        |             | Investissements en routes et voies de communication pour le compte de tiers   |   |
| 512         |             | Aménagement des eaux  | Investissements en ouvrages d'aménagement des eaux pour le compte de tiers.   |
| 5120        |             | Investissements en ouvrages d'aménagement des eaux pour le compte de tiers    |   |
| 513         |             | Autres ouvrages de génie civil  | Investissements en autres ouvrages de génie civil pour le compte de tiers.  |
| 5130        |             | Investissements en autres ouvrages de génie civil pour le compte de tiers     |   |
| 514         |             | Terrains bâtis  | Investissements en terrains bâtis pour le compte de tiers.  |
| 5140        |             | Investissements en terrains bâtis pour le compte de tiers                     |   |
| 515         |             | Forêts  | Investissements en forêts pour le compte de tiers.  |
| 5150        |             | Investissements en forêts pour le compte de tiers                             |   |
| 516         |             | Biens meubles   | Investissements en biens meubles pour le compte de tiers.   |
| 5160        |             | Investissements en biens meubles pour le compte de tiers                      |   |
| 519         |             | Autres immobilisations corporelles  | Investissements en autres immobilisations corporelles pour le compte de tiers.  |
| 5190        |             | Investissements en autres immobilisations corporelles pour le compte de tiers |   |

| Cpte simple | Cpte élargi | Désignation  | Remarques   |
|-------------|-------------|--|---|
| 52          |             | <b>Immobilisations incorporelles</b>                               | Dépenses d'investissement pour les immobilisations incorporelles.   |
| 520         |             | <b>Logiciels</b>   | Logiciels d'application et applications informatiques avec une durée d'utilisation de plusieurs années.   |
| 5200        |             | <b>Logiciels</b>   |   |
| 521         |             | <b>Brevets / licences</b>  | Droits de brevets et de licences acquis avec une durée d'utilisation de plusieurs années.   |
| 5210        |             | <b>Brevets / licences</b>  |   |
| 529         |             | <b>Autres immobilisations incorporelles</b>                        | Immobilisations incorporelles affectées nulle part ailleurs.  |
| 5290        |             | <b>Autres immobilisations incorporelles</b>                        |   |
| 54          |             | <b>Prêts</b>   | Les prêts remboursables à une échéance convenue sont considérés comme dépenses d'investissement, indépendamment d'une limite d'investissement éventuelle.<br><br>Les prêts de durée illimitée ne portant pas d'intérêt et remboursables sous condition sont considérés comme des subventions d'investissements.                               |
| 540         |             | <b>Confédération</b>   | Prêts remboursables à la Confédération.   |
| 5400        |             | <b>Prêts à la Confédération</b>                                    |   |
| 541         |             | <b>Cantons et concordats</b>                                       | Prêts remboursables aux cantons et aux concordats.  |
| 5410        |             | <b>Prêts aux cantons et aux concordats</b>                         |   |
| 542         |             | <b>Communes et syndicats intercommunaux</b>                        | Prêts remboursables aux communes et aux syndicats intercommunaux.   |
| 5420        |             | <b>Prêts aux communes et aux syndicats intercommunaux</b>          |   |
| 543         |             | <b>Assurances sociales publiques</b>                               | Prêts remboursables aux assurances sociales publiques.  |
| 5430        |             | <b>Prêts aux assurances sociales publiques</b>                     |   |
| 544         |             | <b>Entreprises publiques</b>                                       | Prêts remboursables aux entreprises publiques.  |
| 5440        |             | <b>Prêts aux entreprises publiques</b>                             |   |
| 545         |             | <b>Entreprises privées</b>   | Prêts remboursables aux entreprises privées.  |
| 5450        |             | <b>Prêts aux entreprises privées</b>                               |   |
| 546         |             | <b>Organisations privées à but non lucratif</b>                    | Prêts remboursables aux organisations privées à but non lucratif.   |
| 5460        |             | <b>Prêts aux organisations privées à but non lucratif</b>          |   |
| 547         |             | <b>Ménages</b>   | Prêts remboursables aux ménages.<br><br>Séparer les prêts d'études portés à l'actif par un compte détaillé.   |
| 5470        | 5470        | <b>Prêts aux ménages</b>   |   |
| 5471        | 5471        | <b>Prêts d'études</b>  |   |
| 548         |             | <b>Etranger</b>  | Prêts remboursables à des débiteurs à l'étranger.   |
| 5480        |             | <b>Prêts à l'étranger</b>  |   |
| 55          |             | <b>Participations et capital social</b>                            | Les participations et la détention de capital social sont considérées comme dépenses d'investissement, indépendamment d'une limite d'investissement éventuelle.<br><br>Bien que les participations aux collectivités publiques et aux ménages ne soient pas possibles, ces groupes par nature sont mentionnés pour des raisons systématiques. |
| 550         |             | <b>Confédération</b>   |   |
| 5500        |             | <b>Participations à la Confédération</b>                           |   |
| 551         |             | <b>Cantons et concordats</b>                                       | Détention de capital social de concordats.  |
| 5510        |             | <b>Participations aux cantons et aux concordats</b>                |   |
| 552         |             | <b>Communes et syndicats intercommunaux</b>                        |   |
| 5520        |             | <b>Participations aux communes et aux syndicats intercommunaux</b> |   |

| Cpte simple | Cpte élargi | Désignation   | Remarques   |
|-------------|-------------|---|---|
| 553         |             | <b>Assurances sociales publiques</b>  |   |
| 5530        |             | <b>Participations aux assurances sociales publiques</b>                           |   |
| 554         |             | <b>Entreprises publiques</b>  | Participations aux entreprises publiques et détention de capital social.  |
| 5540        |             | <b>Participations aux entreprises publiques</b>                                   |   |
| 555         |             | <b>Entreprises privées</b>  | Participations aux entreprises privées et détention de capital social.  |
| 5550        |             | <b>Participations aux entreprises privées</b>                                     |   |
| 556         |             | <b>Organisations privées à but non lucratif</b>                                   | Participations aux organisations privées à but non lucratif et détention de capital social. Les participations peuvent revêtir la forme de parts sociales de sociétés coopératives, de déclarations d'affiliation, d'actions ou d'autres titres de participation. |
| 5560        |             | <b>Participations aux organisations privées à but non lucratif</b>                |   |
| 557         |             | <b>Ménages</b>  |   |
| 5570        |             | <b>Participations aux ménages</b>   |   |
| 558         |             | <b>Etranger</b>   | Participations à des entreprises à l'étranger et détention de capital social.   |
| 5580        |             | <b>Participations à l'étranger</b>  |   |
| 56          |             | <b>Subventions d'investissements propres</b>                                      | Dépenses d'investissement pour l'octroi de subventions d'investissements à des tiers.   |
| 560         |             | <b>Confédération</b>  | Subventions d'investissements à la Confédération.   |
| 5600        |             | <b>Subventions d'investissements à la Confédération</b>                           |   |
| 561         |             | <b>Cantons et concordats</b>  | Subventions d'investissements aux cantons et aux concordats.  |
| 5610        |             | <b>Subventions d'investissements aux cantons et aux concordats</b>                |   |
| 562         |             | <b>Communes et syndicats intercommunaux</b>                                       | Subventions d'investissements aux communes et aux syndicats intercommunaux.   |
| 5620        |             | <b>Subventions d'investissements aux communes et aux syndicats intercommunaux</b> |   |
| 563         |             | <b>Assurances sociales publiques</b>  | Subventions d'investissements aux assurances sociales publiques.  |
| 5630        |             | <b>Subventions d'investissements aux assurances sociales publiques</b>            |   |
| 564         |             | <b>Entreprises publiques</b>  | Subventions d'investissements aux entreprises publiques.  |
| 5640        |             | <b>Subventions d'investissements aux entreprises publiques</b>                    |   |
| 565         |             | <b>Entreprises privées</b>  | Subventions d'investissements aux entreprises privées.  |
| 5650        |             | <b>Subventions d'investissements aux entreprises privées</b>                      |   |
| 566         |             | <b>Organisations privées à but non lucratif</b>                                   | Subventions d'investissements aux organisations privées à but non lucratif.   |
| 5660        |             | <b>Subventions d'investissements aux organisations privées à but non lucratif</b> |   |
| 567         |             | <b>Ménages</b>  | Subventions d'investissements aux ménages.  |
| 5670        |             | <b>Subventions d'investissements aux ménages</b>                                  |   |
| 568         |             | <b>Etranger</b>   | Subventions d'investissements en faveur de bénéficiaires à l'étranger.  |
| 5680        |             | <b>Subventions d'investissements à l'étranger</b>                                 |   |

| Cpte simple | Cpte élargi | Désignation  | Remarques   |
|-------------|-------------|--|---|
| 57          |             | <b>Subventions d'investissements à redistribuer</b>  | La collectivité transmet à des tiers les subventions d'investissements à redistribuer qu'elle a obtenues de la part d'une autre collectivité.<br><br>Les entrées sont saisies dans le groupe par nature 67, et les versements dans le groupe par nature 57.<br><br>Les groupes par nature 57 et 67 doivent coïncider au terme de la période comptable, et des comptes de régularisation doivent être établis à cet effet. |
| 570         |             | <b>Confédération</b>   | Subventions d'investissements à redistribuer d'autres collectivités ou de tiers qui sont transmises à la Confédération.   |
| 5700        |             | <b>Subventions d'investissements à redistribuer à la Confédération</b>                           |   |
| 571         |             | <b>Cantons et concordats</b>   | Subventions d'investissements à redistribuer d'autres collectivités ou de tiers qui sont transmises à des cantons ou à des concordats.  |
| 5710        |             | <b>Subventions d'investissements à redistribuer aux cantons et aux concordats</b>                |   |
| 572         |             | <b>Communes et syndicats intercommunaux</b>  | Subventions d'investissements à redistribuer d'autres collectivités ou de tiers qui sont transmises à des communes ou à des syndicats intercommunaux.   |
| 5720        |             | <b>Subventions d'investissements à redistribuer aux communes et aux syndicats intercommunaux</b> |   |
| 573         |             | <b>Assurances sociales publiques</b>   | Subventions d'investissements à redistribuer d'autres collectivités ou de tiers qui sont transmises à des assurances sociales publiques.  |
| 5730        |             | <b>Subventions d'investissements à redistribuer aux assurances sociales publiques</b>            |   |
| 574         |             | <b>Entreprises publiques</b>   | Subventions d'investissements à redistribuer d'autres collectivités ou de tiers qui sont transmises à des entreprises publiques.  |
| 5740        |             | <b>Subventions d'investissements à redistribuer aux entreprises publiques</b>                    |   |
| 575         |             | <b>Entreprises privées</b>   | Subventions d'investissements à redistribuer d'autres collectivités ou de tiers qui sont transmises à des entreprises privées.  |
| 5750        |             | <b>Subventions d'investissements à redistribuer aux entreprises privées</b>                      |   |
| 576         |             | <b>Organisations privées à but non lucratif</b>  | Subventions d'investissements à redistribuer d'autres collectivités ou de tiers qui sont transmises à des organisations privées à but non lucratif.   |
| 5760        |             | <b>Subventions d'investissements à redistribuer aux organisations privées à but non lucratif</b> |   |
| 577         |             | <b>Ménages</b>   | Subventions d'investissements à redistribuer d'autres collectivités ou de tiers qui sont transmises à des ménages.  |
| 5770        |             | <b>Subventions d'investissements à redistribuer aux ménages</b>                                  |   |
| 578         |             | <b>Etranger</b>  | Subventions d'investissements à redistribuer d'autres collectivités ou de tiers qui sont transmises à des bénéficiaires à l'étranger.   |
| 5780        |             | <b>Subventions d'investissements à redistribuer à l'étranger</b>                                 |   |
| 58          |             | <b>Investissements extraordinaires</b>   | Dépenses d'investissement qui n'étaient en aucune manière prévisibles, qui n'ont pu être ni influencées ni contrôlées et qui n'ont pas été provoquées par le processus d'exploitation visant la production de prestations.  |
| 580         |             | <b>Investissements extraordinaires pour les immobilisations corporelles</b>                      | Dépenses d'investissement extraordinaires pour les immobilisations corporelles.   |

| Cpte simple | Cpte élargi | Désignation   | Remarques  |
|-------------|-------------|---|--|
| 5800        | 5800        | Investissements extraordinaires pour les terrains   |  |
| 5801        | 5801        | Investissements extraordinaires pour les routes / voies de communication                    |  |
| 5802        | 5802        | Investissements extraordinaires pour l'aménagement des eaux                                 |  |
| 5803        | 5803        | Investissements extraordinaires pour les autres ouvrages de génie civil                     |  |
| 5803.0      | 5803.0      | Investissements extraordinaires pour les autres ouvrages de génie civil en général          | Les investissements extraordinaires pour les ouvrages de génie civil des entreprises communales doivent être comptabilisés dans des comptes séparés. |
| 5803.1      | 5803.1      | Investissements extraordinaires pour les ouvrages de génie civil, station de pompage        |  |
| 5803.2      | 5803.2      | Investissements extraordinaires pour les ouvrages de génie civil, traitement des eaux usées |  |
| 5803.3      | 5803.3      | Investissements extraordinaires pour les ouvrages de génie civil, élimination des déchets   |  |
| 5803.4      | 5803.4      | Investissements extraordinaires pour les ouvrages de génie civil, entreprise électrique     |  |
| 5804        | 5804        | Investissements extraordinaires pour les terrains bâtis                                     |  |
| 5805        | 5805        | Investissements extraordinaires pour les forêts   |  |
| 5806        | 5806        | Investissements extraordinaires pour les biens meubles                                      |  |
| 5809        | 5809        | Investissements extraordinaires pour les autres immobilisations corporelles                 |  |
| 582         |             | Investissements extraordinaires pour les immobilisations incorporelles                      | Dépenses d'investissement extraordinaires pour les immobilisations incorporelles.  |
| 5820        | 5820        | Investissements extraordinaires pour les logiciels  |  |
| 5821        | 5821        | Investissements extraordinaires pour les brevets / licences                                 |  |
| 5829        | 5829        | Investissements extraordinaires pour les autres immobilisations incorporelles               |  |
| 584         |             | Investissements extraordinaires pour les prêts  | Dépenses d'investissement extraordinaires pour les prêts.  |
| 5840        | 5840        | Investissements extraordinaires pour les prêts à la Confédération                           |  |
| 5841        | 5841        | Investissements extraordinaires pour les prêts aux cantons et aux concordats                |  |
| 5842        | 5842        | Investissements extraordinaires pour les prêts aux communes et aux syndicats intercommunaux |  |
| 5843        | 5843        | Investissements extraordinaires pour les prêts aux assurances sociales publiques            |  |
| 5844        | 5844        | Investissements extraordinaires pour les prêts aux entreprises publiques                    |  |
| 5845        | 5845        | Investissements extraordinaires pour les prêts aux entreprises privées                      |  |



| Cpte simple | Cpte élargi | Désignation  | Remarques  |
|-------------|-------------|--|--|
| 5846        | 5846        | Investissements extraordinaires pour les prêts aux organisations privées à but non lucratif          |  |
| 5847        | 5847        | Investissements extraordinaires pour les prêts aux ménages   |  |
| 5848        | 5848        | Investissements extraordinaires pour les prêts à l'étranger  |  |
| 585         |             | Investissements extraordinaires pour les participations et le capital social                         | Dépenses d'investissement extraordinaires pour les participations et la détention de capital social. |
| 5850        | 5850        | Investissements extraordinaires pour les participations à la Confédération                           |  |
| 5851        | 5851        | Investissements extraordinaires pour les participations aux cantons et aux concordats                |  |
| 5852        | 5852        | Investissements extraordinaires pour les participations aux communes et aux syndicats intercommunaux |  |
| 5853        | 5853        | Investissements extraordinaires pour les participations aux assurances sociales publiques            |  |
| 5854        | 5854        | Investissements extraordinaires pour les participations aux entreprises publiques                    |  |
| 5855        | 5855        | Investissements extraordinaires pour les participations aux entreprises privées                      |  |
| 5856        | 5856        | Investissements extraordinaires pour les participations aux organisations privées à but non lucratif |  |
| 5857        | 5857        | Investissements extraordinaires pour les participations aux ménages                                  |  |
| 5858        | 5858        | Investissements extraordinaires pour les participations à l'étranger                                 |  |
| 586         |             | Subventions d'investissements extraordinaires  | Subventions d'investissements extraordinaires.   |
| 5860        | 5860        | Subventions d'investissements extraordinaires à la Confédération                                     |  |
| 5861        | 5861        | Subventions d'investissements extraordinaires aux cantons et aux concordats                          |  |
| 5862        | 5862        | Subventions d'investissements extraordinaires aux communes et aux syndicats intercommunaux           |  |
| 5863        | 5863        | Subventions d'investissements extraordinaires aux assurances sociales publiques                      |  |
| 5864        | 5864        | Subventions d'investissements extraordinaires aux entreprises publiques                              |  |
| 5865        | 5865        | Subventions d'investissements extraordinaires aux entreprises privées                                |  |
| 5866        | 5866        | Subventions d'investissements extraordinaires aux organisations privées à but non lucratif           |  |
| 5867        | 5867        | Subventions d'investissements extraordinaires aux ménages  |  |
| 5868        | 5868        | Subventions d'investissements extraordinaires à l'étranger   |  |

| Cpte simple | Cpte élargi | Désignation   | Remarques  |
|-------------|-------------|---|--|
| 589         |             | <b>Autres investissements extraordinaires</b>                                 | Autres dépenses d'investissement extraordinaires. Les comptes détaillés devraient pouvoir être attribués de manière univoque à un compte du bilan (inscription à l'actif).   |
| 5890        |             | <b>Autres investissements extraordinaires</b>                                 |  |
| 59          |             | <b>Report au bilan</b>  |  |
| 590         |             | <b>Report de recettes au bilan</b>  | Il existe deux variantes de clôture du compte des investissements:<br><br>Variante 1: les recettes des groupes par nature 60, 62 à 66 et 68 sont comptabilisées comme «Avoir» dans les groupes par nature du bilan correspondants (14 Patrimoine administratif). La contre-écriture dans la colonne «Doit» a lieu sur le groupe par nature 590.<br><br>Variante 2: les recettes des groupes par nature 60 et 62 ainsi que 64 à 66 et 68 (sans le groupe 683) sont comptabilisées comme «Avoir» dans les groupes par nature du bilan correspondants (14 Patrimoine administratif). Les groupes par nature 63 Subventions d'investissements acquises et 683 Subventions d'investissements extraordinaires acquises sont portés au passif dans le groupe par nature 2068 (inscription à l'actif brute).<br><br>Les groupes par nature 51/61 et 57/67 se compensent au sein de la période comptable. Ils ne sont donc pas portés au bilan. |
| 5900        |             | <b>Recettes reportées au bilan</b>  |  |
| 6           |             | <b>Recettes d'investissement</b>  |  |
| 60          |             | <b>Report d'immobilisations corporelles dans le patrimoine financier</b>      | Les immobilisations corporelles qu'il est prévu d'aliéner ou qui ne sont plus nécessaires à l'exécution de tâches publiques doivent être reportées dans le patrimoine financier (groupe par nature 108) (déclassement).  |
| 600         |             | <b>Report de terrains</b>   | Reports du groupe par nature 1400 Terrains PA non bâtis dans le patrimoine financier.  |
| 6000        |             | <b>Report de terrains dans le patrimoine financier</b>                        |  |
| 601         |             | <b>Report de routes / voies de communication</b>                              | Reports du groupe par nature 1401 Routes / voies de communication dans le patrimoine financier.  |
| 6010        |             | <b>Report de routes / voies de communication dans le patrimoine financier</b> |  |
| 602         |             | <b>Report d'ouvrages d'aménagement des eaux</b>                               | Reports du groupe par nature 1402 Aménagement des eaux dans le patrimoine financier.   |
| 6020        |             | <b>Report d'ouvrages d'aménagement des eaux dans le patrimoine financier</b>  |  |
| 603         |             | <b>Report d'autres ouvrages de génie civil</b>                                | Reports du groupe par nature 1403 Autres ouvrages de génie civil dans le patrimoine financier.   |
| 6030        |             | <b>Report d'autres ouvrages de génie civil dans le patrimoine financier</b>   |  |
| 604         |             | <b>Report de terrains bâtis</b>   | Reports du groupe par nature 1404 Terrains bâtis dans le patrimoine financier.   |
| 6040        |             | <b>Report de terrains bâtis dans le patrimoine financier</b>                  |  |
| 605         |             | <b>Report de forêts</b>   | Reports du groupe par nature 1405 Forêts dans le patrimoine financier.   |
| 6050        |             | <b>Report de forêts dans le patrimoine financier</b>                          |  |
| 606         |             | <b>Report de biens meubles</b>  | Reports du groupe par nature 1406 Biens meubles PA dans le patrimoine financier.   |

| Cpte simple | Cpte élargi | Désignation  | Remarques  |
|-------------|-------------|--|--|
| 6060        |             | Report de biens meubles dans le patrimoine financier                                   |  |
| 609         |             | Report d'autres immobilisations corporelles  | Reports du groupe par nature 1409 Autres immobilisations corporelles dans le patrimoine financier.   |
| 6090        |             | Report d'autres immobilisations corporelles dans le patrimoine financier               |  |
| 61          |             | Remboursements   | <p>Les investissements pour le compte de tiers (groupe par nature 51) sont remboursés par ces tiers et apparaissent dans le groupe par nature 61 (principe du produit brut).</p> <p>Les dépenses consenties au cours de la période comptable justifient une créance d'un montant identique envers les tiers.</p> <p>Les dépenses et les prétentions au remboursement sont régularisées au terme de la période comptable de manière à ce qu'elles soient équivalentes et se compensent.</p> |
| 610         |             | Terrains   | Remboursements d'investissements en terrains pour le compte de tiers.  |
| 6100        |             | Remboursements de tiers pour des investissements en terrains                           |  |
| 611         |             | Routes / voies de communication  | Remboursements d'investissements en routes et voies de communication pour le compte de tiers.  |
| 6110        |             | Remboursements de tiers pour des investissements en routes et voies de communication   |  |
| 612         |             | Aménagement des eaux   | Remboursements d'investissements en ouvrages d'aménagement des eaux pour le compte de tiers.   |
| 6120        |             | Remboursements de tiers pour des investissements en ouvrages d'aménagement des eaux    |  |
| 613         |             | Autres ouvrages de génie civil   | Remboursements d'investissements en autres ouvrages de génie civil pour le compte de tiers.  |
| 6130        |             | Remboursements de tiers pour des investissements en autres ouvrages de génie civil     |  |
| 614         |             | Terrains bâtis   | Remboursements d'investissements en terrains bâtis pour le compte de tiers.  |
| 6140        |             | Remboursements de tiers pour des investissements en terrains bâtis                     |  |
| 615         |             | Forêts   | Remboursements d'investissements en forêts pour le compte de tiers.  |
| 6150        |             | Remboursements de tiers pour des investissements en forêts                             |  |
| 616         |             | Biens meubles  | Remboursements d'investissements en biens meubles pour le compte de tiers.   |
| 6160        |             | Remboursements de tiers pour des investissements en biens meubles                      |  |
| 619         |             | Autres immobilisations corporelles   | Remboursements d'investissements en autres immobilisations corporelles pour le compte de tiers.  |
| 6190        |             | Remboursements de tiers pour des investissements en autres immobilisations corporelles |  |
| 62          |             | Report d'immobilisations incorporelles   | Report d'immobilisations incorporelles dans le patrimoine financier (voir groupe par nature 60).   |
| 620         |             | Logiciels  | Reports du groupe par nature 1420 Logiciels dans le patrimoine financier.  |
| 6200        |             | Report de logiciels dans le patrimoine financier                                       |  |
| 621         |             | Brevets / licences   | Reports du groupe par nature 1421 Licences, droits d'utilisation, droits des marques dans le patrimoine financier.   |

| Cpte simple | Cpte élargi | Désignation  | Remarques  |
|-------------|-------------|--|--|
| 6210        |             | Report de brevets / licences dans le patrimoine financier                  |  |
| 629         |             | Autres immobilisations incorporelles                                       | Reports du groupe par nature 1429 Autres immobilisations incorporelles dans le patrimoine financier.                 |
| 6290        |             | Report d'autres immobilisations incorporelles dans le patrimoine financier |  |
| 63          |             | Subventions d'investissements acquises                                     | Subventions d'investissements de tiers pour le cofinancement de dépenses d'investissement propres.                   |
| 630         |             | Confédération  | Subventions d'investissements de la Confédération pour des dépenses d'investissement propres.                        |
| 6300        |             | Subventions d'investissements de la Confédération                          |  |
| 631         |             | Cantons et concordats  | Subventions d'investissements de cantons et de concordats pour des dépenses d'investissement propres.                |
| 6310        |             | Subventions d'investissements des cantons et des concordats                |  |
| 632         |             | Communes et syndicats intercommunaux                                       | Subventions d'investissements de communes et de syndicats intercommunaux pour des dépenses d'investissement propres. |
| 6320        |             | Subventions d'investissements des communes et des syndicats intercommunaux |  |
| 633         |             | Assurances sociales publiques  | Subventions d'investissements d'assurances sociales publiques pour des dépenses d'investissement propres.            |
| 6330        |             | Subventions d'investissements des assurances sociales publiques            |  |
| 634         |             | Entreprises publiques  | Subventions d'investissements d'entreprises publiques pour des dépenses d'investissement propres.                    |
| 6340        |             | Subventions d'investissements des entreprises publiques                    |  |
| 635         |             | Entreprises privées  | Subventions d'investissements d'entreprises privées pour des dépenses d'investissement propres.                      |
| 6350        |             | Subventions d'investissements des entreprises privées                      |  |
| 636         |             | Organisations privées à but non lucratif                                   | Subventions d'investissements d'organisations privées à but non lucratif pour des dépenses d'investissement propres. |
| 6360        |             | Subventions d'investissements d'organisations privées à but non lucratif   |  |
| 637         |             | Ménages  | Subventions d'investissements de ménages pour des dépenses d'investissement propres.                                 |
| 6370        |             | Subventions d'investissements de ménages                                   |  |
| 638         |             | Etranger   | Subventions d'investissements provenant de l'étranger pour des dépenses d'investissement propres.                    |
| 6380        |             | Subventions d'investissements de l'étranger                                |  |
| 64          |             | Remboursement de prêts   |  |
| 640         |             | Confédération  | Remboursement de prêts du groupe par nature 1440.  |
| 6400        |             | Remboursement de prêts à la Confédération                                  |  |
| 641         |             | Cantons et concordats  | Remboursement de prêts du groupe par nature 1441.  |
| 6410        |             | Remboursement de prêts aux cantons et aux concordats                       |  |

| Cpte simple | Cpte élargi | Désignation   | Remarques   |
|-------------|-------------|---|---|
| 642         |             | <b>Communes et syndicats intercommunaux</b>   | Remboursement de prêts du groupe par nature 1442.   |
| 6420        |             | <b>Remboursement de prêts aux communes et aux syndicats intercommunaux</b>                                |   |
| 643         |             | <b>Assurances sociales publiques</b>  | Remboursement de prêts du groupe par nature 1443.   |
| 6430        |             | <b>Remboursement de prêts aux assurances sociales publiques</b>   |   |
| 644         |             | <b>Entreprises publiques</b>  | Remboursement de prêts du groupe par nature 1444.   |
| 6440        |             | <b>Remboursement de prêts aux entreprises publiques</b>   |   |
| 645         |             | <b>Entreprises privées</b>  | Remboursement de prêts du groupe par nature 1445.   |
| 6450        |             | <b>Remboursement de prêts aux entreprises privées</b>   |   |
| 646         |             | <b>Organisations privées à but non lucratif</b>   | Remboursement de prêts du groupe par nature 1446.   |
| 6460        |             | <b>Remboursement de prêts aux organisations privées à but non lucratif</b>                                |   |
| 647         |             | <b>Ménages</b>  | Remboursement de prêts du groupe par nature 1447.<br><br>Séparer les remboursements de prêts d'études par un compte détaillé. |
| 6470        | 6470        | <b>Remboursement de prêts aux ménages</b>   |   |
| 6471        | 6471        | <b>Remboursement de prêts d'études</b>  |   |
| 648         |             | <b>Etranger</b>   | Remboursement de prêts du groupe par nature 1448.   |
| 6480        |             | <b>Remboursement de prêts à l'étranger</b>  |   |
| 65          |             | <b>Report de participations</b>   | Report de participations dans le patrimoine financier (voir groupe par nature 60).  |
| 650         |             | <b>Confédération</b>  | Report de participations du groupe par nature 1450 dans le patrimoine financier.  |
| 6500        |             | <b>Report de participations à la Confédération dans le patrimoine financier</b>                           |   |
| 651         |             | <b>Cantons et concordats</b>  | Report de participations du groupe par nature 1451 dans le patrimoine financier.  |
| 6510        |             | <b>Report de participations aux cantons et aux concordats dans le patrimoine financier</b>                |   |
| 652         |             | <b>Communes et syndicats intercommunaux</b>   | Report de participations du groupe par nature 1452 dans le patrimoine financier.  |
| 6520        |             | <b>Report de participations aux communes et aux syndicats intercommunaux dans le patrimoine financier</b> |   |
| 653         |             | <b>Assurances sociales publiques</b>  | Report de participations du groupe par nature 1453 dans le patrimoine financier.  |
| 6530        |             | <b>Report de participations aux assurances sociales publiques dans le patrimoine financier</b>            |   |
| 654         |             | <b>Entreprises publiques</b>  | Report de participations du groupe par nature 1454 dans le patrimoine financier.  |
| 6540        |             | <b>Report de participations aux entreprises publiques dans le patrimoine financier</b>                    |   |
| 655         |             | <b>Entreprises privées</b>  | Report de participations du groupe par nature 1455 dans le patrimoine financier.  |
| 6550        |             | <b>Report de participations aux entreprises privées dans le patrimoine financier</b>                      |   |

| Cpte simple | Cpte élargi | Désignation   | Remarques   |
|-------------|-------------|---|---|
| 656         |             | <b>Organisations privées à but non lucratif</b>   | Report de participations du groupe par nature 1456 dans le patrimoine financier.  |
| 6560        |             | <b>Report de participations aux organisations privées à but non lucratif dans le patrimoine financier</b> |   |
| 657         |             | <b>Ménages</b>  | Report de participations du groupe par nature 1457 dans le patrimoine financier.  |
| 6570        |             | <b>Report de participations aux ménages dans le patrimoine financier</b>                                  |   |
| 658         |             | <b>Etranger</b>   | Report de participations du groupe par nature 1458 dans le patrimoine financier.  |
| 6580        |             | <b>Report de participations à l'étranger dans le patrimoine financier</b>                                 |   |
| 66          |             | <b>Remboursement de subventions d'investissements propres</b>   | Il se peut que les subventions d'investissements que la collectivité a versées à des tiers doivent être remboursées si le but n'a pas été atteint. Comme les subventions d'investissements font l'objet d'un amortissement planifié, seule la valeur comptable résiduelle est comptabilisée en tant que remboursement de subventions d'investissements propres, tandis que le montant excédentaire est saisi dans le compte de résultats, sous le groupe par nature 4690. |
| 660         |             | <b>Confédération</b>  | Remboursement de subventions d'investissements du groupe par nature 1460.   |
| 6600        |             | <b>Remboursement de subventions d'investissements à la Confédération</b>                                  |   |
| 661         |             | <b>Cantons et concordats</b>  | Remboursement de subventions d'investissements du groupe par nature 1461.   |
| 6610        |             | <b>Remboursement de subventions d'investissements aux cantons et aux concordats</b>                       |   |
| 662         |             | <b>Communes et syndicats intercommunaux</b>   | Remboursement de subventions d'investissements du groupe par nature 1462.   |
| 6620        |             | <b>Remboursement de subventions d'investissements aux communes et aux syndicats intercommunaux</b>        |   |
| 663         |             | <b>Assurances sociales publiques</b>  | Remboursement de subventions d'investissements du groupe par nature 1463.   |
| 6630        |             | <b>Remboursement de subventions d'investissements aux assurances sociales publiques</b>                   |   |
| 664         |             | <b>Entreprises publiques</b>  | Remboursement de subventions d'investissements du groupe par nature 1464.   |
| 6640        |             | <b>Remboursement de subventions d'investissements aux entreprises publiques</b>                           |   |
| 665         |             | <b>Entreprises privées</b>  | Remboursement de subventions d'investissements du groupe par nature 1465.   |
| 6650        |             | <b>Remboursement de subventions d'investissements aux entreprises privées</b>                             |   |
| 666         |             | <b>Organisations privées à but non lucratif</b>   | Remboursement de subventions d'investissements du groupe par nature 1466.   |
| 6660        |             | <b>Remboursement de subventions d'investissements aux organisations privées à but non lucratif</b>        |   |
| 667         |             | <b>Ménages</b>  | Remboursement de subventions d'investissements du groupe par nature 1467.   |
| 6670        |             | <b>Remboursement de subventions d'investissements aux ménages</b>   |   |
| 668         |             | <b>Etranger</b>   | Remboursement de subventions d'investissements du groupe par nature 1468.   |
| 6680        |             | <b>Remboursement de subventions d'investissements à l'étranger</b>  |   |



| Cpte simple | Cpte élargi | Désignation  | Remarques   |
|-------------|-------------|--|---|
| 67          |             | <b>Subventions d'investissements à redistribuer</b>  | La collectivité transmet à des tiers les subventions d'investissements à redistribuer qu'elle a obtenues de la part d'une autre collectivité.<br><br>Les entrées sont saisies dans le groupe par nature 67, et les versements dans le groupe par nature 57.<br><br>Les groupes par nature 57 et 67 doivent coïncider au terme de la période comptable, et des comptes de régularisation doivent être établis à cet effet. |
| 670         |             | <b>Confédération</b>   | Subventions d'investissements de la Confédération à redistribuer à d'autres collectivités ou à des tiers.   |
| 6700        |             | <b>Subventions d'investissements de la Confédération à redistribuer</b>                          |   |
| 671         |             | <b>Cantons et concordats</b>   | Subventions d'investissements de cantons et de concordats à redistribuer à d'autres collectivités ou à des tiers.   |
| 6710        |             | <b>Subventions d'investissements des cantons et des concordats à redistribuer</b>                |   |
| 672         |             | <b>Communes et syndicats intercommunaux</b>  | Subventions d'investissements de communes et de syndicats intercommunaux à redistribuer à d'autres collectivités ou à des tiers.  |
| 6720        |             | <b>Subventions d'investissements des communes et des syndicats intercommunaux à redistribuer</b> |   |
| 673         |             | <b>Assurances sociales publiques</b>   | Subventions d'investissements d'assurances sociales publiques à redistribuer à d'autres collectivités ou à des tiers.   |
| 6730        |             | <b>Subventions d'investissements des assurances sociales publiques à redistribuer</b>            |   |
| 674         |             | <b>Entreprises publiques</b>   | Subventions d'investissements d'entreprises publiques à redistribuer à d'autres collectivités ou à des tiers.   |
| 6740        |             | <b>Subventions d'investissements des entreprises publiques à redistribuer</b>                    |   |
| 675         |             | <b>Entreprises privées</b>   | Subventions d'investissements d'entreprises privées à redistribuer à d'autres collectivités ou à des tiers.   |
| 6750        |             | <b>Subventions d'investissements des entreprises privées à redistribuer</b>                      |   |
| 676         |             | <b>Organisations privées à but non lucratif</b>  | Subventions d'investissements d'organisations privées à but non lucratif à redistribuer à d'autres collectivités ou à des tiers.  |
| 6760        |             | <b>Subventions d'investissements des organisations privées à but non lucratif à redistribuer</b> |   |
| 677         |             | <b>Ménages</b>   | Subventions d'investissements de ménages à redistribuer à d'autres collectivités ou à des tiers.  |
| 6770        |             | <b>Subventions d'investissements des ménages à redistribuer</b>                                  |   |
| 678         |             | <b>Etranger</b>  | Subventions d'investissements de l'étranger à redistribuer à d'autres collectivités ou à des tiers.   |
| 6780        |             | <b>Subventions d'investissements de l'étranger à redistribuer</b>                                |   |
| 68          |             | <b>Recettes d'investissement extraordinaires</b>   | Recettes d'investissement qui n'étaient en aucune manière prévisibles, qui n'ont pu être ni influencées ni contrôlées et qui n'ont pas été provoquées par le processus d'exploitation visant la production de prestations.  |
| 680         |             | <b>Recettes d'investissement extraordinaires pour les immobilisations corporelles</b>            | Recettes d'investissement extraordinaires pour les immobilisations corporelles.   |
| 6800        | 6800        | <b>Recettes d'investissement extraordinaires pour les terrains</b>                               |   |

| Cpte simple | Cpte élargi | Désignation  | Remarques   |
|-------------|-------------|--|---|
| 6801        | 6801        | Recettes d'investissement extraordinaires pour les routes / voies de communication         |   |
| 6802        | 6802        | Recettes d'investissement extraordinaires pour l'aménagement des eaux                      |   |
| 6803        | 6803        | Recettes d'investissement extraordinaires pour les autres ouvrages de génie civil          |   |
| 6804        | 6804        | Recettes d'investissement extraordinaires pour les terrains bâtis                          |   |
| 6805        | 6805        | Recettes d'investissement extraordinaires pour les forêts                                  |   |
| 6806        | 6806        | Recettes d'investissement extraordinaires pour les biens meubles                           |   |
| 6809        | 6809        | Recettes d'investissement extraordinaires pour les autres immobilisations corporelles      |   |
| 682         |             | Recettes d'investissement extraordinaires pour les immobilisations incorporelles           | Recettes d'investissement extraordinaires pour les immobilisations incorporelles. |
| 6820        | 6820        | Recettes d'investissement extraordinaires pour les logiciels                               |   |
| 6821        | 6821        | Recettes d'investissement extraordinaires pour les brevets / licences                      |   |
| 6829        | 6829        | Recettes d'investissement extraordinaires pour les autres immobilisations incorporelles    |   |
| 683         |             | Subventions d'investissements extraordinaires acquises                                     | Subventions d'investissements extraordinaires acquises.                           |
| 6830        | 6830        | Subventions d'investissements extraordinaires de la Confédération                          |   |
| 6831        | 6831        | Subventions d'investissements extraordinaires des cantons et des concordats                |   |
| 6832        | 6832        | Subventions d'investissements extraordinaires des communes et des syndicats intercommunaux |   |
| 6833        | 6833        | Subventions d'investissements extraordinaires des assurances sociales publiques            |   |
| 6834        | 6834        | Subventions d'investissements extraordinaires des entreprises publiques                    |   |
| 6835        | 6835        | Subventions d'investissements extraordinaires des entreprises privées                      |   |
| 6836        | 6836        | Subventions d'investissements extraordinaires d'organisations privées à but non lucratif   |   |
| 6837        | 6837        | Subventions d'investissements extraordinaires de ménages                                   |   |
| 6838        | 6838        | Subventions d'investissements extraordinaires de l'étranger                                |   |
| 684         |             | Remboursements extraordinaires de prêts  | Remboursements extraordinaires de prêts.  |
| 6840        | 6840        | Remboursements extraordinaires de prêts à la Confédération                                 |   |
| 6841        | 6841        | Remboursements extraordinaires de prêts aux cantons et aux concordats                      |   |
| 6842        | 6842        | Remboursements extraordinaires de prêts aux communes et aux syndicats intercommunaux       |   |



| Cpte simple | Cpte élargi | Désignation   | Remarques   |
|-------------|-------------|---|---|
| 6843        | 6843        | Remboursements extraordinaires de prêts aux assurances sociales publiques   |   |
| 6844        | 6844        | Remboursements extraordinaires de prêts aux entreprises publiques   |   |
| 6845        | 6845        | Remboursements extraordinaires de prêts aux entreprises privées   |   |
| 6846        | 6846        | Remboursements extraordinaires de prêts aux organisations privées à but non lucratif                              |   |
| 6847        | 6847        | Remboursements extraordinaires de prêts aux ménages   |   |
| 6848        | 6848        | Remboursements extraordinaires de prêts à l'étranger  |   |
| 685         |             | Report extraordinaire de participations   | Reports extraordinaires de participations et de parts de capital social dans le patrimoine financier. |
| 6850        | 6850        | Report extraordinaire de participations à la Confédération dans le patrimoine financier                           |   |
| 6851        | 6851        | Report extraordinaire de participations aux cantons et aux concordats dans le patrimoine financier                |   |
| 6852        | 6852        | Report extraordinaire de participations aux communes et aux syndicats intercommunaux dans le patrimoine financier |   |
| 6853        | 6853        | Report extraordinaire de participations aux assurances sociales publiques dans le patrimoine financier            |   |
| 6854        | 6854        | Report extraordinaire de participations aux entreprises publiques dans le patrimoine financier                    |   |
| 6855        | 6855        | Report extraordinaire de participations aux entreprises privées dans le patrimoine financier                      |   |
| 6856        | 6856        | Report extraordinaire de participations aux organisations privées à but non lucratif dans le patrimoine financier |   |
| 6857        | 6857        | Report extraordinaire de participations aux ménages dans le patrimoine financier                                  |   |
| 6858        | 6858        | Report extraordinaire de participations à l'étranger dans le patrimoine financier                                 |   |
| 686         |             | Remboursement extraordinaire de subventions d'investissements propres   | Remboursement extraordinaire de subventions d'investissement propres.                                 |
| 6860        | 6860        | Remboursement extraordinaire de subventions d'investissements à la Confédération                                  |   |
| 6861        | 6861        | Remboursement extraordinaire de subventions d'investissements aux cantons et aux concordats                       |   |
| 6862        | 6862        | Remboursement extraordinaire de subventions d'investissements aux communes et aux syndicats intercommunaux        |   |
| 6863        | 6863        | Remboursement extraordinaire de subventions d'investissements aux assurances sociales publiques                   |   |

| Cpte simple | Cpte élargi | Désignation  | Remarques   |
|-------------|-------------|--|---|
| 6864        | 6864        | Remboursement extraordinaire de subventions d'investissements aux entreprises publiques                    |   |
| 6865        | 6865        | Remboursement extraordinaire de subventions d'investissements aux entreprises privées                      |   |
| 6866        | 6866        | Remboursement extraordinaire de subventions d'investissements aux organisations privées à but non lucratif |   |
| 6867        | 6867        | Remboursement extraordinaire de subventions d'investissements aux ménages                                  |   |
| 6868        | 6868        | Remboursement extraordinaire de subventions d'investissements à l'étranger                                 |   |
| 689         |             | Autres recettes d'investissement extraordinaires   | Autres recettes d'investissement extraordinaires. Les comptes détaillés devraient pouvoir être attribués de manière univoque à un compte du bilan (inscription au passif).  |
| 6890        |             | Autres recettes d'investissement extraordinaires   |   |
| 69          |             | Report au bilan  |   |
| 690         |             | Report de dépenses au bilan  | Il existe deux variantes de clôture du compte des investissements:<br><br>Variante 1: les dépenses des groupes par nature 50, 52 à 56 et 58 sont comptabilisées comme «Doit» dans les groupes par nature du bilan correspondants (14 Patrimoine administratif). La contre-écriture dans la colonne «Avoir» a lieu sur le groupe par nature 690.<br><br>Variante 2: écritures de clôture différentes des groupes par nature 63 Subventions d'investissements acquises et 683 Subventions d'investissements extraordinaires acquises.<br><br>Les groupes par nature 51/61 et 57/67 se compensent au sein de la période comptable. Ils ne sont donc pas portés au bilan. |
| 6900        |             | Dépenses reportées au bilan  |   |

# Annexe 5

Stratégie de communication et d'information



## **Stratégie d'information (état novembre 2009 – sous réserve de modifications ultérieures)**

### 1. Principe / mandat

L'élaboration d'une stratégie d'information et de formation a constitué l'une des tâches principales du sous-groupe «communication».

La stratégie d'information devait en particulier répondre aux questions suivantes:

- Comment les informations doivent-elles être diffusées?
- Quelles sont les informations diffusées?
- Quel est le calendrier d'information?

### 2. Décisions de principe antérieures

Une première discussion a eu lieu lors de la séance du sous-groupe du 24 mars 2009 ainsi qu'à l'occasion de la séance plénière du 2 avril 2009. Les décisions de principe suivantes ont alors été prises:

- Une première séance d'information succincte à l'intention des communes doit avoir lieu dans chaque arrondissement administratif à la mi-2010, sous l'égide du groupe de projet MCH2\_Be\_Com.
- Les fournisseurs de logiciels doivent être informés de manière suivie à partir du premier trimestre de 2010.
- Une étroite collaboration est recherchée avec les associations et avec le groupe de contact entre le canton et les communes. Les associations (comités) doivent être consultées au sujet du rapport final en août / septembre 2009. Il sera fait appel pour la première fois au groupe de contact lorsque le rapport sera établi.
- Etant donné que le MCH2 concerne en premier lieu le niveau opérationnel, il convient en principe de renoncer à l'organisation de grandes manifestations d'information à l'intention des milieux politiques. Ceux-ci seront informés en temps utile et de manière appropriée.

### 3. Canaux d'information

Les informations doivent emprunter les canaux suivants:

- ISCB
- Bulletin de l'ACB / Bulletin du GAC
- Site Internet de l'OACOT
- Information/coopération avec les fournisseurs informatiques
- Information/coopération avec la JCE
- Information/coopération avec le groupe de contact
- Information/coopération avec les associations (abf, SCCB, ACB, préfectures, FIN) et le GAC
- Séances d'information du GAC
- Séances d'information dans les arrondissements administratifs
- Séances d'information de l'ACB, le cas échéant
- Communiqués de presse

#### 4. Travaux accomplis

Les travaux qui ont d'ores et déjà été accomplis sont les suivants:

- Information ISCB n° 1/170.511/3.1 du 29 août 2008
- Rapport d'information pour le bulletin de l'ACB d'avril 2009
- Questionnaire aux fournisseurs informatiques (qui les ont retournés) et convocation de ces derniers à une première séance (20 août 2009)
- Informations succinctes lors des manifestations du GAC le 3 juillet 2009 et le 28 août 2009 (Kirchberg / Tramelan)
- 1<sup>re</sup> séance avec les fournisseurs informatiques le 20 août 2009
- 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> projet de rapport final à la JCE (traité lors des séances plénières du groupe de travail des 28 août 2009 et 14 octobre 2009)

#### 5. Calendrier de la diffusion d'informations

##### 2009

- Informations publiées périodiquement dans les bulletins de l'ACB et du GAC, ainsi que sur le site Internet de l'OACOT / communiqués de presse
- Informations succinctes périodiques à l'occasion de la manifestation du GAC qui a lieu lors des rencontres régionales des administrateurs des finances (si le souhait en est exprimé)
- Novembre 2009: discussion du rapport final interne à l'OACOT, puis avec M. Neuhaus, conseiller d'Etat
- Novembre 2009: procédure de consultation au sujet du rapport final auprès des associations (comités) et du GAC

##### 2010

- Informations publiées périodiquement dans les bulletins de l'ACB et du GAC, ainsi que sur le site Internet de l'OACOT / communiqués de presse
- Informations succinctes périodiques à l'occasion de la manifestation du GAC qui a lieu lors des rencontres régionales des administrateurs des finances (si le souhait en est exprimé)
- Janvier 2010: rapport final soumis à l'approbation de la JCE
- Janvier à mars 2010: informations par le canal de l'ISCB à l'intention des communes
- Janvier à mars 2010: 2<sup>e</sup> séance avec les fournisseurs informatiques
- 9 février 2010: informations à l'intention du groupe de contact
- Mai à juin 2010: informations sur le MCH2 dans les arrondissements administratifs (organisation: arrondissements administratifs / sous l'égide du groupe de travail) --> thèmes: MCH2 et «surveillance de la gestion financière des communes»
- Avril 2010: informations à l'intention des associations
- Avril/mai 2010: contacts avec les communes pilotes
- Juin à août 2010: informations lors des manifestations du GAC
- Août/septembre 2010: informations à l'intention des associations
- Juin à décembre 2010: 3<sup>e</sup> séance avec les fournisseurs informatiques
- Juin à décembre 2010: nouvelles informations par le canal de l'ISCB
- 2<sup>e</sup> semestre de 2010: informations à l'intention du groupe de contact

## 2011

- Informations publiées périodiquement dans les bulletins de l'ACB et du GAC, ainsi que sur le site Internet de l'OACOT / communiqués de presse
- Informations succinctes périodiques à l'occasion de la manifestation du GAC qui a lieu lors des rencontres régionales des administrateurs des finances (si le souhait en est exprimé)
- Janvier à mars 2011: informations par le canal de l'ISCB (thème: lancement et contenu de la formation pour les communes politiques au 2<sup>e</sup> semestre de 2011, les paroisses en 2012 et les autres collectivités en 2013)
- Janvier à mars 2011: 4<sup>e</sup> séance avec les fournisseurs informatiques
- Avril 2011: informations à l'intention des associations
- Mai et juin 2011: informations (lancement et contenu de la formation, groupes cibles) sur le MCH2 dans les arrondissements administratifs (sous l'égide du groupe de travail)
- Juin à août 2011: informations lors des manifestations du GAC
- Août/septembre 2011: informations à l'intention des associations
- Juin à décembre 2011: 5<sup>e</sup> séance avec les fournisseurs informatiques
- Juin à décembre 2011: nouvelles informations par le canal de l'ISCB
- Juin à décembre 2011: informations à l'intention du groupe de contact

## 2012

- Informations publiées périodiquement dans les bulletins de l'ACB et du GAC, ainsi que sur le site Internet de l'OACOT / communiqués de presse
- Informations succinctes périodiques à l'occasion de la manifestation du GAC qui a lieu lors des rencontres régionales des administrateurs des finances (si le souhait en est exprimé)
- Janvier à mars 2012: informations par le canal de l'ISCB (thème: avancement de la formation consacrée au MCH2)
- Janvier à mars 2012: 6<sup>e</sup> séance avec les fournisseurs informatiques
- Avril 2012: informations à l'intention des associations
- Mai et juin 2012: informations (lancement et contenu de la formation, groupes cibles) sur le MCH2 dans les arrondissements administratifs (sous l'égide du groupe de travail)
- Juin à août 2012: informations lors des manifestations du GAC
- Août et septembre 2012: informations à l'intention des associations
- Juin à décembre 2012: 7<sup>e</sup> séance avec les fournisseurs informatiques
- Juin à décembre 2012: nouvelles informations par le canal de l'ISCB
- Juin à décembre 2012: informations à l'intention du groupe de contact

## 2013

- Informations publiées périodiquement dans les bulletins de l'ACB et du GAC, ainsi que sur le site Internet de l'OACOT / communiqués de presse
- Informations succinctes périodiques à l'occasion de la manifestation du GAC qui a lieu lors des rencontres régionales des administrateurs des finances (si le souhait en est exprimé)
- Janvier à mars 2013: informations par le canal de l'ISCB (contenu: avancement de la formation consacrée au MCH2)
- Janvier à mars 2013: 8<sup>e</sup> séance avec les fournisseurs informatiques
- Avril 2013: informations à l'intention des associations
- Mai et juin 2013: informations (lancement et contenu de la formation, groupes cibles) sur le MCH2 dans les arrondissements administratifs (sous l'égide du groupe de travail)
- Juin à août 2013: informations lors des manifestations du GAC
- Août et septembre 2013: informations à l'intention des associations
- Juin à décembre 2013: 9<sup>e</sup> séance avec les fournisseurs informatiques

- Juin à décembre 2013: nouvelles informations par le canal de l'ISCB
- Juin à décembre 2013: informations à l'intention du groupe de contact

## 6. Remarque finale

Les contenus de la stratégie d'information sont intégrés au plan général du projet, qui constitue l'instrument central de gestion du projet MCH2\_Be\_Com.

*La présente stratégie d'information a été adoptée par le sous-groupe «communication» le 4 août 2009 et par le groupe de travail lors de sa séance plénière du 28 août 2009. A l'occasion de la séance plénière du 14 octobre 2009, la décision de principe a été prise de n'introduire le MCH2 qu'en 2014 dans les communes politiques, en 2015 dans les paroisses et les syndicats de communes, et en 2016 dans les communes bourgeoises et les autres collectivités.*

*La stratégie d'information a alors été adaptée en conséquence.*

*Elle constitue par ailleurs une annexe au rapport établi à l'intention de la JCE.*

Berne, le 4 novembre 2009 BRR



# Annexe 6

Stratégie de formation des administrateurs des finances, des autorités, etc



## Stratégie de formation

### 1. Principe / mandat

L'élaboration d'une stratégie d'information et de formation a constitué l'une des tâches principales du sous-groupe «communication».

La stratégie de formation devait en particulier répondre aux questions suivantes:

- Comment la formation est-elle organisée?
- Quelle est la matière enseignée?
- Quel est le calendrier de la formation?

### 2. Décisions de principe antérieures

Une première discussion a eu lieu lors de la séance du sous-groupe du 24 mars 2009 ainsi qu'à l'occasion de la séance plénière du 2 avril 2009. Les décisions de principe suivantes ont alors été prises:

- Le canton assure lui-même la formation, et le fait à titre gracieux.
- La formation destinée aux communes municipales et aux communes mixtes est prévue pour le second semestre de 2011. Les paroisses bénéficieront quant à elles d'une formation en 2012, et les autres collectivités en 2013.

### 3. Public cible

La formation s'adresse au public suivant:

- Cadres communaux, collaborateurs et collaboratrices des administrations des finances / spécialistes du GAC dans le domaine des finances
- Organes de vérification des comptes
- Préfets / conseillers communaux et conseillères communales / membres des commissions des finances

La présente stratégie ne traite que des groupes cibles «cadres communaux, collaborateurs et collaboratrices des administrations des finances / spécialistes du GAC dans le domaine des finances» et «organes de vérification des comptes». Les spécialistes du GAC peuvent en effet suivre la même formation que les cadres communaux et le personnel des administrations des finances. Au besoin, une formation distincte pourrait toutefois être organisée plus tôt à leur intention.

Les préfets, conseillers communaux et conseillères communales ainsi que les membres des commissions des finances doivent être informés au printemps 2010 à l'occasion des manifestations organisées dans les arrondissements administratifs. Une formation spécialisée sera organisée à une date ultérieure, dans le cadre des cours de base ordinaires consacrés au MCH, et portera sur le module théorique «1<sup>re</sup> approche du MCH2» (cf. chap. 4 infra).

#### 4. Stratégie de formation à proprement parler

##### 4.1 Cadres communaux, collaborateurs et collaboratrices des administrations des finances / spécialistes du GAC dans le domaine des finances

La formation doit être conçue et subdivisée conformément aux orientations stratégiques ci-après:

- Au moment où la formation débute, les modifications de la législation ne doivent pas forcément être déjà en vigueur, mais elles doivent être connues.
- L'OACOT propose gratuitement une solide formation de base. Le centre de formation BWD entend offrir des cours approfondis dans le cadre du cycle «Weiterbildung Gemeinden».
- La formation de base doit avoir lieu de manière distincte et par étapes pour chaque type de collectivité (communes politiques, paroisses, autres).
- La formation doit couvrir les domaines mentionnés ci-dessous:

###### *1<sup>er</sup> module théorique: «1<sup>re</sup> approche du MCH2»*

- Vue d'ensemble des 20 recommandations
- Survol des principaux changements par rapport au MCH1
- Bases légales, caractéristiques principales et objectifs du MCH2
- Structure du MCH2 (numéros de comptes du compte administratif et du bilan)
- Particularités et principes du MCH2 (financements spéciaux, notions de dépense et d'investissement, amortissements, principe de gestion financière et de comptabilité)
- Instruments comptables
- Indicateurs financiers
- Particularité du droit des crédits

###### *2<sup>e</sup> module théorique et pratique: «planification financière et budgétisation»*

- Principes de planification financière et de budgétisation
- Procédure de mise en œuvre du budget 2014 (comptes témoins, etc.)
- Processus de planification financière et de budgétisation
- Travail pratique sur la planification financière
- Travail pratique sur la budgétisation

###### *3<sup>e</sup> module théorique et pratique: «comptes annuels et clôture annuelle»*

- Quelle est la structure des comptes annuels selon le MCH2?
- Principes de la clôture annuelle
- Travail pratique sur la clôture annuelle

Il est prévu d'organiser dix cours par module pour la formation des communes municipales et des communes mixtes (un cours par arrondissement administratif, de manière décentralisée).

Dans le cas des paroisses et des autres collectivités, quatre cours par module seront suffisants (comme pour les cours de base sur le MCH1, de manière décentralisée).

Dans un premier temps, la formation ne sera dispensée et pilotée que par l'OACOT. Les manifestations des arrondissements administratifs (cours d'introduction pour les membres d'autorités nouvellement élus), du Groupe d'aménagement cantonal et de l'Association des communes bernoises ne serviront qu'à garantir la transmission des informations.

#### 4.2 Organes de vérification des comptes

La formation des organes de vérification des comptes doit elle aussi être adaptée en raison de l'introduction du MCH2. Il est toutefois prévu qu'elle continue de se dérouler en une seule journée, et qu'elle aborde les contenus suivants:

##### 1. *Matin*

- Contenu du module théorique: «1<sup>re</sup> approche du MCH2»

##### 2. *Après-midi*

- Contenu des cours traditionnels sur la vérification des comptes, avec une distinction entre les trois catégories suivantes: «personnes nouvellement désignées», «responsables de l'organe de vérification» et «professionnels» (comme jusqu'ici, avec les adaptations nécessaires)

#### 5. Durée des modules de la formation destinée aux administrateurs et administratrices des finances ainsi qu'aux collaborateurs et collaboratrices spécialisés

##### *Communes municipales/communes mixtes*

- 1<sup>er</sup> module: 1 journée (10 cours / 1 par arrondissement administratif)
- 2<sup>e</sup> module: 1 journée (10 cours / 1 par arrondissement administratif)
- 3<sup>e</sup> module: 1 journée (10 cours / 1 par arrondissement administratif)

##### *Paroisses*

- 1<sup>er</sup> module: 1 journée (4 cours)
- 2<sup>e</sup> module: ½ journée (4 cours)
- 3<sup>e</sup> module: ½ journée (4 cours)

##### *Autres collectivités*

- 1<sup>er</sup> module: 1 journée (4 cours)
- 2<sup>e</sup> module: ½ journée (4 cours)
- 3<sup>e</sup> module: ½ journée (4 cours)

Suivant le volume des inscriptions, le nombre de cours peut encore s'écarter des indications ci-dessus.

#### 6. Calendrier de la formation destinée aux administrateurs et administratrices des finances ainsi qu'aux collaborateurs et collaboratrices spécialisés

##### *Communes municipales/communes mixtes*

- 1<sup>er</sup> module: mai à décembre 2012
- 2<sup>e</sup> module: août 2012 à juin 2013
- 3<sup>e</sup> module: août 2014 à décembre 2014

##### *Paroisses*

- 1<sup>er</sup> module: mai à décembre 2013
- 2<sup>e</sup> module: août 2013 à juin 2014
- 3<sup>e</sup> module: août 2015 à décembre 2015

##### *Autres collectivités*

- 1<sup>er</sup> module: mai à décembre 2014
- 2<sup>e</sup> module: août 2014 à juin 2015
- 3<sup>e</sup> module: août 2016 à décembre 2016

Par la suite, les modules pourront être répétés à intervalles réguliers. Les modules 2 et 3 en particulier devront l'être pendant la période au cours de laquelle les collectivités concernées élaborent leur planification financière et leur budget, de même que pendant la période de clôture.

#### 7. Remarque finale

Les contenus de la stratégie de formation sont intégrés au plan général du projet, qui constitue l'instrument central de gestion du projet MCH2\_Be\_Com.

*La présente stratégie de formation a été adoptée par le sous-groupe «communication» le 4 août 2009 et par le groupe de travail lors de sa séance plénière du 28 août 2009. A l'occasion de la séance plénière du 14 octobre 2009, la décision de principe a été prise de n'introduire le MCH2 qu'en 2014 dans les communes politiques, en 2015 dans les paroisses et les syndicats de communes, et en 2016 dans les communes bourgeoises et les autres collectivités.*

*La stratégie de formation a alors été adaptée en conséquence.*

*Elle constitue par ailleurs une annexe au rapport établi à l'intention de la JCE.*

Berne, le 4 novembre 2009 BRR

# Annexe 7

Plan général du projet servant de calendrier des travaux  
(adaptation de la législation, développement de modèles de  
comptes et d'exemples, information, formation, etc.)  
(en allemand)





| Projektplan Einführung HRM2 ab 2014                                       |  | 2009   |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
|---|--|--------|---------|------|-------|-----|------|------|--------|-----------|---------|----------|----------|
| Quartal   |  | 1      |         |      | 2     |     |      | 3    |        |           | 4       |          |          |
| Monat   |  | Januar | Februar | März | April | Mai | Juni | Juli | August | September | Oktober | November | Dezember |
| <b>Konzeption</b>   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| JGK-Arbeitsgruppe HRM2  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Mitarbeiter/Vernehmlassung  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Anpassungen / Konsolidierter Schlussbericht                               |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          | Def. S   |
| <b>Gesetzgebung</b>   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Vorlage erarbeiten (GG, GV)</b>  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Vernehmlassungsverfahren  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - GR 1. Lesung  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Referendumsfrist / Stimmrechtsbescheinigung                             |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Inkrafttreten   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - GR 2. Lesung (evtl.)  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Referendumsfrist / Stimmrechtsbescheinigung (evtl.)                     |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Inkrafttreten (wenn 2 Lesungen)   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>FHDV</b>   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Erarbeitung FHDV  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Beschluss   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Information</b>  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Fachverbände</b>   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>KPG</b>  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>JGK</b>  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Kontaktgremium</b>   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Informatikanbieter</b>   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Pilotgemeinden</b>   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Bulletins</b>  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - VBG   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - KPG   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - BEGEM   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>BSIG-Information</b>   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Homepage AGR</b>   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Medienmitteilungen</b>   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Informationsveranstaltungen</b>  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Grossrat  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Gemeindebehörden  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - KPG-Veranstaltung Finanzverwalter (regional)                            |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Hilfsmittel erarbeiten (AGR)</b>                                       |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Ausführungsbestimmungen   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Musterrechnungen Einwohnergemeinden                                       |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Arbeitshilfen Einwohnergemeinden  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Musterrechnungen KG / BG / übrige Körperschaften                          |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Arbeitshilfen KG / BG / GV / übrige Körperschaften                        |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Grundlagen Rechnungsprüfung   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Schulungsunterlagen</b>  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Einwohnergemeinden 1. + 2. Modul  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Einwohnergemeinden 3. Modul   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Kirchengemeinden 1. + 2. Modul  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Kirchengemeinden 3. Modul   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - übrige Körperschaften 1. + 2. Modul                                     |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - übrige Körperschaften 3. Modul  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Informatik</b>   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Mitarbeit Konzeption Mustervorlagen                                       |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Programm Anpassungen aufgrund Musterreports AGR                           |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Grundinstallationen / Schulungen</b>                                   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - grosse Einwohnergemeinden   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - übrige Einwohnergemeinden   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Kirchengemeinden / GV   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Bürgergemeinden und übrige Körperschaften                               |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Installation / Test neue Reports (GFR, EK-Nachweis, Modul-JR etc.)</b> |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Einwohnergemeinden  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Kirchengemeinden / GV   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Bürgergemeinden und übrige Körperschaften                               |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Ausbildung</b>   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Schulung Einwohner- und gemischte Gemeinden</b>                        |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Finanzverwalter, SB FV, 1. Modul  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Finanzverwalter, SB FV, 2. Modul  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Finanzverwalter, SB FV, 3. Modul  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Rechnungsprüfungsorgane   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Schulung Kirchengemeinden und Gemeindeverbände</b>                     |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Finanzverwalter, SB, 1. Modul   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Finanzverwalter, SB, 2. Modul   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Finanzverwalter, SB, 3. Modul   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Rechnungsprüfungsorgane   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Schulung übrige Körperschaften</b>                                     |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Finanzverwalter, SB, 1. Modul   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Finanzverwalter, SB, 2. Modul   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Finanzverwalter, SB, 3. Modul   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Rechnungsprüfungsorgane   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Umsetzung in Gemeinden</b>   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Einwohnergemeinden</b>   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Bilanzbereinigung HRM1 RJ 2013 (Rückstellungen, Rechnungsabgrenzung)      |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| HRM2-Codierung bei Verbuchung RJ 2012 (→ Vorsch. 2014 mit Vorjahr)        |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| HRM2-Codierung bei Verbuchung RJ 2013 (→ Reports 2014 mit Vorjahr)        |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Bereinigungsarbeiten (Kontenplan etc.)                                    |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - grosse EG   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - kl. + mittlere EG   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Vorschlag 2014 HRM2 ausarbeiten   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - grosse EG   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - kl. + mittlere EG   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Buchungen RJ 2014 nach HRM2   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Anlagebuchhaltung   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Definition Aufbau, Erfassung bisheriges VV, Tests etc.                  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Erfassung laufende Investitionen  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Finanzplanung   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Kirchengemeinden / Gemeindeverbände                                       |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Bilanzbereinigung HRM1 RJ 2014 (Rückstellungen, Rechnungsabgrenzung)      |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| HRM2-Codierung bei Verbuchung RJ 2013 (→ Vorsch. 2015 mit Vorjahr)        |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| HRM2-Codierung bei Verbuchung RJ 2014 (→ Reports 2015 mit Vorjahr)        |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Bereinigungsarbeiten (Kontenplan etc.)                                    |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Vorschlag 2015 HRM2 ausarbeiten   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Buchungen RJ 2015 nach HRM2   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Anlagebuchhaltung   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Definition Aufbau, Erfassung bisheriges VV, Tests etc.                  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Erfassung laufende Investitionen  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Finanzplanung   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Bürgergemeinden und übrige Körperschaften                                 |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Bilanzbereinigung HRM1 RJ 2015 (Rückstellungen, Rechnungsabgrenzung)      |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| HRM2-Codierung bei Verbuchung RJ 2014 (→ Vorsch. 2016 mit Vorjahr)        |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| HRM2-Codierung bei Verbuchung RJ 2015 (→ Reports 2016 mit Vorjahr)        |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Bereinigungsarbeiten (Kontenplan etc.)                                    |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Vorschlag 2016 HRM2 ausarbeiten   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Buchungen RJ 2016 nach HRM2   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Anlagebuchhaltung   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Definition Aufbau, Erfassung bisheriges VV, Tests etc.                  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Erfassung laufende Investitionen  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Finanzplanung   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |

| Projektplan Einführung HRM2 ab 2014  |  | 2010                               |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
|--|--|------------------------------------|------------------------------|-------------|-------|-----|---|------------------------------------|--------|----------------------------|---------|----------|----------|
| Quartal  |  | 1                                  | 2                            | 3           | 4     |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| Monat  |  | Januar                             | Februar                      | März        | April | Mai | Juni  | Juli                               | August | September                  | Oktober | November | Dezember |
| <b>Konzeption</b>  |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| JGK-Arbeitsgruppe HRM2   |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| Mitbericht/Vernehmlassung  |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| Anpassungen / Konsolidierter Schlussbericht                                |  |                                    | schlussbericht               |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| <b>Gesetzgebung</b>  |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| <b>Vorlage erarbeiten (GG, GV)</b>   |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| - Vernehmlassungsverfahren   |  |                                    | Erarbeitung Vorlage (GG, GV) |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| - GR 1. Lesung   |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| - Referendumsfrist / Stimmrechtsbescheinigung                              |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| - Inkrafttreten  |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| - GR 2. Lesung (evtl.)   |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| - Referendumsfrist / Stimmrechtsbescheinigung (evtl.)                      |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| - Inkrafttreten (wenn 2 Lesungen)  |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| <b>FHDV</b>  |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| - Erarbeitung FHDV   |  |                                    |                              |             |       |     |   | FHDV ausarbeiten                   |        |                            |         |          |          |
| - Beschluss  |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| <b>Information</b>   |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| <b>Fachverbände</b>  |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| KPG  |  |                                    |                              | Information |       |     |   | Information                        |        |                            |         |          |          |
| JGK  |  | Ende Jan                           | 9.2.                         |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| Kontaktgremium   |  |                                    |                              | 2. Sitzung  |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| Informationsanbieter   |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        | Information Kontaktgremium |         |          |          |
| Pilotgemeinden   |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        | 3. Sitzung                 |         |          |          |
| <b>Bulletins</b>   |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| - VBG  |  |                                    |                              | VBG-B.      |       |     |   | VBG-B.                             |        |                            |         | VBG-B.   |          |
| - KPG  |  |                                    |                              |             |       |     |   | KPG - Bulletin periodisch          |        |                            |         |          |          |
| - BEGEM  |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| <b>BSIG-Information</b>  |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| Homepage AGR   |  | Homepage AGR: laufend aktualisiert |                              |             |       |     |   | Homepage AGR: laufend aktualisiert |        |                            |         |          |          |
| Medienmitteilungen   |  | Medienmitteilungen: evtl.          |                              |             |       |     |   | Medienmitteilungen: evtl.          |        |                            |         |          |          |
| <b>Informationsveranstaltungen</b>   |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| - Grossrat   |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| - Gemeindebehörden   |  |                                    |                              |             |       |     | Regionale Info-Veranst.(VK)                             |                                    |        |                            |         |          |          |
| - KPG-Veranstaltung Finanzverwalter (regional)                             |  |                                    |                              |             |       |     | Evtl. KPG-Veranst. Regional                             |                                    |        |                            |         |          |          |
| <b>Hilfsmittel erarbeiten (AGR)</b>  |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| <b>Ausführungsbestimmungen</b>   |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| Musterrechnungen Einwohnergemeinden  |  |                                    |                              |             |       |     | Erarbeitung Ausführungsbestimmungen EG                  |                                    |        |                            |         |          |          |
| Arbeitshilfen Einwohnergemeinden   |  |                                    |                              |             |       |     | Erarbeitung Arbeitshilfen EG                            |                                    |        |                            |         |          |          |
| Musterrechnungen KG / BG / übrige Körperschaften                           |  |                                    |                              |             |       |     | Erarbeitung Musterrechnungen KG / BG / übrige           |                                    |        |                            |         |          |          |
| Arbeitshilfen KG / BG / GV / übrige Körperschaften                         |  |                                    |                              |             |       |     | Erarbeitung Musterrechnungen KG / BG / übrige           |                                    |        |                            |         |          |          |
| Grundlagen Rechnungsprüfung  |  |                                    |                              |             |       |     | Erarbeitung neue Checklisten/Weisungen Rechnungsprüfung |                                    |        |                            |         |          |          |
| <b>Schulungsunterlagen</b>   |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| - Einwohnergemeinden 1. + 2. Modul   |  |                                    |                              |             |       |     | Schulungsunterlagen EG 1. + 2. Modul                    |                                    |        |                            |         |          |          |
| - Einwohnergemeinden 3. Modul  |  |                                    |                              |             |       |     | Schulungsunterlagen EG 3. Modul                         |                                    |        |                            |         |          |          |
| - Kirchengemeinden 1. + 2. Modul   |  |                                    |                              |             |       |     | Schulungsunterlagen KG 1. + 2. Modul                    |                                    |        |                            |         |          |          |
| - Kirchengemeinden 3. Modul  |  |                                    |                              |             |       |     | Schulungsunterlagen KG 3. Modul                         |                                    |        |                            |         |          |          |
| - übrige Körperschaften 1. + 2. Modul                                      |  |                                    |                              |             |       |     | Schulungsunterlagen übrige K. 1. + 2. Modul             |                                    |        |                            |         |          |          |
| - übrige Körperschaften 3. Modul   |  |                                    |                              |             |       |     | Schulungsunterlagen übrige K. 3. Modul                  |                                    |        |                            |         |          |          |
| <b>Informatik</b>  |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| <b>Mitarbeit Konzeption Mustervorlagen</b>                                 |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| <b>Programmanpassungen aufgrund Mustereports AGR</b>                       |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| <b>Grundinstallationen /Schulungen</b>                                     |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| - grosse Einwohnergemeinden  |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| - übrige Einwohnergemeinden  |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| - Kirchengemeinden / GV  |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| - Bürgergemeinden und übrige Körperschaften                                |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| <b>Installation / Test neue Reports (GFR, EK-Nachweis , Modul-JR etc.)</b> |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| - Einwohnergemeinden   |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| - Kirchengemeinden / GV  |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| - Bürgergemeinden und übrige Körperschaften                                |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| <b>Ausbildung</b>  |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| <b>Schulung Einwohner- und gemischte Gemeinden</b>                         |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| - Finanzverwalter, SB FV, 1. Modul   |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| - Finanzverwalter, SB FV, 2. Modul   |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| - Finanzverwalter, SB FV, 3. Modul   |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| - Rechnungsprüfungsorgane  |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| <b>Schulung Kirchengemeinden und Gemeindeverbände</b>                      |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| - Finanzverwalter, SB, 1. Modul  |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| - Finanzverwalter, SB, 2. Modul  |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| - Finanzverwalter, SB, 3. Modul  |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| - Rechnungsprüfungsorgane  |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| <b>Schulung übrige Körperschaften</b>                                      |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| - Finanzverwalter, SB, 1. Modul  |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| - Finanzverwalter, SB, 2. Modul  |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| - Finanzverwalter, SB, 3. Modul  |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| - Rechnungsprüfungsorgane  |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| <b>Umsetzung in Gemeinden</b>  |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| <b>Einwohnergemeinden</b>  |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| Bilanzbereinigung HRM1 RJ 2013 (Rückstellungen,Rechnungsabgrenzung)        |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| HRM2-Codierung bei Verbuchung RJ 2012 (→ Vorschl. 2014 mit Vorjahr)        |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| HRM2-Codierung bei Verbuchung RJ 2013 (→ Reports 2014 mit Vorjahr)         |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| Bereinigungsarbeiten (Kontenplan etc.)                                     |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| - grosse EG  |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| - kl. + mittlere EG  |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| Vorschlag 2014 HRM2 ausarbeiten  |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| - grosse EG  |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| - kl. + mittlere EG  |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| Buchungen RJ 2014 nach HRM2  |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| Anlagebuchhaltung  |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| - Definition Aufbau, Erfassung bisheriges VV, Tests etc.                   |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| - Erfassung laufende Investitionen   |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| <b>Finanzplanung</b>   |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| <b>Kirchengemeinden / Gemeindeverbände</b>                                 |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| Bilanzbereinigung HRM1 RJ 2014 (Rückstellungen,Rechnungsabgrenzung)        |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| HRM2-Codierung bei Verbuchung RJ 2013 (→ Vorschl. 2015 mit Vorjahr)        |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| HRM2-Codierung bei Verbuchung RJ 2014 (→ Reports 2015 mit Vorjahr)         |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| Bereinigungsarbeiten (Kontenplan etc.)                                     |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| Vorschlag 2015 HRM2 ausarbeiten  |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| Buchungen RJ 2015 nach HRM2  |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| Anlagebuchhaltung  |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| - Definition Aufbau, Erfassung bisheriges VV, Tests etc.                   |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| - Erfassung laufende Investitionen   |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| <b>Finanzplanung</b>   |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| <b>Bürgergemeinden und übrige Körperschaften</b>                           |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| Bilanzbereinigung HRM1 RJ 2015 (Rückstellungen,Rechnungsabgrenzung)        |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| HRM2-Codierung bei Verbuchung RJ 2014 (→ Vorschl. 2016 mit Vorjahr)        |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| HRM2-Codierung bei Verbuchung RJ 2015 (→ Reports 2016 mit Vorjahr)         |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| Bereinigungsarbeiten (Kontenplan etc.)                                     |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| Vorschlag 2016 HRM2 ausarbeiten  |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| Buchungen RJ 2016 nach HRM2  |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| Anlagebuchhaltung  |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| - Definition Aufbau, Erfassung bisheriges VV, Tests etc.                   |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| - Erfassung laufende Investitionen   |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |
| <b>Finanzplanung</b>   |  |                                    |                              |             |       |     |   |                                    |        |                            |         |          |          |

| Projektplan Einführung HRM2 ab 2014                                       |        | 2011  |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
|---|--------|---|---|-------------|-----|------------------------------|--------|---|---|---------|-----------|--------------|--|
| Quartal   | 1      | 2   | 3   | 4           |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| Monat   | Januar | Februar   | März  | April       | Mai | Juni                         | Juli   | August  | September                                       | Oktober | November  | Dezember     |  |
| <b>Konzeption</b>   |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| JGK-Arbeitsgruppe HRM2  |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| Mitbericht/Vernehmlassung   |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| Anpassungen / Konsolidierter Schlussbericht                               |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| <b>Gesetzgebung</b>   |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| <b>Vorlage erarbeiten (GG, GV)</b>  |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| - Vernehmlassungsverfahren  |        | Vernehmlassungsverfahren                        |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| - GR 1. Lesung  |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         | 1. Lesung |              |  |
| - Referendumsfrist / Stimmrechtsbescheinigung                             |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           | Referendum   |  |
| - Inkrafttreten   |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| - GR 2. Lesung (evtl.)  |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| - Referendumsfrist / Stimmrechtsbescheinigung (evtl.)                     |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| - Inkrafttreten (wenn 2 Lesungen)   |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| <b>FHDV</b>   |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| - Erarbeitung FHDV  |        | FHDV ausarbeiten                                |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| - Beschluss   |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           | evtl. Besch. |  |
| <b>Information</b>  |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| <b>Fachverbände</b>   |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| KPG   |        |   |   | Information |     |                              |        | Information   |   |         |           |              |  |
| JGK   |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| Kontaktgremium  |        |   |   |             |     |                              |        |   | Kontaktgremium (Information)                    |         |           |              |  |
| Informationsanbieter  |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| Pilotgemeinden  |        | 4. Sitzung                                      |   |             |     |                              |        |   | 5. Sitzung                                      |         |           |              |  |
| Bulletins   |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| - VBG   |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| - KPG   |        |   | VBG-B.  |             |     |                              | VBG-B. |   |   |         |           |              |  |
| - BEGEM   |        |   |   |             |     |                              |        | KPG - Bulletin periodisch                               |   |         |           |              |  |
| BSIG-Information  |        |   |   |             |     |                              |        |   | BSIG-Information Juni - Dez. 2011 (Information) |         |           |              |  |
| Homepage AGR  |        | Erg. Vernehmlassung                             |   |             |     |                              |        |   | Homepage AGR: laufend aktualisiert              |         |           |              |  |
| Medienmitteilungen  |        |   |   |             |     |                              |        |   | Medienmitteilungen: evtl.                       |         |           |              |  |
| Informationsveranstaltungen   |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| - Grossrat  |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| - Gemeindebehörden  |        |   |   |             |     | Regionale Info-Veranst. (VK) |        |   |   |         |           |              |  |
| - KPG-Veranstaltung Finanzverwalter (regional)                            |        |   |   |             |     |                              |        | Evtl. KPG-Veranstaltung regional                        |   |         |           |              |  |
| <b>Hilfsmittel erarbeiten (AGR)</b>                                       |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| Ausführungsbestimmungen   |        |   | Erarbeitung Ausführungsbestimmungen EG        |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| Musterrechnungen Einwohnergemeinden                                       |        |   | Erarbeitung Musterrechnungen EG               |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| Arbeitshilfen Einwohnergemeinden  |        |   | Erarbeitung Arbeitshilfen EG                  |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| Musterrechnungen KG / BG / übrige Körperschaften                          |        |   | Erarbeitung Musterrechnungen KG / BG / übrige |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| Arbeitshilfen KG / BG / GV / übrige Körperschaften                        |        |   | Erarbeitung Musterrechnungen KG / BG / übrige |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| Grundlagen Rechnungsprüfung   |        |   |   |             |     |                              |        | Erarbeitung neue Checklisten/Weisungen Rechnungsprüfung |   |         |           |              |  |
| <b>Schulungsunterlagen</b>  |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| - Einwohnergemeinden 1. + 2. Modul  |        |   |   |             |     |                              |        | Schulungsunterlagen 1. + 2. Modul                       |   |         |           |              |  |
| - Einwohnergemeinden 3. Modul   |        |   |   |             |     |                              |        | Schulungsunterlagen EG 3. Modul                         |   |         |           |              |  |
| - Kirchengemeinden 1. + 2. Modul  |        |   |   |             |     |                              |        | Schulungsunterlagen KG 1. + 2. Modul                    |   |         |           |              |  |
| - Kirchengemeinden 3. Modul   |        |   |   |             |     |                              |        | Schulungsunterlagen KG 3. Modul                         |   |         |           |              |  |
| - übrige Körperschaften 1. + 2. Modul                                     |        |   |   |             |     |                              |        | Schulungsunterlagen übrige K. 1. + 2. Modul             |   |         |           |              |  |
| - übrige Körperschaften 3. Modul  |        |   |   |             |     |                              |        | Schulungsunterlagen übrige K. 3. Modul                  |   |         |           |              |  |
| <b>Informatik</b>   |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| Mitarbeit Konzeption Mustervorlagen                                       |        | Mitarbeit Konzeption Mustervorlagen (Ausschuss) |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| Programm Anpassungen aufgrund Musterreports AGR                           |        |   |   |             |     |                              |        | Programmierung  |   |         |           |              |  |
| <b>Grundinstallationen / Schulungen</b>                                   |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| - grosse Einwohnergemeinden   |        |   |   |             |     |                              |        | Grundinstallationen gr. EG                              |   |         |           |              |  |
| - übrige Einwohnergemeinden   |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| - Kirchengemeinden / GV   |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| - Bürgergemeinden und übrige Körperschaften                               |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| <b>Installation / Test neue Reports (GFR, EK-Nachweis, Modul-JR etc.)</b> |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| - Einwohnergemeinden  |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| - Kirchengemeinden / GV   |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| - Bürgergemeinden und übrige Körperschaften                               |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| <b>Ausbildung</b>   |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| <b>Schulung Einwohner- und gemischte Gemeinden</b>                        |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| - Finanzverwalter, SB FV, 1. Modul  |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| - Finanzverwalter, SB FV, 2. Modul  |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| - Finanzverwalter, SB FV, 3. Modul  |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| - Rechnungsprüfungsorgane   |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| <b>Schulung Kirchengemeinden und Gemeindeverbände</b>                     |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| - Finanzverwalter, SB, 1. Modul   |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| - Finanzverwalter, SB, 2. Modul   |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| - Finanzverwalter, SB, 3. Modul   |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| - Rechnungsprüfungsorgane   |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| <b>Schulung übrige Körperschaften</b>                                     |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| - Finanzverwalter, SB, 1. Modul   |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| - Finanzverwalter, SB, 2. Modul   |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| - Finanzverwalter, SB, 3. Modul   |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| - Rechnungsprüfungsorgane   |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| <b>Umsetzung in Gemeinden</b>   |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| <b>Einwohnergemeinden</b>   |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| Bilanzbereinigung HRM1 RJ 2013 (Rückstellungen, Rechnungsabgrenzung)      |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| HRM2-Codierung bei Verbuchung RJ 2012 (→ Vorschl. 2014 mit Vorjahr)       |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| HRM2-Codierung bei Verbuchung RJ 2013 (→ Reports 2014 mit Vorjahr)        |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| Bereinigungsarbeiten (Kontenplan etc.)                                    |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| - grosse EG   |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| - kl. + mittlere EG   |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| Vorschlag 2014 HRM2 ausarbeiten   |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| - grosse EG   |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| - kl. + mittlere EG   |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| Buchungen RJ 2014 nach HRM2   |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| Anlagebuchhaltung   |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| - Definition Aufbau, Erfassung bisheriges VV, Tests etc.                  |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| - Erfassung laufende Investitionen  |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| <b>Finanzplanung</b>  |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| <b>Kirchengemeinden / Gemeindeverbände</b>                                |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| Bilanzbereinigung HRM1 RJ 2014 (Rückstellungen, Rechnungsabgrenzung)      |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| HRM2-Codierung bei Verbuchung RJ 2013 (→ Vorschl. 2015 mit Vorjahr)       |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| HRM2-Codierung bei Verbuchung RJ 2014 (→ Reports 2015 mit Vorjahr)        |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| Bereinigungsarbeiten (Kontenplan etc.)                                    |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| Vorschlag 2015 HRM2 ausarbeiten   |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| Buchungen RJ 2015 nach HRM2   |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| Anlagebuchhaltung   |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| - Definition Aufbau, Erfassung bisheriges VV, Tests etc.                  |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| - Erfassung laufende Investitionen  |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| <b>Finanzplanung</b>  |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| <b>Bürgergemeinden und übrige Körperschaften</b>                          |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| Bilanzbereinigung HRM1 RJ 2015 (Rückstellungen, Rechnungsabgrenzung)      |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| HRM2-Codierung bei Verbuchung RJ 2014 (→ Vorschl. 2016 mit Vorjahr)       |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| HRM2-Codierung bei Verbuchung RJ 2015 (→ Reports 2016 mit Vorjahr)        |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| Bereinigungsarbeiten (Kontenplan etc.)                                    |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| Vorschlag 2016 HRM2 ausarbeiten   |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| Buchungen RJ 2016 nach HRM2   |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| Anlagebuchhaltung   |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| - Definition Aufbau, Erfassung bisheriges VV, Tests etc.                  |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| - Erfassung laufende Investitionen  |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |
| <b>Finanzplanung</b>  |        |   |   |             |     |                              |        |   |   |         |           |              |  |

| Projektplan Einführung HRM2 ab 2014                                       |  | 2012   |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
|---|--|--------|---------|------|-------|-----|------|------|--------|-----------|---------|----------|----------|
| Quartal   |  | 1      |         |      | 2     |     |      | 3    |        |           | 4       |          |          |
| Monat   |  | Januar | Februar | März | April | Mai | Juni | Juli | August | September | Oktober | November | Dezember |
| <b>Konzeption</b>   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| JGK-Arbeitsgruppe HRM2  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Mitarbeiter/Vernehmlassung  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Anpassungen / Konsolidierter Schlussbericht                               |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Gesetzgebung</b>   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Vorlage erarbeiten (GG, GV)</b>  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Vernehmlassungsverfahren  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - GR 1. Lesung  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Referendumsfrist / Stimmrechtsbescheinigung                             |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Inkrafttreten   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - GR 2. Lesung (evtl.)  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Referendumsfrist / Stimmrechtsbescheinigung (evtl.)                     |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Inkrafttreten (wenn 2. Lesungen)  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>FHDV</b>   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Erarbeitung FHDV  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Beschluss   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Information</b>  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Fachverbände</b>   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| KPG   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| JGK   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Kontaktgremium  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Informationsanbieter  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Pilotgemeinden  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Bulletins   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - VBG   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - KPG   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - BEGEM   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| BSIG-Information  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Homepage AGR  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Medienmitteilungen  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Informationsveranstaltungen   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Grossrat  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Gemeindebehörden  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - KPG-Veranstaltung Finanzverwalter (regional)                            |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Hilfsmittel erarbeiten (AGR)</b>                                       |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Ausführungsbestimmungen   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Musterrechnungen Einwohnergemeinden                                       |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Arbeitshilfen Einwohnergemeinden  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Musterrechnungen KG / BG / übrige Körperschaften                          |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Arbeitshilfen KG / BG / GV / übrige Körperschaften                        |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Grundlagen Rechnungsprüfung   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Schulungsunterlagen</b>  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Einwohnergemeinden 1. + 2. Modul  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Einwohnergemeinden 3. Modul   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Kirchgemeinden 1. + 2. Modul  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Kirchgemeinden 3. Modul   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - übrige Körperschaften 1. + 2. Modul                                     |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - übrige Körperschaften 3. Modul  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Informatik</b>   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Mitarbeit Konzeption Mustervorlagen                                       |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Programm Anpassungen aufgrund Musterreports AGR                           |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Grundinstallationen / Schulungen</b>                                   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - grosse Einwohnergemeinden   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - übrige Einwohnergemeinden   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Kirchgemeinden / GV   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Bürgergemeinden und übrige Körperschaften                               |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Installation / Test neue Reports (GFR, EK-Nachweis, Modul-JR etc.)</b> |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Einwohnergemeinden  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Kirchgemeinden / GV   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Bürgergemeinden und übrige Körperschaften                               |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Ausbildung</b>   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Schulung Einwohner- und gemischte Gemeinden</b>                        |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Finanzverwalter, SB FV, 1. Modul  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Finanzverwalter, SB FV, 2. Modul  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Finanzverwalter, SB FV, 3. Modul  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Rechnungsprüfungsorgane   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Schulung Kirchgemeinden und Gemeindeverbände</b>                       |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Finanzverwalter, SB, 1. Modul   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Finanzverwalter, SB, 2. Modul   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Finanzverwalter, SB, 3. Modul   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Rechnungsprüfungsorgane   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Schulung übrige Körperschaften</b>                                     |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Finanzverwalter, SB, 1. Modul   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Finanzverwalter, SB, 2. Modul   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Finanzverwalter, SB, 3. Modul   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Rechnungsprüfungsorgane   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Umsetzung in Gemeinden</b>   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Einwohnergemeinden</b>   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Bilanzbereinigung HRM1 RJ 2013 (Rückstellungen, Rechnungsabgrenzung)      |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| HRM2-Codierung bei Verbuchung RJ 2012 (→ Vorschlag 2014 mit Vorjahr)      |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| HRM2-Codierung bei Verbuchung RJ 2013 (→ Reports 2014 mit Vorjahr)        |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Bereinigungsarbeiten (Kontenplan etc.)                                    |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - grosse EG   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - kl. + mittlere EG   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Vorschlag 2014 HRM2 ausarbeiten   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - grosse EG   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - kl. + mittlere EG   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Buchungen RJ 2014 nach HRM2   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Anlagebuchhaltung   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Definition Aufbau, Erfassung bisheriges VV, Tests etc.                  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Erfassung laufende Investitionen  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Finanzplanung   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Kirchgemeinden / Gemeindeverbände</b>                                  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Bilanzbereinigung HRM1 RJ 2014 (Rückstellungen, Rechnungsabgrenzung)      |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| HRM2-Codierung bei Verbuchung RJ 2013 (→ Vorschlag 2015 mit Vorjahr)      |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| HRM2-Codierung bei Verbuchung RJ 2014 (→ Reports 2015 mit Vorjahr)        |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Bereinigungsarbeiten (Kontenplan etc.)                                    |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Vorschlag 2015 HRM2 ausarbeiten   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Buchungen RJ 2015 nach HRM2   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Anlagebuchhaltung   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Definition Aufbau, Erfassung bisheriges VV, Tests etc.                  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Erfassung laufende Investitionen  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Finanzplanung   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Bürgergemeinden und übrige Körperschaften</b>                          |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Bilanzbereinigung HRM1 RJ 2015 (Rückstellungen, Rechnungsabgrenzung)      |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| HRM2-Codierung bei Verbuchung RJ 2014 (→ Vorschlag 2016 mit Vorjahr)      |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| HRM2-Codierung bei Verbuchung RJ 2015 (→ Reports 2016 mit Vorjahr)        |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Bereinigungsarbeiten (Kontenplan etc.)                                    |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Vorschlag 2016 HRM2 ausarbeiten   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Buchungen RJ 2016 nach HRM2   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Anlagebuchhaltung   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Definition Aufbau, Erfassung bisheriges VV, Tests etc.                  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Erfassung laufende Investitionen  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Finanzplanung   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |

| Projektplan Einführung HRM2 ab 2014   | 2013   |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
|---|--------|---------|------|-------|-----|------|------|--------|-----------|---------|----------|----------|
|   | 1      | 2       | 3    | 4     | 5   | 6    | 7    | 8      | 9         | 10      | 11       | 12       |
| Quartal   | 1      |         |      | 2     |     |      | 3    |        |           | 4       |          |          |
| Monat   | Januar | Februar | März | April | Mai | Juni | Juli | August | September | Oktober | November | Dezember |
| <b>Konzeption</b>   |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| JGK-Arbeitsgruppe HRM2  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Mitbericht/Vornehmlassung   |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Anpassungen / Konsolidierter Schlussbericht                                 |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Gesetzgebung</b>   |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Vorlage erarbeiten (GG, GV)</b>  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Vernehmlassungsverfahren  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - GR 1. Lesung  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Referendumsfrist / Stimmrechtsbescheinigung                               |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Inkrafttreten   |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - GR 2. Lesung (evtl.)  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Referendumsfrist / Stimmrechtsbescheinigung (evtl.)                       |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Inkrafttreten (wenn 2 Lesungen)   |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>FHDV</b>   |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Erarbeitung FHDV  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Beschluss   |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Information</b>  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Fachverbände</b>   |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>KPG</b>  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>JGK</b>  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Kontaktgremium</b>   |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Informatikanbieter</b>   |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Pilotgemeinden</b>   |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Bulletins</b>  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - VBG   |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - KPS   |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - BEGEM   |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>BSIG-Information</b>   |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Homepage AGR</b>   |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Medienmitteilungen</b>   |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Informationsveranstaltungen</b>  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Grossrat  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Gemeindebehörden  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - KPG-Veranstaltung Finanzverwalter (regional)                              |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Hilfsmittel erarbeiten (AGR)</b>   |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Ausführungsbestimmungen</b>  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Musterrechnungen Einwohnergemeinden</b>                                  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Arbeitshilfen Einwohnergemeinden</b>                                     |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Musterrechnungen KG / BG / übrige Körperschaften</b>                     |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Arbeitshilfen KG / BG / GV / übrige Körperschaften</b>                   |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Grundlagen Rechnungsprüfung</b>  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          | fertig ♦ |
| <b>Schulungsunterlagen</b>  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Einwohnergemeinden 1. + 2. Modul  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Einwohnergemeinden 3. Modul   |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Kirchengemeinden 1. + 2. Modul  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Kirchengemeinden 3. Modul   |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - übrige Körperschaften 1. + 2. Modul                                       |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - übrige Körperschaften 3. Modul  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Informatik</b>   |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Mitarbeit Konzeption Mustervorlagen</b>                                  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Programm Anpassungen aufgrund Musterreports AGR</b>                      |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Grundinstallationen / Schulungen</b>                                     |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - grosse Einwohnergemeinden   |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - übrige Einwohnergemeinden   |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Kirchengemeinden / GV   |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Bürgergemeinden und übrige Körperschaften                                 |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Installation / Test neue Reports (GFR, EK-Nachweis, Modul-JR etc.)</b>   |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Einwohnergemeinden  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Kirchengemeinden / GV   |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Bürgergemeinden und übrige Körperschaften                                 |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Ausbildung</b>   |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Schulung Einwohner- und gemischte Gemeinden</b>                          |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Finanzverwalter, SB FV, 1. Modul  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Finanzverwalter, SB FV, 2. Modul  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Finanzverwalter, SB FV, 3. Modul  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Rechnungsprüfungsorgane   |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Schulung Kirchengemeinden und Gemeindeverbände</b>                       |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Finanzverwalter, SB, 1. Modul   |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Finanzverwalter, SB, 2. Modul   |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Finanzverwalter, SB, 3. Modul   |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Rechnungsprüfungsorgane   |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Schulung übrige Körperschaften</b>                                       |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Finanzverwalter, SB, 1. Modul   |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Finanzverwalter, SB, 2. Modul   |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Finanzverwalter, SB, 3. Modul   |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Rechnungsprüfungsorgane   |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Umsetzung in Gemeinden</b>   |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Einwohnergemeinden</b>   |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Bilanzbereinigung HRM1 RJ 2013 (Rückstellungen, Rechnungsabgrenzung)</b> |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>HRM2-Codierung bei Verbuchung RJ 2012 (→ Vorschlag 2014 mit Vorjahr)</b> |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>HRM2-Codierung bei Verbuchung RJ 2013 (→ Reports 2014 mit Vorjahr)</b>   |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Bereinigungsarbeiten (Kontenplan etc.)</b>                               |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - grosse EG   |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - kl. + mittlere EG   |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Vorschlag 2014 HRM2 ausarbeiten</b>                                      |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - grosse EG   |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - kl. + mittlere EG   |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Buchungen RJ 2014 nach HRM2</b>  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Anlagebuchhaltung</b>  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Definition Aufbau, Erfassung bisheriges VV, Tests etc.                    |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Erfassung laufende Investitionen  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Finanzplanung</b>  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Kirchengemeinden / Gemeindeverbände</b>                                  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Bilanzbereinigung HRM1 RJ 2014 (Rückstellungen, Rechnungsabgrenzung)</b> |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>HRM2-Codierung bei Verbuchung RJ 2013 (→ Vorschlag 2015 mit Vorjahr)</b> |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>HRM2-Codierung bei Verbuchung RJ 2014 (→ Reports 2015 mit Vorjahr)</b>   |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Bereinigungsarbeiten (Kontenplan etc.)</b>                               |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - grosse EG   |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - kl. + mittlere EG   |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Vorschlag 2015 HRM2 ausarbeiten</b>                                      |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - grosse EG   |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - kl. + mittlere EG   |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Buchungen RJ 2015 nach HRM2</b>  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Anlagebuchhaltung</b>  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Definition Aufbau, Erfassung bisheriges VV, Tests etc.                    |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Erfassung laufende Investitionen  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Finanzplanung</b>  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Bürgergemeinden und übrige Körperschaften</b>                            |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Bilanzbereinigung HRM1 RJ 2015 (Rückstellungen, Rechnungsabgrenzung)</b> |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>HRM2-Codierung bei Verbuchung RJ 2014 (→ Vorschlag 2016 mit Vorjahr)</b> |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>HRM2-Codierung bei Verbuchung RJ 2015 (→ Reports 2016 mit Vorjahr)</b>   |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Bereinigungsarbeiten (Kontenplan etc.)</b>                               |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - grosse EG   |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - kl. + mittlere EG   |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Vorschlag 2016 HRM2 ausarbeiten</b>                                      |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - grosse EG   |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - kl. + mittlere EG   |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Buchungen RJ 2016 nach HRM2</b>  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Anlagebuchhaltung</b>  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Definition Aufbau, Erfassung bisheriges VV, Tests etc.                    |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Erfassung laufende Investitionen  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Finanzplanung</b>  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |

| Projektplan Einführung HRM2 ab 2014  |  | 2014   |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
|--|--|--------|---------|------|-------|-----|------|------|--------|-----------|---------|----------|----------|
| Quartal  |  | 1      |         |      | 2     |     |      | 3    |        |           | 4       |          |          |
| Monat  |  | Januar | Februar | März | April | Mai | Juni | Juli | August | September | Oktober | November | Dezember |
| <b>Konzeption</b>  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| JGK-Arbeitsgruppe HRM2   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Mitbericht/Vornehmlassung  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Anpassungen / Konsolidierter Schlussbericht                                      |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Gesetzgebung</b>  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Vorlage erarbeiten (GG, GV)  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Vernehmlassungsverfahren   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - GR 1. Lesung   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Referendumsfrist / Stimmrechtsbescheinigung                                    |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Inkrafttreten  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - GR 2. Lesung (evtl.)   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Referendumsfrist / Stimmrechtsbescheinigung (evtl.)                            |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Inkrafttreten (wenn 2 Lesungen)  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>FHDV</b>  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Erarbeitung FHDV   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Beschluss  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Information</b>   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Fachverbände</b>  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>KPG</b>   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| JGK  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Kontaktgremium</b>  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Informatikanbieter</b>  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Information: ab 2013 keine Einträge, da noch nicht definiert                     |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Pilotgemeinden</b>  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Bulletins</b>   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - VBG  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - KPG  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - BEGEM  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>BSIG-Information</b>  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Homepage AGR   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Homepage AGR: laufend aktualisiert   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Medienmitteilungen</b>  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Informationsveranstaltungen</b>   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Grossrat   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Gemeindebehörden   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - KPG-Veranstaltung Finanzverwalter (regional)                                   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Hilfsmittel erarbeiten (AGR)</b>  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Ausführungsbestimmungen  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Musterrechnungen Einwohnergemeinden  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Arbeitshilfen Einwohnergemeinden   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Musterrechnungen KG / BG / übrige Körperschaften                                 |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Arbeitshilfen KG / BG / GV / übrige Körperschaften                               |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Grundlagen Rechnungsprüfung  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Schulungsunterlagen</b>   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Einwohnergemeinden 1. + 2. Modul   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Einwohnergemeinden 3. Modul  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Kirchgemeinden 1. + 2. Modul   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Kirchgemeinden 3. Modul  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - übrige Körperschaften 1. + 2. Modul  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - übrige Körperschaften 3. Modul   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Unterlagen ü.K. 1. + 2. Modul  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Schulungsunterlagen KG 3. Modul  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| fertig ♦   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Schulungsunterlagen übrige K. 3. Modul   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Informatik</b>  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Mitarbeit Konzeption Mustervorlagen  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Programm Anpassungen aufgrund Musterreports AGR                                  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Grundinstallationen / Schulungen</b>  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - grosse Einwohnergemeinden  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - übrige Einwohnergemeinden  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Kirchgemeinden / GV  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Bürgergemeinden und übrige Körperschaften                                      |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Grundinstallationen EG + übrige Körperschaften                                   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Grundinstallationen EG + übrige Körperschaften abgeschlossen ♦                   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Installation / Test neue Reports (GFR, EK-Nachweis, Modul-JR etc.)</b>        |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Einwohnergemeinden   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Kirchgemeinden / GV  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Bürgergemeinden und übrige Körperschaften                                      |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Zusatzinstallationen Reports / Tests (KG, GV)                                    |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Zusatzinstallationen Reports / Tests (BG, übrige Körperschaften)                 |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Ausbildung</b>  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Schulung Einwohner- und gemischte Gemeinden</b>                               |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Finanzverwalter, SB FV, 1. Modul   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| 1. Modul EG (1. WK i.R. übl. Verant.)  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Finanzverwalter, SB FV, 2. Modul   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| 2. Modul EG (1. WK)  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Finanzverwalter, SB FV, 3. Modul   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| 2. Modul EG (1. WK)  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Rechnungsprüfungsorgane  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Revision i.R. übl. Verant.   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| 3. Modul EG (erstmal)  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Schulung Kirchgemeinden und Gemeindeverbände</b>                              |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Finanzverwalter, SB, 1. Modul  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Finanzverwalter, SB, 2. Modul  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| 2. Modul KG (erstmal)  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Finanzverwalter, SB, 3. Modul  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Rechnungsprüfungsorgane  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Schulung übrige Körperschaften</b>  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Finanzverwalter, SB, 1. Modul  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Finanzverwalter, SB, 2. Modul  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| 1. Modul übr. K. (erstmal)   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Finanzverwalter, SB, 3. Modul  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| 2. Modul übr. K. (erstmal)   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Rechnungsprüfungsorgane  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Umsetzung in Gemeinden</b>  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Einwohnergemeinden</b>  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Bilanzbereinigung HRM1 RJ 2013 (Rückstellungen, Rechnungsabgrenzung)             |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Bilanzbereinigung RJ 2013 HRM1 (Rückstellungen, Rechnungsabgrenzung)             |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| HRM2-Codierung bei Verbuchung RJ 2012 (→ Vorschl. 2014 mit Vorjahr)              |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| freiwillige HRM2-Codierung RJ 2013   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Bereinigungsarbeiten (Kontenplan etc.)   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - grosse EG  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - kl. + mittlere EG  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Voranschlag 2014 HRM2 ausarbeiten  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - grosse EG  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - kl. + mittlere EG  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Buchungen RJ 2014 nach HRM2  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Buchung RJ 2014 nach HRM2 (EG, erstmals)   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Anlagebuchhaltung  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Definition Aufbau, Erfassung bisheriges VV, Tests etc.                         |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Aufbau Anlagebuchhaltung EG  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Erfassung laufende Investitionen   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Laufende Investitionen RJ 2014   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Finanzplanung</b>   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Kirchgemeinden / Gemeindeverbände</b>   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Bilanzbereinigung HRM1 RJ 2014 (Rückstellungen, Rechnungsabgrenzung)             |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Bilanzbereinigung RJ 2014 HRM1 (Rückstellungen, Rechnungsabgrenzung)             |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| HRM2-Codierung bei Verbuchung RJ 2013 (→ Vorschl. 2015 mit Vorjahr)              |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| freiwillige HRM2-Codierung RJ 2014   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Bereinigungsarbeiten (Kontenplan etc.)   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Bereinigungsarbeiten KG (Kontenplan)   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Voranschlag 2015 KG + GV   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Voranschlag 2015 HRM2 ausarbeiten  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Buchungen RJ 2015 nach HRM2  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Anlagebuchhaltung  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Definition Aufbau, Erfassung bisheriges VV, Tests etc.                         |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Aufbau Anlagebuchhaltung KG + GV   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Erfassung laufende Investitionen   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Finanzplanung</b>   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Bürgergemeinden und übrige Körperschaften</b>                                 |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Bilanzbereinigung HRM1 RJ 2015 (Rückstellungen, Rechnungsabgrenzung)             |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| freiwillige HRM2-Codierung RJ 2014 (Basis Vorjahreszahlen für Budgetierung 2016) |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| HRM2-Codierung bei Verbuchung RJ 2014 (→ Vorschl. 2016 mit Vorjahr)              |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Bereinigungsarbeiten (Kontenplan) BG + übrige K                                  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Bereinigungsarbeiten (Kontenplan) BG + übrige K                                  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Voranschlag 2016 HRM2 ausarbeiten  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Buchungen RJ 2016 nach HRM2  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Anlagebuchhaltung  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Definition Aufbau, Erfassung bisheriges VV, Tests etc.                         |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Erfassung laufende Investitionen   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Finanzplanung</b>   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |

| Projektplan Einführung HRM2 ab 2014  | 2015   |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
|--|--|---------|------|-------|-----|------|------|--------|-----------|---------|----------|----------|
|  | Januar   | Februar | März | April | Mai | Juni | Juli | August | September | Oktober | November | Dezember |
| <b>Quartal</b>   |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Monat</b>   |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Konzeption</b>  |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| JGK-Arbeitsgruppe HRM2   |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Mitbericht/Vornehmlassung  |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Anpassungen / Konsolidierter Schlussbericht                                |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Gesetzgebung</b>  |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Vorlage erarbeiten (GG, GV)</b>   |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Vernehmlassungsverfahren   |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - GR 1. Lesung   |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Referendumsfrist / Stimmrechtsbescheinigung                              |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Inkrafttreten  |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - GR 2. Lesung (evtl.)   |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Referendumsfrist / Stimmrechtsbescheinigung (evtl.)                      |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Inkrafttreten (wenn 2 Lesungen)  |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>FHDV</b>  |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Erarbeitung FHDV   |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Beschluss  |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Information</b>   |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Fachverbände</b>  |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>KPG</b>   |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>JGK</b>   |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Kontaktgremium</b>  |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Informatikanbieter</b>  | Information: ab 2013 keine Einträge, die noch nicht definiert.       |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Pilotgemeinden</b>  |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Bulletins</b>   |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - VBG  |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - KPG  |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - BEGEM  |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>BSIG-Information</b>  |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Homepage AGR</b>  | Homepage AGR: laufend aktualisiert                                   |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Medienmitteilungen</b>  |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Informationsveranstaltungen</b>   |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Grossrat   |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Gemeindebehörden   |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - KPG-Veranstaltung Finanzverwalter (regional)                             |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Hilfsmittel erarbeiten (AGR)</b>  |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Ausführungsbestimmungen  |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Musterrechnungen Einwohnergemeinden  |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Arbeitshilfen Einwohnergemeinden   |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Musterrechnungen KG / BG / übrige Körperschaften                           |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Arbeitshilfen KG / BG / GV / übrige Körperschaften                         |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Grundlagen Rechnungsprüfung  |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Schulungsunterlagen</b>   |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Einwohnergemeinden 1. + 2. Modul   |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Einwohnergemeinden 3. Modul  |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Kirchgemeinden 1. + 2. Modul   |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Kirchgemeinden 3. Modul  |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - übrige Körperschaften 1. + 2. Modul                                      |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - übrige Körperschaften 3. Modul   | Schulungsunterlagen übrige K. 3. Modul                               |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
|  | fertig ♦   |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Informatik</b>  |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Mitarbeit Konzeption Mustervorlagen  |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Programmanpassungen aufgrund Musterreports AGR                             |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Grundinstallationen /Schulungen</b>                                     |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - grosse Einwohnergemeinden  |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - übrige Einwohnergemeinden  |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Kirchgemeinden / GV  |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Burgergemeinden und übrige Körperschaften                                |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Installation / Test neue Reports (GFR, EK-Nachweis , Modul-JR etc.)</b> |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Einwohnergemeinden   |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Kirchgemeinden / GV  |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Burgergemeinden und übrige Körperschaften                                | Zusatzinstallationen Reports / Tests (BG, übrige Körperschaften)     |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Ausbildung</b>  |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Schulung Einwohner- und gemischte Gemeinden</b>                         |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Finanzverwalter, SB FV, 1. Modul   | 1. Modul EG (2. WK i.R. übl. Verant.)                                |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Finanzverwalter, SB FV, 2. Modul   | 2. Modul EG (evtl. 2. WK)  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Finanzverwalter, SB FV, 3. Modul   | 2. Modul EG (evtl. 2. WK)  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Rechnungsprüfungsorgane  | Revision i.R. übl. Verant.   |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
|  | 3. Modul EG (1. WK)  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Schulung Kirchgemeinden und Gemeindeverbände</b>                        |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Finanzverwalter, SB, 1. Modul  | 1. Modul KG (1. WK i.R. übl. Verant.)                                |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Finanzverwalter, SB, 2. Modul  | 2. Modul KG (1. WK)  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Finanzverwalter, SB, 3. Modul  | 2. Modul KG (1. WK)  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Rechnungsprüfungsorgane  | Revision i.R. übl. Verant.   |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
|  | 3. Modul KG (erstmal)  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Schulung übrige Körperschaften</b>                                      |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Finanzverwalter, SB, 1. Modul  |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Finanzverwalter, SB, 2. Modul  | 2. Modul übr. K. (erstmal)   |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Finanzverwalter, SB, 3. Modul  |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Rechnungsprüfungsorgane  | Revision i.R. übl. Verant.   |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Umsetzung in Gemeinden</b>  |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Einwohnergemeinden</b>  |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Bilanzbereinigung HRM1 RJ 2013 (Rückstellungen, Rechnungsabgrenzung)       |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| HRM2-Codierung bei Verbuchung RJ 2012 (→ Vorschl. 2014 mit Vorjahr)        |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| HRM2-Codierung bei Verbuchung RJ 2013 (→ Reports 2014 mit Vorjahr)         |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Bereinigungsarbeiten (Kontenplan etc.)                                     |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - grosse EG  |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - kl. + mittlere EG  |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Vorschlag 2014 HRM2 ausarbeiten  |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - grosse EG  |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - kl. + mittlere EG  |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Buchungen RJ 2014 nach HRM2  | 1. Abschluss HRM2 (RJ 2014)  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Anlagebuchhaltung  |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Definition Aufbau, Erfassung bisheriges VV, Tests etc.                   |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Erfassung laufende Investitionen   |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Finanzplanung</b>   |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Kirchgemeinden / Gemeindeverbände</b>                                   |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Bilanzbereinigung HRM1 RJ 2014 (Rückstellungen, Rechnungsabgrenzung)       | Bilanzbereinigung RJ 2014 HRM1 (Rückstellungen, Rechnungsabgrenzung) |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| HRM2-Codierung bei Verbuchung RJ 2013 (→ Vorschl. 2015 mit Vorjahr)        |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| HRM2-Codierung bei Verbuchung RJ 2014 (→ Reports 2015 mit Vorjahr)         | freiwillige HRM2-Codierung RJ 2014                                   |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Bereinigungsarbeiten (Kontenplan etc.)                                     |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Vorschlag 2015 HRM2 ausarbeiten  |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Buchungen RJ 2015 nach HRM2  | Buchung RJ 2015 nach HRM2 (KG + GV, erstmals)                        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Anlagebuchhaltung  |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Definition Aufbau, Erfassung bisheriges VV, Tests etc.                   | Aufbau Anlagebuchhaltung KG + GV                                     |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Erfassung laufende Investitionen   | Erfassung laufende Investitionen RJ 2015                             |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Finanzplanung</b>   |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Burgergemeinden und übrige Körperschaften</b>                           |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Bilanzbereinigung HRM1 RJ 2015 (Rückstellungen, Rechnungsabgrenzung)       | Bilanzbereinigung RJ 2015 HRM1 (Rückstellungen, Rechnungsabgrenzung) |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| HRM2-Codierung bei Verbuchung RJ 2014 (→ Vorschl. 2016 mit Vorjahr)        |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| HRM2-Codierung bei Verbuchung RJ 2015 (→ Reports 2016 mit Vorjahr)         | freiwillige HRM2-Codierung RJ 2015                                   |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Bereinigungsarbeiten (Kontenplan etc.)                                     | Bereinigungsarbeiten (Kontenplan) BG + übrige K.                     |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Vorschlag 2016 HRM2 ausarbeiten  | Vorschlag RJ 2016 BG + übrige K.                                     |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Buchungen RJ 2016 nach HRM2  |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Anlagebuchhaltung  |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Definition Aufbau, Erfassung bisheriges VV, Tests etc.                   | Aufbau Anlagebuchhaltung BG + übrige K.                              |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Erfassung laufende Investitionen   |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Finanzplanung</b>   |  |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |

| Projektplan Einführung HRM2 ab 2014                                  |  | 2016   |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
|--|--|--------|---------|------|-------|-----|------|------|--------|-----------|---------|----------|----------|
| Quartal  |  | 1      |         |      | 2     |     |      | 3    |        |           | 4       |          |          |
| Monat  |  | Januar | Februar | März | April | Mai | Juni | Juli | August | September | Oktober | November | Dezember |
| <b>Konzeption</b>  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| JGK-Arbeitsgruppe HRM2   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Mitarbeiter/Vernehmlassung   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Anpassungen / Konsolidierter Schlussbericht                          |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Gesetzgebung</b>  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Vorlage erarbeiten (GG, GV)  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Vernehmlassungsverfahren   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - GR 1. Lesung   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Referendumsfrist / Stimmrechtsbescheinigung                        |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Inkrafttreten  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - GR 2. Lesung (evtl.)   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Referendumsfrist / Stimmrechtsbescheinigung (evtl.)                |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Inkrafttreten (wenn 2 Lesungen)                                    |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>FHDV</b>  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Erarbeitung FHDV   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Beschluss  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Information</b>   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Fachverbände   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| KPG  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| JGK  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Kontaktgremium   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Informatikanbieter   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Pilotgemeinden   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Bulletins  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - VBG  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - KPS  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - BEGEM  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| BSIG-Information   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Homepage AGR   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Medienmitteilungen   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Informationsveranstaltungen  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Grossrat   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Gemeindebehörden   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - KPG-Veranstaltung Finanzverwalter (regional)                       |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Hilfsmittel erarbeiten (AGR)</b>                                  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Ausführungsbestimmungen  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Musterrechnungen Einwohnergemeinden                                  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Arbeitshilfen Einwohnergemeinden                                     |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Musterrechnungen KG / BG / übrige Körperschaften                     |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Arbeitshilfen KG / BG / GV / übrige Körperschaften                   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Grundlagen Rechnungsprüfung  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Schulungsunterlagen</b>   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Einwohnergemeinden 1. + 2. Modul                                   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Einwohnergemeinden 3. Modul  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Kirchgemeinden 1. + 2. Modul                                       |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Kirchgemeinden 3. Modul  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - übrige Körperschaften 1. + 2. Modul                                |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - übrige Körperschaften 3. Modul                                     |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Informatik</b>  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Mitarbeit Konzeption Mustervorlagen                                  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Programm Anpassungen aufgrund Musterreports AGR                      |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Grundinstallationen / Schulungen</b>                              |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - grosse Einwohnergemeinden  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - übrige Einwohnergemeinden  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Kirchgemeinden / GV  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Bürgergemeinden und übrige Körperschaften                          |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Installation / Test neue Reports (GFR, EK-Nachweis, Modul-JR etc.)   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Einwohnergemeinden   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Kirchgemeinden / GV  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Bürgergemeinden und übrige Körperschaften                          |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Ausbildung</b>  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Schulung Einwohner- und gemischte Gemeinden</b>                   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Finanzverwalter, SB FV, 1. Modul                                   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Finanzverwalter, SB FV, 2. Modul                                   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Finanzverwalter, SB FV, 3. Modul                                   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Rechnungsprüfungsorgane  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| 1. Modul EG (3. WK i.R. übl. Veranst.)                               |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| 2. Modul EG (evtl. 3. WK)  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| 2. Modul EG (evtl. 3. WK)  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| 3. Modul EG (evtl. 2. WK)  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Revision i.R. übl. Veranst.  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Schulung Kirchgemeinden und Gemeindeverbände</b>                  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Finanzverwalter, SB, 1. Modul                                      |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Finanzverwalter, SB, 2. Modul                                      |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Finanzverwalter, SB, 3. Modul                                      |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Rechnungsprüfungsorgane  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| 1. Modul KG (2. WK i.R. übl. Veranst.)                               |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| 2. Modul KG (evtl. 2. WK)  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| 2. Modul KG (evtl. 2. WK)  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| 3. Modul KG (1. WK)  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Revision i.R. übl. Veranst.  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Schulung übrige Körperschaften</b>                                |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Finanzverwalter, SB, 1. Modul                                      |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Finanzverwalter, SB, 2. Modul                                      |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Finanzverwalter, SB, 3. Modul                                      |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Rechnungsprüfungsorgane  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| 1. Modul ü.K. (1. WK i.R. übl. Veranst.)                             |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| 2. Modul übr. K. (1. WK)   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| 2. Modul übr. K. (1. WK)   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| 3. Modul übr. K. (erstmalig)   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Revision i.R. übl. Veranst.  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Umsetzung in Gemeinden</b>  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| <b>Einwohnergemeinden</b>  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Bilanzbereinigung HRM1 RJ 2013 (Rückstellungen, Rechnungsabgrenzung) |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| HRM2-Codierung bei Verbuchung RJ 2012 (→ Vorsch. 2014 mit Vorjahr)   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| HRM2-Codierung bei Verbuchung RJ 2013 (→ Reports 2014 mit Vorjahr)   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Bereinigungsarbeiten (Kontenplan etc.)                               |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - grosse EG  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - kl. + mittlere EG  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Vorschlag 2014 HRM2 ausarbeiten                                      |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - grosse EG  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - kl. + mittlere EG  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Buchungen RJ 2014 nach HRM2  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Anlagebuchhaltung  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Definition Aufbau, Erfassung bisheriges VV, Tests etc.             |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Erfassung laufende Investitionen                                   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Finanzplanung  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Kirchgemeinden / Gemeindeverbände                                    |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Bilanzbereinigung HRM1 RJ 2014 (Rückstellungen, Rechnungsabgrenzung) |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| HRM2-Codierung bei Verbuchung RJ 2013 (→ Vorsch. 2015 mit Vorjahr)   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| HRM2-Codierung bei Verbuchung RJ 2014 (→ Reports 2015 mit Vorjahr)   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Bereinigungsarbeiten (Kontenplan etc.)                               |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Vorschlag 2015 HRM2 ausarbeiten                                      |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Buchungen RJ 2015 nach HRM2  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Anlagebuchhaltung  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Definition Aufbau, Erfassung bisheriges VV, Tests etc.             |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Erfassung laufende Investitionen                                   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Finanzplanung  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Bürgergemeinden und übrige Körperschaften                            |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Bilanzbereinigung HRM1 RJ 2015 (Rückstellungen, Rechnungsabgrenzung) |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| HRM2-Codierung bei Verbuchung RJ 2014 (→ Vorsch. 2016 mit Vorjahr)   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| HRM2-Codierung bei Verbuchung RJ 2015 (→ Reports 2016 mit Vorjahr)   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Bereinigungsarbeiten (Kontenplan etc.)                               |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Vorschlag 2016 HRM2 ausarbeiten                                      |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Buchungen RJ 2016 nach HRM2  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Anlagebuchhaltung  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Definition Aufbau, Erfassung bisheriges VV, Tests etc.             |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| - Erfassung laufende Investitionen                                   |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Finanzplanung  |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Aufbau Anlagebuchhaltung BG + übrige K.                              |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |
| Erfassung laufende Investitionen RJ 2016                             |  |        |         |      |       |     |      |      |        |           |         |          |          |

Information: ab 2014 keine Einträge, da nach nicht der Bericht  
 Informationen ab 2014 keine Einträge, da nicht nicht gemeldet.



| Projektplan Einführung HRM2 ab 2014  | 2017   |   |      |                                |     |      |
|--|--------|---|------|--------------------------------|-----|------|
|  | 1      | 2                                       |      |                                |     |      |
| Quartal  | Januar | Februar                                 | März | April                          | Mai | Juni |
| <b>Konzeption</b>  |        |   |      |                                |     |      |
| JGK-Arbeitsgruppe HRM2   |        |   |      |                                |     |      |
| Mitbericht/Vernehmlassung  |        |   |      |                                |     |      |
| Anpassungen / Konsolidierter Schlussbericht                                |        |   |      |                                |     |      |
|  |        |   |      |                                |     |      |
| <b>Gesetzgebung</b>  |        |   |      |                                |     |      |
| <b>Vorlage erarbeiten (GG, GV)</b>   |        |   |      |                                |     |      |
| - Vernehmlassungsverfahren   |        |   |      |                                |     |      |
| - GR 1. Lesung   |        |   |      |                                |     |      |
| - Referendumsfrist / Stimmrechtsbescheinigung                              |        |   |      |                                |     |      |
| - Inkrafttreten  |        |   |      |                                |     |      |
| - GR 2. Lesung (evtl.)   |        |   |      |                                |     |      |
| - Referendumsfrist / Stimmrechtsbescheinigung (evtl.)                      |        |   |      |                                |     |      |
| - Inkrafttreten (wenn 2 Lesungen)  |        |   |      |                                |     |      |
| <b>FHDV</b>  |        |   |      |                                |     |      |
| - Erarbeitung FHDV   |        |   |      |                                |     |      |
| - Beschluss  |        |   |      |                                |     |      |
|  |        |   |      |                                |     |      |
| <b>Information</b>   |        |   |      |                                |     |      |
| <b>Fachverbände</b>  |        |   |      |                                |     |      |
| <b>KPG</b>   |        |   |      |                                |     |      |
| JGK  |        |   |      |                                |     |      |
| Kontaktgremium   |        |   |      |                                |     |      |
| Informantiker  |        |   |      |                                |     |      |
| Pilotgemeinden   |        |   |      |                                |     |      |
| Bulletins  |        |   |      |                                |     |      |
| - VBG  |        |   |      |                                |     |      |
| - KPG  |        |   |      |                                |     |      |
| - BEGEM  |        |   |      |                                |     |      |
| BSIG-Information   |        |   |      |                                |     |      |
| Homepage AGR   |        |   |      |                                |     |      |
| Medienmitteilungen   |        |   |      |                                |     |      |
| Informationsveranstaltungen  |        |   |      |                                |     |      |
| - Grossrat   |        |   |      |                                |     |      |
| - Gemeindebehörden   |        |   |      |                                |     |      |
| - KPG-Veranstaltung Finanzverwalter (regional)                             |        |   |      |                                |     |      |
|  |        |   |      |                                |     |      |
| <b>Hilfsmittel erarbeiten (AGR)</b>  |        |   |      |                                |     |      |
| Ausführungsbestimmungen  |        |   |      |                                |     |      |
| Musterrechnungen Einwohnergemeinden  |        |   |      |                                |     |      |
| Arbeitshilfen Einwohnergemeinden   |        |   |      |                                |     |      |
| Musterrechnungen KG / BG / übrige Körperschaften                           |        |   |      |                                |     |      |
| Arbeitshilfen KG / BG / GV / übrige Körperschaften                         |        |   |      |                                |     |      |
| Grundlagen Rechnungsprüfung  |        |   |      |                                |     |      |
| <b>Schulungsunterlagen</b>   |        |   |      |                                |     |      |
| - Einwohnergemeinden 1. + 2. Modul   |        |   |      |                                |     |      |
| - Einwohnergemeinden 3. Modul  |        |   |      |                                |     |      |
| - Kirchengemeinden 1. + 2. Modul   |        |   |      |                                |     |      |
| - Kirchengemeinden 3. Modul  |        |   |      |                                |     |      |
| - übrige Körperschaften 1. + 2. Modul                                      |        |   |      |                                |     |      |
| - übrige Körperschaften 3. Modul   |        |   |      |                                |     |      |
|  |        |   |      |                                |     |      |
| <b>Informatik</b>  |        |   |      |                                |     |      |
| Mitarbeit Konzeption Mustervorlagen  |        |   |      |                                |     |      |
| Programmanpassungen aufgrund Musterreports AGR                             |        |   |      |                                |     |      |
| <b>Grundinstallationen /Schulungen</b>                                     |        |   |      |                                |     |      |
| - grosse Einwohnergemeinden  |        |   |      |                                |     |      |
| - übrige Einwohnergemeinden  |        |   |      |                                |     |      |
| - Kirchengemeinden / GV  |        |   |      |                                |     |      |
| - Bürgergemeinden und übrige Körperschaften                                |        |   |      |                                |     |      |
| <b>Installation / Test neue Reports (GFR, EK-Nachweis , Modul-JR etc.)</b> |        |   |      |                                |     |      |
| - Einwohnergemeinden   |        |   |      |                                |     |      |
| - Kirchengemeinden / GV  |        |   |      |                                |     |      |
| - Bürgergemeinden und übrige Körperschaften                                |        |   |      |                                |     |      |
|  |        |   |      |                                |     |      |
| <b>Ausbildung</b>  |        |   |      |                                |     |      |
| <b>Schulung Einwohner- und gemischte Gemeinden</b>                         |        |   |      |                                |     |      |
| - Finanzverwalter, SB FV, 1. Modul   |        | 1. Modul EG (4. WK i.R. übl. Verant.)   |      |                                |     |      |
| - Finanzverwalter, SB FV, 2. Modul   |        |   |      | 2. Modul EG (evtl. 4. WK)      |     |      |
| - Finanzverwalter, SB FV, 3. Modul   |        |   |      |                                |     |      |
| - Rechnungsprüfungsorgane  |        | Revision i.R. übl. Verant.              |      |                                |     |      |
| <b>Schulung Kirchengemeinden und Gemeindeverbände</b>                      |        |   |      |                                |     |      |
| - Finanzverwalter, SB, 1. Modul  |        | 1. Modul KG (3. WK i.R. übl. Verant.)   |      |                                |     |      |
| - Finanzverwalter, SB, 2. Modul  |        |   |      | 2. Modul KG (evtl. 3. WK)      |     |      |
| - Finanzverwalter, SB, 3. Modul  |        |   |      |                                |     |      |
| - Rechnungsprüfungsorgane  |        | Revision i.R. übl. Verant.              |      |                                |     |      |
| <b>Schulung übrige Körperschaften</b>                                      |        |   |      |                                |     |      |
| - Finanzverwalter, SB, 1. Modul  |        | 1. Modul ü.K. (2. WK i.R. übl. Verant.) |      |                                |     |      |
| - Finanzverwalter, SB, 2. Modul  |        |   |      | 2. Modul übr. K. (evtl. 2. WK) |     |      |
| - Finanzverwalter, SB, 3. Modul  |        |   |      |                                |     |      |
| - Rechnungsprüfungsorgane  |        | im Rahmen übl. Verant.                  |      |                                |     |      |
|  |        |   |      |                                |     |      |
| <b>Umsetzung in Gemeinden</b>  |        |   |      |                                |     |      |
| <b>Einwohnergemeinden</b>  |        |   |      |                                |     |      |
| Bilanzbereinigung HRM1 RJ 2013 (Rückstellungen,Rechnungsabgrenzung)        |        |   |      |                                |     |      |
| HRM2-Codierung bei Verbuchung RJ 2012 (→ Vorschl. 2014 mit Vorjahr)        |        |   |      |                                |     |      |
| HRM2-Codierung bei Verbuchung RJ 2013 (→ Reports 2014 mit Vorjahr)         |        |   |      |                                |     |      |
| Bereinigungsarbeiten (Kontenplan etc.)                                     |        |   |      |                                |     |      |
| - grosse EG  |        |   |      |                                |     |      |
| - kl. + mittlere EG  |        |   |      |                                |     |      |
| Vorschlag 2014 HRM2 ausarbeiten  |        |   |      |                                |     |      |
| - grosse EG  |        |   |      |                                |     |      |
| - kl. + mittlere EG  |        |   |      |                                |     |      |
| Buchungen RJ 2014 nach HRM2  |        |   |      |                                |     |      |
| Anlagebuchhaltung  |        |   |      |                                |     |      |
| - Definition Aufbau, Erfassung bisheriges VV, Tests etc.                   |        |   |      |                                |     |      |
| - Erfassung laufende Investitionen   |        |   |      |                                |     |      |
| <b>Finanzplanung</b>   |        |   |      |                                |     |      |
| <b>Kirchengemeinden / Gemeindeverbände</b>                                 |        |   |      |                                |     |      |
| Bilanzbereinigung HRM1 RJ 2014 (Rückstellungen,Rechnungsabgrenzung)        |        |   |      |                                |     |      |
| HRM2-Codierung bei Verbuchung RJ 2013 (→ Vorschl. 2015 mit Vorjahr)        |        |   |      |                                |     |      |
| HRM2-Codierung bei Verbuchung RJ 2014 (→ Reports 2015 mit Vorjahr)         |        |   |      |                                |     |      |
| Bereinigungsarbeiten (Kontenplan etc.)                                     |        |   |      |                                |     |      |
| Vorschlag 2015 HRM2 ausarbeiten  |        |   |      |                                |     |      |
| Buchungen RJ 2015 nach HRM2  |        |   |      |                                |     |      |
| Anlagebuchhaltung  |        |   |      |                                |     |      |
| - Definition Aufbau, Erfassung bisheriges VV, Tests etc.                   |        |   |      |                                |     |      |
| - Erfassung laufende Investitionen   |        |   |      |                                |     |      |
| <b>Finanzplanung</b>   |        |   |      |                                |     |      |
| <b>Bürgergemeinden und übrige Körperschaften</b>                           |        |   |      |                                |     |      |
| Bilanzbereinigung HRM1 RJ 2015 (Rückstellungen,Rechnungsabgrenzung)        |        |   |      |                                |     |      |
| HRM2-Codierung bei Verbuchung RJ 2014 (→ Vorschl. 2016 mit Vorjahr)        |        |   |      |                                |     |      |
| HRM2-Codierung bei Verbuchung RJ 2015 (→ Reports 2016 mit Vorjahr)         |        |   |      |                                |     |      |
| Bereinigungsarbeiten (Kontenplan etc.)                                     |        |   |      |                                |     |      |
| Vorschlag 2016 HRM2 ausarbeiten  |        |   |      |                                |     |      |
| Buchungen RJ 2016 nach HRM2  |        |   |      |                                |     |      |
| Anlagebuchhaltung  |        |   |      |                                |     |      |
| - Definition Aufbau, Erfassung bisheriges VV, Tests etc.                   |        |   |      |                                |     |      |
| - Erfassung laufende Investitionen   |        |   |      |                                |     |      |
| <b>Finanzplanung</b>   |        |   |      |                                |     |      |
|  |        |   |      |                                |     |      |

Informationen ab 2014 keine Hinweise, da nicht nicht dokumentiert  
Informationen ab 2014 keine Hinweise, da nicht nicht dokumentiert